

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT NIXON AU PROCHE-ORIENT

Le gouvernement israélien s'est réuni mardi matin 18 juin, en séance extraordinaire, pour entendre un rapport du premier ministre, M. Rabin, sur ses conversations avec le président Nixon et M. Kissinger. Le gouvernement devait décider, au cours de cette réunion, de l'attitude qu'il adopterait lors du débat qui suivra, mercredi, à la Knesset, le dépôt d'une motion de défiance à ce sujet. Le cabinet pourrait se trouver en difficulté, compte tenu du fait qu'il n'a qu'une voix de majorité.

Lundi, au cours d'une conférence de presse tenue après le départ du président Nixon, M. Rabin avait déclaré qu'Israël était prêt ainsi

que le lui avait conseillé le chef de l'exécutif américain, à faire des concessions territoriales, tout en n'ignorant pas les risques qu'elles impliquaient. « Toutefois », a-t-il dit, « il n'est pas question que nous nous retirions sur les lignes du 4 juin 1967. »

● A BEYROUTH, la communauté israélo-américaine publiée à l'issue du voyage de M. Nixon à Jérusalem a suscité de vives réactions dans les milieux palestiniens et de gauche (voir la déclaration du porte-parole de l'O.L.P.).

« Al Saïr » (pro-libyen) écrit : « La situation est claire : les dirigeants arabes ont maintenant

à choisir entre une réconciliation avec les États-Unis et un soutien à la cause palestinienne, deux perspectives manifestement incompatibles. » « Al Nahar » (indépendant) écrit toutefois qu'il fallait attendre que le président Nixon « parle avec un accent biblique en Israël, tout comme il a parlé avec un accent arabe dans les capitales arabes ».

● A ALEXANDRIE, le président Sadate s'est entretenu lundi avec le commandant Jalloud, premier ministre libyen. C'est la première fois que le président Sadate reçoit un responsable libyen depuis la publication, le mois dernier, au Caire, du message secret que le chef d'État égyptien

avait envoyé au Conseil libyen de la révolution. L'entretien de lundi serait manifestement le résultat d'une mission de médiation entreprise par M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P.

● A TRIPOLI, cependant, la radio officielle libyenne a violemment critiqué l'aidé américain à l'Égypte en vue du développement de l'arsenal nucléaire. Selon le commentateur, il s'agit là d'une « vaste duperie », car « l'expérience a toujours montré que les États-Unis sont l'ennemi numéro un des pays en voie de développement et flétrissent à ce que tous les pays arabes et du tiers-monde n'aient aucune force nucléaire ». — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

L'inquiétude du roi Hussein

(Suite de la première page.)

« Comment ne pas retenir cet élément assez nouveau dans une conjoncture qui, sans être nécessairement favorable à la révolution palestinienne, n'entraîne pas moins les positions acquises de ses ennemis ? », nous a-t-on confié dans une maison où des responsables du Fath nous donnaient autrefois rendez-vous.

L'aide militaire

Pourtant, si l'on s'en tient à l'état actuel des relations entre la Jordanie et les États-Unis et aux projets d'avenir ébauchés à Amman concernant les différentes catégories d'aide qu'on se croit en droit d'attendre de Washington, les arrière-pensées que d'aucuns n'hésitent pas à prêter à l'administration de M. Nixon ne paraissent pas fondées. Alors que, au cours de l'année fiscale 1973-1974, la générosité américaine s'est traduite par des dons de 110 à 120 millions de dollars à titre d'aide, les crédits prévus pour la nouvelle année s'élèvent à 207 millions de dollars, sans compter l'assistance technique des experts, les échanges culturels (notamment environ cent cinquante bourses), enfin l'assistance en produits alimentaires de première

nécessité, quelque 100 millions de tonnes de produits céréaliers. Quant à l'aide militaire, à défaut de statistiques officielles, les comptes rendus des travaux des commissions parlementaires du Sénat américain font état de quelque 800 millions de dollars prévus pour l'équipement de l'armée jordanienne au cours des trois prochaines années — de juin 1974 à juillet 1977. Il est prévu, dans le cadre de cette aide militaire, le livraison d'avions à réaction F-5 et de chars.

Trop conscients de l'ampleur du soutien qui leur est offert par la superpuissance dont ils ont accueilli le chef, les responsables à Amman n'excluent plus dans leurs calculs la possibilité d'une solution du conflit arabo-israélien dont ils feraient, en définitive, les frais, étant lourdement tributaires du Trésor américain. Il est vrai que depuis la guerre de juin 1967 ils reçoivent des subventions de 42 millions de dollars de l'Arabie Saoudite, et de 25 millions de dollars du Koweït. Mais ils savent que cette aide ne saurait persister, ni surtout augmenter, dans le cas

où, à la faveur d'un consensus inter-arabe, on arriverait à une solution qui pourrait satisfaire les Palestiniens. Il ne semble pas, enfin, contrairement à ce que prétendent les économistes du mouvement israélien, que le royaume puisse, dans cinq ou sept ans, se suffire économiquement en comptant exclusivement sur ses revenus, qui proviennent essentiellement de la vente du phosphate, de la potasse et du tourisme.

Pour certains responsables jordaniens, le roi Hussein devrait d'ores et déjà prendre l'initiative d'abandonner les territoires palestiniens annexés en 1949, date de la création de l'État d'Israël, et prendre de vitesse ses protecteurs américains pour leur demander le maximum de garanties possibles concernant l'avenir de son propre royaume, la Transjordanie. Il ne semble pas que le roi se soit rallié à ce point de vue. Il n'est pas, pour l'instant, déclaré qu'il y ait eu un entourage, sur les dispositions au sein de la résistance qui compromettent les chances de création d'un État palestinien

EDOUARD SAAB.

Le roi Hussein : la souveraineté arabe sur la ville sainte de Jérusalem doit être rétablie

Amman (A.F.P.). — Dans le toast qu'il a prononcé lundi soir 17 juin, au cours du banquet offert en l'honneur du président Nixon, le roi Hussein de Jordanie a déclaré que « la souveraineté arabe sur la ville sainte de Jérusalem doit être rétablie ».

Le souverain a affirmé que « le monde arabe et le monde islamique, s'étendant bien au-delà, en Afrique et en Extrême-Orient, ne permettront jamais que la cité arabe de Jérusalem demeure sous le contrôle d'Israël ». Ce rétablissement de la souveraineté arabe sur Jérusalem est « la pierre angulaire d'une paix juste et durable au Proche-Orient », a assuré le roi.

Il a ensuite ajouté : « Le problème palestinien n'a jamais été un problème de réfugiés, mais celui du droit du peuple palestinien à rentrer dans sa patrie et à déterminer son propre avenir. » « Une fois que les territoires occupés auront été évacués par les Israéliens, seuls les Palestiniens pourront décider ce qui leur convient », a-t-il dit. Il a souligné que les Palestiniens auront alors le choix entre l'union avec la Jordanie, une nouvelle forme de fédération ou la création d'un

État séparé. « Le choix appartient à eux et à eux seuls, et quel que soit ce choix, j'obtiendrai notre entière approbation ».

Le roi Hussein a ensuite mis en garde contre un relâchement des efforts américains. « Si l'initiative lancée par les États-Unis sous votre direction, monsieur le président, est interrompue, a-t-il déclaré, nous n'aurons plus de nouveaux jours de « si guerre ou si paix », dans une situation qui reculerait encore plus de danger d'explosion ».

Il a, d'autre part, souligné que la Jordanie, comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Syrie, appuyait sans réserve la résolution 242 des Nations unies, qui exige le retrait d'Israël des territoires occupés. Enfin, il s'est félicité des accords de désarmement dans le Sinaï et sur le Golan, étapes essentielles sur le chemin de la paix. « Je déclare que la prochaine étape était évidemment la séparation des forces entre la Jordanie et Israël », a-t-il déclaré. « Ce n'est pas une condition préalable à la discussion en vue d'un règlement permanent ».

LA MARINE FRANÇAISE VA PARTICIPER AU DÉMINAGE DU CANAL DE SUEZ

(De notre correspondant.) Le Caire. — Un accord de principe vient d'être conclu entre les gouvernements égyptien et français pour que la marine nationale française participe au déminage du canal de Suez. Le protocole d'accord sera signé dans un proche avenir.

Composée d'une soixantaine d'hommes, dont une quinzaine de plongeurs-démineurs embarqués à bord de deux unités de la marine nationale, l'équipe française est attendue à Port-Saïd à la fin de cette semaine. Le déminage des explosifs divers reposant au fond du canal ayant été confié aux Anglo-Saxons, la marine française aura pour mission, sur une portion de la voie d'eau, de recueillir et de faire exploser les mines qui s'y trouvent. Il s'agit d'un travail long et délicat, qui sera effectué en liaison avec la Royal Navy et la marine des États-Unis, l'ensemble des opérations étant confié par l'amiral égyptien Ahmed Fouad Hassan. Cet accord franco-égyptien, bien que relativement modeste, et intervenant en extrême, est généralement interprété au Caire comme la première manifestation concrète depuis la guerre d'octobre de la volonté de la France et de l'Égypte de coopérer.

[Après avoir quitté Toulon le 8 juin, un groupe de plongeurs-démineurs français a bord du dragueur de mines « Acantide » et du bâtiment-base « Gardénia », appartenant à la 3^e escadre de dragage devait arriver à Port-Saïd le samedi 15 juin.]

Satisfaction mitigée à Jérusalem

De notre correspondant

La promesse américaine d'octroyer à Israël une aide dans le domaine nucléaire a attiré quelques peu l'inquiétude suscitée par les promesses analogues faites à l'Égypte. L'opposition de droite, le Likoud, a déjà déposé une motion de censure, qui sera débattue mercredi à la Knesset, à propos des déclarations de MM. Allon et Yartiv, qui ont essayé, au début, de minimiser la portée de l'aide nucléaire à l'Égypte.

Le danger d'une confrontation nucléaire

Le général Rabin a habilement repoussé les attaques contre son gouvernement, en annonçant lundi, dans une conférence de presse, qu'il avait nommé deux experts en matière nucléaire pour examiner les implications que pourrait avoir l'implantation d'une centrale nucléaire en Égypte. Le danger d'une confrontation nucléaire au Proche-Orient re-

quiert l'attention des commentateurs politiques. D'après des propos de réexamen l'attitude israélienne en ce qui concerne l'accord de non-prolifération des armements atomiques à la lumière des déclarations du ministre des affaires étrangères, M. Fehmi (le Monde du 18 juin). Dans les milieux politiques de Jérusalem, on pense que les États-Unis vont exercer maintenant une pression sur Israël pour qu'il signe l'accord de non-prolifération, afin de soustraire cette région au danger d'une confrontation nucléaire éventuelle dans l'avenir. Cette question sera l'une des plus importantes que le gouvernement Rabin devra affronter dans les prochains mois. Pour l'instant, les Américains sont pleinement conscients des difficultés que le premier ministre israélien rencontre à l'intérieur. On a laissé entendre, dans l'entourage de M. Nixon, que le ton particulièrement amical du communiqué conjoint doit destiner à renforcer M. Rabin et à l'encourager à emprunter le chemin des pourparlers avec les Arabes.

(Indir.)

Les principaux points du communiqué commun

Jérusalem (A.F.P.). — Voici les principaux points du long communiqué israélo-américain (après deux mille mots) publié à l'issue des entretiens du président Nixon avec les dirigeants israéliens :

● Les relations israélo-américaines.

« Cette première visite d'un président américain en Israël symbolise les relations uniques, l'héritage commun et les liens étroits et historiques qui existent depuis longtemps entre les deux pays. (...) Le président Nixon et le premier ministre, M. Rabin, se sont entendus dans un esprit de compréhension mutuelle des efforts des deux pays pour parvenir à une paix durable et juste qui assurera la sécurité de tous les États de la région. Israël apprécie le rôle éminent joué par les États-Unis dans la recherche de la paix, et a l'intention de participer à des négociations ultérieures dans le but de conclure des traités de paix avec les voisins. (...) Les deux parties sont d'accord pour dire qu'une telle paix n'est possible qu'à travers un processus de négociations continues, comme le demande la résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies du 22 octobre 1973. »

● La nature de la paix.

« Le président Nixon et le premier ministre (M. Rabin) sont convenus que des États vivant en paix se doivent d'envisager des relations qui soient conformes aux principes de la charte des Nations unies et aux principes du droit international, qui prévoient que chaque État a l'obligation d'empêcher l'organisation de forces irrégulières ou de bandes armées, y compris des mercenaires, dont le but est de troubler les relations entre les États d'un autre État. Les deux parties condamnent également les actes de violence et de terreur, qui provoquent la mort d'innocents. »

● La sécurité d'Israël.

« Le président Nixon a souligné le caractère permanent des four-

nitures d'armes américaines à Israël. Il a également exprimé son soutien à l'effort d'Israël pour la capacité de défense d'Israël est fondamental si l'on veut éviter la reprise des hostilités. Une délégation du ministère israélien de la Défense se rendra prochainement à Washington pour mettre au point les détails pratiques des fournitures militaires à long terme. »

● Le développement économique.

« L'important soutien permanent des États-Unis au développement économique d'Israël, se poursuivra. Cette assistance sera l'objet d'un plan à long terme et permettra de compenser les dépenses supplémentaires engagées par Israël pour sa défense. »

● L'énergie nucléaire.

« Les deux pays négocieront un accord de coopération dans le domaine de la technologie de l'énergie nucléaire. Les États-Unis fourniront également le combustible nucléaire. »

● L'approvisionnement énergétique.

« Le premier ministre, M. Rabin, a exprimé le point de vue que les fournitures de pétrole et d'autres matières essentielles doivent être assurées d'une manière permanente. De son côté, le président Nixon a proposé l'établissement de commissions paritaires afin d'étudier les moyens de résoudre ce problème. »

● Les minorités juives.

« Le président des États-Unis et le premier ministre israélien ont évoqué le sort des minorités juives dans plusieurs pays. Le président Nixon a affirmé que les États-Unis continueront à défendre activement le principe de l'émigration libre pour tous les peuples sans tracasseries. »

Le communiqué se termine par une invitation officielle du président Nixon à M. Rabin à se rendre aux États-Unis. — (A.F.P.)

L'O.L.P. : les Palestiniens ne seront pas acculés à la reddition

Beyrouth (A.F.P.). — L'administration impérialiste américaine n'a pas le pouvoir de disposer à sa guise du destin du monde », a déclaré le lundi 17 juin un porte-parole de l'O.L.P. en commentant le passage du communiqué israélo-américain relatif aux fedayin, qui invite les pays arabes à « empêcher l'organisation de forces irrégulières ou de bandes armées, y compris des mercenaires dont le but est de faire des incursions sur le territoire d'un autre État ».

Le porte-parole a défini la position de la résistance en cinq points :

- 1) La déclaration de Jérusalem ignore non seulement la lutte et les droits légitimes du peuple arabe palestinien, mais également l'existence nationale distincte de ce peuple, reconnue pourtant par plus de deux tiers des pays du monde ;
- 2) La déclaration de Jérusalem invite d'une façon non voilée les régimes arabes à liquider la révolution palestinienne ;

- 3) Les termes utilisés par le président américain : « violence, terrorisme, mercenaires, liquidation », contredisent la base que voue l'impérialisme à ses véritables ennemis dans la région, en tête desquels se place la révolution palestinienne ;
- 4) Nos peuples ne sauraient être acculés à la reddition sous la pression des impérialistes et des sionistes, grâce à leurs luttes et à leurs sacrifices, ainsi qu'à l'appui et à la solidarité des États socialistes et de toutes les forces amies dans le monde ;
- 5) La sécurité de l'ennemi sioniste, dont Nixon s'est proclamé garant, ne pourra devenir une réalité malgré toutes les garanties et toutes les assurances qu'il pourrait lui fournir, car aucune force au monde ne saurait éteindre la volonté du peuple palestinien, qui est déterminé à poursuivre sa juste lutte afin de récupérer ses droits légitimes sur la totalité de son territoire national.

DEFENDEZ-VOUS
contre
les
CAMBRIOLAGES
et les
AGRESSIONS
avec



BSS électronique

Alarme électronique au service de votre sécurité

BSS est l'un des appareils électroniques les plus perfectionnés qui soient sur le marché. Il est homologué par la Direction Générale des Télécommunications. Il est inviolable, personnalisé sur une télécommande qui n'est qu'à VOUS. Il émet un champ d'ondes hyperfréquences qui protège le volume de vos locaux et non pas uniquement leur surface (laissez-les volants). Il ne nécessite aucune installation, ce qui le rend d'un prix avantageux. Il ne peut être ni repéré, ni neutralisé. Il est même capable de déclencher à distance une sirène que le voleur ne peut ni déceler ni stopper (c'est un énorme avantage). Il continue à fonctionner même si le courant est coupé. Il est très facile à régler et d'une fiabilité absolue. Pour obtenir un complément d'information sur cet appareil unique en son genre, retournez dès aujourd'hui le bon ci-dessous ou écrivez à : BSS 95, 87, Av. Jean-Jaures - B.P. 125 - 92120 MONT-ROUGE. Faites confiance aux spécialistes que nous sommes et méfiez-vous des imitations. IL Y A VA DE VOTRE SÉCURITÉ.

NON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE Je désire obtenir gratuitement et sans aucun engagement, le prospectus illustré sur le matériel électronique BSS 95.

NOM _____ Prénom _____

_____ RUE _____

VILLE _____

Cod. postal _____

Bon à renvoyer à : BSS - 95-87, Av. Jean-Jaures - B.P. 125 - 92120 Mont-Rouge

Le Monde

•

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO 13

comportant dans la série « Économie et Société » :

L'EUROPE VERTE

et dans la série « Vie sociale et politique » :

LE TOURISME INTERNATIONAL

vient de paraître

Prix de vente, le numéro : 2 F

Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande : tarifs dégressifs pour abonnements groupés destinés à une même adresse.

مكتبة الامم المتحدة

AFRIQUE

Mozambique

Le nouveau gouverneur lance un mandat d'arrêt contre l'un des dirigeants de la minorité blanche

M. Henrique Soares de Melo, avocat de renom installé depuis longtemps à Lourenço-Marques, a pris officiellement, lundi 17 juin, ses fonctions de nouveau gouverneur du Mozambique. M. Soares de Melo, qui succède à M. Pimentel de Santos, démis par la junte, a lancé le soir même un mandat d'arrêt contre M. Jardim, un des hommes d'affaires réputés les plus riches et les plus

influents de la minorité blanche du Mozambique. Conseil général du Malawi à Beira. M. Jardim se trouvait à Lisbonne au moment du coup d'état du 25 avril. Il avait été reçu en audience par le général Spínola, le 4 mai, et celui-ci lui avait demandé de ne pas retourner au Mozambique.

M. Jardim avait ensuite été placé en résidence surveillée par la junte puis s'était réfugié à l'ambassade du Malawi, à Lisbonne, qu'il a secrètement quittée il y a quelques jours pour Madrid. C'est dans la capitale espagnole que, selon notre correspondant José-Antonio Novais, l'homme d'affaires mozambicain a déclaré aux journalistes : « Je suis venu au Mozambique. Si le gouvernement portugais m'arrêtait là-bas, ce serait le début d'une guerre civile. A mon avis, une solution du type rhodésien ne serait pas viable là-bas. Les quelques vingt mille Blancs qui manifestent en faveur d'un Mozambique blanc doivent être considérés comme des fous et il faut les expulser. Le FRELIMO est représentatif et possède des minorités bien préparées avec lesquelles les deux cent vingt mille Blancs que nous sommes sont disposés à collaborer. Nous voulons continuer à vivre sur la terre qui nous a vus naître. M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, ne comprend absolument rien à l'Afrique. Il a des vues erronées. Les démocrates qu'il faut ne se sentent qu'à effrayer les Blancs et rendre mécontents les Noirs. Le Mozambique doit être indépendant et multiracial... »

Selon l'agence de presse Lusitania, c'est parce qu'il s'est livré à des « activités illégales », alors qu'il était secrétaire d'Etat du Dr Salazar, que M. Jardim fait l'objet d'un mandat d'arrêt. D'autre part, en 1972, M. Jardim avait personnellement financé la situation d'un corps d'élite de deux mille parachutistes noirs, les « groupes spéciaux », formés à la contre-guerrilla. Ces troupes avaient été engagées, en particulier, dans le département de Niassa, près de la frontière du Malawi, contre le FRELIMO. L'un des premiers soucis de M. Soares de Melo semble d'ailleurs être le redressement de l'économie du Mozambique. En effet, la situation dont il hérite est confuse

CORRESPONDANCE

Messali Hadj et le Front populaire

A la suite de la publication, dans le Monde du 5 juin, d'un article consacré à Messali Hadj à l'occasion de sa mort, M. Yves Dechezetelle, ancien avocat du leader algérien, nous a écrit notamment :

Messali Hadj, aussi bien que les travailleurs algériens qui militaient sous la bannière de l'Étoile nord-africaine, puis du F.P.A., ont apporté leur participation et leur soutien actifs aux manifestations et aux grèves qui ont marqué la période du Front populaire. Il est vrai que l'objectif de Messali Hadj était déjà l'indépendance de l'Algérie.

Pour cette raison, c'est avec les syndicalistes révolutionnaires, les trotskistes et, à l'intérieur du parti socialiste, avec la gauche révolutionnaire, que Messali Hadj nous les liens les plus étroits.

Je ne suppose pas que Jean Lacouture ait pu déduire de ces liens une quelconque adhésion vers le national-socialisme. Ayant défendu la demande de Messali Hadj des centaines de

nationalistes algériens, à commencer par ceux de l'O.S. (I), je puis attester, en tout cas, qu'il est toujours demeuré fidèle à ses objectifs initiaux et qu'au moment de la courte interruption des négociations d'Évian il a refusé net le rôle qu'on lui offrait de jouer.

Après 1962, Messali Hadj, venu depuis longtemps, s'était retiré à Lamorlaye, où il vivait seul avec son fils dans un modeste pavillon de trois pièces.

Le vieil homme suivait toujours avec une attention passionnée le déroulement des événements à travers le monde bien que le sort l'ait placé si loin du pouvoir.

(1) Organisation sœur du M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques)...

La Chine a fait exploser sa seizième bombe dans le désert du Sinkiang

La commission indienne de l'énergie atomique a annoncé, le lundi 17 juin, que la Chine venait de faire exploser sa seizième bombe atomique. L'essai nucléaire a eu lieu le même jour à 7 heures (heure de Paris) dans la région de Lob-Nor, dans le désert du Sinkiang, où la Chine a fait ses précédentes expériences. La bombe a explosé dans l'atmosphère — au lieu de la mer — et selon la France en Polynésie — et selon New-Delhi, elle avait une puissance d'une mégatonne environ.

La Chine continue ainsi à un rythme régulier, mais lent, la mise au point de son arsenal nucléaire. Depuis l'explosion de sa première bombe atomique le 16 octobre 1964, la Chine a réalisé quinze autres essais, dont une première bombe thermonucléaire en 1967. Le dernier essai remonte à juin 1973, avec une bombe d'une puissance de une à trois mégatonnes.

A Washington, le secrétaire à la défense, James Schlesinger, a confirmé que la nouvelle bombe chinoise avait une puissance d'environ une mégatonne, et s'est montré assez peu préoccupé devant le rythme assez lent de développement des armes chinoises.

Jusqu'à présent, la Chine n'a toujours pas annoncé cet essai, mais généralement, les laqueuses communistes officiels chinois ne donnent aucune indication sur le but de l'essai et se bornent à souligner le caractère défensif des efforts nucléaires chinois, « destinés à briser le monopole des deux super-puissances ». Selon les spécialistes de l'agence de défense japonaise qui avaient annoncé dès le 4 juin la préparation de ce nouvel essai, la Chine voulait essayer une tête nucléaire pour les engins balistiques à longue portée.

La Chine s'efforce, en effet, de mettre au point la bombe complète, les missiles nucléaires, des engins tactiques aux engins balistiques de moyenne portée et de longue portée. Les spécialistes estiment qu'elle possède, trente à

cinquante missiles opérationnels de 1500 kilomètres de portée. La construction de nouveaux silos dans les montagnes de l'Ouest est en cours pour des missiles à carburant liquide d'une portée d'environ 3800 kilomètres, capables d'atteindre l'est de l'Union soviétique. On attend généralement le premier essai d'un missile intercontinental chinois de 8000 kilomètres de portée l'année prochaine. Mais, selon les spécialistes américains, le déploiement de ces missiles ne commencera qu'après 1980, car la Chine consacre à son effort d'armement des ressources relativement limitées, et dispose relativement de peu d'ingénieurs et de techniciens qualifiés.

Un second club

Le rythme du développement de l'arsenal nucléaire chinois ressemble donc plus à celui de la France qu'à celui de l'Union soviétique ou des autres nations. Comme l'année dernière, l'essai nucléaire chinois s'est déroulé à peu près à la même époque que les essais de la bombe par l'Inde, ce qui a été interprété par les deux pays comme une sorte de solidarité et en même temps une rivalité. Les deux pays se disputent en quelque sorte le statut de puissance nucléaire indépendante et en même temps les préférences des autres nations. Plus que l'Inde, qui, il y a un mois, avait procédé à l'essai souterrain de sa première bombe, n'a élevé de protestation contre l'essai chinois.

Tout se passe comme si, à côté du club atomique des grandes puissances, dont fait partie la Grande-Bretagne, il se constituait peu à peu un second club de nations moins puissantes qui ont refusé de signer le traité d'interdiction des essais nucléaires pour pouvoir disposer d'un arsenal indépendant. En Asie, la position de la bombe par l'Inde serait de nature à assurer un certain équilibre local des forces qui n'existerait pas auparavant et que n'aurait pas eue nécessairement la bombe chinoise. Les grandes puissances en cas de conflit, le Japon, malgré ses protestations, restera-t-il encore longtemps absent de ce second club ?

Le Japon adresse des protestations à Pékin et à Paris

Les expériences nucléaires françaises et chinoises ont provoqué des réactions plus ou moins vives dans diverses capitales. A Washington, le porte-parole du département d'Etat a rappelé que les États-Unis ont constamment demandé à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au traité de 1968 sur l'interdiction des expériences dans l'atmosphère. A l'ONU, le secrétaire général a fait connaître ses regrets, tandis qu'à La Haye le gouvernement néerlandais réaffirmait son hostilité à tous les essais nucléaires quelle que soit la manière dont ils y ont procédé.

Tokyo. — Une vigoureuse protestation du gouvernement japonais contre les nouveaux essais atomiques de l'Union soviétique a été adressée le lundi 17 juin, à la France. La protestation a la forme d'une déclaration publiée par le ministère des affaires étrangères, et fera l'objet d'une démarche diplomatique à Paris, comme en chaque circonstance analogue dans le passé.

La déclaration rappelle que le Japon avait officiellement demandé à la France, le 1^{er} février, de mettre fin aux explosions atomiques expérimentales. La France n'en a pas tenu compte, aussi le gouvernement du Japon adresse-t-il au gouvernement français une nouvelle protestation en lui

demandant, énergiquement, un arrêt immédiat des essais.

De source officielle au ministère des affaires étrangères, Tokyo, on exprime la crainte que l'action de la France ne fournisse une excuse à d'autres pays pour le développement d'un arsenal nucléaire. Au Japon même, on déplore l'encouragement donné par les expériences de Mururoa, dit-on, aux éléments de droite, dans le parti gouvernemental, qui s'efforcent d'empêcher la ratification par le Japon du traité de non-prolifération nucléaire, ratification que demande le ministère des affaires étrangères.

Des délégations de l'association des victimes des bombes de Hiroshima et de Nagasaki ont remis à l'ambassade de France à

En Polynésie

Le tir du dimanche 16 juin était de faible puissance

En l'absence de commentaire officiel du gouvernement français, il semble que l'essai du dimanche 16 juin à Mururoa ait été celui d'une charge nucléaire tactique dont la puissance était équivalente, selon des appréciations de source néo-zélandaise, à 20 kilotonnes soit l'équivalent de

tactique, d'un modèle différent ou comparable à celui qui est déjà à bord d'avions du type Mirage III-E ou Jaguar, et du missile sol-sol Pluton à portée moyenne.

Des cinq essais nucléaires de l'an dernier à Mururoa, celui qui avait eu lieu le 27 août avait

DISSUASION ET INFORMATION

Pour la troisième année consécutive, le gouvernement français a choisi de ne pas même annoncer officiellement, et moins encore de commenter, les essais nucléaires en atmosphère qui viennent de commencer à Mururoa. Se faire et laisser dire les pays étrangers et l'opinion publique internationale qui condamnent sévèrement la France, telle a été la politique de Georges Pompidou à partir de 1972, reprise apparemment par le nouveau président de la République, pourtant soucieux de changement.

Pas lors, le gouvernement français ne devra plus s'efforcer de sa politique nucléaire n'est ni comprise ni approuvée par de nombreux Français. Comment espérer que le peuple français comme le souhaite le gouvernement — se sente concerné de ses moyens de défense, s'intéresse activement à sa sécurité et accepte les sacrifices financiers que cela requiert si, dans le même temps, on cache

aux citoyens et, donc, aux contribuables, ce que leurs dirigeants font, en leur nom, sur des ardoises du Pacifique à 20 000 kilomètres de Paris ?

L'information tant partie de la dissuasion, avait l'habitude de dire M. Robert McNamara, et l'ancien ministre américain de la défense ajoutait que plus on en saurait sur le système de défense des États-Unis et plus un adversaire potentiel se méfierait de cette menace.

A Paris, on préfère pratiquer la politique du secret, comme si le gouvernement so méfiait d'obtenir l'adhésion des Français ou comme s'il avait honte de ce qu'il fait. A Mururoa, par son mutisme, la France donne indirectement raison à tous ceux qui se refusent à lui enlever aujourd'hui les informations pour les convaincre — à prendre ses moyens nucléaires au sérieux. Est-ce là le nouveau style ?

JACQUES ISNARD.

la bombe d'Hiroshima. Si les observations rapportées par M. Norman Kirk, premier ministre néo-zélandais, sont exactes, le cinquante-troisième essai de la France depuis février 1960 avait donc pour but, une nouvelle fois, de mettre à l'épreuve une bombe

consistait en le largage par un avion Mirage III-E de pénétration lointaine à basse altitude de son arme tactique. Selon des calculs qui n'ont été ni confirmés ni infirmés de source française, l'expérience, ayant dégagé une énergie de 6 à 10 kilotonnes, avait semblé-t-il, aux techniciens français. Certains tiennent, aujourd'hui, argument de ce qui peut apparaître comme un échec pour estimer que la France, toute cette année, réédite l'expérience au cours de sa campagne de tir en cours.

Il semble que la France cherche à mettre au point deux modèles d'armes nucléaires tactiques, de puissance différente, pour ses escadrons des forces aériennes tactiques et pour les régiments d'artillerie du corps de bataille. A Wellington, M. Kirk a indiqué, sans citer ses sources d'information, qu'il savait que la campagne d'essais en cours dans le Pacifique se compterait de cinq à sept tirs. Le premier ministre néo-zélandais a également précisé qu'il savait qu'un de ces tirs serait fait à l'aide d'un avion, ce qui implique, comme l'ancien directeur du renseignement opérationnel de la bombe et non plus une explosion sous un ballon à 400 ou 600 mètres d'altitude au-dessus du Japon de l'atoll. M. Kirk confirme implicitement des informations, dont le Monde date du 14 juin, avait fait état, selon lesquelles deux avions biréacteurs Jaguar ont été acheminés en Polynésie, démontés au préalable pour être reconstitués sur place avant le tir.

A ce jour, ces informations n'ont été ni démenties ni confirmées de source officielle à Paris. M. Valéry Giscard d'Estaing, ayant, en effet, annoncé sa décision d'annuler l'un des tirs prévus initialement, des experts ont proposé que l'essai opérationnel du Jaguar — c'est-à-dire le largage de la charge nucléaire tactique depuis un avion — puisse être supprimé. Il faudrait donc attendre de nouvelles précisions de Wellington pour savoir si la charge du 16 juin a été larguée ou si elle a été mise à feu sous le ballon.

ROBERT GUILLAIN.

AMÉRIQUES

Brésil

Un avocat engagé des poursuites contre la sécurité militaire de Sao-Paulo

Rio-de-Janeiro. — Dans une plainte adressée au procureur général de la justice militaire, un avocat de Sao-Paulo, M. Wellington Rocha Cantal, vient de demander qu'une action pénale soit engagée contre les services de répression de la 1^{re} armée. Il accuse ces services de l'avoir enlevé, torturé, mis au secret pendant trois semaines, et d'avoir refusé, à deux reprises, d'appliquer une décision prise en sa faveur par le tribunal militaire supérieur.

De notre correspondant

Paulo ont indiqué qu'ils n'appliqueraient pas la décision des juges militaires.

Un ancien membre du parti socialiste

Le même document rapporte une affirmation faite par l'un des autorités chargées de l'interrogatoire de l'avocat. Ce dernier dit qu'il relaterait au président Geisel les tortures qu'il avait subies. L'autorité en question répondit :

« Nos pouvoirs sont très limités. Nous pouvons, arrêter le général Golbery et même le général Geisel à n'importe quel moment. Le général Golbery est le chef du cabinet civil de la présidence, et fut, en 1964, le premier dirigeant des services militaires d'information (SMI).

M. Rocha Cantal s'affirme prêt à reconnaître l'auteur de ces propos étonnants.

Agé de trente-huit ans, M. Wellington Rocha Cantal est un ancien membre du parti socialiste. Emprisonné en 1968 pour « activités subversives », traduit devant des tribunaux civils et militaires, il avait été reconnu non coupable et relâché. Cette fois, la sécurité militaire veut l'obliger à avouer qu'il appartenait au parti communiste brésilien (pro-vietnamien).

L'ordre des avocats qui est intervenu dans cette affaire comme « beaucoup d'autres, avait réussi jusqu'à présent à maintenir son indépendance. Or, depuis un décret gouvernemental du 3 mai dernier, il est désormais assujéti au ministère du travail, qui peut décider, « pour

raison d'intérêt public », de le placer sous contrôle de l'Etat, pratique déjà fréquemment usée à l'encontre des syndicats de travailleurs. Dans plusieurs villes, les avocats ont protesté contre ce décret. Dans un éditorial du 4 juin, le quotidien O Estado de Sao-Paulo a demandé son annulation, en faisant appel au « haut esprit démocratique » du président de la République.

CHARLES VANHECKE.

Argentine

M. HERRBERT PILZ, directeur de la production de Mercedes-Benz en Argentine, a été enlevé le vendredi 14 juin. La nouvelle a été révélée par la direction de l'usine le lundi 17 juin. Les ravisseurs pourraient appartenir à l'armée révolutionnaire du peuple (ERP). — (A.P.)

Valorisez vos études universitaires par une formation aux méthodes de gestion et d'organisation des entreprises.

En deux années, l'E.A.D. fait de vous des praticiens. Le programme général est complété par deux options au choix :

Étude du Produit et Distribution, Publicité et Relations publiques, Gestion financière, Gestion du Personnel, Communication et Pratique des Affaires en langues Étrangères.

L'Association des Anciens Elèves vous assure une situation dès la sortie de l'école.

École des Attachés de Direction

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS - Tél. : 742-66-24 ou 60-30

ASIE

LA CHINE SANS UTOPIE

IV. — RÉVOLUTION CULTURELLE OU OCCIDENTALISATION ?

Par FRANÇOIS WAHL

Dans ses précédents articles François Wahl a décrit les transformations que connaît en ce moment la Chine (« le Monde » des 15, 16-17 et 18 juin). Il traite en conclusion l'aspect culturel de cette situation.

Révolution culturelle prolétarienne : aucun de ces mots n'est approximatif. Il s'agit bien d'une révolution dans la culture : c'est-à-dire que la révolution passe aussi dans les superstructures, dans les différents appareils idéologiques : parti, mœurs, enseignement, droit... qui tous, doivent également se transformer sous peine de voir une révolution dans l'économie et dans le pouvoir politique s'enliser dans les formes de pensée et de commandement empruntées à la société féodale ou bourgeoise-impérialiste. On fait quel a été à cet égard l'échec de l'U.R.S.S., juxtaposant toujours davantage une culture petite-bourgeoise et la répression de ce qui, dans une telle culture, ne peut qu'aller à l'encontre des buts de l'Etat marxiste. La Chine, elle — et c'est sans doute une des interventions décisives de Mao, — a affronté le problème. Mais avec une restriction lourde de conséquences.

Une des règles de la politique chinoise est de parer toujours, dans un monde du besoin, au plus pressé, de se porter toujours là où il y a plus pressé : c'est-à-dire, avançant étape par étape, de ne pas laisser se creuser des inégalités de consommation (y compris de consommation cultu-

relle) entre tel point (ou telle région ou tel groupe), où un plus grand développement serait possible, et tel autre, au regard duquel le premier jouirait alors d'un luxe.

La difficulté commence à ceci : quand il s'agit de pratiques aussi omniprésentes, aussi inconcevablement que la prose de M. Jourdain, à prétendre en remettre le développement on ne peut que se laisser conduire par elles sans

le savoir. On ne fait pas l'économie de ce que nous avons en Occident pris l'habitude de synthétiser du nom de culture (et qui est, au plus vrai, le fonctionnement en nous de l'animal symbolique). Un homme, ça symbolise, de toute façon, et ses symbolisations ne sont jamais sans conséquences. Comment en vain t-il, à cet égard, de la Chine ?

Le choix d'une pauvreté radicale

Au sens où nous entendons ce mot, la seule culture qu'il y ait aujourd'hui en Chine est politique. Je l'ai déjà dit : étude des textes marxistes, même les plus difficiles, par le peuple entier. Ce n'est pas rien, loin de là. Le paradoxe est qu'il s'agit d'un canton cultivé dans un désert.

Les livres « littéraires », c'est-à-dire la pratique symbolique comme telle, il faut bien — si l'on veut comprendre la Chine — s'arrêter au fait qu'il n'y en a pas.

Sont relativement répandus quelques écrivains révolutionnaires du début du siècle — essentiellement le très occidentalisé Lu Xun. Et, curieusement, est étudié en ce moment un livre classique : le *Rêve dans le pavillon rouge*, expurgé de ses célèbres débordements sexuels, pour les rapports de classe qu'on y a relevés. Pour le reste, toute la littérature chinoise du passé semble pratiquement censurée (1). Selon le principe qui a fait refuser à des typographes de Pékin — eux-mêmes l'ont ra-

conté devant nous — d'imprimer un manuel d'histoire de l'écriture idéographique parce que des formules confucéennes apparaissent dans un certain nombre de ses exemples choisis.

Mais le présent ? Quoiqu'on parle de l'élaboration de romans et nouvelles reflétant la révolution culturelle, nous n'avons jamais vu, dans aucune main, un ouvrage de ce genre — à cela près que des « nouvelles » ont été publiées dans des revues d'université à la parution rare mais au tirage très important. En fait, on est dans le vide, entre une tradition purement et simplement écartée comme « expression » des classes dépassées, étrangère à la culture prolétarienne, et la définition de cette dernière par la réponse à une demande hypothétique des producteurs de voir leur vie « reflétée » dans des récits-documents. C'est ainsi que, pour enseigner le français dans une école supérieure, on a écarté toute la « littérature » — « les étudiants se préparent pour un héros bourgeois comme Julien Sorel », — fait raconter leur vie par des paysans chinois, traduit la narration en français, et pris ce seul texte

comme matière d'étude. Pratique extrême, choix de la pauvreté radicale, typiquement chinois.

Un Occidental pense d'abord à tout ce qui est ainsi sacrifié. Comme dans les écoles de dessin où l'on n'enseigne que l'affiche, la bande dessinée et les décors. Mais les Chinois n'en conviennent pas. Car, à la différence des Russes qui voulaient faire passer pour progrès des arts ce qui n'était qu'extension de la propagande, eux ont choisi clairement, en art aussi, la discipline des premiers besoins. Le malheur est que cet ascétisme laisse la voie grande ouverte au moins innocent des dogmatismes.

Car des récits de vies prolétariennes, nous en avons du moins entendu. Et, paradoxe, dans ce qui se donne comme un retour à l'esprit d'enquête, la connaissance se trouve en fait désemparée par le soud précipité d'enseigner. Un genre s'est institué, aux passages obligés, monotones, dont les travailleurs à la retraite sont, pour l'instruction des plus jeunes, les réciteurs : hier, l'oppression des propriétaires terriens, suite des l'enfance, les coups reçus des contremaîtres, la faim, la famille dispersée ; aujourd'hui, la famille a, grâce à la sollicitude du parti, tous les biens nécessaires. Elle est regroupée, chacun est au travail. Une leçon si optimiste suppose, sur ceux qu'elle veut guider, trop de pessimisme.

Réalisme socialiste

Allons plus loin. Ce qui gouverne en sous-main la recherche d'un compte rendu direct, brut, étranger à toute « littérature », l'idéal d'une image « objective » sans style, c'est la vieille critique

soviétique du « formalisme ». On répète souvent en Chine que les formes n'ont en elles-mêmes aucune importance. Et de fait (un fait assez surprenant), on entend tout à tour sur la même musique — six ou sept airs, sorte de « tubes » politiques, font en ce moment tout le répertoire — les paroles les plus différentes, un chant de victoire et la dénonciation de Lin ou de Kong. Seulement l'idée d'une neutralité des techniques culturelles n'est elle-même ni neutre ni politiquement secondaire. L'exemple soviétique suffirait à le démontrer : c'est un mythe économiste, selon lequel il n'y a rien à chercher d'autre dans la superstructure que le reflet de ce qui se passe dans l'infrastructure.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on en arrive ici à manquer la révolution de la culture, condamnant la paysannerie et le prolétariat à se parler — se penser, se trouver bloqués — dans les normes conformistes qu'étaient, à leur intention, les sous-produits de la cul-

ture bourgeoise. La menace d'un retour du capitalisme passe aussi de ce côté-là.

Une révolution qui ne crée pas sa culture emprunte, sans le savoir, celle des autres.

Des autres classes d'abord. Militants au corps cambré, les yeux levés vers un avenir chargé de mystique, enfin, bras armés, poings fermés, en proie à la rhétorique de l'effort : les affiches sont toutes dans ce style académico-héroïque, style en majuscules, aussi peu matérialiste que possible, style qui porte lourd le poids de l'idéalisme petit-bourgeois européen du dix-neuvième siècle. Comme cette même image est la maîtrise et la clarté esthétique de tous les spectacles (des marionnettes aux quatre récents films « prolétaires » en passant par le théâtre et les sports), on voit quel jeu de clichés triomphalistes les gouverne : où l'artifice de l'exaltation se double d'une représentation artificielle de ce qu'est l'exaltation sur la scène internationale des grands sentiments. Même chose pour les panneaux décoratifs qui ornent salles de réunions et lieux publics : où le « réalisme socialiste » domine, aussi pompier et réactionnaire qu'en U.R.S.S.

Un passé forcé

Tout cela conduit symétriquement au problème encore plus radical de la relation de la Chine révolutionnaire à son passé. J'ai déjà dit ce qu'il en est pour la tradition écrite. Aux premières années du gouvernement révolutionnaire, un certain nombre de restaurations et de fouilles ont été pratiquées, et l'ont été très

bien. Nous en avons vu à Paris, un peu faiblement, les résultats. Car en Chine même, conformément à la ligne de recommandation idéologique radicale, pendant la révolution culturelle, les musées ont été clos ; rouverts au moins en partie autour de 1972, ils sont de nouveau presque tous fermés. Quant aux temples, ils sont tous « en réparation » — seule occasion où nous ayons dû prendre acte d'une mauvaise foi de nos interlocuteurs. La ligne générale est en cette matière très opaque, très impressionnante et impossible à fonder du point de vue critique, elle consiste à vouloir que tout se passe comme si religions (bouddhiste, taoïste) et traditions philosophiques n'avaient jamais été. Résultat : son passé est forcé à la Chine. Et il le sera encore plus le jour où l'entière dans les actes le projet veridique de remplacer les idéogrammes par ce qu'on appelle là-bas de façon significative la romanisation, l'adoption d'un alphabet phonétique, le nôtre. Par une sorte de véhémence

muette, la politique chinoise ne vise pas à transformer les pratiques symboliques, mais à les arraser.

Une Chine sans passé culturel est finalement, on le voit, une Chine pieds et poings liés à la langue de l'Occident. De là — pour fixer encore quelques images — ces opéras et ces ballets où, afin de ne pas retomber dans la musique et la mimique traditionnelles, un orchestre issu tout droit de Tchaïkovski soutient des paysans et des millénaires qui font des pointes « soyaux justes » ; il existe, des quatre opéras révolutionnaires qui constituent présentement le répertoire, outre la version nationale-académique, des versions locales qui font une petite part aux traditions des différents opéras provinciaux, et le public visiblement les apprécie bien davantage. De là encore ce « folklore » en fait réduit à presque rien, envahi qu'il est par les attitudes héroïques et la gestuelle expressive du grand répertoire européen.

Une fois de plus, une paysannerie et un prolétariat auront hérité — comme c'était là le pas à franchir le plus sacré — au moment de s'inventer un langage et de reprendre à leurs frais la tradition symbolique. Ils n'ont pas rejeté le langage de la féodalité nationale que pour s'abandonner à celui du lieu commun (des classes moyennes) international.

Des risques très lourds

Et pourtant : il y a eu, il y a — comment l'oublier ? — les *tatzipao*, geste historique par lequel les classes de travailleurs prennent possession du discours écrit pour en faire une arme dans leur lutte. Moment révolutionnaire s'il en fut, difficile à évaluer dans le climat de conformisme que je viens de décrire, mais très probablement à la fois plus enraciné et plus inventif que tout ce qu'il nous a été donné d'entendre traduit ou de voir. Ici, de nouveau, comment décider de ce qui l'emporte ?

Et pourtant encore : sur cette terre qui ne se termine pas, dans cette étendue sans couleur, où le passé a été mis sous clef, au milieu d'un peuple qui, pour tenter de se réinventer, a accepté d'être amnésique, on rencontre à chaque instant un témoin de la culture comme héritage, un seul, toujours le même : des l'aérodrome, dans les gares, sur les piles des ponts, aux murs des salles d'accueil, en transparence devant les parterres des parcs, les poèmes du président Mao réapparaissent, par un paradoxe stupéfiant, une poétique Tang du neuvième siècle et la calligraphie « en herbe » — nerveuse, impérative, à peine déchiffrable — d'un moine bouddhiste du douzième siècle. C'est là encore une des insolubles contradictions

qui se présentent à l'enquête en Chine. Comme si une seule graine, d'avoir été placée là par le président, pouvait compenser un infini de terre brûlée. Mais si ce n'était que la dernière trace (ou le dernier luxe ?) au bord d'une gigantesque acculturation ?

La Chine nous concerne tous en ce qu'elle réussit sa socialisation beaucoup plus complètement que ne l'a fait l'U.R.S.S. Et s'il s'agit du choix entre la Chine et l'U.R.S.S., un socialiste ne saurait hésiter. Mais la Chine plus encore se précipite vers une occidentalisation dont le marxisme soviétique aura été l'instrument, et continue — malgré tout — de fixer la structure. Une économie développée sur le modèle international (même si les étapes sont différentes), un système soviétique amélioré (plus égalitaire) mais dont on ne peut assurer qu'il soit beaucoup plus démocratique, la révolution portée dans l'idéologie mais une table rase culturelle : les risques sont très lourds.

Et le dire nous concerne tous, comme cela concerne les Chinois. Car ce qui serait le pire pour le marxisme, c'est que l'alternative chinoise à l'U.R.S.S. aboutisse au même type d'échec.

FTN

les GS parlent franc.

Les GS ne racontent jamais d'histoires.

Quand elles disent qu'elles consomment moins de 7 litres aux 100 à 90 km/h, vous pouvez les croire sur parole : leur coefficient de pénétration dans l'air est exceptionnel.

Quand elles se disent être en avance sur leur temps vous pouvez les croire aussi : à l'heure actuelle, ce sont les seules de leur catégorie à être dotées d'une suspension hydropneumatique.

Enfin, quand elles vous disent qu'elles ne sont pas chères, elles ont bien raison. Il vous suffit de comparer leur prix à celui de leurs concurrentes.

Les GS parlent franc, et c'est bien agréable.

Parce que un litre est un litre, un franc est un franc.



La gamme GS commence à 14400 F. (plus frais de transport et de mise à disposition).

CITROËN TOTAL

CITROËN GS

LE CENTRE COMMUNAUTAIRE

19, boulevard Poissonnière - PARIS (2^e), propose cet été 2 formations pour apprendre rapidement l'hébreu (Onipar) A PARIS

JULIET. — Pour enfants de 8 à 12 ans : mardi, mercredi, jeudi, de 9 h. 30 à 12 h. Méthode audio-visuelle.
JULIET. — Pour jeunes et adultes : lundi, mardi, mercredi, jeudi, de 18 h. 45 à 21 h. Plusieurs niveaux. Méthode audio-visuelle.

EN ISRAËL
AOÛT. — 15 jours d'Onipar (4 h. par jour). En hôtel à Netanya. Baignades - Excursions - Détente - 10 jours de visites guidées à travers tout le pays.

Renseignements et inscriptions : Tél. 236-07-00 - 233-64-96.

مركز الامم

ASIE

Cambodge

Probablement tués le 4 juin par des policiers en civil
Le ministre de l'éducation et son adjoint semblent avoir été victimes de la lutte entre clans de droite

Correspondance

Phnom-Penh. — De violents combats se poursuivent au Cambodge. Tandis que les forces des Khmers rouges menacent frénétiquement le port de Kompong-Som, une importante opération, mettant en jeu cinq mille hommes, l'aviation et des blindés, a été montée par les forces gouvernementales au nord de Phnom-Penh, en direction d'Oudong.

La situation politique reste cependant instable après la formation par M. Long Borei d'un nouveau gouvernement. La composition de ce dernier, en effet, ne résout pas les difficultés d'où était née la crise gouvernementale ouverte le 13 juin dans un trouble contexte de lutte de clans. C'est d'ailleurs dans ce même contexte que paraît bien s'être inscrit le 4 juin, l'assassinat à Phnom-Penh de M. Kéo Sangkim, ministre de l'éducation du précédent gouvernement, et de son adjoint, M. Tach Chéa.

Lors du Nouvel An khmer, les jeunes de l'Ecole normale supérieure et des facultés de lettres et de pédagogie ont provoqué des débats sur l'avenir du pays et la culture nationale. Le 1^{er} mai, ils ont organisé une fête du travail à l'usine textile de Tuot-Kork, de concert avec les ouvriers. Début mai également, des banderoles ont réapparu dans plusieurs lycées, dénonçant la corruption et la guerre. L'agitation n'a ensuite cessé de s'amplifier.

La journée fatidique du 4 juin a commencé par un défilé de lycéens et de professeurs jusqu'au ministère de l'éducation. M. Kéo Sangkim

reçoit des délégués réclamant l'établissement de cinq lycéens encore détenus. Il les écoute, impassible. Exaspérés, bien qu'ayant reçu des consignes de non violence, les jeunes entraînent le ministre dans la rue en même temps que M. Tach Chéa. Les deux responsables sont emmenés par une foule, au domicile très démodé, jusqu'au lycée du 18-Mars. Peu avant 18 heures, MM. Tach Chéa et Kéo Sangkim sont vus, souriants, dans une salle du premier étage. La police militaire investit alors le lycée. On note la présence de policiers en civil. A 18 heures, les forces de l'ordre escaladent la grille de l'école : elles sont accueillies à coups de pierres. Un groupe d'une vingtaine de civils, postés sur le boulevard Monivong, ouvrent alors le feu au revolver en direction du premier étage : certains policiers en civil pénètrent dans la cour. M. Kéo Sangkim est tué par balle lors de cette première fusillade. M. Tach Chéa s'adresse alors par haut-parleur aux forces de l'ordre, demandant un cessez-le-feu. Il aurait ajouté que ce grave incident avait pour cause des luttes de clans au sein du gouvernement. Il est alors atteint d'une balle au cœur. (Avant de mourir, vingt minutes plus tard, il pourra dire que les jeunes ne sont pour rien dans l'attentat.) La police tire alors dans la foule des lycéens, puis emporte les victimes et procède à de nombreuses arrestations.

Tous les témoignages — indépendants — concordent : les jeunes n'étaient pas armés ; ils ne menaçaient pas leurs otages. Le pouvoir a d'abord prétendu que les deux responsables de l'éducation ont été

maltraités et poignardés. Or un doyen a affirmé qu'ils ont été tués par balle. Témoignage plus important encore : l'un des fils de M. Kéo Sangkim, lui-même élève au lycée du 18-Mars, avait d'abord dit — en présence de policiers — que son père avait été tué à coups de couteau ; deux jours plus tard, passant son baccalauréat au lycée français, il a affirmé que son père et M. Tach Chéa ont été abattus par des policiers en civil. Mme Tach Chéa a reproché au maréchal Lon Nol d'être responsable de la mort de son mari ; elle a demandé au chef de l'Etat qu'il prenne en charge sa famille.

Il est difficile de dire combien de jeunes ont été tués ou blessés. Le pouvoir a parlé de huit morts, dont les deux filles d'un colonel, qui n'a d'ailleurs pu récupérer que l'un des corps. En effet, les cadavres ont été emportés par la police : la rumeur court qu'ils ont été brûlés au camp de Kambol, sur la route de Kompong-Speu. Selon un autre bruit, une vingtaine de jeunes seraient morts dans l'ancien casino, soit de leurs blessures, soit à la suite de tortures.

Le drame du 4 mars ne peut être compris si l'on n'a pas présent à l'esprit le mécontentement de la jeunesse universitaire et des enseignants, qui s'était déjà exprimé en 1972 et 1973. Mais, d'autre part, le ministre et son adjoint ne seraient pas morts si d'autres facteurs n'étaient brutalement intervenus dans la crise.

Les luttes de clans n'ont jamais cessé à Phnom-Penh depuis le putsch du 18 mars 1970. L'incapacité du maréchal Lon Nol à diriger la

République khmère ajoute à la confusion. Pour le remplacer, de facto ou de jure, deux groupes s'affrontent. D'une part, on trouve ceux qu'on peut appeler les affaiblis, groupés autour du général Sirk Matak et de quelques autres officiers généraux : il s'agit du parti social-républicain. L'autre groupe est celui du parti social-démocrate — avec MM. Pan Solhi, Long Bole et Lon Non, le frère du maréchal — qui constitue le prolongement de l'ancien parti de M. Son Ngoc Thanh, le vieux leader d'extrême droite. Le premier groupe aurait l'appui des Américains modérés, qui versent d'un bon œil se constituer un triumvirat regroupant M. Long Borei, le général Sirk Matak et le général Sosthène Fernandez, qui commande les forces armées. Le second groupe aurait la faveur de la C.I.A., qui est en relation constante avec ses meneurs (rappelons cependant que les Américains ont contraint dans le passé le frère du maréchal à se retirer aux Etats-Unis, ses méthodes étant jugées par trop expéditives).

Or le groupe Pan Solhi-Long Bole pourrait avoir joué un rôle essentiel le 4 juin. On connaît son influence sur une partie de la police. Les deux personnalités tuées étaient connues pour leur relatif libéralisme et pouvaient, de ce fait, être « gênantes ». D'autre part, un climat de terreur n'est pas pour déplaire aux « durs » qui voudraient éliminer toute forme d'opposition et ramener au pouvoir le frère du maréchal — dont le retour a d'ailleurs été évoqué le 8 juin par la presse de Phnom-Penh.

Ainsi, les enseignants et les jeunes font les frais de luttes politiques qui ne les concernent pas directement.

SAMARITAINE DE LUXE

27 Boulevard des Capucines PARIS - OPE 83-21

MERCREDI 19 JEUDI 20 JUIN

2 JOURNÉES EXCEPTIONNELLES

SOLDES ET OCCASIONS

DANS TOUS LES RAYONS

VOUS AIMEZ LES RELATIONS HUMAINES ? DEVEZ-VOUS HOTESSE

Commerce - Industrie
Administration
Tourisme - Congrès
Cies aériennes - Navigation
Faires - Salons - Expositions

Cours d'un an commencent le 1-101. Cours accélérés de 3 mois : 16-8

• DACTYLO AUDIO-VISUELLE • LABORATOIRE DE LANGUES

ÉCOLE PARISIENNE des HOTESSES

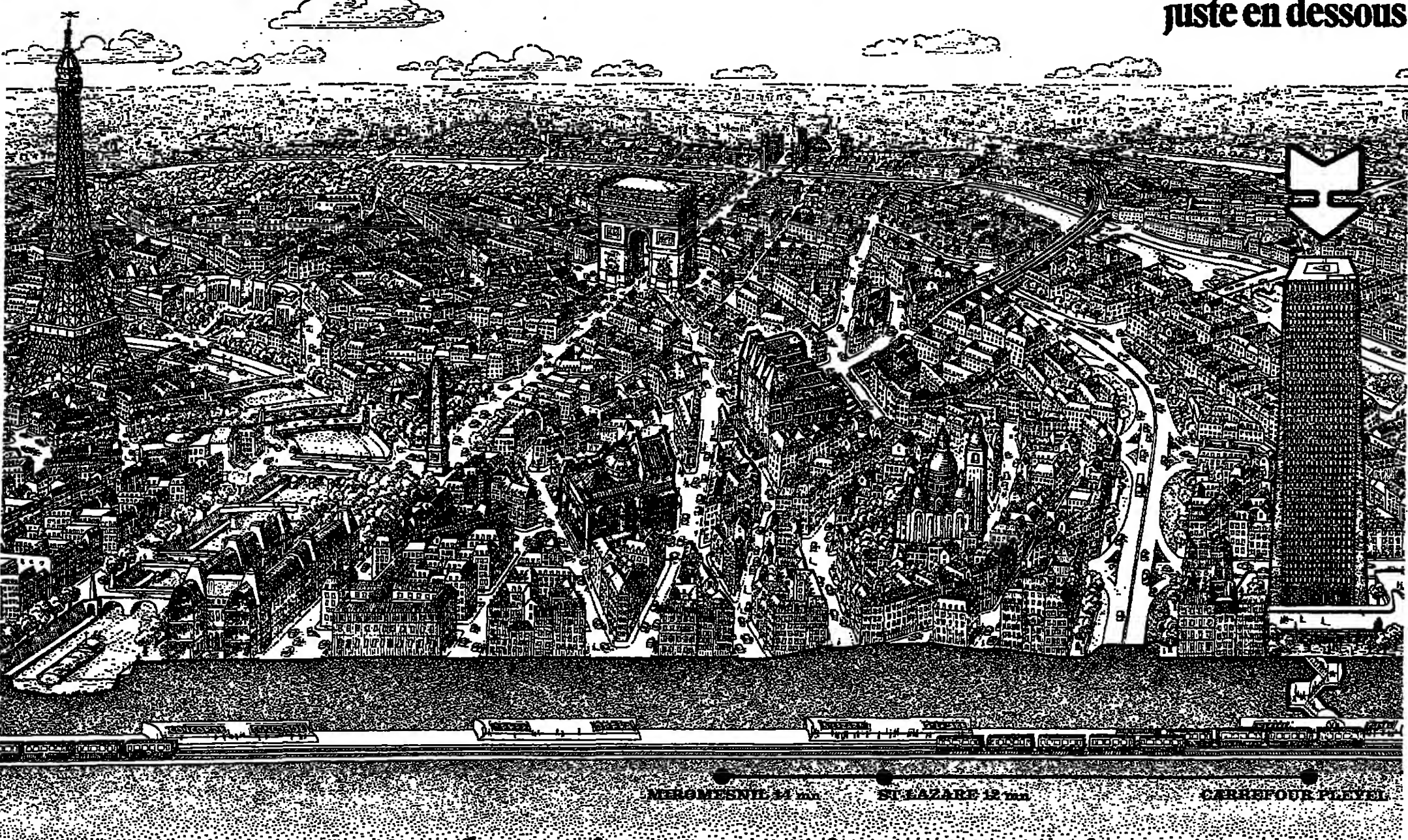
(enseignement privé)

41, boulevard des Capucines (Opéra). — PARIS

Tél. : 073-92-51 et 92-52

Autres écoles : Angers, Bordeaux, Casablanca, Grenoble, Lausanne, Marseille, Nice.

à 3750F le m², seuls les bureaux de Paris-Pleyel ont le métro juste en dessous



...et en plus, des équipements entièrement terminés:

- autocommutateur et installation téléphonique complète
- cloisons mobiles et placards
- restaurant d'entreprise
- salle de conférences
- services sociaux
- cafétéria sur terrasse-jardin

Une galerie marchande à laquelle on accède directement depuis les bureaux. Le prestige et le confort. Dans cette très belle tour de 37 étages desservie par 11 ascenseurs, les bureaux climatisés et insonorisés bénéficient presque toujours d'un éclairage naturel.

Une liaison directe avec le métro. Carrefour Pleyel (par un souterrain). Paris-Pleyel est à 12 minutes de St-Lazare et 14 minutes de Mirosmenil. La proximité immédiate du périphérique et de l'autoroute A1 permet de rejoindre rapidement toutes les portes de Paris et les aéroports d'Orly et de Roissy.

Vente ou location de toute surface à partir de 800 m².

*Prix valeur 1^{er} avril 74.

Pour tous renseignements, interrogez votre conseil immobilier « Mlle Boucotte & Cogifrance » 47, rue du Fg St-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 265.70.70 (poste 359) • Bourdais Bureau-atique 166, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 227.41.89. Visite de l'étage modèle sur rendez-vous.

PARIS PLEYEL est une réalisation COGIFRANCE. Disponible immédiatement.

POLITIQUE

LA GUYANE EN FAILLITE

(Suite de la première page.)

Cayenne n'est même pas coupable. Faut-il le préciser ? La Guyane française, vaste comme dix départements, est — virtuellement — riche. Les mines d'or et la forêt, la pêche et la bauxite, le balata et le bois de rose, le café, la canne à sucre, le pamplemousse rose et le citron vert, l'élevage... « Tout est là et tout pousse ! » Ce doit être vrai puisque les « spécialistes » du pays le répètent depuis trois cent cinquante ans. Leurs mots, même, n'ont pas changé depuis ceux des seigneurs de La Ravardière (1604) jusqu'à ceux de M. Dupont-Gonin, inspecteur des douanes et dernier auteur en date : « De nombreuses et réelles ressources paraissent devoir permettre un développement rapide. » (4).

Inexplicable échec ? Pas tout à fait. « Depuis le début, cela a été une entreprise de Jorjans », murmure le Père Variot, ancien militaire, qui s'étonne moins que nous de voir à quel point l'actualité d'aujourd'hui paraît s'embêter, au millimètre, dans l'histoire d'avant-hier. Avant de comptabiliser les désastres de 1974, survolons — très vite — trois siècles guyanais. Vue d'en haut, la perspective est saisissante, et cette fidélité au malheur carrement magique.

En 1643, déjà, cela commençait mal.

Les premiers colons français de la Compagnie rouennaise du cap Nord n'avaient débarqué sur ces rivages « américains » qu'une poignée de vagabonds — et, pour tout dire, de truands — conduits par un « seigneur de Bretagne », psychopathe. Chassés par les Indiens qu'ils avaient dépossédés — et souvent pendus — ils cédèrent la place en 1652. Leurs successeurs n'avaient pas meilleure mine.

Les « huit cents gueux » de la « Compagnie des douze seigneurs » ne fondèrent qu'une fugitive colonie ruinée à son tour par la discorde et la maladie. En 1664, pourtant, Colbert s'obstina.

Il propulsa cette fois vers la Guyane quelques « caravelles » portant mille deux cents hommes et deux cent cinquante esclaves de la Compagnie de la France équinoxiale ou terre ferme de l'Amérique. Ceux-là réussirent mieux. Hélas ! la guerre anglo-hollandaise, puis franco-hollandaise, envoya à la France « sa » Guyane, qu'il fallut reconquérir en 1687 avec dix vaisseaux de guerre et les ruses du comte d'Estree. Mais ruinée. Dès 1685, les flibustiers s'installèrent à Cayenne. Ils y donnèrent le ton.

12 000 morts

Dans ses débuts, cependant, le XVIII^e siècle fut moins sombre. La Guyane attirait les « scientifiques » du Siècle des lumières. Cens pacifiques, soucieux de venir mesurer sur l'équateur la longueur exacte du pendule, la distance de la Terre à la Lune ou d'écrire quelques beaux mémoires sur les variétés locales de caoutchouc. Amusements charmants. Puis, les jésuites réussirent enfin magistralement la première véritable installation agricole. La seule. On les chassa en 1762.

Justement, cette année-là, la guerre de Sept Ans finissait. La France avait perdu ses autres colonies et un naturaliste nommé Préfontaine venait d'écrire la *Maison rustique*, plaidoyer flatteur et gentillet en faveur de la « belle Guyane ». Ce fut l'occasion et le prétexte du premier grand scandale franco-guyanais : le « désastre de Kourou ». Affreuse manigance montée par le duc de Choiseul, ministre de

la marine, soucieux d'installer là-bas une « colonie blanche », mais dont les desseins furent dévoyés par le triste chevalier Turgot, « couvert » par son illustre frère.

Dans l'impréparation et le désordre, on jeta en 1764 sur la terre de Guyane quinze mille Alsaciens et Lorrains, y compris des messieurs en redingotes et des dames en falbalas, ramutés par une publicité mensongère. Il en mourut rapidement plus de douze mille (fièvres, piqûres d'insectes, famine...). Les autres se réfugièrent sur les « Des du Salut » avant de rembarquer à demi morts. L'affaire avait coûté 25 millions de l'époque au Trésor. La réputation de Cayenne ne s'arrangeait pas.

Tout de même, on parvint vers la fin du même siècle — et grâce aux esclaves amenés d'Afrique — à installer quelques colonies, dont celle — florissante — de M. de La Fayette. La révolution sema

tout ce que Paris voudra connaître de « sa » colonie jusqu'à l'année 1946, qui fera de cette terre esthétisée un lointain département français. Trop tard. Le bagne et l'orpillage ont tordu la Guyane dans le mauvais sens.

Viendra le temps pittoresque de l'administration et des « projets ». Tous les deux ou trois ans, depuis cette date, Cayenne voit débarquer un nouveau préfet nanti d'intentions « dynamiques » et de « perspectives » séduisantes quoique successives. C'est l'époque des « n'y a qu'à », « Elle dure encore ». Les Guyanais en énumèrent les pages les plus fameuses avec un humour triste.

Les plus récents échecs donnent le vertige.

Le polder Marianne

L'agriculture ? Pour exploiter comme elles le furent en 1776 : — les terres basses du littoral riches en « argile bleue », on

seul Suriname Houtmaatschappij, en exportait déjà 120 000 mètres cubes en 1967.

La pêche ? Sans doute. Les côtes de Guyane sont parmi les plus poissonneuses, spécialement riches en crevettes géantes ou seahots. Deux sociétés en assurent l'exploitation... l'exportation vers Miami. Toutes deux, en effet, sont américaines. Lorsque les Guyanais veulent manger des crevettes, ils doivent acheter — au prix fort — des « Miami shrimp ». Pour le reste, les « canots croûtes », pratiquent une pêche familiale modeste. L'administration, quant à elle, se dépense beaucoup pour lancer un projet de mariculture (élevage de crevettes à Mana). Mais le conseil général s'indigne — à juste titre — que, pour ce projet hasardeux, on offre déjà à un « directeur à mi-temps » un salaire de 90 000 F par an.

Les richesses minières ? Mettons l'or entre parenthèses et parlons de la bauxite, pulvérisée fait vivre le Surinam voisin et la Guyane ex-britannique. Depuis trois ans, la Guyane française vit avec l'espoir (« une quasi-certitude ») que la société américaine Alcoa, associée avec Pechiney allait s'installer dans le département pour exploiter les gisements de la montagne de Kaw. Les prospecteurs et les études préliminaires se poursuivaient dans l'attente. Las ! en février 1974, devant le conseil général atterré, le représentant d'Alcoa faisait savoir que sa société renonçait à réaliser son projet pour cause de « non-rentabilité ». Conditions fiscales trop sévères, charges salariales trop lourdes, teneur trop faible : avec Alcoa, disparaissait le dernier rêve minier.

Un port « lourd »

Agriculture, pêche, mines : tous les projets de développement économique se heurtent de toute façon depuis des années au même obstacle : l'absence d'infrastructure. La Guyane compte à peine 350 kilomètres de routes goudronnées et aucune « pénétrante » vers l'intérieur. Le programme d'équipement routier du VII^e Plan n'a été réalisé qu'à 10 %, et la route littorale Cayenne-Saint-Laurent, commencée depuis un bon siècle, n'est toujours pas entièrement asphaltée. Une route intérieure reliant Belzon à Sall avait bien été percée en 1953 : elle n'est même plus visible d'avion.

Plus singulier encore. Le conseil général avait décidé récemment de tracer une pénétrante reliant Sinnamary à Saint-Ely et qui aurait pu être prolongée un jour jusqu'à la branche nord de la Transamazonienne brésilienne. Dix-huit kilomètres furent réalisés et une vingtaine d'agriculteurs s'installèrent sur des terres, recouvertes d'accessibles.

Sur la foi d'un rapport critique de l'administration, le conseil général (nouvelle majorité) vient de décider d'interrompre les travaux. Les 18 kilomètres de la route de Saint-Ely seront sous peu engoutés à leur tour par la brousse.

Et puis, la Guyane manquait surtout d'un véritable port. Celui de Cayenne (il avait pourtant coûté 1 milliard 200 millions voici vingt-cinq ans) se révélait trop exigu, difficilement accessible et sujet à l'envasement. On décida en 1962 d'en creuser un nouveau au Degrad des Canes, notamment pour faciliter l'exportation du bois.

Le port de Degrad des Canes aurait été inauguré — comme prévu — en octobre 1973 si on ne s'était aperçu in fine que son canal d'accès n'était pas assez large (40 mètres au lieu de 80 mètres), ses hangars fort mal adaptés et surtout que son quai tout neuf s'effondrait. Il fallut dépêcher des spécialistes venus de métropole et, selon l'expression du secrétaire général de la chambre de commerce, « reprendre le dossier à zéro ».

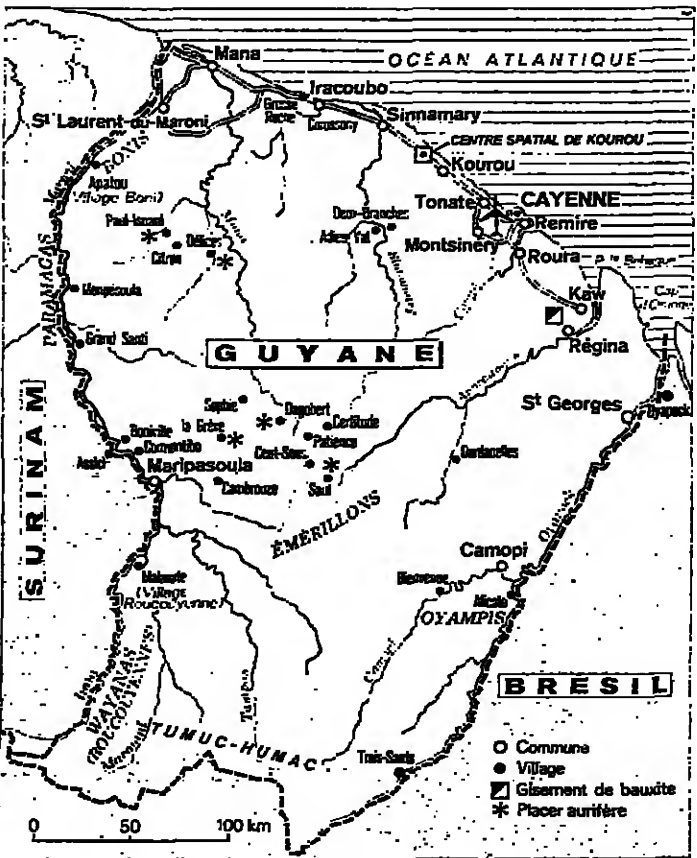
Aujourd'hui, le port de Degrad des Canes n'est toujours pas « livré ». Il a déjà coûté près de 7 milliards anciens (au lieu des 4 prévus).

Les gens de Cayenne avaient mille motifs à désespérer. S'ils ne céderont pas tout à fait au désespoir, c'est sans doute à cause du grandiose de tous les projets. En 1964, on s'en souvient, avait été décidée l'installation à Kourou du centre spatial guyanais. Il devait — entre autres — « sauver la Guyane ».

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Prochain article :

II. — LES MIRAGES DE KOUROU



pourtant le « trouble » et la « ruine » en abolissant l'esclavage. Il sera rétabli de 1802 à 1848, mais, entre-temps, on aura trouvé pour la Guyane une vocation conforme à une réputation déjà injustement établie : la « transportation », c'est-à-dire le bagne, d'abord destiné aux montagnards, puis aux « fructidorisés », aux préteurs réfractaires et même aux journalistes.

En 1837, la Guyane est, malgré tout, à l'apogée de son développement : 12 000 hectares cultivés (à peine 1 800 aujourd'hui) qui produisent coton, canne à sucre, girofée et font vivre huit mille animaux de trait. C'est la « ruée vers l'or », qui, cette fois, va bouleverser ce pays en 1857 en y introduisant vingt mille aventuriers, une fièvre folle, et une prospérité factice. Tout le monde abandonne les cultures pour les « placers », miraculeux des « grands bois », mais seuls les commerçants s'enrichissent durablement. Beaux chapitres de Cendrars.

On connaît la suite. Le Second Empire, puis la III^e République inventant la « colonisation pénale » feront du pays un bagne tragique dont l'image collera définitivement au visage — et au nom même — de la Guyane. Le « popote » en pyjama rayé : c'est

lance vers 1965 un projet expérimental de polderisation sur 300 hectares. Drainages coûteux, annonces claboussantes, plantation de trente mille pieds de bananiers importés d'Haïti (et mal adaptés au climat). Mais surtout gabegie administrative, mauvaises études préalables, etc. D'échec en rafistolage, le polder « marianne » devient vite le « La Villette de Guyane » dont chaque nouveau ministre cherche à se débarrasser discrètement. Après l'avoir refusé en 1967, à une société languedocienne, on finit par brader pour 300 000 F en 1973 ce qu'il en reste à un particulier. Le malheureux fait faillite aussitôt. Aujourd'hui, la brousse et les herbes folles reprennent lentement leurs droits sur les ruines de « Marianne ». Coût total : un bon milliard (ancien). Au Surinam, les Hollandais ont polderisé depuis fort longtemps plus de 100 000 hectares.

La forêt ? Certes. Neuf millions d'hectares et cent espèces de bois, ce n'est pas rien. Elle fut le « cheval de bataille » du V^e Plan lorsque, dans les années 60, une nuée de gros professionnels chassés d'Afrique débarquèrent à Cayenne en quête de concessions. Nouveaux discours, nouvelles subventions... La plus importante de ces entreprises fit rêver tous les Guyanais d'exportations fabuleuses et de « bois déroulés » : « Enfin, le décollage économique. » En 1969, pourtant, l'entreprise en question, toutes subventions empochées et tout matériel acquis, s'en alla subitement faire de meilleures affaires au Gabon. Avec le matériel, avec les subventions : 8 millions (5).

Tentative plus récente, la C.F.A. (Compagnie forestière de l'approuvé) mobilisa beaucoup d'espoirs et d'argent public avant que l'administration ne s'aperçût (tardivement) que son promoteur principal — américain — était un escroc international fiché par Interpol. Exit la C.F.A.

En 1973, la Guyane n'a produit que 20 100 mètres cubes de grumes. Soit moitié moins qu'en 1964. On ose à peine rappeler que, au Surinam, une seule société, la Bruyn-

(4) Pierre Dupont-Gonin, *La Guyane française*, Librairie Droz, 1970.
(5) Source, Procès-verbal du conseil général, séance du 17 avril 1974.

ce que
30 millions
d'électeurs
attendent :

LE
BONHEUR
EN PLUS



par

FRANÇOIS
DE CLOSETS

le document
de l'année

120 000
exemplaires

PRIX CAZES

denoël

Proche Jardins du Trocadéro

Hôtel Particulier

A VENDRE

Excellent état - 500 m2 environ
Garages - Téléphone

Pour obtenir tous renseignements
Ecrire (NE PAS TELEPHONER)
Monsieur le Directeur
JOHN ARTHUR et TIFFEN
174, bd Haussmann 75008 Paris

POLITIQUE

Libres opinions

POUR DE NOUVEAUX SCHÉMAS ?

Par ANDRÉ JEANSON (*)

La gauche est tellement fière et heureuse, avec raison d'ailleurs, de sa presque victoire, tellement assurée que, les fatidiques 47 % dépassés, la prochaine fois sera la bonne, que j'ai quelque scrupule à présenter des réflexions d'un autre ordre.

Certes la gauche vient de frôler le pouvoir, à le toucher, mais sans le saisir. La question que je voudrais alors poser est celle-ci : la gauche a-t-elle raison de consacrer exclusivement son temps à tenter d'arriver au pouvoir par le canal d'institutions et de mécanismes politiques ordres par et pour la classe dominante, la droite conservatrice ?

Pourquoi donc cet extraordinaire décalage entre le malaise social quasi général et sa traduction politique ? Pourquoi ces « mécontents » ne parviennent-ils pas à exprimer, dans des choix politiques clairs et cohérents, leurs réactions et leurs aspirations ? Sinon parce que les techniques employées par notre démocratie classique pour faire ces choix, pour sélectionner les élites, ne leur permettent pas, pour la simple raison qu'elles n'ont pas été conçues pour cela, qu'elles n'ont pas été mises en place pour la France de 1974. La même remarque pourrait être faite pour les autres procédés de sélection de notre société, notre système éducatif et culturel, par exemple.

En d'autres termes, les conséquences politiques que les Français devraient logiquement tirer de leur situation de victimes, d'exploités, d'exclus, ne se dégagent pas parce qu'elles sont faussées par les techniques institutionnelles inhérentes à notre conception de la démocratie politique.

Est-ce exagéré de dire, en second lieu, que le fonctionnement de ces techniques et de nos institutions repose, en définitive, sur ce qu'il faut bien appeler l'infantilisme politique d'une bonne partie de la masse des électeurs, vit de cet infantilisme et le nourrit.

Cette affirmation ne contient aucun mépris de ma part pour les électeurs, car c'est eux qui sont, la responsabilité en revient à nos « élites », et ce sont celles-ci que je dénonce.

Après avoir, pendant des années, entendu nos dirigeants distiller un chloroforme rassurant à l'instar de leur notre président, affirmant que « rien ne s'acquiesce que par la patience, tout se perd par la turbulence » et évoquant « notre vie sans contrainte », qu'avons-nous vu pendant la campagne électorale ? Tel candidat dénonçait un jour comme l'homme de la collaboration des classes devenus, le lendemain, le « candidat du mouvement ouvrier ». Tel autre, parmi mille promesses mirobolantes, assurait un « changement sans risque », chercher à séduire en faisant étalage de sa virtuosité intellectuelle et faire appel au jeune charme de sa fille. Le matraqueur publicitaire a multiplié les vérités premières et les choix ont été présentés dans des simplifications grossières. Les débats publics se sont rarement élevés au-dessus du niveau d'un quasi-analphabétisme politique de la masse.

D'où ma question : la gauche a-t-elle eu conscience, de la droite, peut-être davantage, comme elle se sentait mauvaise conscience, pour convaincre de la pureté démocratique de ses intentions, à invoquer le sacro-saint principe du « respect des institutions ». Mais si c'était les institutions qui ne valaient plus rien et méritaient d'être radicalement mises en cause ?

Mais alors, me direz-vous, vous préconisez pour la conquête du pouvoir la voie révolutionnaire, la mise en œuvre de moyens extralégaux, la lutte aussi dure et violente que possible ? La voie serait-elle pour vous « dans la rue », voire « au bout du fusil » ?

Il est évident que ce serait là la façon la plus sûre de maintenir la droite au pouvoir, la solution suicidaire pour la gauche. La voie que je suggère est toute différente, mais tout aussi révolutionnaire.

Mon point de départ est de considérer que notre société connaît depuis un quart de siècle, et connaîtra dans l'avenir, des mutations d'une telle profondeur que sa vie politique ne peut plus trouver d'expression adéquate et efficace dans un cadre d'institutions vieux de deux siècles et qui n'a connu depuis qu'il a été inventé que des aménagements superficiels, sans qu'il soit touché à son dessin général.

Il convient donc, pour commencer, d'accepter la remise en cause des schémas les plus communément admis depuis Montesquieu, de partir de zéro, ce qui ne veut pas dire que au long du chemin, nous n'aurons pas à nous servir des matériaux du passé, mais seulement dans la mesure où nous les jugerons utiles.

Dès lors, l'interrogation peut être ainsi formulée. Nous sommes dans une société moderne, qui se veut démocratique, mais d'une part qui est aux prises avec des problèmes qui l'interpellent jusque dans ses fondements, au sein de laquelle d'autre part, l'économique, le social, le culturel interfèrent avec le politique de telle sorte que les forces qui agissent sur ces différents terrains deviennent, elles aussi, des acteurs de la vie politique, qui disposent, enfin, d'énormes capacités, si elles sont judicieusement utilisées, de diffusion de l'information et du savoir. Dans une telle société, quelles sont les formes d'institutions, les techniques de sélection et de délégation du pouvoir, quels sont les mécanismes qui peuvent assurer au citoyen les moyens d'être présent, ou représenté à tous les niveaux de la vie collective où se préparent et se prennent les décisions qui le concernent ?

La réponse, c'est clair, suppose une réflexion théorique qui soit suffisamment iconoclaste pour ne reculer devant aucune innovation. Mais cela n'est pas seulement l'affaire des professeurs de droit public et constitutionnel, des sociologues, des politologues. Cela doit tendre à être l'affaire de tous les citoyens.

Il faut que soient sollicités de multiples expérimentations sur le terrain. Il faut que soient encouragées et soutenues les initiatives qui, de plus en plus nombreuses, surgissent à la base, au niveau de l'entreprise, du quartier, de la commune, etc., initiatives qui ébauchent de nouvelles formes de dévolution et d'exercice du pouvoir, de présence effective aux décisions des gens intéressés, initiatives par lesquelles les citoyens prennent conscience des problèmes qui se posent à leurs groupes et communautés et s'assistent à prendre eux-mêmes en charge l'élaboration et le contrôle des décisions. Il faut, au fur et à mesure que le citoyen informé, se sent concerné, prend goût au pouvoir, que ce goût se traduise dans des embryons d'institutions qui, progressivement, prendront forme définitive.

La démarche est lente, j'en conviens, mais il serait contre sa nature d'aller vite, encore que les événements peuvent accélérer le processus. Que la gauche s'efforce de consolider sa poussée du 19 mai, cela est important et nécessaire, et je participe autant que je le puis à cet effort-là. Mais, je souhaite qu'elle s'engage en même temps dans cette autre démarche ici esquissée : sa victoire, et en tout cas, la solidité, la durée et l'efficacité de cette victoire sont à ce prix.

(*) Ancien président de la C.F.D.T., animateur d'Objectif socialiste.

A ACTUEL 2

M. Marchais : je constate qu'une majorité de Français veut des changements limités

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a participé lundi soir, à l'émission de télévision « Actuel 2 », à un débat sur le thème « Le nouveau parti communiste ». M. Marchais a notamment répondu aux questions de M. Jacques Linder (O.R.F.), Henri à M. Ouzou (France-Soir), Pierre Charpy (la Nation), Jean-Pierre Farkas (Combat) et de notre collaborateur Raymond Barrillon.

Notre but, a déclaré M. Georges Marchais, notre objectif, c'est le socialisme. Nous sommes convaincus que la France ira un jour au socialisme. Mais nous irons au socialisme quand la majorité du peuple en décidera par la voie du suffrage universel. Il y a, dans ce pays, déjà des milliers d'hommes et de femmes qui sont prêts à engager la lutte pour le socialisme.

Mais il n'y a pas, actuellement, une majorité en France pour le socialisme ; rière a progressé mais elle n'est pas actuellement majoritaire.

Le problème posé est donc : ou nous nous accommodons de la domination des monopoles capitalistes, ou nous nous faisons des objectifs limités pour sortir le pays de la crise. C'est ce que nous avons toujours voulu faire, car le programme commun n'est pas un programme socialiste. (...)

Il n'est pas question de renoncer à notre objectif, qui est le socialisme. Nous proposons des réformes démocratiques qui sont destinées à sortir le pays de la crise. C'est un programme notoirement limité.

Ce que je constate, c'est qu'il y a une majorité de Français qui veulent des changements limités. La gauche doit se tenir à ce programme de réformes.

Le socialisme ne relève pas de la décalcomanie

Quand je vois les résultats de l'élection présidentielle, résultats qui ont été le fruit de la lutte pour l'unité de la gauche, quand je vois treize millions de Français et de Françaises derrière le programme des partis de gauche, mais sans notre stratégie était bonne. (...)

Nous considérons que sur l'indépendance de la France, par exemple, nous pouvons nous retrouver, avec les socialistes, sur les objectifs que nous nous assignons. Nous sommes pour l'union du peuple de France dans le respect de la pluralité des partis, dans la diversité des opinions, c'est pourquoi il est nécessaire de faire une distinction entre la question de l'adhésion au P.C.F. et la question de l'adhésion à la gauche.

Nous nous adressons à des hommes et des femmes prêts à faire un bout de chemin avec nous. Au bout du chemin il y a, nous le disons, une autre croisée, c'est-à-dire l'élection présidentielle.

REGROUPEMENT CHEZ LES MARXISTES-LÉNINISTES

Les militants de la gauche révolutionnaire rejoignent l'Humanité rouge

La tendance pro-chinoise du P.S.U., la gauche révolutionnaire, qui avait fait scission en juin 1973 lors du conseil national de Juvisy, a décidé, dimanche 16 juin, au cours de son second congrès, de se dissoudre. Les militants de ce groupe sont invités à adhérer individuellement à l'Humanité rouge, groupe issu du parti communiste marxiste-léniniste de France, depuis la dissolution de cette formation, en juin 1968.

Pour expliquer leur décision, les militants de la gauche révolutionnaire avancent deux arguments. En premier lieu leur groupe s'était, selon eux, rattaché au « gauchisme moderne », et correspondait à la prétention de la petite bourgeoisie à se substituer au prolétariat pour diriger la révolution.

En second lieu, ils reconnaissent désormais « la faiblesse de la création, en 1967, du P.C.M.L.F. authentique avant-garde prolétarienne de notre pays, qui, selon toutes les informations, continuait le combat malgré son interdiction en 1968 ; et de la reconnaissance

législative ou présidentielle, les Français seront appelés à dire s'ils veulent continuer, car nous, nous sommes réellement partisans de l'alternance. (...)

Quant aux différents pays socialistes, il ne faut pas les voir globalement. Il y a entre eux une grande diversité qui ne leur, d'ailleurs, que s'accroître. Il n'y a pas de modèle de société socialiste qu'on peut copier chez nous. Le socialisme ne relève pas de la décalcomanie.

Nous irons au socialisme avec nos particularités, notre mode de vie, nos modes de pensée et nos habitudes.

Nous construirons le socialisme quand la majorité des Français l'aura décidé.

Mais ce n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour. Cela ne nous empêchera pas de poursuivre ce que nous appelons notre propagande pour le socialisme.

Un progrès qualitatif de l'unité

Interrogé plus particulièrement sur M. Michel Rocard, ancien secrétaire national du P.S.U., M. Marchais a déclaré : « Je suis très satisfait de ce que nous avons obtenu, car c'est la première fois que l'unité de la gauche est atteinte. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

M. Marchais s'est enfin félicité des rapports de confiance qui existent entre les partis communiste et socialiste : « Pendant les élections législatives et, ensuite, pendant les présidentielles, nos partis ont scrupuleusement respecté les engagements qu'ils avaient pris. Il y a là un progrès qualitatif de l'unité. (...) »

PRESSE

AU COURS DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La Fédération des sociétés de journalistes plaide en faveur de l'unité d'action

L'assemblée générale de la Fédération française des sociétés de journalistes, réunie à Paris les 14 et 15 juin, a centré ses travaux sur la « relance » des objectifs qui avaient été fixés par le colloque du Sénat en janvier 1973.

Il y a seize mois, en effet, une concertation entre trois des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T. et F.O.) et la Fédération des sociétés de journalistes avait abouti à la mise au point d'une doctrine commune affirmant le droit à l'information des citoyens et la reconnaissance de certains droits aux équipes rédactionnelles leur permettant d'exercer pleinement leurs responsabilités.

Le vote d'un statut des entreprises de presse permettant la mise en pratique de ces deux principes en demeure le corollaire.

Les délégués des dix-sept sociétés de journalistes représentées aux travaux du Palais du Luxembourg ont témoigné de la diversité des situations dans lesquelles s'inscrivent leur action :

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

● A l'Aube, quotidien de Mulhouse, où, 2 % d'un d'un changement de main » parmi les actionnaires, l'équipe rédaction-

DROIT SC. ECO.

AOÛT : Prépar. 1^{re} et 2^e an. par matière et par centre, à la session de septembre.

NOV. à JUIN : Cours du soir complémentaire, parallèle à la Faculté.

Groupe de Professeurs 57, rue Ch.-Lafitte 75014 PARIS 14

CEPES

RAPATRIÉS

M. PAUL-ÉMILE VIARD RÉÉLU PRÉSIDENT DE L'ANFANOMA

Au cours du onzième congrès de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer (156, avenue Victor-Hugo, à Paris-16^e), qui s'est tenu à Vichy, le professeur Paul-Émile Viard, doyen honoraire de la faculté de droit d'Alger, a été réélu président.

Ce congrès, auquel assistait M. Jacques Soustelle, a permis aux différentes commissions de travail d'étudier les problèmes et de mettre au point des motions

qui ont été adoptées par l'assemblée générale. Les principales études concernaient les problèmes d'ordre moral tels que l'antisémitisme, la recherche des disparus, les problèmes d'ordre matériel, les problèmes de l'immigration et la réparation des préjudices subis, la question des retraites et le problème des fonds bloqués dans les banques des pays d'Afrique du Nord.

156, rue Ch.-Lafitte

JUSTICE

RACISME CIVIL... ET NON PAS PÉNAL

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a infirmé, le 17 juin, pour ce qui concerne les intérêts civils, le jugement de la dix-septième chambre correctionnelle qui avait relaxé le 23 février dernier M. Jack Marchal, poursuivi sur plainte du Mouvement contre le racisme, contre l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.), du chef de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

M. Marchal est responsable de la publication du numéro de juin 1973 de *Pour un ordre nouveau*, organe inspiré par le mouvement (aujourd'hui dissous) Ordre nouveau. Cette feuille était composée d'articles hostiles à l'immigration des travailleurs étrangers et même à la liberté d'accès en métropole des Français des Antilles.

Le M.R.A.P., partie civile, avait fait appel du jugement de la dix-septième chambre du tribunal, non le parquet. C'est pourquoi la relaxe est restée acquiescée bien que la cour d'appel considérât maintenant le délit constitué pour différents passages de la publication incriminée. Et le M.R.A.P. a eu la consolation d'obtenir son franc symbolique de dommages et intérêts.

● **Homonymie.** — Le directeur de la Société de travaux publics André Boris et M. Charles Michon, qui préside le conseil de surveillance de l'entreprise, ont été condamnés à faire savoir que cette société n'a rien de commun avec l'entreprise dirigée par M. Jean Boris, à Marseille, impliquée dans l'affaire Coder (le Monde du 14 juin).

M. André Boris, mort en 1971, avait décidé, par testament, de frapper d'aliénation 40 % des actions de sa société au profit du personnel de celle-ci. Aujourd'hui les membres du personnel, qui ont tenu à conserver à l'entreprise de travaux publics le nom de son fondateur, souhaitent cette mise en point, une telle homonymie risquant d'entacher le souvenir d'un homme fort estimable.

La Société André Boris, qui a réalisé le tunnel du Mont-Blanc, assure actuellement les travaux du R.E.R. à Paris et à Lyon, ceux du métropolitain.

Accusée d'avoir établi de fausses attestations d'étudiants

L'ASSOCIATION NOUVELLES FRONTIÈRES DEVRA VERSER 516 272 F A L'AIR FRANCE

Avant fait passer, en 1971, des voyageurs pour des étudiants grâce à de fausses attestations universitaires et obtenu ainsi des tarifs de faveur auprès d'Air France.

Le procès de 29 inculpés de trafic de drogue au tribunal de Marseille

MALAISES ÉTAT DÉPRESSIF ET DÉFAILLANCES...

Devant le tribunal de grande instance de Marseille, la première journée du procès de M. Jean-Baptiste Croce, cinquante-quatre ans, et de ses vingt-huit co-accusés, a été ouverte hier.

La première audience a été particulièrement mouvementée. L'un des inculpés a été pris de malaise et deux autres ont fait produire des certificats médicaux attestant leur état dépressif. Le procureur de la République s'est étonné de « ces défaillances successives ». Ce procès avait déjà été renvoyé le 6 mai dernier, sept des accusés ne s'étant pas présentés, quatre d'entre eux étant malades. Il faut rappeler, d'autre part, que M. Rénan Miossec, trente-neuf ans, s'est suicidé le 12 mai à Marseille après avoir absorbé une forte dose de barbituriques, et que M. Joseph Mari, cinquante-sept ans, considéré avec M. Croce comme le « financier » du réseau, est mort le 8 août 1973, après avoir été admis en liberté sous caution. M. Joseph Mari, cinquante-huit ans, l'un des principaux accusés, est toujours en fuite.

LA CORRUPTION D'EMPLOYÉ ET LE LIEN DE SUBORDINATION

La dixième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Pierre Lemaître, vient de relaxer M. Jean-François Boissel, ingénieur-conseil en propriété industrielle, associé du cabinet Beau de Lomenie, et M. Pierre Letort, ingénieur en retraite, du délit de corruption d'employé. M. Kessler, lui aussi ingénieur-conseil, recherchait M. Boissel d'avoir engagé M. Letort, « collaborateur » avec lequel il avait mis au point un système informatique de gestion d'annuités de brevets. M. Letort aurait ainsi fait profiter le cabinet Beau de Lomenie de ce qu'il avait appris au contact de M. Kessler (le Monde daté 13-14 janvier).

Les prescriptions de culpabilité que le substitut — lors de l'audience — avait jugées « sérieuses » n'ont pas été examinées par le tribunal, qui s'en est tenu aux liens de droit entre M. Boissel et Letort. Le rapport de subordination du second au premier n'ayant pas — selon les juges — été démontré, le délit de corruption d'employé ne peut être juridiquement fondé.

Plusieurs écrivains sont reçus par le directeur de la Santé

Un affrontement entre forces de l'ordre et manifestants a été évité de justesse, lundi 17 juin, vers 18 heures, devant la prison de la Santé, lorsque M. Serge Livroz, l'un des écrivains reçus par le directeur de la prison, et trois militants du Comité d'action des prisonniers (CAP) furent appréhendés et retenus quelques minutes dans un car de police.

La délégation des écrivains, composée de Mme Michèle Manosaux, MM Maurice Clavel, Claude Mauriac, Philippe Gavi et Serge Livroz, auteur de l'ouvrage *De la prison à la révolte* et ancien détenu, avait été reçue vers 18 heures, durant près d'une demi-heure, par le directeur de la Santé, M. Ange Calisti. Les écrivains lui ont remis une centaine de livres, destinés à la bibliothèque de cet établissement, pour attirer l'attention sur le sort d'un détenu. M. Patrick Noutet, greviste de la

faim depuis le 4 juin, qui réclame la liberté de lecture dans les prisons (le Monde du 18 juin).

Pendant cette entrevue, des premiers heurts étaient intervenus entre les policiers et la trentaine de manifestants, pour la plupart militants du CAP, qui tenaient les détenus au courant de la démarche des écrivains en faisant circuler autour de la prison une voiture munie de haut-parleurs. Lorsque M. Serge Livroz, accompagné jusqu'à la porte de la prison par le directeur de la Santé, voulut à son tour prendre la parole, la voiture fut cernée par les policiers et ses occupants appréhendés. Seule l'intervention de la délégation des écrivains permit de calmer les esprits, en obtenant du commissaire de police du quartier la remise en liberté immédiate des personnes appréhendées, dont l'identité fut cependant vérifiée.

LE MINISTÈRE : l'administration doit contrôler les publications dont le seul objet est de troubler l'ordre

Dans un communiqué diffusé lundi 17 juin, le ministre de la Justice indique que « l'administration pénitentiaire a toujours autorisé dans les prisons l'accès aux ouvrages français ou étrangers classiques ou modernes. L'organisation de bibliothèques et un service de prêts de livres ont été aménagés à cette fin dans les établissements. Au surplus, depuis quelques mois, les détenus peuvent acheter les ouvrages publiés en format de poche de leur choix. »

On doit rappeler en outre que chaque détenu peut acquiescer le journal quotidien qu'il souhaite, ainsi que les principaux périodiques.

Si aucun auteur ne fait à priori l'objet d'une exclusion, il va sans dire que l'administration pénitentiaire doit rester en mesure de contrôler la diffusion de publications dont le seul objet évident est de troubler l'ordre et le bon fonctionnement des établissements.

« L'ensemble de ces problèmes sera l'objet d'une étude de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux », ajoute-t-on au ministère de la Justice.

Dans aucun des domaines cités, la réalité n'est aussi claire que

l'affirme le ministère de la Justice. Selon les établissements, il a été plusieurs fois constaté que des prescriptions générales, en principe libérales, étaient remises en cause par des pratiques telles que le « caviardage » d'articles jugés dangereux ou l'absence de distribution de périodiques, pour lesquels les détenus paient, chaque semaine, d'avance.

La discrimination qui, d'autre part, faite à propos des ouvrages « dont le seul objet est de troubler l'ordre et le bon fonctionnement des établissements » revient à donner à l'administration pénitentiaire un rôle de censure littéraire pour lequel sa qualification n'est pas évidente.

De plus, cette discrimination paraît particulièrement mal fondée pour ce qui concerne M. Patrick Noutet, déjà classé comme anarchiste.

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur de transmission s'est glissée au début du compte rendu du procès des auteurs protestataires à Lyon, paru dans le Monde du 18-17 juin. Il fallait lire ainsi la première phrase : « Dans le cheminement, parfois fastidieux, de ses débats, l'Etat a affirmé sa phare » et non « de ses déboires ».

Secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire

Mme DORLHAC S'INSTALLE BOULEVARD RASPAIL

Mme Hélène Dorlhac de Borne, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, s'installe, ce mardi 18 juin, 32, boulevard Raspail, à Paris (6^e), dans les locaux du ministère de la Justice, qui abritent déjà la direction de l'éducation surveillée et certains bureaux du service de l'administration générale et de l'équipement.

Des à présent, M. Philippe Chemin, âgé de trente-deux ans, magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice (administration pénitentiaire), a été désigné pour faire partie du cabinet du nouveau secrétaire d'Etat.

DÉMISSION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Pour protester contre la réduction de la scolarité à l'Ecole nationale de la magistrature (E.N.M.), où il est élève, M. Pierre Delmas-Goyon, auditeur de justice, a remis, vendredi 14 juin, sa démission de membre du conseil d'administration de l'E.N.M., que préside M. Maurice Ayrolot, premier président de la Cour de cassation.

Dans la déclaration qu'il a lue avant de remettre sa démission, M. Delmas-Goyon rappelle que la « publication le 14 mai 1974 du décret décidant cette réduction » a montré aux auditeurs de justice le peu d'influence dont ils disposent dans un domaine qui les concerne directement.

L'Union fédérale des magistrats (U.F.M.) et le Syndicat de la magistrature (S.M.) ont toujours condamné la réduction de la scolarité à l'E.N.M. Dans le dernier numéro de Justice, le Syndicat écrit encore : « La parution du décret le samedi 18 mai, la veille du second tour, est significative des nouvelles méthodes de prise des décisions. Personne n'était plus en mesure de protester. C'est la preuve que la quasi-totalité de la profession avait manifesté son hostilité à la réforme — et, surtout, Dieu seul savait ce qui allait se passer le lendemain. On n'est jamais assez prudent. »

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

ou le couronnement d'une prodigieuse aventure entreprise voici 7 ans.

Les encyclopédies étaient devenues l'apanage presque exclusif des Anglo-Saxons, les Français se contentant de traduire. Aujourd'hui, avec l'*Encyclopædia Universalis* et son contenu totalement original, la France a repris le flambeau qu'elle avait lâché depuis Diderot, depuis 200 ans exactement.

Un projet gigantesque enfin réalisé...

Voici quelques chiffres impressionnants qui peuvent donner une idée de l'importance de ce travail : 7 années de travail, 20 volumes, 21 000 pages, 6 000 articles principaux et 15 000 articles de complément, 15 000 cartes, tableaux, schémas, photographies.

... grâce au travail acharné de 3 000 spécialistes. Imaginez d'abord une "assemblée extraordinaire" composée de plus de 3 000 auteurs, experts et spécialistes, des intellectuels de tous horizons, une haute valeur intellectuelle dans tous les domaines — droit, histoire, philosophie, biologie, physique, chimie, médecine... et d'une compétence mondialement reconnue. Une assemblée qui réunirait Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, professeurs et chérissés.

Ensuite, pour sélectionner ces sommités, il a fallu constituer une équipe "éditoriale" permanente de 32 rédacteurs, techniciens d'édition, graphistes, directeurs chargés de synthétiser les travaux et d'assurer la cohésion de l'ensemble et de 85 conseillers scientifiques chargés, eux, de superviser l'ensemble.

Enfin, il a été fait appel pour cette œuvre monumentale aux techniques les plus avancées de l'information et de la communication. Ainsi, l'*Encyclopædia Universalis* marque-t-elle une date dans l'histoire de l'édition française. Pour la première fois, en effet, sont associées les ressources du cerveau humain et celles de la mémoire électronique.

L'ensemble de l'information rassemblée a été répertoriée, triée, classée, analysée par l'équipe éditoriale et programmée sur l'ordinateur par l'équipe informatique. Ainsi, grâce à la collaboration constante de ces deux équipes, l'exploitation intégrale et la mise à jour permanente de tout le savoir accumulé ont été rendues possibles tout au long de cette monumentale entreprise.

Les 20 volumes de l'*Encyclopædia Universalis* : la plus intelligente escalade du savoir que l'on ait jamais imaginée.

« La devise de l'*Encyclopædia Universalis* ce n'est pas : tout savoir, mais : tout comprendre. C'est d'abord un instrument de culture », écrit Jacques Brice dans le Figaro littéraire. « C'est aussi une nouvelle philosophie de la culture et le plus bel outil de formation continue et de promotion qui ait jamais existé. Merveilleux instrument de consultation et de références, l'*Encyclopædia Universalis* ne se contente pas de définir, elle explique, comment et stimule la réflexion personnelle. L'*Encyclopædia Universalis* est avant tout "un instrument de pensée, une encyclopédie qui n'ajoute pas le savoir, mais qui donne envie de réfléchir" (les Echos). Chacune de vos questions trouve une réponse et satisfait un jeu d'intelligence et c'est ainsi que, tenant compagnie à tout esprit curieux, l'*Encyclopædia Universalis* constitue la plus vivante et la plus dynamique des patrimoines culturels. »

Trois niveaux de lecture : l'apanage exclusif de l'*Encyclopædia Universalis*.

L'*Encyclopædia Universalis* est construite en 3 parties : le CORPUS en 16 volumes en l'encyclopédie alphabétique, que proprement dite, le THESAURUS, en 3 volumes, qui est à la fois une table des matières thématique où sont indexés tous les articles du CORPUS et une véritable encyclopédie de complément qui rassemble plus de 15 000 articles supplémentaires, qui éclairent et approfondissent les thèmes développés dans le CORPUS... et enfin l'ORGANUM, en 1 volume, véritable chef de voûte de l'ensemble, qui répond aux grandes interrogations de l'heure et met à votre disposition des articles et des statistiques qui retracent l'évolution des principaux phénomènes culturels, scientifiques et sociaux et laissent ainsi prévoir quel avenir sera le nôtre.

Ces 20 volumes indissociables vous offrent 3 niveaux d'utilisation.

● **Lecture immédiate :** grâce à l'ordre alphabétique, vous pouvez aller directement au sujet qui vous intéresse ;
● **Lecture prolongée :** vous pouvez lire non seulement l'article qui vous intéresse, article pouvant couvrir plusieurs pages, mais encore vous reporter aux "corrélatifs", qui sont indiqués à la fin de l'article. Ainsi, en toutes circonstances, vous restez maître de l'organisation de votre découverte : « à la promenade » ou selon un plan rigoureux.

● **Lecture organisée :** Pour un personnage, une réalité, qu'il fasse ou non l'objet d'un article spécial dans le CORPUS, le Thésaurus fournit tous les renvois aux articles ou parties d'articles à lire. C'est ainsi qu'il vous permet de "programmer" votre degré de connaissance à partir d'une notion de base, aussi simple soit-elle.

Et les jeunes ?

Les questions que posent aujourd'hui les jeunes sont à la mesure des informations qu'ils glanent au fil des jours : extrêmement variées, techniques et de plus en plus précises. De surcroît, l'enseignement qu'ils reçoivent, fondé sur des bases nouvelles, est d'une complexité croissante. Sans se contenter d'annoncer et de répondre à leurs questions et de leur fournir le complément indispensable à l'enseignement qu'ils reçoivent, imaginez 3 000 professeurs particuliers, parmi les plus éminents, à leur totale disposition ! Exhaustive et claire, l'*Universalis* a surtout le mérite de leur apprendre à raisonner.

Comment avoir 24 heures sur 24 l'avis de Alfred Kastler, du professeur Étienne de Raymond Aron... sans être membre d'une académie ?

Avoir chez soi, à son entière disposition, un prix Nobel de Physique, un Professeur, un Membre de l'Institut, un cinéaste ou un Académicien... et les interroger tout à leur aise sur les sujets de leur compétence, seule l'*Encyclopædia Universalis* peut permettre ce prodige, chez vous, dans votre fauteuil, 24 heures sur 24.

L'*Encyclopædia Universalis* 20 volumes format 21 x 30 cm 60 kg. Une élégance et une solidité remarquables. Des textes limpides et précis. Une orientation de pensée ultra-moderne.

Le tome I à lire ouvert pendant 10 jours

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume de l'*Encyclopædia Universalis* qui compte 1 099 pages et pèse près de 15 kg. Le Club Français du Livre, le plus prestigieux des Clubs littéraires, vous offre sans aucun engagement.

Le tome I à lire ouvert pendant 10 jours

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume de l'*Encyclopædia Universalis* qui compte 1 099 pages et pèse près de 15 kg. Le Club Français du Livre, le plus prestigieux des Clubs littéraires, vous offre sans aucun engagement.

Le tome I à lire ouvert pendant 10 jours

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume de l'*Encyclopædia Universalis* qui compte 1 099 pages et pèse près de 15 kg. Le Club Français du Livre, le plus prestigieux des Clubs littéraires, vous offre sans aucun engagement.

ment de votre part la chance exceptionnelle de pouvoir consulter à loisir ce tome pendant 10 jours. Vous vous arrêterez sur l'un ou l'autre des 285 articles, sur l'une ou l'autre des 263 illustrations ou des 1 200 illustrations, photos, schémas, tableaux. Vous déciderez ensuite en toute connaissance de cause de le conserver ou de le retourner. Si vous décidez de le conserver, l'*Encyclopædia Universalis* vous aura la possibilité de recevoir en une seule fois les 17 volumes déjà parus et vous bénéficiez des conditions de paiement réservées aux amis du Club Français du Livre.

La presse et les personnalités unanimes.

« La devise de l'*Encyclopædia Universalis*, ce n'est pas "tout savoir" mais "tout comprendre". C'est d'abord un instrument de culture. » Jacques Brice LE FIGARO

« Les services de rédaction sont animés par des universitaires qui font autorité, chacun dans leur discipline. Bref, il s'agit d'un véritable monument de connaissances adapté aux questions que se pose l'homme du XX^e siècle, selon la formule de Paul Valéry, "le pourquoi et le comment..." » Les Livres

« Ouvrage de connaissance, ouvrage de consultation, l'*Encyclopædia Universalis* est aussi un ouvrage de référence puisque pour la plupart des sujets, est proposée une bibliographie progressive, qui va de l'exposé élémentaire accessible aux grands traités et publications récentes. » Actualité Littéraire

« De volume en volume, l'*Encyclopædia Universalis* offre une remarquable tenue scientifique dont témoigne la qualité des collaborateurs, choisis parmi les savants qui font autorité. » R. Clotier Les Livres

« C'est un superbe monument : le seul aligné de l'*Encyclopédie de Diderot au XVIII^e siècle*. » Gilles Lapouge Kermesse-Soir

« L'*Encyclopædia Universalis* a combié un vide vieux de plus d'un siècle en mettant à la disposition du spécialiste comme de l'honnête homme moderne un outil de connaissance à la fois efficace et de haut niveau qui répond aux besoins de notre nouvelle culture. » P. Desgranges

BON D'EXAMEN GRATUIT DU TOME 1

à retourner au Club Français du Livre 21, rue de l'Aqueduc 75010 PARIS

Veuillez m'envoyer, pour un examen de 10 jours, gratuitement et sans engagement de ma part, le volume 1 de l'*Encyclopædia Universalis*. Si je n'ai pas satisfait, je vous le retournerai avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous enverrai pas le premier volume.

Nom _____ Prénom _____

N° et rue _____

Code postal _____ Localité _____ 9379

Date _____ Signature _____

JUSTICE

APRÈS LE DÉCÈS D'UN ENFANT

La directrice d'une crèche et son auxiliaire sont condamnées à des peines d'emprisonnement avec sursis

La seizième chambre correctionnelle de Paris a rendu, le 17 juin, son jugement à propos

L'affaire de Bruay

LA NOUVELLE POSITION DU JEUNE JEAN-PIERRE MODIFIERAIT RADICALEMENT LES DONNÉES DE L'AFFAIRE

Le jeune Jean-Pierre, écroué depuis le 19 avril 1973 pour le meurtre de Brigitte D'Arville, commis le 5 avril 1972, a été entendu, sur sa demande, le 17 juin par M. Jean Sablayrolles, premier juge d'instruction à Paris.

du drame survenu le 27 mars 1970 à la crèche départementale de la Seine-Saint-Denis, aux Lilas, où le petit Maxime Robert, âgé de vingt-neuf mois, mourut après avoir absorbé des comprimés. La directrice de l'établissement, Mlle Adrienne Marchand, a été condamnée, pour homicide involontaire, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 francs d'amende. Le tribunal lui a fait grief de n'avoir pas suffisamment précisé à l'intention du personnel que l'on pouvait, en cas de besoin, aller au moyen d'une sonnette à son appartement situé au deuxième étage et de n'avoir pas veillé au respect de ses instructions tendant à la mise des médicaments hors de portée des enfants.

Mme Maya Widmayer s'est vu reconnaître la qualité de fille naturelle de Pablo Picasso, dans un arrêt rendu le 17 juin par la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Cette décision consacre ses droits sur la succession du peintre. Le 12 mars dernier, Claude et Fabienne Ruiz Picasso avaient été reconnus comme les enfants du peintre par le tribunal de grande instance de Grasse.

CYCLES GRATUITS DE FORMATION CONTINUE A L'I.U.T. DE PARIS

Deux stages débiteront en octobre 1974 en cours du soir sur neuf mois :

- un CYCLE PRÉPARATOIRE A LA GESTION, AUX TECHNIQUES COMMERCIALES, AUX CARRIÈRES DE L'INFORMATION ET AUX CARRIÈRES SOCIALES ;
- un CYCLE PRÉPARATOIRE A L'INFORMATIQUE ET AUX STATISTIQUES.

Renseignements et inscriptions au Centre de Formation Continue 143, avenue de Versailles. — 75016 PARIS. Tél. : 224-61-50 (poste 17).

Le LITTRE

LE DICTIONNAIRE DE L'HOMME CULTIVÉ



4 volumes luxueusement reliés lettres gravées à l'or fin 6 800 pages format : 21 x 27 pour seulement 19,75 F par mois (pour l'étranger demander les conditions)

De merveilleux instruments de travail. Tout homme cultivé, étudiant, industriel, ingénieur, cadre, médecin, tout homme qui a des rapports professionnels avec des semblables, leur parle, leur écrit, tout homme qui désire goûter et juger ce qu'il lit a besoin d'un Litre.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

Veuillez m'envoyer sans engagement, votre documentation illustrée sur le Litre que je pourrai acquiescer, si je le désire, à des conditions exceptionnelles : 30 F à la souscription et 20 mensualités de 19,75 F (425 F au total) ou au comptant, 335,50 F.

Nom Prénom Rue Code postal Localité ÉDITIONS DU CAP Palais de la Scala - Monte-Carlo L 890

RELIGION

Les travaux des Silencieux de l'Eglise

M. PIERRE DEBRAY ANNONCE LA PUBLICATION D'UN EXPOSÉ DE LA DOCTRINE CHRÉTIENNE

Le mouvement traditionaliste Pro Fide et Ecclesia, qui vient de réunir son congrès à Paris (16-17 juin) sera dorénavant composé de quatre branches : 1) le rassemblement des Silencieux de l'Eglise, dont l'objectif est de défendre la foi ; 2) l'action féminine d'apostolat de l'enfance, qui comprend quel- que sept cents catéchistes atteignant cent mille enfants ; 3) le bureau d'information, d'études et de liaison, qui compte une dizaine de commissions (à vocation scientifique, philosophique, économique, historique, artistique, etc.) ; 4) le mouvement culturel, qui est chargé de la création d'un réseau de centres de culture.

M. Pierre Debray, fondateur du rassemblement des Silencieux de l'Eglise, a annoncé la prochaine publication d'un exposé de la doctrine chrétienne en direction des incroyants, sorte de catéchisme pour adultes auquel Claude Tresmontant, professeur à Paris-Sorbonne, apporte sa « collaboration » et qui entend lutter contre le fidéisme et contre la « crise d'ignorance » qui affecte trop de croyants.

Le rassemblement des Silencieux de l'Eglise collabore activement à la préparation de la session pastorale des évêques prévue pour septembre. Il désire, notamment, ne pas apparaître comme un « mouvement contestataire hargneux ».

UN ÉVÊQUE AUTOCHTONE POUR WALLIS ET FUTUNA

Paul VI a nommé Mgr Lolesio Fuaheva évêque des îles Wallis et Futuna (Polynésie), le 15 juin, en remplacement de Mgr Michel Darmancier, qui a démissionné. C'est la première fois que Wallis et Futuna ont eu un évêque originaire de l'archipel (voir le Monde des 7 et 8 février).

Mgr Fuaheva est né le 5 septembre 1927 à Rihiro (Wallis). Après des études secondaires au séminaire de Lano et des études supérieures au grand séminaire de Paitia (Nouvelle-Calédonie), il a été ordonné prêtre le 21 décembre 1957. Cursé de Sigave (Futuna) et des îles Samoa, il était depuis 1962 l'auxiliaire de Mgr Darmancier.

Le cardinal Gabriel-Marie Garrone, préfet de la congrégation pour l'éducation catholique, a précisé avoir fait aucune allusion aux circonstances du décès du cardinal Jean Daniélou dans l'éloge funèbre qu'il a prononcé le 2 juin dernier à Rome. Il a ajouté que la phrase « citée à plusieurs reprises par la presse — qu'il avait prononcée : que Dieu lui pardonne ce que votre existence humaine ne peut pas ne pas comporter d'ombre et de faiblesse », avait été écrite alors qu'il ignorait tout des circonstances de la mort du cardinal Daniélou. — (A.F.P.)

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La tendance majoritaire renforce ses positions et pratique « l'ouverture »

Recevoir des syndicalistes quand on est ministre s'engage certes à rien et peut même être une simple habileté tactique. En accordant une audience le 17 juin, aussitôt après leur congrès, aux dirigeants du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), M. Solson, secrétaire d'Etat aux universités, n'en a pas moins pris un bon départ. Le ministre n'a, bien entendu, donné aucune assurance formelle, se re- tranchant — comme il était légitime après cinq jours seulement d'audiences effectives du pouvoir — derrière sa méconnaissance des dossiers. « Il a les idées plus larges que Foucault », a-t-il écrit. C'est

un politique : il a le sens des rapports de force, ont notamment déclaré, après cette entrevue, les membres de la délégation aux quelque cent cin- quante enseignants qui, à l'issue du congrès, et après avoir participé à une brève manifestation devant le ministère, les attendaient au siège de la fédération C.G.T. des fonctionnaires, rue de Solferino.

Un adversaire donc à la mesure d'une orga- nisation qui sort renforcée du congrès qu'elle vient de réunir à l'université de Nanterre du 13 au 17 juin.

En progrès du point de vue des effectifs, le SNE-Sup, qui, avec ses dix mille adhérents, syndique plus du quart des enseignants du supé- rieur, sort de son congrès à la fois plus cohérent et un peu moins mono- lithique. Plus cohérent, car la minorité gauchiste représentée par deux ten- dances trotskistes — Ecole émancipée, qui regroupe à la fois des militants de l'ex-Ligue communiste et des anarcho-syndicalistes, et Front unique ouvrier (F.U.O.), où militent des représentants de l'Organisation communiste internationale — a sé- rieusement « perdu des plumes ». La chute de représentativité est très nette pour l'Ecole émancipée, dont la motion d'orientation n'a recueilli que 9,53 % des voix, soit 5,61 % de moins que l'an dernier ; l'attitude « anti-unitaire » de l'ex-Ligue au premier tour de l'élection prési- dentielle n'est sans doute pas étrangère à cette baisse d'influence. Le F.U.O., quant à lui, en recueillant 5,88 % des voix, maintient à peu près ses effectifs, mais enregistre une légère chute de représentativité (5,31 % en 1973) due à l'augmenta- tion des effectifs globaux du mouvement. La meilleure cohérence du SNE-Sup s'est aussi manifestée par le léger progrès enregistré par la tendance majoritaire Action syndicale, où les com- munistes sont très influents, mais où se retrouvent aussi des militants socialistes ; sa motion a, en effet, recueilli 65,29 % des voix, contre 65,23 % l'an dernier.

C'est pourtant un SNE-Sup virtuelle- ment moins monolithique qui est sorti des débats de Nanterre. En effet, la proposition « ouverture » qui avait été formulée dès le début du congrès par M. Jean Cortois, secrétaire général sortant (le Monde du 18 juin), a été en partie entendue. Certes, les deux tendances aux- quelles s'adressait essentiellement l'appel de M. Cortois — Démocratie et Action, animées par des militants socialistes, et Socialisme et Edu- cation, où se conjuguent les in- fluences du P.S.U. et du C.E.R.E.S. — n'ont pas accepté l'offre qui leur était faite de participer aux organes exécutifs du SNE-Sup. En revanche, elles ont reconnu, dans une « déclara- tion finale », la nécessité d'une « stratégie unitaire ».

De l'avis à peu près unanime des congressistes, cette attitude implique que, « si les conditions évoluent favo- rablement », les deux tendances pour- raient, en cours d'année, être associo- ciées à la direction du syndicat. Cet apport serait loin d'être néglige- able, puisque Démocratie et Action a rassemblé 12,88 % des voix et Socialisme et Education 5 % — sui- frages qui lui ont été apportés, pour l'essentiel, par des transfuges de l'Ecole émancipée. Ainsi le SNE-Sup, plus ouvert, pourrait-il faire des pro- grès dans la voie de ce « syndica- lisme de masse » que ses dirigeants appellent de leurs vœux. Le dernier texte adopté par le congrès a d'ail- leurs été un « appel aux enseignants du supérieur » à identifier leurs luttes professionnelles « aux grands mouve- ments de rassemblement de toutes les forces de la démocratie fran- çaise... qui, rassemblées, sont aujourd'hui en mesure de l'emporter ». Et cela, tout d'abord, en rejoignant les rangs du SNE-Sup.

Un nouveau tonus « Si les conditions évoluent favo- rablement », cela signifie naturelle- ment que se précisant les rapproche- ments en cours au sein de la gauche socialiste. L'attitude hésitante des militants de Démocratie et Action et de Socialisme et Education face à la proposition d'ouverture formulée par la majorité pouvait, en effet, avoir bien des motifs. Une difficulté, tout d'abord, à s'entendre sur les termes mêmes d'une « plate-forme » commune. Mais la majorité avait fait des concessions importantes, nuan- çant son hostilité au principe d'un corps unique d'enseignants ; admet- tant une diversification des moyens de lutte syndicale ; reconnaissant que les « différences d'appréciation » existant au sein du SNE-Sup au sujet de la Fédération de l'éducation natio- nale n'étaient pas capitales ; donnant même un coup de chapeau — rapide mais remarqué — à l'autogestion. Un doute, d'autre part, sur la volonté de la majorité d'assurer la démoc- ratie au sein du syndicat pouvait aussi expliquer les hésitations des deux tendances minoritaires ; mais le « coude à coude » de la campagne présidentielle avait dû apaiser cer- taines préventions. Les réserves des minoritaires venaient surtout de leur désir de ne rien précipiter, et d'atten- dre en particulier les reclassements politiques consécutifs aux « assises nationales » dont le parti socialiste vient d'accepter la convocation.

Ce débat, tantôt explicite et tantôt sous-jacent, a dominé le congrès du SNE-Sup. Il lui a conféré un « tonus » qui n'existait plus guère depuis que s'étaient apaisées les passions suscitées par les événe- ments de mai 1968. Mais les préoc- cupations plus immédiatement syn- dicales n'ont pas été pour autant absentes des débats. Ceux-ci ont, au contraire, reflété un souci très largement partagé concernant l'actuel « blocage des carrières des enseignants » — conséquence de la stagnation des effectifs d'étudiants

COURS et VACANCES

DE L'ENTRÉE EN 6^e à LA 1^{re} Préparation à la session de sept. de Baccalauréat Du 1^{er} au 30 août ou du 1^{er} au 13 septembre Dans la plus belle campagne de France

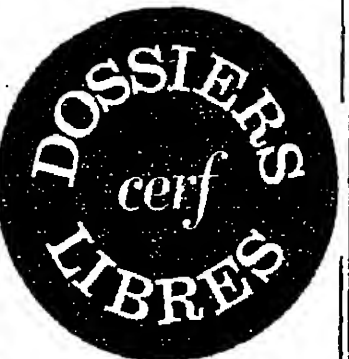
ÉTUDES - SPORTS - LOISIRS COURS PRIVÉ MINERVA CHATEAU DE L'ÉPINE 36 CIRON (Indre) - Tél. : 7 Renseignements : COURS MINERVA INSTITUT 4, av. de Verdun, SAY-LUSAC 84 - ST-MAURICE 73, rue d'Anjou 16 - 365-30-23 - Tél. : 20-40 REGISTRE D'INSCRIPTIONS OUVERT POUR L'ANNEE SCOLAIRE 1974-1975

un événement dans l'édition religieuse !

- LE CENTRE JEAN-BART, Paris
- LE CENTRE SAINT-DOMINIQUE, L'Arbresle
- LES EQUIPES ENSEIGNANTES, Paris
- LE CENTRE THEOLOGIQUE, Meylan
- CULTURES ET POL Lyon
- LE CENTRE DOCUMENTATION-RECHERCHE, Paris

se sont associées aux ÉDITIONS DU CERF FETES ET SAISONS

pour publier une importante collection nouvelle, un carrefour :



VOUS ALLEZ A NICE? PARTEZ D'ORLY.

Départs : 07 h 30 Mardi-Samedi
07 h 45 Mercredi (à compter du 3/7)
08 h 25 Quotidien
13 h 00 Quotidien
19 h 30 Quotidien

Vous habitez la moitié sud de Paris ?
Ou au sud de Paris ?
Air France vous offre toujours 24 vols par semaine vers Nice au départ d'Orly

ter 15 au départ de Charles de Gaulle.
Un Orly nallégé, plus calme et encore plus agréable.

AIR FRANCE

VOUS ALLEZ A NICE? PARTEZ D'ORLY.

Départs : 07 h 30 Mardi-Samedi
07 h 45 Mercredi (à compter du 3/7)
08 h 25 Quotidien
13 h 00 Quotidien
19 h 30 Quotidien

Vous habitez la moitié sud de Paris ?
Ou au sud de Paris ?
Air France vous offre toujours 24 vols par semaine vers Nice au départ d'Orly

ter 15 au départ de Charles de Gaulle.
Un Orly nallégé, plus calme et encore plus agréable.

AIR FRANCE

ÉDUCATION

La réforme du baccalauréat envisagée par M. Haby sera différente du projet de M. Fontanet

M. René Haby, ministre de l'éducation, a eu l'occasion de préciser, dans une interview accordée, ce mardi 18 juin, au journal de Clermont-Ferrand la Montagne et à l'émission d'Europe 1 « Questions et réponses » de lundi soir, les propos qu'il avait tenus, lors de sa conférence de presse du 13 juin. Il a confirmé, notamment, qu'il proposerait une réforme du baccalauréat, et que celle-ci serait probablement différente de celle qu'avait envisagée son prédécesseur, M. Fontanet. Pour ce dernier, en effet, la double fonction du baccalauréat — sanction des études secondaires et accès à l'enseignement supérieur — devait être dissociée, mais au sein du même examen, grâce au système des « profils » (certaines notes étant exigées dans certaines disciplines en fonction des études supérieures envisagées). M. Haby penche

plutôt pour une solution consistant à séparer nettement les deux fonctions pour en faire deux opérations distinctes.

La première conférence de presse, ainsi que les nouvelles structures gouvernementales ministérielles de l'éducation, a été présentée à l'autonomie aux universités, secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports « rattaché au ministère de la culture » ont suscité diverses réactions des organisations syndicales d'enseignants. Il faut ajouter les préoccupations touchant aux conditions de la prochaine rentrée scolaire qui sont évoquées par la Fédération de l'éducation nationale et à propos desquelles M. Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne, a « questionné » M. Haby au micro d'Europe 1.

Les syndicats d'enseignants et les nouvelles réformes administratives

Les intentions exprimées par le nouveau ministre de l'éducation quant au maintien des « lignes générales » du projet de M. Fontanet et aux modifications qui y seront apportées (le Monde du 15 juin) font l'objet de commentaires de la part de plusieurs syndicats d'enseignants.

● LE SGEN-C.F.D.T. : UNE VOLONTÉ DE REFORME CONTREDITE PAR LE CONTEXTE POLITIQUE.

« La volonté de réforme et de concertation qui vient d'être affirmée, estime le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), semble contredite par le contexte politique dans lequel elle s'insère. » Pour le SGEN, le rétablissement, au ministère, de directions par degrés d'enseignement, et la création d'un secrétariat d'Etat autonome des universités, rendront très difficile « la continuité pédagogique du système éducatif ». D'autre part, « la volonté sélectiviste » du projet de M. Fontanet « est maintenant intacte ». « Le brassage, explique par exemple le S.G.E.N., des élèves des trois filières nouvelles dans le premier cycle « fera apparaître que l'enseignement élémentaire n'a pas encore réussi, faute de moyens et d'une volonté de réforme profonde, à éliminer une meilleure égalité des chances ». Et la « suppression des filières (...) doit être accompagnée d'un rapprochement des statuts et des conditions de formation des différents corps d'enseignants ».

S'il estime positif l'abaissement de l'âge de la majorité électorale, le SGEN considère que cette mesure « ne doit pas servir de prétexte pour laisser entrevoir une diminution de la durée des études, mais doit s'accompagner d'une refonte du cadre scolaire et des contenus de l'enseignement afin de préparer les jeunes à l'exercice de leurs droits ». Enfin, le SGEN estime que le détachement de l'éducation physique du ministère de l'éducation « est en contradiction avec la dénonciation du caractère trop intellectuel de l'enseignement ».

● LA FEN : DES DIFFICULTÉS SUPPLÉMENTAIRES.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) s'inquiète plus particulièrement « des difficultés supplémentaires de gestion que créera inévitablement la dispersion » des responsabilités ministérielles. Ces difficultés « s'ajoutent (...) à celles qui résulteront de l'insuffisance des moyens bud-

gétaires, compromettent gravement la prochaine rentrée scolaire ». La FEN « attire l'attention des responsables gouvernementaux sur la gravité de la situation (...) et sur les conséquences qui pourraient en découler à la prochaine rentrée scolaire si n'étaient pas accordés les crédits nouveaux absolument nécessaires au fonctionnement des établissements scolaires et de l'ensemble du service : à la poursuite de la politique d'ajustement des effectifs dont dépend la qualité de l'enseignement ; à la garantie de l'emploi pour tous les personnels (...) ; à la réorganisation progressive et définitive de l'enseignement ».

« En refusant d'entendre son appel, conclut la FEN, le gouvernement assumerait la responsabilité des réactions syndicales qui ne manqueraient pas de susciter les difficultés de tous ordres dans lesquelles s'effectueraient alors la rentrée scolaire 1974 ».

● LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS : DES OBSTACLES A LA CONTINUITÉ ÉDUCATIVE.

« La prise en compte des problèmes de l'école élémentaire et de l'école maternelle répondrait à l'attente du Syndicat national des instituteurs et se trouverait, au départ, affirmée la volonté de conduire cette étude avec le souci d'assurer l'indispensable continuité de l'œuvre éducative, comme le propose le thème de l'école fondamentale et l'éducation du niveau de formation des instituteurs. » Deux obstacles s'opposent, selon le Syndicat, à cette perspective : la séparation, au ministère, des différents niveaux d'enseignement et la mise à l'écart des revendications concernant « les moyens matériels indispensables ».

● LE SNALC (C.G.C.) : DÉCO- LONISER LE MINISTÈRE.

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-C.G.C.) « se refuse pour l'instant à porter des jugements hâtifs sur le nouveau ministre ». Toutefois ce syndicat estime « qu'aucun changement à l'éducation nationale ne sera possible aussi longtemps qu'une oligarchie de quelques fonctionnaires marxistes, imbus de pédagogisme verbeux, restera enracinée dans les rouages du ministère. Celui-ci doit donc être décolonisé sans tarder ». Il précise d'autre part qu'il défendra la loi Royer si certains tentent de la faire abroger. Pour la réforme du second degré, le SNALC « considère que les éléments négatifs du projet Fon-

tanet l'emportent largement sur les aspects positifs, son abandon définitif s'impose. Dans le cas contraire, le SNALC prendrait l'initiative d'actions rigoureuses « toute réforme du second degré doit être précédée d'une réforme de l'enseignement élémentaire ». Enfin, il estime ne pas avoir « à prendre parti sur les aspects politiques » du droit de vote à dix-huit ans, le SNALC « redoute que cette mesure n'aggrave les affrontements idéologiques dans les établissements scolaires ».

● L'UNEF (C.G.C.) : SATISFACTION ET REGRETS.

L'Union syndicale nationale des enseignants de France (UNEF-C.G.C.) « note avec satisfaction que la mesure n'aggrave pas les affrontements idéologiques dans les établissements scolaires ». Elle reste sceptique quant au résultat d'une suppression des filières du premier cycle qui ne s'accompagnerait pas d'une pédagogie de soutien (...) et regrette que la création d'un corps unique de professeurs du premier cycle soit remise en cause ».

● LES AUTONOMES : GARANTIR LA NEUTRALITÉ DES ÉTABLISSEMENTS.

La Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (C.N.G.A.) « approuve l'intention du ministère de renoncer à créer un corps unique de professeurs de premier cycle de qualification inférieure au CAPES ». Elle « souligne que l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans rend encore plus urgente la mise en œuvre d'une réglementation précise garantissant la neutralité effective des établissements scolaires ». La C.N.G.A. déplore enfin que « l'éducation physique et sportive soit détachée de l'éducation, ce qui ne facilitera évidemment pas son harmonisation avec l'ensemble de l'enseignement ».

● M. Mazaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a fait savoir dans un communiqué, qu'il recevrait, le 19 juin, les représentants du Syndicat national de l'éducation physique (qui regroupe les professeurs et qui a lancé un mot d'ordre de grève pour ce jeudi 13 juin) et ceux du Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique (maîtres).

Pour les élèves des classes préparatoires

LES ÉQUIVALENCES DE LA PREMIÈRE ANNÉE D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES SONT MAINTENUES

Les étudiants admis dans certaines écoles d'ingénieurs et les élèves des classes préparatoires aux écoles normales supérieures, à l'école des chartes et à l'Institut national agronomique, qui bénéficiaient de l'équivalence de la première année du premier cycle d'études universitaires, doivent toujours pouvoir achever ce premier cycle en un an. Indique un arrêté publié au Journal officiel du 12 juin. Cet arrêté est destiné à régulariser la situation des élèves des classes préparatoires littéraires à la suite de la création des DEUG (diplômes d'études universitaires générales). Les étudiants admis dans ces classes préparatoires pourront continuer à bénéficier de l'équivalence de la première année du premier cycle d'études universitaires, mais ils devront obtenir leur DEUG, étant entendu que cela correspond à une année d'études. D'autre part, le régime est étendu aux candidats admis à l'école des hautes études commerciales ou ayant obtenu la moyenne aux concours ou aux épreuves d'admissibilité.

(PUBLIQUÉ)

TISSU MURAL

Cours de pose gratuits

Destinés aux clients désirant tendre elles-mêmes du tissu sur leurs murs. La plus large sélection de tentures murales et tissus d'ameublement dans les 3 boutiques YANN BRAGAR, 60, rue de Boulogne (16^e), tél. 504-21-34 ; Centre Maine-Montparnasse (15^e), tél. 538-86-33 et 89, avenue des Termes (17^e), tél. 754-78-70.

LES MATHÉMATIQUES NE DOIVENT PLUS ÊTRE UN « INSTRUMENT DE SÉLECTION » estime l'Association des professeurs de l'enseignement public

« L'enseignement actuel de mathématiques ressemble à une montagne proposant un point de vue splendide au sommet, mais que l'on doit gravir par un unique chemin, les yeux rivés sur le même guide, et du pas qu'il dicte. Fort et si bien que la plupart des élèves roulent en cours de route dans les bas-fossés, perdus à jamais. Nous préconisons au contraire la naissance de dizaines de sentiers. Ainsi les élèves pourraient-ils cheminer à leur rythme et donner tous leur pleine mesure. » M. Pierre Baril, président de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (A.P.M.E.P.), a indiqué par cette image — au cours des journées que son association vient d'organiser à Dijon, avec plus de quatre cents participants — que les professeurs de mathématiques aspirent à un renouvellement profond de leur enseignement, qui aille beaucoup plus loin que la refonte des programmes mise au point par la commission ministérielle de réforme que présidait M. André Lichnerowicz.

L'A.P.M.E.P., qui groupe seize mille professeurs, avait voulu donner une base à sa réflexion en débattant, au début de ces journées d'étude, sur « les mathématiques dans la vie quotidienne ». Cette introduction a montré que l'enseignement des mathématiques devenait de plus en plus rebutant pour les élèves, et les soixante groupes de travail qui ont ensuite échangé leurs points de vue se sont efforcés de trouver des solutions pour faire de cet enseignement une accession à une mathématique plus vivante et plus féconde. L'A.P.M.E.P. propose pour ce faire de « briser d'abord la notion de programme linéaire, unique et contraignant, et de mettre en place des activités plus diversifiées et plus souples », en liaison notamment avec les autres disciplines. Ainsi espère-t-elle que les mathématiques ne serviront plus d'« instrument de sélection » comme c'est le cas actuellement.

L'association s'est prononcée pour une formation de tous les maîtres du premier et du second degré à l'université, pendant cinq années après le baccalauréat, et contre la création d'un corps spécifique de professeurs du premier

cycle du second degré comme le prévoyait le projet de réforme proposé par l'ancien ministre, M. Joseph Fontanet. L'A.P.M.E.P. est, d'autre part, opposée à la « dissociation du service public de l'éducation nationale » préparée à ses yeux par la disparition du qualificatif « national » dans la dénomination du ministère, et par la création d'un secrétariat d'Etat autonome aux universités.

LE MINISTÈRE VEUT ENCOURAGER LES ÉCHANGES DE CLASSES AVEC DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Le ministère de l'éducation, dans une circulaire récemment publiée, a annoncé son intention d'encourager les échanges à caractère pédagogique entre les établissements scolaires. Ces échanges de groupes d'élèves s'accroissent surtout avec la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne, mais aussi, indique la circulaire, avec les États-Unis, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Irlande ou le Québec, pendant les vacances ou durant l'année scolaire. Le ministère veut favoriser « les échanges du type appartement », où l'ensemble des élèves d'une classe séjournerait dans un établissement étranger, avec leurs professeurs, pendant la période scolaire. Ce système permet aux élèves, estime-t-on, de bénéficier d'un « contact linguistique et culturel » meilleur, car ils suivent aussi des cours en langue étrangère ; d'autre part, il incite maîtres et élèves à réfléchir ensemble sur les points communs et les différences des systèmes éducatifs.

Mais les séjours doivent être soigneusement préparés, sur le plan culturel et linguistique ; d'autres professeurs que ceux de langue vivante — français, histoire, géographie, éducation artistique, sciences naturelles — devraient y participer.

Les confessions de Federico Fellini, le metteur en scène de l'inconscient

Les déclarations d'un inspecteur des douanes de Kennedy Airport

Les révélations d'un gourmet: le meilleur restaurant du monde est à Kansas City



dans

PLAYBOY.

ÉDITION FRANÇAISE

VOUS ALLEZ A NICE? PARTEZ DE CHARLES DE GAULLE.

Départs : 08 h 30 Quotidien sauf Dimanche
19 h 10 Mardi-Dimanche
20 h 10 Quotidien sauf Mardi-Dimanche
20 h 30 Lundi-Vendredi

Vous habitez la moitié nord de Paris? Ou au nord de Paris? Air France vous offre maintenant en exclusivité 15 vols par semaine au départ de Charles de Gaulle (et 24 au départ d'Orly). Le tout nouveau géant des aéroports

européens à l'accès aussi rapide qu'Orly, réduit au minimum attentes, formalités, fatigues par sa conception, ses parkings intégrés et ses nombreux restaurants.

AIR FRANCE

LA VIE DES RÉGIONS Le bonheur à ras de terre

La qualité de la vie est devenue sinon une préoccupation officielle. Le nouveau gouvernement l'a donnée en charge à un ministre et à trois secrétaires d'Etat.

Le souci est louable de briser les contraintes quantitatives qui imposent la volonté du progrès et du rendement à tout prix. Mais au-delà ou plutôt en deçà des intentions la qualité de la vie c'est d'abord le bonheur à ras de terre qu'essaim de conquérir les habitants des villes de province menacées à leur tour par l'environnement, l'encombrement et toutes les pollutions. Un exemple à ce propos : le combat qui est mené près de Grenoble pour la préservation d'une colline verte convoitée par les carrières.

Avant d'entrer dans le gouvernement, M. André Jarrot, le ministre de la qualité de la vie et M. Gabriel Pérochon, le secrétaire d'Etat à l'environnement, étaient les élus de deux circonscriptions du centre et avaient des responsabilités locales : le premier comme maire de Montceau-les-Mines et président de la Communauté urbaine du Creusot - Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire ; le second comme conseiller général du canton de Cusset dans l'Allier. Comment ont-ils organisé pour leurs mandats cette qualité de la vie qu'ils sont chargés désormais de défendre pour tous ?

Des ministres chez eux :

• A MONTCEAU-LES-MINES : la campagne au bout de chaque rue

Le Creusot, ville de l'acier, Montceau-les-Mines, ville du charbon, à 12 kilomètres l'une de l'autre. Deux noms qui sonnent mal, qui parlent de canons, de coups de poussier, de grèves sanglantes. Deux cités qu'on éviterait si elles se trouvaient sur les chemins de la transhumance touristique.

C'est pourtant dans ce pays du fer et de la houille qu'on a été chercher M. André Jarrot, notre ministre de

la qualité de la vie. C'est son fils, les élus de Montceau de plusieurs cantons campagnards de Saône-et-Loire l'ont choisi comme député voici seize ans. Depuis bien dix ans, il est maire de Montceau. Et il y a quatre ans qu'il est devenu président de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau. Une association, voulue par seize communes, rurales et industrielles, où vivent cent mille Bourguignons.

Tours et fumées

Quand on arrive ce n'est pas le coup de foudre. A l'entrée du Creusot, un marteau-pilon vous contemple du haut de ses 21 mètres. C'était le plus puissant du monde il y a un siècle : on en a fait un monument public. On a voulu voir le symbole de l'habileté des ouvriers creusotins, mais il évoque tristement l'écrasement de cette ville par les aciéries de Creusot-Loire.

Les plus anciennes sont encore en plein centre, hideuses, fumantes, bruyantes, séparant les quartiers, créant l'encombrement bi-quotidien des heures de pointe.

De Montceau, c'est la centrale thermique, toute neuve, que l'on aperçoit d'abord. Des cheminées, des halls, une tour de réfrigération géante, empanachée de vapeur d'eau. A ses pieds d'énormes excavations noires : les anciennes mines à ciel ouvert qui servent parfois de dépôt. Ici, ce sont les houillères qui

modèlent le paysage et les hommes. La moitié de la commune leur appartient encore.

Montceau a fait un effort pour épurer ses eaux usées. Mais le tout-à-l'égout de certains quartiers va droit à la Bourbince, la rivière locale, comme les rejets des industries légères installées à l'entrée de la ville.

Comment vit-on dans ce décor ? Il faut écouter les Creusotins et les Montceauliens : « Nous sommes trois mille cinq cents à travailler, disent-elles, et nous n'avons pas une seule crèche.

Chez les enseignants et leurs lycéens, ce n'est pas la joie. « Montceau est un désert culturel, se plaignent-ils. La ville n'a pas de sa-

les fêtes, et la maison des jeunes a été fermée parce qu'on y parlait politique avec trop de véhémence. »

Au Creusot, à un quart d'heure d'ici, explique-t-on encore, la maison des arts et loisirs offre une salle de spectacle de neuf cents places, ultra-moderne. Quatre directeurs se sont succédés en sept ans et tout est en panne. Restait la maison de la culture de Chalou, à une demi-heure. « Notre député-maire en a fait chasser Francis Jansson, l'ancien directeur, et les spectacles montés par son remplaçant n'ont toujours pas droit de cité ici. »

Et les ouvriers ? Trois cents employés aux aciéries se sont mis en grève, en mai dernier. Question de salaires ? Pas du tout. Ces hommes qui font les trois-huit veulent pouvoir s'arrêter comme tout le monde le dimanche et les jours fériés. Ils rêvent de se promener en voiture avec la famille, de recevoir leurs amis, de participer aux distractions. Bref, ils veulent goûter la qualité de la vie, celle qu'offrent tout de même Le Creusot et Montceau.

Car derrière le décor et ses verrous les plus voyants, au-delà des réminiscences, on peut découvrir ici une réalité différente et singulièrement plus aimable.

Une mosaïque de villages

Ainsi il faut grimper dans les collines surplombant la ville jusqu'à une aire où Le Creusot envoie ses enfants pendant la belle saison. L'agglomération montre alors ce qu'elle est : une mosaïque de villages rassemblés autour de quatre églises. Plusieurs maisons sont flanquées d'un jardin. Au centre l'ancien parc de Schneider : 30 hectares de verdure qui ont fait retour à la collectivité.

Au-delà, la tâche bleue des étangs où les dérivés gonflent leurs voiles. Et partout le vert, on des prés où paissent les charrois blancs, ces champions du biffback. La campagne est au bout de chaque rue.

A Montceau, cité pavillonnaire, le plus défavorisé des mineurs de fond range sa voiture devant chez lui dans son garage. Il cultive ses légumes et nourrit ses lapins, comme autrefois, sur ce terrain qui ne lui coûte rien. En quelques tours de roue, l'habitué du champ pour manger sur l'herbe ou monter comme à pêche, les H.L.M. de la ZUP se mirent dans un lac de 60 hectares d'où les champions locaux tirent 2 kilos de poisson en une heure. En face des gymnases, des terrains de sports, l'une des plus récentes piscines olympiques de France, une forêt ouverte au public. Et tout cela quasiment en pleine ville.

« Dans la communauté, disent les syndicalistes de la C.G.T., on ne manque ni de logements ni d'emploi sauf pour deux ou trois cents jeunes femmes. »

« On embauche à peu près partout. » A Montceau, pourtant, on a frôlé la catastrophe. Les Houillères em-

ployaient douze mille personnes aux lendemains de la guerre, quatre mille aujourd'hui. On a tiré de nouvelles industries : conversion réussie. Et

Grincements d'intellectuels

Bien sûr, les usines n'enchantent ni l'œil ni les narines, mais, sous la pression de l'opinion, elles se soucient maintenant de leur environnement. Au Creusot, l'aciérie située en pleine ville sera partie dans cinq ans. Au lieu de brûler du charbon et du fuel, elle cessera l'électrolyse des eaux sous programmées. Un peu plus loin, Michelin saillait le ruisseau de l'Atrappoy. Les pêcheurs l'ont convaincu de s'équiper en conséquence. Polain-Poclain laissait filer du gaz-ol : l'usine aura un bassin de décontamination. A Montceau, l'eau du robinet était douteuse. On a construit un barrage sur la Sorme : 228 hectares de plan d'eau dont les amateurs de voile et de pêche peuvent profiter, à dix minutes de la ville.

Les anciennes mines à ciel ouvert ? La communauté a fait un grand projet : détourner le canal du Centre qui coupe Montceau en deux, noyer les carrières, créer tout autour une zone de verdure et de loisirs.

Mais, la qualité de la vie, ça n'est pas seulement la maison, le travail ou le décor. Les jeux et les loisirs y prennent leur large part. Sur ce plan, les Creusotins et les Montceauliens sont gâtés. Là-bas, le sport n'est pas une activité qu'on pratique devant la télévision. Pour s'en convaincre, il faut avoir assisté au championnat de France de gymnastique dans l'un des sept gymnases de Montceau. Ils sont là les mille deux cents licenciés de la région, soutenant leurs camarades, filles et garçons, qui rallient toutes les premières places.

Il faut avoir vu aussi le tournoi annuel des espoirs du football. Pendant toute une nuit, cinquante-deux équipes locales s'opposent tour à tour sous la lumière des projecteurs. Les rugbymen ne désespèrent pas d'en faire autant. Car ils sont déjà cent licenciés à Montceau. Et puis il y a les

comme la chance sourit aux audacieux, voici que le charbon, avec la crise de l'énergie, a un nouvel avenir devant lui.

nageurs, les cyclistes, les fans de la régata. Les plus à plaindre sont les tennismen. Leur moniteur, brigadier de la police municipale, réclame des courts pour ses trois cents licenciés. On lui en a promis une demi-douzaine dans les deux ans qui viennent.

« Le sport, c'est la joie du peuple », grincant les intellectuels qui réclament des activités plus cérébrales. Peut-être, mais ce n'est pas au concert de musique sacrée que les métallos et les mineurs trouvent leur joie de vivre. Eux, ils ont leurs fanfares, leurs écoles de musique, leurs amicales qui montent des opérettes. Demain, peut-être, exigeront-ils davantage. Leurs enfants surtout, si les animateurs de la Maison des arts et des loisirs du Creusot savent s'y prendre.

En tout cas, la vie culturelle s'anime déjà sous l'impulsion du Musée de l'homme et de l'industrie installé dans l'ancien château des Schneider, au Creusot. Son objectif : que les ouvriers, les cadres, les enseignants se retrouvent autour du passé de ce pays pour parler de leur présent et préparer leur avenir. Ses moyens : des expositions ici ou là, sur le terrain, avec l'aide des populations.

De son côté, le Centre d'information et d'étude pour l'environnement organise des débats. « L'usine dans la cité » a attiré six cents collégiens.

Rien de tout cela n'est négligeable, même si c'est balbutiant. Car on sent que dans la communauté Le Creusot-Montceau tout est encore possible, car tout est demeuré à l'échelle humaine : les entreprises, les distances, les demeures, les villes, les groupes. Ces Bourguignons bons vivants n'ont pas laissé l'industrie étouffer la vie rurale.

MARC AMBROISE-RENDU.

AU SUD DE GRENOBLE

Pas de carrières dans la colline

Le projet d'ouverture d'une carrière dans une colline boisée située à la limite sud de l'agglomération grenobloise mobilise depuis quelques mois les élus et les associations d'habitants qui y sont farouchement opposés. Si le projet ne touche directement que la commune de Jarrie, toutes celles comme Champagnier, Bresson, Echtrolle, Pont-de-Claix, et même Grenoble, dont une partie du territoire appartient ou borde la colline verte, ont décidé d'agir pour la protéger et ont créé, à cet effet, un comité de défense.

D'une superficie d'environ 400 hectares couverte de bois et de taulais, constituée essentiellement de moraines glaciaires, ce mouvement de terrain a jusqu'à présent été préservé des atteintes de l'urbanisation et représente pour beaucoup de Grenoblois une véritable réserve de verdure. Dans le Livre blanc sur le schéma d'aménagement et d'urbanisme de la cuvette grenobloise publié en 1969 par l'Agence d'urbanisme, ces terrains sont effectivement classés en « zone verte ».

La demande d'exploitation d'une carrière au lieu-dit la Grande-Combe, sur la commune de Jarrie, concernait seulement 7 hectares lorsqu'elle fut introduite pour la première fois, en 1965, par la Société de matériaux et agglomérés grenobloises (SMAG). Aujourd'hui, le dossier complet de demande d'ouverture constitue le

10 avril 1974 intéresse 43 hectares Pour la SMAG comme pour le préfet de l'Isère, M. Jean Vaudeville, l'exploitation du gisement de la Grande-Combe se justifie dès lors qu'il est le seul « qui soit de nature à faire face aux besoins en graviers du secteur sud de la région grenobloise » au cours des vingt-cinq prochaines années. La quantité qui serait ainsi extraite a été évaluée à vingt-cinq millions de tonnes. Pourquoi les prendre ici ?

La réponse du préfet s'appuie sur deux arguments. L'un est d'ordre technique : les extractions dans le Dnc et dans l'Isère ont été pratiquement supprimées en raison des dangers que présente un abaissement excessif du lit de ces deux cours d'eau. L'autre, de nature économique : le coût du transport de ces matériaux, s'ils devaient être extraits de l'autre côté de l'agglomération (où d'autres gisements sont exploités), serait élevé : de l'ordre de 1 franc le mètre cube-kilomètre. Or la dépense supplémentaire annuelle, 9 millions de francs, serait supportée par les utilisateurs de ces matériaux, essentiellement des collectivités publiques : Etat, départements, communes, organismes H.L.M.

Mais, dans une note rendue publique à cette occasion, le préfet a omis, en revanche, de demander le même calcul à propos de la remise en état des sols après la fin de l'exploitation.

Développement et environnement

Cette remise en état serait-elle d'ailleurs possible lorsque la colline verte aura été éventrée sur 114 mètres de profondeur ? demandent les associations de défense. Qui oserait affirmer qu'une pareille tranchée sera comblée avant d'être recouverte de terre végétale et plantée de jeunes arbres ? La vague projet « d'une extraction en gradins destinée à recevoir ultérieurement un cimetière », n'est pas de nature à les apaiser.

Le préfet admet en revanche que « quelles que soient les précautions prises (L.N.), le site sera pratiquement perdu pour la promenade et la détente sur une quarantaine d'hectares pendant une trentaine d'années, durée probable de l'exploitation ».

A une époque où l'on prétend se préoccuper davantage de l'environnement, les défenseurs de la colline verte n'admettent pas — comme ils l'ont écrit le 5 juin au préfet — que « les combinaisons d'intérêts privés et d'irresponsabilité bureaucratique » puissent aboutir à ce que « ce patrimoine soit irrévocablement livré au sacage ».

BERNARD ELIE.

• A CUSSET : les pêcheurs fourbissent leurs gaules

Si toute la France ressemblait au canton d'élection de M. Gabriel Pérochon, il n'y aurait peut-être pas de secrétaires d'Etat à l'environnement. Les truites se plaisent encore dans le Sichon et l'air est pur sur les collines de la montagne bourbonnaise. Courtes douces, vastes paysages, bois secrets qui cachent les rivières. Sur la carte Michelin, toutes les routes qui le traversent sont bordées du vert « touristique ».

Le paysage bouge peu. L'arrivée du maïs, il y a quelques années, les haies qu'on a rasées, parfois pour céder à une mode funeste, ont bien fait disparaître une partie du gibier : il y a moins de perdreaux qu'autrefois, mais on chasse encore, là-bas dans la montagne, le sanglier.

Avec ses toits de tuiles rouges, ce pays est plus gai que l'Auvergne toute grise. Mais les habitants ont progressivement dénaturé le caractère des fermes. On travaille dur, dans cette région aux hivers hostiles, pour élever quelques bêtes et cultiver un peu de tout. Pour les gens de la montagne bourbonnaise, les « bou-noumes », le député n'est pas un inconnu. Vétérinaire — et conseiller général — il a signé leurs bêtes pendant dix ans avant de se consacrer à leur destin politique.

Chaque samedi les montagnards descendent au marché à Cusset, quinze mille habitants, où habite M. Pérochon. Une maison comme il y en a beaucoup en province. Dans la cour, sous les platanes, un perroquet, rapporté du Brésil, accueille le visiteur. Une maison où les animaux sont chez eux. Bonne introduction pour un responsable de la nature. Voisine de Vichy au point d'être la banlieue, Cusset ne ressemble en rien à la ville d'eau. Les somptueux jardins voulus par Napoléon III au bord de l'Allier, le charme très « rétro » des sources tout en blanc et vert, jusqu'aux hussards qui accueillent les curistes munis de leur verre dans un petit panier comme d'un talisman, les arabesques et les galeries des platanes et les boules des lampadaires qui attendent une fête oubliée, c'est Vichy.

Cusset, c'est plutôt un gros bourg rural qui cache ses richesses et ses jardins derrière

des murs tristes, un mall trop large les jours où il n'y a pas de marché, une ville qui a tué son centre parce qu'elle le trouvait trop vieux et malcommode. A la place des maisons du quinzième siècle, on a construit des immeubles comme on en voit dans toutes les banlieues.

Une tour de dix-sept étages commande le mail, incongrue en face des maisons bourgeoises édifiées au début du dix-neuvième siècle sur les anciens remparts. Restauré, le palais de justice semble perdu dans ces perspectives trop vastes, dans cette ville

éclatée. Sur la place de l'Eglise, deux grandes maisons à loggions agrémentées d'une élégante charpente de bois témoignent du passé de la ville. Mme Noëlle Pérochon, qui fut pendant six ans adjointe au maire, et qui est membre de l'association des Vieilles Maisons françaises, estime qu'on ne pouvait revenir sur ces projets — défaits avant qu'elle ait des responsabilités municipales — parce que les maisons étaient construites sur des biefs, des souterrains sur insalubres. La ville y a pourtant perdu sa personnalité.

Les saumons au pied du barrage

En septembre 1973, M. Pérochon s'inquiétait auprès du ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement de la pollution de l'Allier. La baignade y est toujours interdite et notamment dans le plan d'eau qui colle si cher aux habitants de Vichy. Mais on en parle moins. Sauf pour désigner la responsable : Clermont-Ferrand qui n'a pas terminé son programme d'épuration, contrairement à la plupart des villes du département de l'Allier.

Il semble toutefois que la rivière soit assez propre pour les poissons : les saumons remontent toujours son cours et n'hésitent pas à parcourir 800 kilomètres, de la mer jusqu'au barrage de Pouthès, en Haute-Loire. Cet ouvrage a stérilisé les deux tiers des frayères qui se trouvaient en amont et que n'ont plus fréquentées les saumons. Pour ces grands voyageurs, le pont-barrage de Vichy, en revanche, n'est pas un obstacle : deux échelles de madriers différents ont été aménagées. Mais les poissons ont choisi une troisième voie : le parcours artificiel destiné aux canoës-kayaks.

Dans l'ensemble, les pêcheurs de l'Allier ne sont pas mécontents. Leur département n'est pas très industriel, sauf du côté de Commeny et de Montluçon. Ainsi, une grosse entreprise de Montluçon a été condamnée à une forte amende en 1971 pour pollution organique d'une petite rivière, l'Orbi, qui rejoint l'Auvergne, puis le Cher. Malgré les

importants équipements d'épuration que l'entreprise a construits, il n'y a toujours pas de poissons sur environ 30 kilomètres de cours d'eau. Pourtant, la nouvelle plainte déposée par la fédération de pêche a été classée : l'article 434 du code rural qui visait la pêche de loisir a été supprimé, le nombre de poissons, comme il n'y en avait déjà plus, il ne pouvait y en avoir moins !

Pour le nouveau secrétaire d'Etat à l'environnement, les pêcheurs de l'Allier ont préparé une liste de vœux. Ces protecteurs actifs de la nature, qui ont même financé une camionnette-laboratoire pour faire des contrôles rapides de la qualité de l'eau, savent de quoi ils parlent. « Nous demandons », explique notamment le président, M. Pierre Talon, que les pollueurs soient traités comme ils le méritent. » Ils proposent par exemple que les amendes soient proportionnelles au chiffre d'affaires des entreprises. Les sablières exploitées dans le lit de l'Allier inquiètent aussi beaucoup M. Talon.

Que pourra le secrétaire d'Etat pour satisfaire ces pêcheurs qu'un homme politique ne peut impunément négliger ? Que pourra-t-il aussi pour inciter Vichy et ses voisines à construire enfin l'usine d'incinération des ordures ménagères qu'elles étudient depuis longtemps sans s'accorder jamais. En attendant, la décharge dérange de temps en temps, entre Vichy et Lapalisse, toujours un peu plus loin de l'agglomération.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Faites confiance à votre capital-chance

loterie nationale



CLEN

ARCHIVAGE MODERNE des DOSSIERS (24x32)

UNE SOLUTION EXCLUSIVE CLEN

Très haute CAPACITÉ 4,80 m de documents dans des BOITES-TROIS coulissantes individuellement

852HE PROMOTION 790HE

CLEN ZISBENOIT LA FORET 35000 CHINON TEL. PARIS: 901.16.73 et 901.16.97.

Doc-ARCHIVE-LISTINGS.

مكتبة الامم المتحدة

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Midi-Pyrénées : inquiétudes pour l'emploi

De notre correspondant

Toulouse. — Accueillant M. Tony-Roché, le nouveau préfet de Midi-Pyrénées, qui a pris ses fonctions à Toulouse, et qui a assisté le 17 juin à la session du conseil régional, M. Alain Savary, président (socialiste) de cette assemblée, a rappelé que la majorité de ce conseil (parti communiste, parti socialiste, radicaux de gauche) est « en opposition profonde » avec la politique gouvernementale de ces dernières années.

« Nos positions », a dit l'ancien ministre, se sont encore affirmées dans la région aux élections présidentielles, mais nous sommes animés d'une volonté de dialogue pour travailler avec les élus et les représentants de l'administration.

C'est aussi le désir de M. Tony-Roché, qui s'est déclaré prêt au dialogue et a proposé la création d'une commission mixte réunissant les élus et les représentants de l'administration.

En attendant d'ouvrir sur le fond le dossier de l'emploi — ce qui pourrait être fait lors d'une prochaine session — plusieurs interventions des représentants de l'opposition ont mis l'accent sur les difficultés de la S.N.I.A.S. et du programme Concorde, la récession dans l'industrie textile, l'électronique, dont on attendait beaucoup, n'a pas tenu ses promesses malgré l'implantation de Microtel et de la G.I.T. ; la chimie traverse une crise qu'il faut surmonter ; les compressions de personnel ; le bâtiment, première industrie régionale, subit un ralentissement par suite des restrictions de crédits ; les petites industries, qui occupent le plus grand nombre de travailleurs, accusent durablement le contrecoup de la conjoncture ; la grande in-

dustrie non diversifiée est vulnérable et une immigration de travailleurs étrangers trop forte déséquilibre encore le marché.

Ce point de vue n'est pas tout à fait celui du préfet. Se référant aux statistiques de l'INSEE, M. Tony-Roché a indiqué que, pour la première fois dans son histoire, le Midi-Pyrénées compte plus d'emplois industriels que d'emplois agricoles et que l'on est surpris par le dynamisme du territoire. Le porte-parole de la majorité gouvernementale n'a cependant pas dissimulé les sujets de préoccupation. L'industrialisation est difficile dans une région excentrée que paraissent fuir les capitaux privés.

Le conseil régional de Midi-Pyrénées se propose de mener des actions en faveur de l'emploi dans les secteurs les plus menacés. Pour ce qui concerne Concorde, qui représente directement ou indirectement par la sous-traitance des milliers d'emplois, le préfet a donné des assurances formelles : « Le gouvernement entendra le superconcorde », a-t-il dit ; il continuera le programme, quelles que soient les difficultés extérieures.

Le conseil régional de Midi-Pyrénées a, enfin, décidé de consacrer 1 500 000 francs à l'achat et à l'aménagement d'un immeuble sur les allées Frédéric-Mistral, où il installera ses bureaux et les salles de commissions. Le financement sera couvert par un emprunt. — L. A.

Poitou-Charentes : la préservation du littoral

De notre correspondant

Poitiers. — Le rapport sur l'exécution du V.P. Plan en Poitou-Charentes et un dossier d'environnement — la protection du littoral après des travaux d'approfondissement du port pétrolier du Verdon — étaient, le 17 juin, deux des principales questions mises à l'ordre du jour du conseil régional et du comité économique et social qui, une fois de plus, s'est réuni en commun, ayant décidé de quitter la capitale régionale, Poitiers, pour tenir session à La Rochelle.

Le plan régional de développement et d'équipement (P.R.D.E.) n'a été réalisé en Poitou-Charentes qu'à 50,8 % des prévisions, alors qu'un taux de réalisation de 83 % avait été retenu pour les trois premières années. Accablant, comme le préfet de région les a invités, que le Poitou-Charentes avait été en 1973 l'une des toutes premières régions pour le nombre de créations d'emplois industriels, les conseillers régionaux ont tenté de prouver que le solde migratoire restait négatif, que la qualification des emplois devait être améliorée et qu'un effort devait être fait en faveur des emplois féminins et dans le secteur tertiaire.

À La Rochelle, les problèmes du littoral n'ont pas manqué de recevoir un écho favorable. Aussi,

quand fut évoqué le projet d'approfondissement du port du Verdon, des voix se sont élevées, notamment parmi les membres du comité économique et social, chez les représentants d'organismes sociaux ou professionnels, pour regretter que l'on ne puisse revenir sur une décision prise en 1968, à propos de laquelle les habitants de la Charente-Maritime n'ont pas été consultés. Les premiers travaux sur le Verdon ont commencé en 1971, et c'est seulement le 11 décembre 1973 qu'a été créé un comité technique inter-départemental groupant les représentants de la Gironde et de la Charente-Maritime. « C'est une situation irréversible contre laquelle nous ne pouvons pas faire grand-chose », ont déclaré les conseillers régionaux, et ce n'est pas, semble-t-il, la longue liste de ports préfectoraux indiquant les moyens matériels d'intervention en cas d'accident qui aura calmé leurs inquiétudes.

Les conseillers régionaux ont donc demandé que la France ratifie la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et signe la Convention internationale de Bruxelles de 1971 qui crée un fonds international d'indemnisation. — J. M. A.

TRANSPORTS

La liaison entre la Seine et le Nord : un projet fluvial très rentable

« La liaison fluviale à grand gabarit entre la Seine et le nord de la France est la moins coûteuse des trois grands projets actuellement envisagés et la plus rentable », a déclaré, le 17 juin, M. Roland Nungesser, président du consortium Seine-Nord, au cours d'un voyage d'études entre Saint-Quentin et Pontault-Combault.

En effet, la construction d'une nouvelle voie fluviale entre l'Oise à Compiègne et le canal Dunkerque-Valenciennes au nord de Cambrai ne coûterait qu'un milliard de francs de 1970 environ.

pour 120 kilomètres (1), au lieu de 3 milliards pour la liaison entre la Seine et la Moselle (250 kilomètres) et 4 milliards et demi pour la jonction entre le Rhône et le Rhin (450 kilomètres). La rentabilité est évaluée à 10,8 % au lieu de 5 % pour Rhin-Rhône et 4 % pour Seine-Est.

Les responsables du consortium Seine-Nord ont souligné le gouvernement inscrit dans ce projet — qui aurait pour effet de remplacer par une voie d'eau moderne les routes et les dégradés du canal de Saint-Quentin — au V.P. Plan en priorité. Les chambres de commerce intéressées membres du consortium seraient prêtes à participer à la financement de l'ouvrage sous la forme de fonds de concours. On peut penser aussi que les deux principales régions concernées (Picardie et Nord) pourraient verser à leur budget d'équipement des crédits de participation aux travaux.

Le trafic actuel entre la Seine et le nord de la France par le canal de Saint-Quentin et le canal du Nord (terminé en 1966) représente environ 10 millions de tonnes, dont 60 % à destination ou en provenance des pays du Marché commun. Mais on estime que ces deux voies seront complètement saturées dans quatre ou cinq ans. En outre, elles ne sont accessibles qu'à des péniches de 320 tonnes sur le canal de Saint-Quentin et 600 tonnes sur le canal du Nord. D'où des embouteillages fréquents aux deux extrémités du canal du Nord et aux quarante-trois écluses et deux souterrains tout à fait démodés du canal de Saint-Quentin.

L'un de ces souterrains, lorsqu'il fut inauguré par Napoléon I^{er} en 1805, était si étroit et si étroit que l'empereur, lorsqu'il y entrait, prêtait pour s'écrier : « Ici moi la garde ! » Pour moderniser de sa main-d'œuvre, il a décidé de réduire les crédits sur cette voie d'eau.

Le projet de nouveau canal, qui suivrait à peu près le tracé de l'actuelle voie d'eau de Saint-Quentin afin de desservir des régions urbaines et industrielles, ne comporterait que onze écluses et permettrait le passage de convois poussés de 4 000 tonnes. D'autre part, on estime l'aménagement possible de près de 3 000 hectares de zone industrielle sur ses rives. Sur l'Oise, par exemple, entre Compiègne et Compiègne, la mise à grand gabarit de la rivière (110 millions de francs au total de crédits) aura permis la création quinze usines nouvelles en quatre ans et de deux ports publics. Le trafic de ces ports atteindrait actuellement 3,5 millions de tonnes.

À l'heure où la crise de l'énergie et ses répercussions sur les différents modes de transport donnent une grande importance aux principales options du V.P. Plan qui seront prises dans quelques mois pour les infrastructures, la détermination de l'enveloppe des crédits des voies navigables et la conduite des priorités entre les différentes liaisons envisagées constituent donc pour le gouvernement un choix politique et économique essentiel.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) 1,4 milliard de francs en 1974.

DOUZE MESURES POUR FAVORISER LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les mesures récemment prises par le gouvernement pour favoriser les transports en commun et économiser le carburant vont dans le « bon sens », mais sont encore « beaucoup trop timides pour contribuer efficacement à ralentir l'aggravation de la situation automobile », a affirmé Mme Brigitte Gros, sénateur non inscrit des Yvelines et maître de Moulins, au cours d'une conférence de presse tenue le mardi 18 juin à Paris.

Mme Brigitte Gros propose en faveur de la région parisienne et des grandes villes de proposer un projet de loi d'orientation en douze points qui déciderait notamment : la suppression du statut des transports parisiens et le transfert de ses compétences à une assemblée régionale ; la création d'un office public des transports qui regrouperait les services de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.-banlieue ; le transfert d'une partie des crédits prévus pour les routes et autoroutes, vers les transports publics ; la mise en service accélérée de couloirs réservés aux autobus, de pistes cyclables et de parkings à vélo ; la généralisation des horaires de travail « libres » ; la création d'une carte d'abonnement unique valable pour les différents moyens de transport ; la réforme de l'indemnité de transport, qui prendrait en considération le montant des salaires et la distance emploi-logement.

AUTOMOBILE

Pour éviter des licenciements

VOLKSWAGEN OFFRE À SES OUVRIERS DES PRIMES DE DÉPART VOLONTAIRE

Wolfsburg (A.F.P., A.P., U.P., Reuters). — Volkswagen, qui connaît de graves difficultés en raison d'une diminution de ses ventes (21 % au premier trimestre 1974), a décidé pour éviter des licenciements, d'offrir à ceux de ses cent mille ouvriers qui démissionneraient volontairement au mois de juin une prime de départ de 5 000 à 9 000 D.M. (de 10 000 à 18 000 F environ). Les responsables de la firme automobile ouest-allemande espèrent que cette offre (qui comprend un mois de salaire, un mois de congé payé et une prime d'ancienneté) intéressera environ trois mille ouvriers.

D'autre part, deux périodes de chômage partiel sont prévues, du 14 au 21 juin et du 8 au 13 juillet. Elles toucheront environ trois mille ouvriers travaillant pour l'exportation.

En France, à l'usine Renault de Saint-Jean-de-la-Ruelle (neuf cents ouvriers), dans la banlieue d'Orléans, une journée et deux matinales de chômage technique ont été décidées le 17 juin et les samedis 22 et 29 juin. La C.F.D.T. rappelle que l'indemnisation offerte (80 % du salaire) entraîne une perte du pouvoir d'achat des travailleurs, malgré les primes et les augmentations accordées depuis le 1^{er} janvier.

A PROPOS DE...

La réservation des places de train LE RAIL ET L'ORDINATEUR

La S.N.C.F. a étendu, le lundi 17 juin, aux réseaux de l'Est et du Nord, le système de réservation électronique des places déjà en service depuis le 15 février dernier sur tout le réseau de l'Ouest. Avec l'extension de ce dispositif aux réseaux du Sud-Ouest et du Sud-Est à partir du 23 septembre prochain, l'ordinateur gèrera en France l'ensemble des trains de voyageurs.

Il était temps pour la S.N.C.F. de se mettre au point du jour, d'introduire l'ordinateur plus avant dans ses affaires. Certes, la société nationale a fait fusqu'aujourd'hui la part belle à l'informaticien, le budget quelle y consacra en 1973 représentait 14,8 % des dépenses engagées en ce domaine par le secteur public.

Mais, prioritairement, elle n'avait pas donné au traitement du personnel en attente ou à la retraite et à la gestion centralisée du trafic des marchandises. Victimes de la poggie qui présidait aux grands départs en vacances, les voyageurs s'étaient d'abord encoeur à interroger l'homme plutôt que la machine, alors même que les compagnies françaises et les réseaux étrangers voisins — Espagne, Suède, Italie et Allemagne — pratiquaient depuis de longs mois, sinon depuis des années, la réservation électronique des places.

Quitte à se laisser provoquer, la S.N.C.F. qui avait lancé sur le chantier une équipe de deux cent cinquante techniciens, souhaitait tester au maximum la fiabilité de son système — pendant un an, dix trains rapides de la ligne Paris-Lille furent mis au banc d'essai et affiner le message de l'ordinateur il ne s'agissait pas de dériver une simple « fiche d'admission » dans une voiture mais une place et pas n'importe laquelle.

À l'automne, l'ensemble des trains rapides et express de la S.N.C.F. passeront sous contrôle électronique. Libre d'annoncer la date de son départ, le voyageur pourra, au moment de prendre son billet, de réserver une place assise ou couchée, d'exiger un repas, de choisir un coin, d'obtenir un compartiment fumeurs ou non fumeurs, une couchette inférieure ou supérieure. Libre à lui de réserver d'un coup ou de commander, à l'occasion s'en présente, un plateau-repas.

À partir du 21 octobre prochain, pour se conformer à

une décision européenne, le délai de réservation sera porté de un à deux mois avant la date de départ. Quant à la location pour les trains de neige qui circuleront entre le 20 décembre prochain et le 5 janvier 1975, elle sera ouverte dès le 30 septembre. Seront ultérieurement « programmées » probablement en 1976 — les wagons-lits et les trains autos-couchettes.

La réservation électronique des places est assurée par une unité centrale composée de deux ordinateurs I.B.M. l'un surveillant l'astre et le suppliant en cas de défaillance. Cette unité centrale qui, en temps ordinaire, consomme en mémoire chaque jour des schémas d'environ six mille cinq cents voitures de location, peut être quinquée, à la cadence horaire de cent mille à vingt-cinq mille messages par les neuf cents postes terminaux installés par moitié dans les établissements S.N.C.F. et les agences de voyages. Il sera désormais possible, au départ de n'importe quelle gare, de réserver des places pour un simple aller, un aller-retour, des parcsour successifs.

Pour satisfaire ainsi sa clientèle, la S.N.C.F. s'est mise en frais. L'investissement en « matière grise » représente 80 millions de francs. Quant aux ordinateurs, le coût de leur location s'élève à 1 million de francs par mois. Ce recours à l'automatisation a amené la suppression — sans licenciement — d'environ huit cents postes de travail.

À l'avenir — vraisemblablement avant 1980 — on envisage d'interconnecter le système électronique de réservation des différents réseaux européens. À cet égard, l'Union internationale des chemins de fer (U.I.C.) étudie les voies et moyens pour y parvenir. En revanche, les responsables ferroviaires n'entendent pas — du moins pour le moment — se brancher sur la même longueur d'onde que les compagnies aériennes. Chaque partenaire préfère, sur son propre clavier, jouer sa propre ligne.

JACQUES DE BARRIN.

District parisien

Les postes de responsabilités reviennent à la majorité

DÉCLARE M. MILHOUD

Dans le discours inaugural qu'il a prononcé le 17 juin, à l'Hôtel de Ville, M. Yves Milhoud, le nouveau président du Conseil de Paris, a mis l'accent sur la nécessité et l'urgence d'une modification du statut de la capitale. Tout en déclarant qu'il se considérait comme une « sorte de maître », il a précisé qu'« il ne s'agit pas de créer un régime d'assemblée et que l'exercice de la démocratie n'est pas incompatible avec un régime fort ».

« Un maire, ou un président maire, a déclaré M. Milhoud, doit être porté par une majorité et travailler avec son équipe. Il faut distinguer les fonctions représentatives du Conseil et celles d'auto-

rité. Je mentionne ma préférence pour la représentation proportionnelle pour les postes représentatifs et l'attribution des postes d'autorité à l'équipe majoritaire prenant ses responsabilités ».

En attendant que ce statut soit discuté au Parlement, à l'automne, M. Milhoud préconise une réorganisation du travail des élus à l'Hôtel de Ville et, notamment, la possibilité de réunir les commissions du Conseil de Paris entre les sessions. Le débat, qui a suivi, a permis, à chacun des groupes, de réaffirmer des positions déjà connues sur ce sujet.

M. Jean Gajer (communiste) et Michel Salles (socialiste) sont, d'autre part, intervenus dans la discussion d'une question d'urgence du groupe communiste portant sur le dégrèvement de 50 millions de francs pour modifier dans un sens plus social vingt-deux projets d'aménagement et construire cinquante mille logements H.L.M. en cinq ans dans la capitale.

Dans sa réponse, le préfet de Paris a fait remarquer que la part sociale du budget de la capitale est passée du quart à plus du tiers en quelques années. Il a annoncé qu'il demandait, dans le budget supplémentaire de cette année, l'inscription de nouveaux crédits à destination sociale d'un montant de 23 millions. La construction de cinquante mille logements H.L.M. représentait, selon les calculs de l'administration, un effort supplémentaire annuel de l'ordre de 350 millions de francs. — F. B.

● L'EXODE DES PARISIENS. — Après la vente aux enchères par l'Etat d'un immeuble s'étendant sur 42 rue du Cherche-Midi, dans le sixième arrondissement (le Monde du 25 mai), les locataires du 42, rue du Cherche-Midi craignent d'être expulsés. Ils ont demandé que les appartements soient vendus en priorité à leurs occupants ou à une société d'H.L.M. qui y logerait des personnes à faibles revenus afin d'éviter que Paris ne devienne « une ville de luxe et de bureaux ».

quand l'intérêt s'ajoute à la sécurité il n'y a plus à hésiter.

ATLANTICA
9% nets d'impôts.

Située sur la Costa de la Luz, au bord de la plus belle plage d'Andalousie, dans un site exceptionnel, la Résidence Atlantica offre des studios tout équipés pour 4 personnes. En devenant propriétaire, vous avez la possibilité de résider dans votre appartement 1 mois par an (d'octobre à mai). Le reste du temps, la société SUNINVEST S.A. de Genève s'occupe de tout : location, gestion, entretien.

315 investisseurs ont déjà fait l'acquisition d'un studio. Il coûte actuellement 70.000 F et vous rapporte, dès l'acquisition, 5.600 F nets de charges et d'impôts les 2 premières années, et 6.300 F nets de charges et d'impôts chaque année dès la troisième année. Vous bénéficiez, en outre d'une garantie décennale de construction (ce qui est très rare en Espagne).

Comme en France, les prix de la construction augmentent chaque année considérablement. La plus-value que prendra votre appartement est donc certaine. De plus, votre investissement est garanti par une banque suisse.

ATLANTICA

c'est un conseil-investissement

CORI

254 bd Saint-Germain, 75007 Paris
Tél. 260.38.22

Je désire recevoir sans engagement de ma part votre documentation gratuite sur Atlantica

Nom :

Adresse :

Tel. :

CARNET

Naissances

M. et Mme Jean-Pierre Boudart, M. et Mme Henri Barraud, M. et Mme Henri Boudart et Claude, ont la joie de faire part de la naissance de Sophie, leur fille, petite-fille et nièce. Le 14 juin 1974. Mémorial-Park (Californie).

M. Francis Dupuy-Lemon et Mme, née Béatrice de Vézina, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Alexandre. Salambô (Catalie), 2 juin 1974.

M. Alain Girard et Mme, née Marie-Christine Soler, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Érica. Le 10 juin 1974.

Gabriel et Paule Mennestier ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Michaël. Le 11 juin 1974. 11, rue de la Courneuve.

Claude et Sylvaine Orizet, ainsi que leur fille Laurence, ont la joie d'annoncer la naissance de Guillemette. Paris, le 14 juin 1974. 5, rue Dante, 75 002 Paris.

M. Henri Rosen et Mme, née Edmonde Bompard, Véronique et Nathalie, ont la joie d'annoncer la naissance de Caroline. Le 28 mai 1974. 100, rue de la Glacière, 75 013 Paris.

LORYS
COLLECTION BOUTIQUE
COSTUME
ULTRA LEGER
1100 F
non doublé
33, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie - PARIS

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Anne Brière, fille du colonel André Brière et de Mme, née Monique Brault, avec M. Dominique Dédicé, fils de M. Pierre Dédicé et de Mme, née Hélène Lignier.

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Sylvie-Dominique Faye avec M. Patrick Aubin. Le mariage aura lieu le samedi 22 juin, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris. 14, rue Eugène-Manuel, Paris-16^e. 41, avenue Alfred-de-Musset, 75 110 - Le Vésinet.

On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie Champaet, fille de M. Jean Champaet, avocat à la cour, et de Mme, née Christiane Morin, avec M. François-Xavier Joubert, fils de M. Pierre Joubert et de Mme, née Françoise Lebeau, avocats à la cour, décidés, qui sera célébré le samedi 22 juin, à 12 heures, en l'église Saint-Philippe du Boule. 15, rue de Valenciennes, Paris-17^e. à square Gabriel-Paoli, Paris-17^e.

Nécrologie

Hélène DE JOUVENEL

On nous prie d'annoncer le décès de la baronne de JOUVENEL des URSINS, née Hélène Dussigneux, de la part de son mari : Bertrand de Jouvanel des Ursins ; de ses enfants : Anne et Gérard Gondallier de Tugny et leurs enfants ; Eugène et Béatrice de Jouvanel des Ursins ; de ses sœurs et frères : Jacques et Jacqueline Monnier, Philippe et Sonia Dussigneux. La messe d'enterrement sera dite à Anserville (Oise), le jeudi 20 juin, à 10 heures. Une messe sera célébrée à Paris le vendredi 21 juin, à 10 h. 30, en l'église du couvent des dominicaines de l'Annonciation, 22, faubourg Saint-Honoré. Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès d'Hélène de JOUVENEL, directrice d'Analyse et Prévision, de la part de ses collaborateurs : Evelyne Best, Jeanne Cula, Françoise Robinet.

[Epouse de Bertrand de Jouvanel des Ursins, économiste, homme de lettres, Hélène de Jouvanel avait pris une part active dans les travaux de l'Institut « Futuribles » et lancé la revue « Analyse et Prévision », dont elle a continué à s'occuper, malgré sa maladie et jusqu'à ses derniers moments. Elle contribuait à enrichir les recherches du Centre international de recherche sur le futur. Tous ceux qui l'ont rencontrée en ces occasions, rue des Saints-Pères, garderont le souvenir d'une « grande dame », avec discrète courtoisie, et constamment disponible.]

Mme Paul Basseres, M. et Mme Marcel Tubiana et leurs enfants. Les familles Besson, Médan, Michelod, Blanchet-Basseres, Jacomy, ont la douleur de faire part du décès du colonel Paul BASSERES, officier de la Légion d'honneur, survenu à Marseille, dans sa quatre-vingt-douzième année, le 27 mai 1974. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Prades (Pyrénées-Orientales). 40, rue Daumier, 13 008 Marseille.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Clément BORMAND, le 14 juin, à cinquante-neuf ans. De la part de Mme Clément BORMAND, son épouse ; de Georges et Marc, ses enfants ; des familles Follis, Emmanuel, Adolphe, Charles, Alfred Bormand, Steier, Bormand, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, cousins, cousines, famille et amis. L'inhumation aura lieu le mercredi 19 juin au cimetière de Bagneux-Parthenay. Renseignements : 2, rue J.-E. Voltaire, 92 130 Issy-les-Moulineaux.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Fernand CHAINE, née Alice Froust, rappele à Dieu le 10 juin à Duravel (Lot).

Nous apprenons le décès de M. Jean-Jacques CHARLES, rédacteur en chef technique à l'Aurore, décédé lundi 17 juin, à l'âge de soixante-quatre ans. Les obsèques auront lieu le vendredi 21 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Camille, Paris-8^e, et l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Suresne (Seine).

Le président et le conseil d'administration des Etablissements Carnaud et Farges de Basse-Indre ont le profond regret de faire part du décès de M. Jean DELEON, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite maritime, administrateur et ancien directeur général de la société.

Les obsèques ont été célébrées en la basilique Saint-Donatien, à Nantes, le lundi 17 juin 1974. [Né en 1902, M. Jean Deleon a fait sa carrière dans les transports maritimes à Nantes avant de devenir, en 1956, directeur général puis administrateur de Carnaud-Basse-Indre.]

Thionville. Metz. On nous prie de faire part de la perte cruelle de M. Jean-Bernard GROSSEMAN, née Rose Lieberman, décédée à Thionville le 17 juin 1974, dans sa cinquante et unième année. L'inhumation se fera le mercredi 19 juin 1974, à 14 heures, au cimetière israélite de Thionville, où l'on se réunira.

De la part de : M. Bernard GROSSEMAN, son époux ; M. Jean-Jacques Aitani et Mme, née Nicole GROSSEMAN, et leurs fils. Le docteur Claude EINHORN et Mme, née Claudine GROSSEMAN, ses enfants : M. Jacques Lieberman, son père ; Mme veuve GROSSEMAN, sa belle-mère ; Mme Alina Scheer, sa tante ; ainsi que ses neveux, nièces, et toute la famille. Les obsèques seront célébrées au domicile, 94, route de Guentrange, le matin, à 7 h. 30, et le soir, à 19 h. 15, à partir du 19 juin au soir. Ni fleurs ni couronnes. Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Heinrich Kraft, Le docteur et Mme David Kraft, Mme Frédérique Frischmann, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Rose KRAFT, survenue à Paris le 16 juin 1974. Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme René de Sariac, M. et Mme Bernard de Sariac, M. et Mme Pierre Lanlepecq, Mlle Valérie de Sariac, Mlle Véronique de Sariac, Mme Michèle Boy, ont la douleur de faire part du décès de M. René de SARIAC, chevalier de la Légion d'honneur, avocat au barreau de Paris, membre du conseil de l'Ordre, ancien président de la chambre des avoués près le tribunal de grande instance de Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean WEILL-TROLLER, survenu le 11 juin 1974. Conformément à sa volonté, il a été fait don de son corps à la faculté de médecine d'Angers, et aucune cérémonie n'a eu lieu. De la part de : M. et Mme Robert Estienne, M. et Mme Alain Joseph, M. et Mme P.-E. Weil-Roulet, M. et Mme Daniel Weil, 61, rue Langeveld, 1180 Bruxelles.

[Né le 25 août 1913 à Méruville (Aisne), M. René de Sariac a été fait don de son corps à la faculté de médecine d'Angers, et aucune cérémonie n'a eu lieu. De la part de : M. et Mme Robert Estienne, M. et Mme Alain Joseph, M. et Mme P.-E. Weil-Roulet, M. et Mme Daniel Weil, 61, rue Langeveld, 1180 Bruxelles.

[Né le 25 août 1913 à Méruville (Aisne), M. René de Sariac a été fait don de son corps à la faculté de médecine d'Angers, et aucune cérémonie n'a eu lieu. De la part de : M. et Mme Robert Estienne, M. et Mme Alain Joseph, M. et Mme P.-E. Weil-Roulet, M. et Mme Daniel Weil, 61, rue Langeveld, 1180 Bruxelles.

Chambéry. Mme Claude Sevez, M. et Mme Pascal Dorval, M. et Mme Jean-François Sevez, Patrie, Isabelle et Laurence. Les familles Sevez et Aubry, ont la douleur de faire part du décès de M. Claude SEVEZ, survenu à Chambéry le 16 juin, dans sa cinquante-quatrième année. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 juin, à 10 h. 30. Messe en l'église Saint-Pierre de Mache, à Chambéry.

Chambéry. Le conseil d'administration, la direction, les cadres, les maîtres, le personnel de la Société L'Allobroge et de ses filiales, ont le regret de faire part du décès, le 16 juin, dans sa cinquante-quatrième année, de M. Claude SEVEZ, président-directeur général de la Société L'Allobroge, président-directeur général de la Société Dussange Soligral, administrateur de la Chocolaterie-Confiserie d'Annecy, membre du comité de direction des magasins Primario. La sépulture aura lieu le mercredi 19 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Mache, à Chambéry.

M. Léon TREICH, La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 14 juin, à Saint-Chamond (Corrèze). Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Jean WEILL-TROLLER, survenu le 11 juin 1974. Conformément à sa volonté, il a été fait don de son corps à la faculté de médecine d'Angers, et aucune cérémonie n'a eu lieu. De la part de : M. et Mme Robert Estienne, M. et Mme Alain Joseph, M. et Mme P.-E. Weil-Roulet, M. et Mme Daniel Weil, 61, rue Langeveld, 1180 Bruxelles.

Messes annversaires

19 juin 1974. parents, leurs très chers et fidèles amis, éplorés aujourd'hui, neuvième anniversaire de leur décès accidentel, le mouvement seigneur de Claude et François VASSAL.

Manifestation religieuse

Les fêtes religieuses de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre se dérouleront du 20 au 22 juin. Jeudi 15 h. : Prière des religieuses ; assemblée des jeunes gens et foyer avec Eucharistie.

Vendredi 10 h. : messe par Mgr Guilhem ; à 15 h. : office pontifical avec les maîtres de Montmartre et de Notre-Dame ; à 18 h. 30 : Eucharistie avec allocation de Mgr Charles pour ceux qui travaillent ; à 21 h. : messe pour les pardons du 7^e et du 18^e arrondissement.

Dimanche 16 h. : prière pour la réconciliation des hommes et des peuples et sur le parvis Notre-Dame de Paris, de la France et du monde, par le cardinal Marty.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

« Indian Tonic » c'est l'un des SCHWEPPES.

"C'EST POUR ÇA QUE JE VOYAGE PAR TWA"

M. Albert Barraud est le Président-Directeur Général du groupe D.B.A. dont les relations s'étendent au monde entier.

Nous avons assez souvent le plaisir de l'accueillir sur nos lignes vers le Moyen et l'Extrême Orient comme sur nos vols Paris-New York.

M. Barraud nous fait confiance. Il sait que sur nos lignes, il trouve un service soigné, courtois presque amical.

De plus, avec nous, il peut non seulement traverser l'Atlantique mais aussi poursuivre son voyage sur notre réseau intérieur vers 35 villes importantes des Etats Unis. Ces correspondances à New York sont encore facilitées par notre aéronef Flight Wing One réservée exclusivement à nos passagers.

"Les formalités de douane sont très vite accomplies dans l'aéronef TWA et c'est très appréciable à l'arrivée à New York" dit M. Barraud. M. Barraud apprécie aussi le personnel TWA : "Vraiment, j'ai toujours trouvé le personnel à bord très gentil, très prévenant et prêt à faire le maximum".

Il trouve aussi que les repas et boissons servis à bord sont excellents. Leur choix

varié est d'autant plus agréable au cours d'un long trajet.

Le Service Ambassador TWA a été conçu pour plaire aux voyageurs expérimentés comme M. Barraud.

C'est ainsi qu'il leur offre plus de confort pour le même prix et prend bien soin d'eux pour tous les détails qui finalement constituent la réussite d'un voyage.

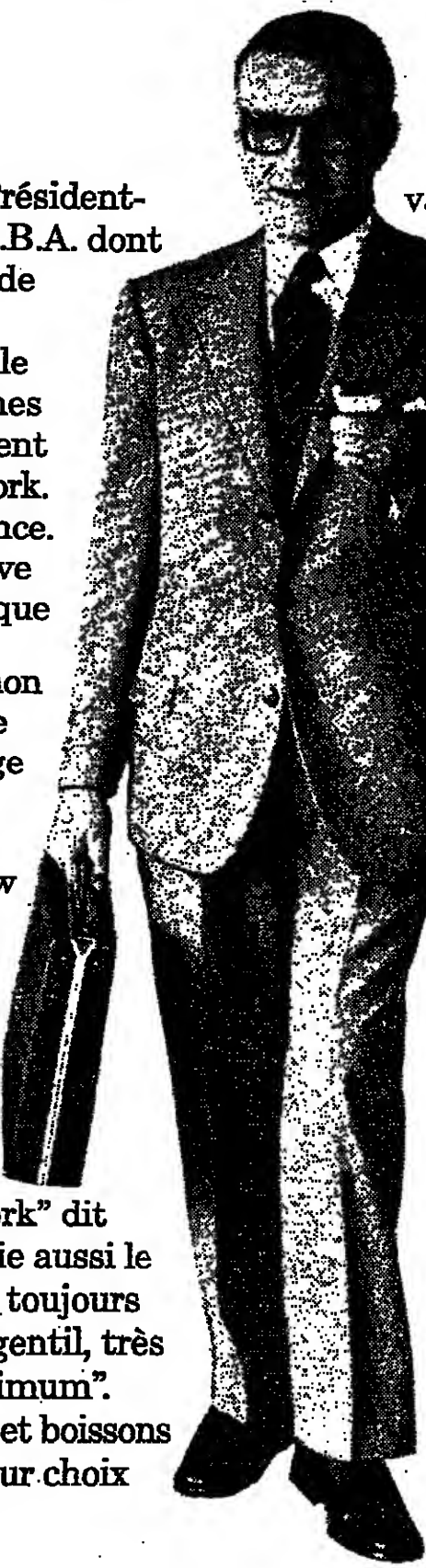
Si vous n'avez pas encore voyagé par TWA, vous devriez essayer. Voyez votre agent de voyages.

Et à nous de faire de notre mieux pour que vous reveniez vers nous très souvent. Comme M. Barraud.

LES VOLS TWA S'EFFECTUENT A PARTIR DE L'AÉROPORT CHARLES DE GAULLE

QUOTIDIEN	DEPART	ARRIVÉE
NEW YORK	12.00	14.55
WASHINGTON	12.00	17.38
BOSTON	11.55	14.40
CHICAGO	12.45	15.59
LOS ANGELES	10.55	16.05
SAN FRANCISCO	10.55	18.40

PLUS 34 VILLES AMERICAINES EN CORRESPONDANCES SUR LE RESEAU INTERIEUR TWA.



صلى الله عليه وسلم

LATREILLE

SA BOUTIQUE

Mademoiselle

soldes d'été

PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. ST-ANDRE-des-ARTS - 6^e

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

HERMÈS

Faubourg Saint-Honoré

SOLDES

COUTURE

19 - 20 - 21 Juin

9 h 30 à 12 h 30 / 14 h à 18 h

RIDEAUX VOILAGES

Marcel SELGER

Maitre Artisan Tapissier

1, Impasse Druiot

Paris-12 628.35 30

Les soldes sont actuellement chez

Burberrys

8-10, bd Malesherbes Paris 8^e

Le Monde

DE LA MÉDECINE

L'AVORTEMENT: les théories et l'expérience

L'une des premières tâches incombant à M^{me} Simone Veil concerne le dossier de l'avortement. Ce n'est certes pas un hasard si le nouveau ministre de la santé est une femme, et si sa carrière s'est déroulée au sein du ministère de la justice, qui collabora étroitement à l'élaboration du projet de loi gouvernemental sur l'interruption de grossesse.

Après le renvoi en commission de ce projet en décembre 1973, une proposition de M. Norbert Segard, aujourd'hui secrétaire d'Etat au commerce extérieur, avait, le 18 mars, rencontré l'adhésion du groupe U.D.R. le plus divisé, semble-t-il sur ce sujet difficile.

Selon cette proposition, « l'avortement ne serait plus considéré comme un délit quand la poursuite de la grossesse mettrait en danger grave et certain la santé de la femme », ou « quand celle-ci serait en état de détresse manifeste ».

La notion de « détresse manifeste » se prête évidemment à toutes les interprétations et à tous les arbitrages. Mais les procédures envisagées, tant par l'émargement des indications que par la lourdeur des formalités exigées, étaient largement les projets français des dispositifs aujourd'hui adoptés par la plupart des nations libérales.

Ces dispositifs reposent, tant en Suède qu'en Angleterre, en Allemagne, en Autriche ou aux

Etats-Unis sur les principes fondamentaux de liberté de la femme et d'une conscience médicale appuyée sur les données modernes de la démologie et de la science.

Le rapport exhaustif publié en 1974 par la commission chargée de dresser un bilan rigoureux de l'expérience britannique a conclu au caractère positif de la législation libérale en vigueur en Angleterre depuis six années.

L'expérience américaine est plus récente et les enquêtes la concernant commencent seulement à faire l'objet d'analyses détaillées.

Un groupe de quarante médecins et assistants de planning familial français s'est rendu aux

Etats-Unis en mai, à l'initiative de la revue « Contraception Fertilité Sexualité », pour étudier dans la région new-yorkaise les données techniques, humaines et sociales des interruptions de grossesse.

Nous avons demandé au docteur Jean Cohen, gynécologue-obstétricien, membre fondateur de l'Institut de formation, de recherche et d'études sur la sexualité et la planification familiale, de nous donner son point de vue personnel sur l'enquête à laquelle il a participé et qui s'est déroulée, à l'occasion de ce voyage, tant auprès de centres privés que des institutions municipales ou universitaires.

L'exemple de l'Etat de New-York

Par le docteur JEAN COHEN

La loi libérant l'avortement dans l'Etat de New-York a pris effet le 1^{er} juillet 1970 : à la seule demande d'une femme, sans réserve du consentement du médecin, une interruption de grossesse peut être pratiquée jusqu'à la vingt-quatrième semaine, soit jusqu'à trois mois.

Du 1^{er} juillet 1970 au 30 juin 1973, 598 283 avortements ont été recensés. Ils comportaient les deux premières années un grand nombre d'avortements sur des patientes n'habitant pas New-York et résidant dans un Etat dont la législation n'avait pas changé (les avortements pour les non-résidentes représentaient respectivement 56 % et 67 % de l'ensemble des avortements pour 1970 et 1971).

Depuis janvier 1973, à la suite de l'avis émis par la Cour suprême des U.S.A. considérant l'avortement comme un droit de la femme américaine, l'interruption de grossesse peut être obtenue facilement dans de nombreux autres Etats et la proportion des non-résidentes a diminué parmi les femmes qui se font avorter à New-York : 52 % de janvier à juin 1973, moins encore actuellement.

Dans de nombreux centres, un test de grossesse pratiqué dans l'heure est proposé gratuitement. Cette mesure a pour but de sensibiliser les femmes dans les premiers jours du retard des règles afin d'abaisser le terme au-

quel ces avortements sont pratiqués. Dans le même but un service téléphonique central permet l'orientation de telle ou telle patiente sur un service spécialisé en cas de pathologie surajoutée, ou plus simplement si le centre auquel elle s'adresse est complet.

La femme qui se présente dans un centre est reçue par une secrétaire qui souvent répond au téléphone et donne les rendez-vous. Elle remplit une fiche complète concernant son état civil, ses antécédents, ses maladies associées éventuelles, les traitements en cours, le terme de sa grossesse, le type de contraception utilisée, jusqu'à une information spécialisée, équivalente de nos sages-femmes, l'examine pour confirmer la grossesse et son terme. Une prise de sang est effectuée pour la détermination du groupe Rhésus, de même qu'un prélèvement vaginal pour détection du cancer et de la blennorragie. Les femmes Rhésus négatif recevront des gammes globulaires systématiquement. En cas de

doute, on appelle le gynécologue en consultation. Selon les centres, la femme est alors dirigée ou non vers un conseiller de contraception pour un entretien sur les méthodes possibles. L'entretien, nous est-il apparu, consiste à savoir si la femme accepte qu'un stérilet soit mis en place au décours immédiat de l'avortement. De très nombreuses femmes le refusent. Lorsque le premier entretien est justifié, ou parfois en raison de la répétition de la demande abortive, la femme est orientée vers un psychiatre. Cette première étape a duré environ une heure. La femme est ensuite dirigée vers une salle d'intervention où le médecin effectuera l'acte technique. Dans la majorité des cas, l'avortement est fait sous anesthésie locale (injection d'anesthésique au niveau du vagin de part et d'autre du col) : l'effet sur la douleur nous est apparu modeste, et nous avons vu beaucoup de femmes se plaindre de « crampes », de douleurs « réelles » ; seule une de ces femmes pourrait témoigner.

Le coût de l'interruption de la grossesse est de 127 dollars (940 F) dans une maternité publique et varie de 127 à 150 dollars dans une clinique privée. Dans l'Etat de New-York, le prix moyen d'un accouchement est de 1 000 dollars. Les patientes qui bénéficient de l'assistance médicale gratuite de la ville de New-York ne paient rien. Les patientes qui ont une assurance médicale (Blue Cross, par exemple) paient environ 30 dollars.

Quels sont les résultats connus après deux ans de liberté ? Nous nous référons ici au « Three years abortion report, July 1970 - June 1973 » publié par l'administration des services de santé. Ce rapport de près la réalité : tous les centres d'avortement sont tenus, en effet, d'établir des statistiques rigoureuses et de les adresser à l'administration.

En trois ans, 598 283 avortements ont été pratiqués : 173 865 la première année, 228 094 la seconde et 196 324 la troisième. Le nombre des avortements du premier trimestre a cru lentement : sa fréquence est passée de 78 % en 1970 à 81 % en 1971 et 82 % en 1973. Pour cette période, le nombre des décès chez les mères a été de 6 les deux premières années et de 4 la dernière année (3 pour 100 000). Les taux cumulés de complications mineures (fièvre, saignements) et de complications plus graves (hémorragie, perforation, etc.) sont plus faibles qu'en 1970. Les complications sont beaucoup plus fréquentes au cours des interruptions du deuxième trimestre.

L'effet de la loi sur la santé des femmes a été immédiat. L'avortement clandestin et ses suites tragiques ont complètement disparu dans l'Etat de New-York. Aucun gynécologue n'a vu depuis trois ans une « septième à perfringens » ou un « téta post-abortif ». Dans les trois années précédant le vote de la loi, la mortalité maternelle était de 51 pour 100 000 naissances : elle a diminué à 33,3 pour les trois années suivantes. La mortalité néonatale est plus basse que jamais : 20 pour mille. Mais l'effet de la loi se fait aussi sentir sur le taux des naissances. La courbe de natalité diminue régulièrement, bien qu'il nous ait été affirmé que cette diminution avait débuté en 1961 et que ses raisons sont indépendantes des facilités données par la loi.

Au-delà des chiffres, on doit faire part des impressions les plus fortes retirées au cours d'un bref voyage. L'avortement est complètement décriminalisé et déculpabilisé. Jamais, ni pour la femme ni pour le médecin, le problème n'est posé en termes de bien faire ou mal faire. Comme pour la contraception en France, il semble bien que les gynécologues hostiles à la libéralisation n'y aient pas accepté aujourd'hui la pratique des interruptions

Dans quelques cas, et surtout dans les centres privés, l'avortement a lieu sous anesthésie générale courte. Quel que soit le procédé d'anesthésie, le geste technique dure environ dix minutes, au terme desquelles la patiente se relève et gagne la salle de repos. Il s'agit d'une salle commune, salle de réveil, placée sous la surveillance d'une infirmière. Une boisson chaude est servie. Les femmes s'entretiennent à nouveau, si elles le désirent, avec la conseillère en contraception. Elles quittent le centre trois heures après leur entrée, munies d'une série d'imprimés :

- Instructions sur la méthode contraceptive ;
- Instructions concernant les suites de l'avortement et numéro d'appel téléphonique jour et nuit en cas de complications. Il est souvent indiqué que la consultation téléphonique sera payée par le centre ;
- Fiche de surveillance à renvoyer par la poste si elles habitent loin ;
- Nouveau rendez-vous pour la surveillance et la contraception.

La fin de la clandestinité

de grossesse parmi leurs patientes. Les médecins paraissent surtout préoccupés de pratiquer l'interruption le plus tôt possible, pour les raisons techniques exposées plus haut. La législation fait qu'une femme mariée n'a pas besoin du consentement de son mari et qu'une mineure, si elle ne vit pas au domicile de ses parents, peut être avortée sans leur autorisation. Il n'y a pas de délai de réflexion : si une femme se présente dans un centre, on considère qu'elle a déjà pris sa décision.

Cette même attitude conduit à ne jamais aborder les aspects psychologiques. Chaque fois que nous posons une question sous l'angle psychologique (ambivalence, doute, regret, anxiété, etc.), il nous était répondu en termes psychiatriques (suicide, maladies mentales, etc.).

(Lire la suite page 20.)

LA FEMME ET LE MÉDECIN

AUCUN dispositif répressif, dans aucun pays du monde, n'a pu conduire à une diminution du nombre des avortements, estimé pour la France à deux cent mille ou trois cent mille par an, en dépit du caractère « criminel » et donc clandestin que leur imprime la législation en vigueur. Exemple particulier d'une règle plus générale selon laquelle un problème socio-sanitaire n'a jamais été résolu par la punition, mais par la dissuasion, reposant elle-même sur l'information et sur la prévention.

Or, cette prévention postule nécessairement que la femme en détresse puisse être accueillie non par un faiseur d'opinion aussi incompétent qu'intéressé, mais par une structure médico-sociale où tous les éléments d'une décision lui incombent en dernier ressort, et dont la gravité physique et morale est évidente, lui sont fournis.

Le choix final repose certes sur la conscience individuelle, mais il s'appuie sur un jugement de valeur résultant lui-même de la saine évaluation d'une série de données physiques, matérielles, psychologiques ou techniques. L'ignorance de ces données, la solitude et l'isolement ne peuvent être en l'occurrence que source d'errements.

Si l'on admet que l'interruption d'une vie, fût-elle parasite d'une autre vie, relève, par-delà la conscience personnelle, de la morale communautaire, il est indispensable que cette communauté manifeste activement sa solidarité.

L'interruption de grossesse est, comme la contraception chimique ou la pose d'un stérilet, un acte médical. Le médecin se trouve donc par la force des choses le principal détenteur tant de l'information que des données techniques relatives à la procréation.

L'exercice de son art est, dans le monde entier, régi par une conscience, une responsabilité personnelles, et un code moral sur lesquels se fondent des décisions parfois beaucoup plus douloureuses ou difficiles encore que celles relevant de la procréation. Ce code ne peut s'exercer que dans une mesure

singulière de confiance réciproque, et sa valeur n'a cessé de s'affirmer tout au long des siècles, même en un temps où la science contre les praticiens des pouvoirs considérables.

Pour que s'instaure cette confiance, condition indispensable à toute démarche médicale, il est nécessaire, comme le montre l'exemple des pays étrangers, qu'aucune procédure compliquée ne vienne détourner ou décourager les femmes en difficulté, qui risquent de retomber alors et par la force des choses dans le circuit clandestin. L'acte accompli dans ces conditions désastreuses voit sa gravité décuplée non seulement pour ses suites immédiates, physiques ou psychologiques, mais pour l'avenir de la progéniture, par la fréquence des lésions infligées à la matrice au cours des avortements artisanaux.

Ces diverses considérations, et l'expérience du passé, ont incité tous les pays qui ont modifié depuis quatre ans leur législation sur l'avortement à en simplifier au maximum le dispositif, tout en menant de front un effort important d'aménagement des structures d'accueil médico-sociales.

L'expérience américaine montre qu'en deux ans 70 % des avortements légaux ont remplacé les avortements illégaux. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, aucun décès consécutif à un tel acte n'a été enregistré en 1973, alors que les services de santé en dénombrèrent officiellement cinq cents cas par an jusqu'alors.

Les salles réservées aux complications septiques ou autres des avortements ont été reconstruites — faites de patientes — dans les services hospitalo-universitaires de tous les Etats qui appliquent les décisions de la Cour suprême.

L'objectif visé à arracher des femmes — souvent très jeunes — au circuit malsain et ruineux de la clandestinité est en voie d'être atteint.

Le contact médico-social qui leur est offert permet à présent d'entreprendre une action préventive dont l'efficacité dépendra, pour une large part, de la politique menée ou non à l'échelle nationale en faveur de la femme et de la famille, et pour une part non moins importante des progrès qui pourront être accomplis pour la mise au point de moyens contraceptifs présentant moins d'inconvénients que ceux actuellement disponibles.

L'absence de contraception masculine efficace autre que la stérilisation définitive fait que la responsabilité et les moyens de la procréation volontaire incombent entièrement à la femme — dans l'état actuel de la science — et que le médecin en est l'intermédiaire nécessaire.

Les dispositifs législatifs qui ne tiennent pas compte de cette évidence sont nécessairement voués à l'échec, comme le montrent les remaniements, en cours ou accomplis, auxquels doivent procéder divers pays d'Europe dans le sens d'une simple « médicalisation » de tous les actes, avortement compris, liés au contrôle de la procréation.

Le projet gouvernemental français, renvoyé en commission en décembre 1973 par les députés, introduisait entre la conscience médicale et la confiance féminine une série d'entraves administratives ou doctrinales, manifestement inapplicables, après avoir été soumis à l'avis des instances médicales, au premier rang desquelles le Conseil national de l'ordre des médecins, où ne siège aucune femme, et l'Académie de médecine, qui en compte une seule (sur cent trente membres).

Les décisions définitives et les votes relatifs de l'Assemblée nationale, où siègent sept femmes (sur quatre cent quatre-vingt-dix députés), et du Sénat (sept également sur deux cent quatre-vingt-trois sénateurs).

Or, ces décisions concernent essentiellement vingt-six millions de femmes, dont douze millions sont en âge de procréer.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE

LES DIVERSES TECHNIQUES

JUSQU'À la douzième semaine de grossesse, la technique de l'interruption est très simple.

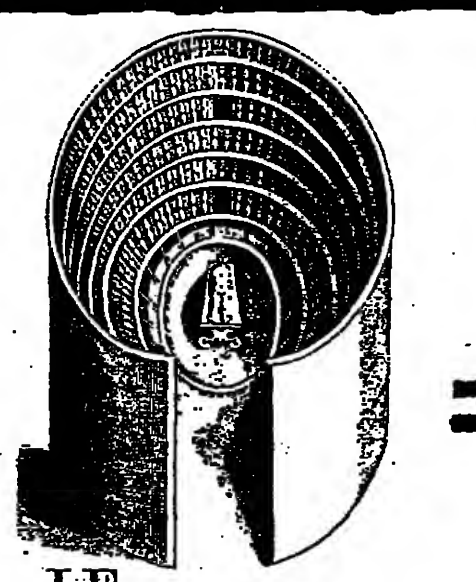
Aux cours des deux premières semaines de retard des règles, la majorité des gynécologues de l'Etat de New-York paraissent se servir de la sonde de Karman comme d'une canule à biopelle. La sonde, très fine, est branchée sur un moteur qui aspire. L'opérateur retire les parois utérines. Un examen anatomopathologique, vérifie qu'il s'agit bien d'une grossesse normale : la crainte des opératoires, à ce stade où l'œuf est de petit volume, est de méconnaître une grossesse extra-utérine, de laisser se développer un œuf non emporté par la canule ou tout simplement d'aspirer une femme non enceinte, et donc le retard des règles s'explique par des raisons hormonales. D'où la règle de revoir et de réexaminer toutes ces femmes quinze jours plus tard.

Pour un terme un peu plus avancé, la majorité des opérateurs utilisent la canule de Berkley dont il existe plusieurs calibres (de 6 à 10 mm de diamètre). L'extrémité de la canule est en mousse, évitant les traumatismes. L'ouverture est large pour aspirer facilement les fragments plus volumineux. La

canule est branchée sur un moteur aspirant. Les fragments sont recueillis et examinés. Tous les opérateurs que nous avons observés introduisent une curette fine après l'aspiration afin de vérifier la vacuité utérine.

De la treizième à la dix-huitième semaine, de nombreux gynécologues pratiquent l'abortion et attendent, tant le taux des échecs et des complications est alors élevé.

Après la dix-huitième semaine, il s'agit véritablement de l'induction d'un « travail ». La majorité utilise encore l'injection intra-utérine de sérum salé hypertonique. Divers procédés ont amélioré la technique, principalement en s'assurant constamment de la situation intra-utérine de l'œuf. Le taux de complications sévères demeure élevé. Quelques services utilisent dans les mêmes cas les prostaglandines locales, sous forme d'ovules vaginaux en association avec une perfusion d'ocytocine. Le délai d'action est de trente à six heures, en moyenne, quelle que soit la technique utilisée : il suppose une hospitalisation de deux jours environ, suivie, dans certains cas d'un « curetage pour rétroplacentaire » ou même d'une hystérectomie en cas d'échec.



LE QUOTIDIEN DU MEDECIN

LE SEUL QUOTIDIEN D'INFORMATIONS MEDICALES

10, rue Saint-Antoine PARIS 4e
Tel: 278 33 21

ABONNEMENT:
2 ans (120 F) 1 an (70 F)
Spécimen gratuit sur demande

L'ATRIUM
SA BOUTE
Waldemar
solides de
POUR ENTREPRISE
et de l'industrie

HERME
SOLUS
COURRE

RIDEAUX
VOLAGES
Marcel SILE
Maison Artisan
2, Impasse L...
Paris-12

Burberry

A la suite de la publication du décret n° 74-350 et des arrêtés du 9 mai 1974, concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, des élections auront lieu pour la constitution du Conseil Scientifique et des Commissions scientifiques spécialisées.

Les demandes d'inscription sur les listes électorales seront reçues à l'INSERM jusqu'au 20 juillet 1974.

Les modalités électorales ont fait l'objet d'une circulaire dont il peut être pris connaissance, soit auprès :

- des Doyens des Facultés de Médecine ou de Pharmacie,
- des Présidents des Universités,
- des Directeurs des Unités, Groupes et Laboratoires de recherche de l'INSERM,
- du Directeur général de l'INSERM.

(INSERM-ELECTIONS. Tél. : 854-54-40).

LIVRES

■ **LE DROIT DE LA PHARMACIE**, par Bernard Cristau. Presses Universitaires de France. « Que sais-je ? », 125 pages, 3,95 F.

L'ensemble des règles concernant les activités pharmaceutiques, qu'il s'agisse du monopole, de la fabrication industrielle, de la vente en gros, des conditions d'ouverture des officines, de la responsabilité des pharmaciens et des rapports de la profession avec la sécurité sociale.

■ **L'ENFANT ET SON LANGAGE**, par Pauline Aimard. SIMEP éditions (47, rue du 4-Août, 89111-Villeneuve), 400 pages, 130 F. France.

Une réédition nécessaire par l'évolution des connaissances et

des idées. Outre l'organisation du langage de l'enfant, et l'étude des troubles, des chapitres entièrement remaniés portent sur l'acquisition du langage, les usages du langage et l'essor de la psycholinguistique.

■ **DICTIONNAIRE DE LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE**, réalisé sous la direction du docteur Jean Cohen. Editions Casterman, 276 pages, 24 schémas, 36 F.

Un ouvrage qui traite uniquement de la vie affective et sexuelle et qui est à la portée des jeunes comme de leurs parents, ou de leurs éducateurs. Médecins, psychologues, sociologues et juristes ont collaboré à ce dictionnaire

LES MÉMOIRES DE ROBERT DEBRÉ

(Suite de la première page.)

La rencontre avec Péguy, alors qu'il termine à Sorbonne et avec Jacques Maritain une licence de philosophie, sera décisive. On participe à l'aventure des *Cahiers de la Quinzaine*, à la célébration du « Triomphe de la République » : on porte les épreuves de Jeanne d'Arc à l'Institut des hautes études sociales ; on s'entasse le jeudi à la boutique de la rue de la Sorbonne autour du « père Sorel » assis à caillou-chon sur sa chaise pailée ; on crée un journal qui fait connaître aux enfants la classe ouvrière et leur apprend « les cruautés des adultes » comme celles du bataillon d'Afrique.

Mais la philosophie confine à la lecture et à la réflexion. Le « besoin puissant » du contact humain et de l'action conduisent Robert Debré — et bien que Péguy le désapprouve — vers des études de médecine qui le placent d'emblée au contact de la misère, de la déchéance, de la promiscuité et de l'horreur hospitalière. Beaujon, « bâtiments noirs de crasse », planchers vermoulus, murs envahis par les rats — où s'entassaient les phisiques pour une lente agonie. Héroïde entouré de jardins fleuris mais qui ne dispose ni de laboratoire, ni de chirurgien, ni de spécialistes. Les Enfants malades dont les murs branlants sont, en 1930, étiquetés par des chirurgiens de bois, où le surpeuplement est atroce en hiver, où les biberons sont conservés dans des galettes avec les chaussures des infirmières... Des années de travail, de démarches, d'une véritable « croisade » permettront d'y construire une clinique modèle dotée de laboratoires d'analyses et de recherche et qui figure, en 1932, les centres hospitalo-universitaires d'aujourd'hui. Ces centres qui doivent depuis 1958 leur nom et leur organisation à la passion réformatrice de celui qui était alors père d'un premier ministre.

La « réforme Debré » devait se heurter avec violence à la force des habitudes, aux traditions et à la

puissance des intérêts privés. Elle naquit dans une tempête de protestations, d'insultes personnelles, d'articles incendiaires et même de sottises vengeances par victimes interposées. Après le démantèlement de la guerre et les retards considérables de l'équipement hospitalier et scientifique, l'instauration de l'exercice à plein temps, la fusion des carrières hospitalière et universitaire, et la valorisation massive des sciences fondamentales, trop longtemps négligées, ne pouvaient s'ac-

complir sans difficultés. Les structures ainsi mises en place contre vents et marées ont, aujourd'hui, affirmé au-delà des frontières le bien-fondé des concepts audacieux qui les inspiraient.

Il reste, chez leur auteur, la « nostalgie du non-fait » : de la médecine préventive inexistante ; des enseignements intégrés, dirigés, sur mesure, continu, sur le terrain, qui devaient s'organiser un jour ; de la médecine scolaire en déconfiture, et de la santé publique négligée.

Le goût des réformes

L'Institut Pasteur fréquenté depuis le temps de Roux, de Ramon et de Calmette, l'organisation du Fonds international de secours à l'enfance, celle surtout du Centre international de l'enfance, qui, depuis 1950, informe et forme tous ceux qui, dans le monde et quelle que soit leur discipline, s'intéressent à la jeunesse, ne suffisent pas au réformateur exigeant. Pas plus que les honneurs ou les multiples commissions, sociétés, académies et missions internationales de toutes sortes dont il est chargé.

« Il avait au plus haut point le goût des réformes. Demandant peu de conseils, il voulait tout voir et tout faire par lui-même. Exigeant pour soi-même et les autres, il aurait volontiers considéré l'optimisme comme un prétexte à l'inaction. Il lui fallait regarder partout, et montrer que l'on ne saurait tolérer négligence, lenteur, routine. » Ce portrait du fils, premier ministre, par le père pourrait être celui du père... par le fils, avec lequel il échangeait une correspondance quasi quotidienne.

Les chapitres consacrés au drame algérien et aux institutions gaulliennes apportent un émouvant témoignage de l'admiration réciproque, de l'exigence commune, et de la commune passion que vouaient au bien public, l'un pour la chose sociale et médicale, l'autre pour la nation et ses institutions, les deux plus

illustres figures de la dynastie Debré, 1908, qui vit le plus célèbre des « mandarins-fossiles » haranguer du haut d'une « estrade Che Guevara » la horde un instant silencieuse des étudiants rebelles, prête non à une description mouvementée, mais à l'analyse originale, biologique, sociale et psychique de la crise mondiale de la jeunesse, de ses causes et de ses solutions.

La création de l'Etat juif « entreprise funeste » est condamnée d'un trait au nom d'une histoire millénaire, des convictions patriotiques et des doctrines supérieures de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le plaidoyer du pédicêtre pour l'enfance misérable du tiers-monde semble s'estomper devant l'analyse politique du processus de décolonisation...

C'est — avant tout — en homme d'Etat que le dernier survivant des *Cahiers de la Quinzaine* a vécu sa vocation médicale. Et si le récit qu'il livre aujourd'hui est riche d'anecdotes sur l'aventure scientifique du siècle, c'est aux réformes sociales et aux grandes analyses politiques nationales ou internationales qu'il veut manifester les inclinations de celui qui, voué à l'enfance, n'a cessé de bâtir, en rêve ou en réalité, les réformes qui préparent son avenir. — Dr E.-L.

* L'Honneur de Pierre Stock et Hermann éditeurs, 450 pages 33 F.

Audi Dakar

D'après "Le chat, la belette et le petit lapin" de Jean de la Fontaine.

Vichy Saint-Yorre

L'exemple de l'Etat de New-York

(Suite de la page 19.)

D'autre part, la formation des assistantes et conseillers, pour laquelle, en France, nous avons insisté sur des aspects psychologiques, est aux Etats-Unis tout à fait empirique et moins complète sur ce point. Il ne faudrait pas conclure toutefois qu'il n'y

a pas d'Américains hostiles à l'avortement : de nombreuses associations tentent de revenir en arrière, de faire reconnaître les droits du fœtus. Dans les hôpitaux, une partie du personnel infirmier exprime sa défiance ouverte ou par une conduite malveillante, surtout en matière d'avortements tardifs.

Des résistances à la contraception

La contraception à New-York n'a certainement pas la place que l'on s'attend à y rencontrer. Ce n'est pas fait de publicité, pourtant : des affichettes dans le métro, des annonces télévisées signalent les centres de planning familial. Mais les New-Yorkais semblent ne pas y croire. Est-ce la trop grande facilité de l'avortement ? Et-ce le caractère encore dangereux et incertain des méthodes dans un pays où les médecins craignent surtout les procès en responsabilité ? Quoi qu'il en soit, la pilule a moins la faveur que le stérilet, et cette attitude est

confirmée par une enquête sur la contraception des épouses de gynécologues à New-York : moins d'un quart d'entre elles prennent la pilule.

La volonté contraceptive est certainement moins forte qu'en France. Est-ce la raison de la fréquence élevée de la répétition de l'avortement (20 % environ) ? Ou bien, comme ailleurs, existe-t-il une catégorie de femmes qui ne pourront jamais s'imposer une prévention ? Il est certain, en tout cas, que de tels d'avortement répétés entraînent davantage un jugement désapprobateur parmi les gynécologues français que parmi nos confrères new-yorkais. Malgré un recul encore faible, avec les techniques modernes d'aspiration, la répétition de l'avortement ne semble plus mettre autant en danger la santé de la femme ou sa fertilité ultérieure qu'avec les anciennes techniques de dilatation et curetage. Cette notion de bonté du geste médical dans les premières semaines de grossesse est un élément nouveau de l'appréhension : si l'acte d'avortement n'est plus dangereux, il faut réviser nos conceptions.

Je suis, pour ma part, revenu de New-York convaincu par la volonté américaine de dramatiser et de simplifier l'interruption de la grossesse. La

technique de l'avortement par aspiration est élémentaire et parfaitement adaptée aux grossesses peu avancées. Son faible taux de complications est sans commune mesure avec le taux des complications graves de l'avortement clandestin. Il est parfaitement possible de réaliser dans les premières semaines une interruption ambulatoire, sans hospitalisation, dans des centres indépendants des services de gynécologie, même s'ils en font administrativement partie. Je souhaite que le plus souvent possible ces centres soient aussi des centres d'orthogénie dans lesquels se pratiquent habituellement la contraception.

Jusqu'à la douzième semaine, l'interruption de la grossesse devrait être libre : est acte médical n'engageant que les médecins ou le personnel paramédical volontaires. Jusqu'à douze semaines, aucune loi sur l'avortement n'est nécessaire. Une réglementation permettrait d'éviter les pratiques clandestines et de surveiller la qualité technique des centres. Il faudrait s'inspirer de l'organisation américaine, qui facilite le diagnostic précoce par test de laboratoire gratuit. Après douze semaines, par contre, je reste convaincu du caractère dangereux, complexe et choquant de l'interruption de la grossesse. A ce stade la décision devrait dépendre d'une confirmation de médecins et de raisons pathologiques suffisantes. Heureusement, en France, ces cas semblent moins nombreux qu'aux Etats-Unis.

Cette attitude suppose un énorme effort en faveur de l'éducation, de l'information et de la contraception. Ce n'est pas pendant un bref entretien au cours de la consultation pour avortement que la femme peut comprendre l'importance de la contraception. Elle est alors trop anxieuse et impatiente d'en terminer pour voir les choses librement. La publicité en faveur de la prévention doit s'adresser aux campagnes de santé publique contre la tuberculose ou contre les accidents du travail. Cette prévention est un des moyens de répondre le problème de santé publique que sont les grossesses non désirées.

Dr JEAN COHEN.

Pan Am dessert maintenant 5 nouvelles villes:

Boston, Chicago, Detroit, Philadelphie, Washington:
Aller et retour quotidien.

Départ de Paris	11 h 00
Arrivée à Boston	13 h 40
Chicago	17 h 20
Detroit	17 h 25
Philadelphie	16 h 40
Washington	17 h 10

Chez Pan Am, cinq destinations nouvelles, chacune placée au centre de zones d'activité importantes, et d'où vous pourrez facilement rayonner pour vos affaires et vos loisirs.

De plus, sur chaque trajet, Pan Am assure les mêmes services qu'à New York : passage

accélééré des formalités de douane et d'immigration, réservation de chambres d'hôtel et de voitures, service de poste restant au bureau Pan Am, ainsi que l'aide efficace de nos agents de voyages pour toute affaire touchant l'organisation ou la modification de votre séjour.

PAN AM.

Pan Am, ce n'est pas seulement New York et la Californie!

Appelez votre agent de voyages ou Pan Am.
Paris, 90, Champs Elysées. Réservations: Tél. 225.92.00
Nice, 3, Promenade des Anglais. Réservations: Tél. (93) 83.25.15

QUARANTE PERSONNALITÉS DONT TROIS PRIX NOBEL SE PRONONCENT EN FAVEUR DE L'EUTHANASIE

New-York (A.F.P.). — Une déclaration vient d'être signée par quarante personnalités du monde de la médecine, de l'enseignement, des écrivains et de la vie religieuse. Ce document a été publié dans la dernière édition de la revue américaine *The Humanist*, organe de presse de l'American Humanist Association.

Trois prix Nobel font partie des signataires : le professeur Jacques Monod, de l'Institut Pasteur (prix Nobel de médecine en 1955), Sir George Paget Thomson, de la Royal Society de Londres (prix Nobel de physique en 1937), et le professeur Louis Pasteur, de l'université Stanford de Californie (prix Nobel de chimie en 1954 et de la paix en 1962).

La déclaration fait notamment ressortir que maintenir en vie les incurables qui souffrent de façon intolérable est un procédé cruel et barbare qui devrait être abandonné par une société civilisée.

Les quarante signataires approuvent le principe du « testament vivant » dans lequel un incurable peut soulever le droit de mourir dans cet ordre d'idées, non seulement l'euthanasie passive par l'arrêt de soins pour adoucir la vie, mais aussi dans certains cas l'euthanasie active.

L'IMPERIAL PULLMAN
ET TOUTE LA GAMME DES LITÉS
TRECA
SONT EXPOSÉS CHEZ
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République - PARIS XI^e
Métro PARMÉNTIER.
Tél. 357.48.35

MAJOLIC DE STYLE ET
rustiques
chaises et meubres
d'inspiration « Lou L'YH »
à partir de 100 F.
ou mont St-michel
103, rue de la République - 93100 St-Denis
Tél. 348.08.88

hernie
SOUTÈNUE COMME AVEC LES MAINS
la classe internationale
LES MÉTHODES MODERNES
KLEBER
SONT APPLIQUÉES dans 16 pays
EUROPE - ASIE - AMÉRIQUE
ou elles apportent
BIEN-ÊTRE-SÉCURITÉ-TRANQUILLITÉ
PARIS - 10 h. à 13 h. et 15 h. à 18 h.
7 bis, rue du Louvre - Tél. 225.72.54.
100, rue Lafayette - Tél. 225.76.17.
51 rue de la République - Tél. 225.76.17.
Illustrée n° 100 gratuite sur demande.
L.A.L., 113, cours Lafayette, LYON 69.

صلى الله عليه وسلم

Pendant cent six jours

Soixante-douze pays se proposent d'étudier le « comportement » météorologique de l'Atlantique tropical

SOIXANTE-DOUZE pays — dont la France — ont entrepris à partir du samedi 15 juin et jusqu'au 23 septembre la plus vaste campagne météorologique et océanographique jamais mise sur pied. Sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) et du Conseil International des unions scientifiques (I.C.S.U.), le programme GATE (Global atmospheric research program-Atlantic Tropical Experiment) se propose d'étudier la circulation atmosphérique et les échanges d'énergie entre l'océan et l'atmosphère sur une vaste zone couvrant plus de 50 millions de kilomètres carrés (cent fois la surface de la France) centrée sur l'Atlantique tropical.

La campagne d'action du GATE s'étend, en latitude, du 10^e parallèle sud au 20^e parallèle nord (en montant jusqu'au 24^e parallèle nord dans la région des Antilles) et, en longitude, de l'extrême est du Pacifique jusqu'à l'extrême ouest de l'océan indien. Quarante navires océanographiques, treize avions, six satellites (américains et soviétiques), soixante-cinq bouées, des ballons, deux cents stations terrestres et quatre mille personnes vont travailler au GATE. Des innombrables données recueillies puis envoyées aux deux centres météorologiques mondiaux de Washington et de Moscou, on espère parvenir à une connaissance du comportement météorologique des régions intertropicales suffisante pour introduire ce comportement dans des modèles mathématiques de l'ensemble de l'atmosphère. Ces progrès sont indispensables à l'amélioration des prévisions météorologiques, non seulement dans la zone intertropicale, mais sur toute la Terre.

Les études du GATE permettront de mieux connaître les phénomènes tropicaux de quatre échelles différentes, depuis les cumulus individuels, limités à 1 ou 10 kilomètres, jusqu'aux systèmes globaux de 1 000 à 10 000 kilomètres, qui intéressent tout ou partie de la convergence intertropicale atlantique. On espère ainsi dévoiler les interactions qui lient, entre eux, les phénomènes très locaux aux phénomènes généraux. Le travail des participants au GATE sera réparti en trois périodes de vingt et un jours chacune et les conditions météorologiques temporaires guideront, évidemment, les programmes quotidiens.

Il a fallu près de trois ans aux spécialistes réunis par l'O.M.M. et l'I.C.S.U. pour mettre sur pied le programme GATE. Non seulement celui-ci est le plus grand projet de recherche jamais entrepris, mais il est aussi le premier programme international à être réellement intégré. Les pays participants ne sont pas chargés de réaliser une tranche du

programme commun. Chacun, selon ses moyens, est entré dans une organisation unique dont le directeur scientifique est un Américain, le Dr J.-P. Kuestner, et le sous-directeur (chargé des opérations), un Soviétique, le Dr Yuri Tarboev. Le quartier général du GATE est installé à Dakar (Sénégal). Les premiers résultats du GATE seront publiés au printemps de 1975.

YVONNE REBEYROL.

CORRESPONDANCE

Pourquoi construire de grandes salles de concert ?

APRÈS l'article du « Monde » des semaines du 12 juin, nous avons reçu une lettre de M. Jacques Duhamel, maître de requêtes au Conseil d'Etat et qui fut directeur de cabinet du ministre des affaires culturelles. Il conteste que les grandes salles construites en France aient été parce qu'elles permettent une meilleure rentabilité.

Vous affirmez que le motif de la construction des grandes salles est financier. Et le lecteur ne peut qu'approuver cette idée au cas du Palais des congrès. Je me garderai bien de poser, comme vous semblez le faire, une loi générale en ce qui concerne les raisons pour lesquelles différentes grandes villes ou capitales ont construit de grandes salles. Ce que je peux vous dire, parlant d'expérience, c'est que, dans les deux cas où, en France, de grandes salles ont été construites — le Palais des congrès et l'Auditorium de la Part-Dieu à Lyon — le seul motif était non financier, mais culturel. Le ministre des affaires culturelles, Jacques Duhamel, dont j'étais le directeur de cabinet, considérait, en effet, qu'il était anormal que l'Orchestre de Paris ou l'Orchestre Rhône-Alpes soient hors d'état de satisfaire à toutes les demandes d'abonnement et jouent dans des salles de capacité trop limitée. La culture n'étant plus réservée à une élite, il importait qu'elle soit accessible matériellement au plus grand nombre.

et qu'elle quitte les lieux consacrés, hiérarchisés, où elle était confinée. Et si vous voulez à toute force parler de finances, il paraît normal que des orchestres subventionnés justifient l'acte de l'Etat par une fréquentation maximum qui peut, au surplus, dégager des ressources grâce auxquelles l'Etat pourra, limitant sa subvention, aider d'autres initiatives. Ce sont là des considérations de finances publiques qui sont étrangères à la logique du profit.

J'ajouterais que les grandes salles présentent, du point de vue psychologique et culturel, deux autres avantages : moins de déperdition d'énergie, plus grande égalité dans les conditions d'audition et de vision offertes à tous les usagers, et aussi l'effet de masse et de communication que permettent de vastes rassemblements.

On peut, bien sûr, et c'est la réaction de certains abonnés nostalgiques, regretter l'absence d'un grand salon d'opéra. Mais il y a en chacun de nous un prince Esterhazy qui sommeille et qui voudrait offrir un concert donné par ses musiciens dans ses salons d'opéra. Mais il ne paraît pas important d'offrir à un public plus vaste, plus jeune, plus différencié, l'occasion d'une rencontre moins cordiale avec la musique. On peut discuter ce choix. Il est, à mes yeux, inexact et injuste de le ramener à des considérations financières, que vous semblez juger comme blâmales ou vulgaires.

L'INDUSTRIE EUROPÉENNE REÇOIT 2 MILLIARDS DE FRANCS POUR LA CONSTRUCTION DU LANCEUR CIVIL ARIANE

LA répartition des contrats industriels pour la mise au point du lanceur Ariane, capable de placer sur orbite géostationnaire des satellites de communications de 750 kilogrammes environ, devait respecter de telles conditions. Il fallait, d'abord, réaliser dans « l'enveloppe » financière prévue : 2 060 millions de francs aux conditions économiques de 1973 pour la mise au point du lanceur et les quatre tiers d'essais, plus une marge d'aléas de 20 %, soit au total 2 472 millions de francs. Il fallait, ensuite, que les contrats soient répartis entre les sociétés industrielles des pays européens

Commencée à la fin de 1973, la négociation des contrats industriels pour le développement du lanceur européen Ariane s'est achevée, et, dans quelques semaines, tous les contrats seront signés. A l'heure où l'industrie aéronautique traverse en Europe, et surtout en France, une période difficile, les 2 milliards de francs de contrats qui viennent d'être répartis seront certainement les bienvenus. Le projet Ariane a été décidé, pour une large part, à cause du faible plan de charge de l'industrie aéronautique dans les années à venir. Les travaux et les essais d'Ariane occuperont quelque huit cents ingénieurs et techniciens chez les principaux contractants français et autant de personnes, au moins, chez les sous-contractants français et étrangers.

participant au programme, en respectant la contribution de chaque pays au financement du lanceur : 62,5 % pour la France ; 19,35 % pour la République fédérale d'Allemagne ; 3 % pour la Belgique ; 2,5 % pour le Royaume-Uni ; 1,5 % pour l'Italie ; 2 % pour l'Espagne, et environ 1 % pour la Suisse, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark.

Parce que la France finance la majeure partie du programme, la maîtrise d'œuvre a été confiée au Centre national d'études spatiales (CNES) qui a négocié les contrats. Mais, contrairement à ce qui est souvent affirmé, « la sous-traitance européenne n'a pas été, globalement, à l'origine d'une hausse du coût de développement », dit M. Siliard, directeur de la division des lanceurs au CNES. La sous-traitance européenne permet des économies pour la fabrication des structures d'étages : elle est légèrement défavorable, en revanche, pour les équipements électroniques, et ne change rien pour la réalisation des moteurs. Le coût s'équilibre, et les frais de développement seront équivalents à ceux d'un lanceur qui aurait été français.

Avec une équipe de projet de cinquante-cinq personnes aujourd'hui, qui atteindra quatre-vingt-dix personnes dans l'année prochaine, le CNES a pour tâche principale de s'assurer qu'il n'y a pas de dépassement financier, et que le projet est exécuté dans les délais prévus. A cette mission du CNES, qui s'exerce au jour le jour, s'ajoute celle de l'architecture industrielle, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), qui approuve les caractéristiques des matériels fabriqués par les sous-contractants et doit s'assurer que l'ensemble des matériels constitue un tout cohérent et compatible. On peut dire que l'architecture industrielle assure les responsabilités techniques, la

celui du second étage est réalisé par Dornier en Allemagne, celui du troisième par l'Air liquide, en France, les diverses parties des moteurs étant, pour une large part, fabriquées en Allemagne. Au total, la SNIA bénéficie d'environ 550 millions de francs de contrats, dont 150 millions de francs en tant qu'architecte industriel et 500 millions pour les étages. Mais la moitié seulement de cette somme totale sera dépensée par la SNIA, le reste par les sous-contractants. La SNIA aura environ cent personnes dans son équipe d'architectes industriels et cent cinquante à deux cents personnes dans les équipes s'occupant des trois étages.

En France, une seconde société bénéficie de contrats très importants : la Société européenne de propulsion (SEP), qui est responsable de la propulsion des trois étages de la mise au point des moteurs, des essais des moteurs au banc, d'abord à Villaroche, puis à partir de 1975, à Vernon. Les contrats attribués à la SEP s'élèvent à 800 millions de francs environ. La moitié allant aux sous-contractants. La SEP emploiera environ trois cents personnes. — D. V.

Les participants

- FRANCE. — L'Air liquide : Structure (réservoir et bâti moteur) du troisième étage (environ 70 millions de francs) ; Matra : Case d'équipements (environ 30 millions de francs) et responsabilité des trois bancs de contrôle de l'ensemble du lanceur (environ 60 millions de francs), dont une large partie est sous-traitée en Belgique ; la SNIA et la SEP (déjà citées).
 - REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE. — Messerschmitt-Bölkow-Blohm : Chambre de combustion du troisième étage (environ 55 millions de francs) ; ERNO : Intégration du second étage sous la responsabilité de la SNIA et fabrication de la structure du second étage (environ 90 millions de francs) ; Dornier : Réservoirs du second étage (environ 50 millions de francs) ; MAN : Fabrication du bâti moteur du premier étage, et turbopompes des deux premiers étages (environ 80 millions de francs).
 - GRANDE-BRETAGNE. — Marconi : Etude du système de guidage de la fusée.
 - ITALIE. — Aeritalia : Quatre capsules technologiques mesurant les vibrations, les températures lors des tirs d'essais (environ 14 millions de francs) ; SNIA : Fusées de séparation des étages (environ 10 millions de francs).
- Les sociétés industrielles italiennes se partagent environ 27 millions de francs de contrats ; les firmes suisses, 22 millions ; les firmes hollandaises, 16 millions ; les firmes belges, 30 millions. En outre, 90 millions de francs sont réservés à la modification du pas de tir Europa-2 en Guyane, d'où partira Ariane, et 20 millions aux stations au sol qui, sur le continent sud-américain, recevront les premiers signaux de la fusée.

Epargne.

Entre un plan d'épargne privilégié et des actions de sicav, que faut-il choisir aujourd'hui ?

En cette période d'incertitude, il ne suffit plus de placer ses fonds. Il faut être bien conseillé pour trouver des solutions originales permettant de préserver son pouvoir d'achat. Au CIC, Crédit Industriel et Commercial, comme dans toutes les banques du Groupe CIC, existe un Service Epargne-Conseil. C'est un service spécialement conçu pour vous aider à trouver les placements les mieux adaptés à vos besoins, vos projets, vos intérêts. Et pas seulement les comptes d'épargne sur livret, bons

à intérêts, bons d'épargne, comptes et plans d'épargne-logement que d'autres banques peuvent également vous proposer. Car nous pouvons aussi vous parler de parts de forêts, de sicav-pierre, de portefeuilles de titres japonais... selon vos moyens et vos disponibilités. Et c'est là que le conseil prend toute son importance. Vous trouverez dans toutes nos agences un spécialiste de l'Epargne-Conseil. Venez le voir. C'est vraiment le moment.

CIC
Crédit Industriel et Commercial

Si vous désirez en savoir plus sur l'Epargne-Conseil, adressez-vous à notre agence la plus proche.

Le responsable de l'Epargne-Conseil répondra à toutes vos questions et vous remettra gratuitement une brochure présentant en détail les différentes formules de placement répondant à vos problèmes particuliers.

 groupe CIC

Epargne-Conseil

Il n'a jamais été aussi nécessaire d'être bien conseillé.

Grâce à une membrane imperméable

DES CULTURES SONT POSSIBLES EN TERRAIN SABLONNEUX

DES ingénieurs israéliens travaillant à l'Institut de technologie de Haïfa (le Technion) ont mis au point un tracteur permettant de déposer, à une certaine profondeur dans un terrain sablonneux, une mince couche d'asphalte. Cette couche d'asphalte est imperméable et permet alors d'irriguer la couche de sable pour y faire pousser des légumes ou des fruits.

On peut irriguer des terrains très sablonneux pour y faire des cultures, mais le gaspillage d'eau et d'engrais est important car l'eau, notamment, se perd rapidement à des profondeurs que n'atteignent pas les racines des plantes.

D'où l'idée d'une sorte de membrane imperméable qui permet de conserver l'humidité dans la couche superficielle de sol où la plante trouve les substances nutritives dont elle a besoin. La machine du Technion peut déposer cette couche d'asphalte jusqu'à environ 80 centimètres de profondeur.

Des essais ont eu lieu dans des régions désertiques des territoires occupés, notamment au kibboutz Nir Yitzhak, où on a planté des courgettes, et à Moshav-Sadot, où l'on a planté des subergines. D'autres essais ont été faits près de Césarée et à Kiryat-Haim avec des pommes de terre et des tomates. Les rendements sont en moyenne de 25 à 50 % supérieurs aux rendements sur des terrains sablonneux sans couche d'asphalte. Cette technique économique de l'eau et pourrait être intéressante pour d'autres zones désertiques, en Afrique du Nord, en Amérique du Sud et dans le golfe Persique.



INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

MARDI 18 JUIN

PROGRAMME MINIMUM A L'O.R.T.F.

En raison de la grève du personnel à l'O.R.T.F., un programme minimum sera diffusé le mardi 18 juin à la radio et à la télévision.

RADIO : musique ininterrompue ; bulletin d'information à 19 heures.

TÉLÉVISION :

19 h. Représentation des cérémonies au Mont-Vallée.
19 h. 25 Coupe du monde de football : Brésil-Ecosse (première mi-temps).

Le Monde publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES 5 PERFECTIONNEMENTS DU NOUVEAU RASOIR 3 TÊTES PHILIPS 74

20 h. 15 Journaux télévisés (chaînes I et II).
20 h. 30 Brésil-Ecosse (seconde mi-temps).
21 h. 20 Film : « Le Temps des amants », de V. de Sica (1968), avec M. Mastroianni et F. Duvall.
Les auteurs responsables d'un instituteur italien et d'une éligante américaine. Coup de foudre, retrouvailles, fuite dans les Dolomites. L'histoire, atteinte de l'ennemi, n'a plus que quelques jours à vivre...

MERCREDI 19 JUIN

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing explique les dispositions du plan social gouvernemental aux débats des journaux télévisés.

CHAÎNE I

19 h. 20 Coupe du monde de football : Italie-Argentine.
20 h. 30 Coupe du monde de football (suite) : Italie-Argentine.
21 h. 20 Pour le cinéma.
22 h. 20 Variétés : A bout portant.

CHAÎNE II (couleur)

18 h. 5 Coupe du monde de football : Chili-Allemagne de l'Est.
19 h. 45 Feuilleton : Animaux couleurs.
20 h. 35 Western : « Alvarez Kelly », de Ed. Dmytryk (1966), avec W. Holden et R. Widmark.
En Vénétie, pendant la guerre de Sécession, un Mexicain qui lève du bétail à l'armée nordiste est contraint, pour sauver sa vie, de collaborer avec les Sudistes.
22 h. 15 Coupe du monde de football : Hollande-Suède.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 Nouvelles, de S. Maugham. « La déchéance d'E. Barnard ».
20 h. 40 Les métamorphoses du regard : André Malraux (2), « Les maîtres de l'irréel », Réal Clément.
Cette série a remporté le Grand Prix et le prix de la meilleure photo au Festival du film sur Paris, d'Anno (Italie).
21 h. 30 Documentaire : Et si on réinventait la mer. Réal. J. Schmitt.
Des engins libérés et créateurs. Essai baroque qui reçoit le prix Louis-Lumière en 1972.

TRIBUTES EC DEBATS

EUROPE I : 19 h. 20, M. Michel Duraufour, ministre du travail.

FRANCE-CULTURE

20 h. Perspective au vingtième siècle. Concert : 21 h. Dits et écrits sur la musique : Entretien avec le professeur Jacques Monod ; 21 h. 20 La science en marche : Promenade au jardin des sciences ; 21 h. 30 Musiques de notre temps ; 21 h. 40 El puls vici des livres, avec le général Salan ; 22 h. 15 Emission concours pour la jeunesse : Voyage à Montréal (Canada).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), Diver-concert : « Danses espagnoles n° 2 orientale » (Granados), « Nuits dans les jardins d'Espagne » (de Falla) ; 20 h. 30 (S.), En direct du Théâtre National d'Opéra d'Alençon-Provence, « Deutsche Bläserorchester », direct. G. Theis. Mozart : « Divertissement en si bémol K 290 », « Divertissement en mi bémol K 282 », « Sérénade en ut K 388 » ; 21 h. (S.), Musique française méconnue. Aubert Lameland. 24 h. Musique et poésie : Constantin Cavafy (Sach, Wagner, Stravinski) ; 1 h. 30. Nocturnes.

P.T.T.

Le Tunisie à l'automatique. Les abonnés de la région parisienne peuvent obtenir par voie automatique leurs correspondants en Tunisie.

Pour obtenir leurs communications, ils doivent composer successivement le 19, puis, après audition d'une deuxième tonalité, le 216 et l'indicateur de la zone à laquelle l'abonné tunisien est rattaché.

ché (1 pour Tunis, 2 pour Bizerte, 3 pour Sousse, 4 pour Sfax, 5 pour Gabès), enfin le numéro de l'abonné demandé.

Les communications obtenues par l'intermédiaire du 19 sont taxées selon le système de l'impulsion périodique. L'intervalle de temps séparant deux impulsions est fixé à 5,5 secondes, cha-

que impulsion correspondant à une taxe de 0,35 F.

Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent obtenir directement leurs correspondants de Lacarne (Tarn) en composant le 15, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicateur de la zone à laquelle l'abonné est rattaché.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 871

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Mets en morceaux. — II. Ont l'habitude de plaquer leur tout. — III. Pas chère du tout. — IV. Pronom. Met un frein à la fureur des flots. Possessif. — V. Fin de participe. — VI. Gros oiseau s'attaquant parfois à l'homme. Rassure une sentinelle inquiète. — VII. Nouveau, il se pèse avec les os. Respecté par l'homme du monde. — VIII. Symbole chimique. Conjoint à une nourrice parfois ingrate. — IX. Sa constitution lui impose un régime bien déterminé. Il inculquait à ses élèves le goût des fleurs. — X. Pronom. Rend mécontent. — XI. N'arrête pas de faire son lit. Point de repère.

VERTICALEMENT

I. Sour timide de la calomnie. — II. Il périt en un temps où toutes les querelles étaient familiales. Peu civils. — III. Démonstratif. Quotient. Bon serviteur. — IV. Se montre plus soucieux de ses charges de famille que de ses obligations familiales. Invite à aller loin. — V. Une certaine franchise qui plait toujours. Pronom. — VI. Fort antique. A un certain âge quand elle est bonne. — VII. Laisse entrevoir une dialo- cation. Acquisition souvent très tardive. — VIII. Déclarées à qui de droit. Discrettes quand elles sont sœurs. — IX. Un qui a prouvé qu'il ne manquait pas de réflexion.

Solution du problème n° 870

I. Chah-huant. — II. Aigrette. — III. S.S. O.G. (grain). — IV. Statuaire. — V. Bon. Scie. — VI. Trac. — VII. El. Odessa. — VIII. Tentateur. IX. Rose- menue. — X. Ré. Art (allusion à certains tableaux). — XI. Repas. Tea.

VERTICALEMENT

I. Casse-tête. — II. Historienne (« relation » est employé ici dans le sens de « récit »). — III. A.G. Ana. N.S. — IV. Trol. Cotera. — V. Hous. Dames. — VI. Acre. — VII. A.T. II. Sénat. — VIII. Nègre. — IX. Rareté. — X. Rareté. — XI. Rareté.

GUY BROUTY.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.
Ces dispositions ont été prises de façon à permettre à ceux d'entre eux qui ont été atteints d'une aggrégation d'être assurés de la continuité de leur lecture.
Les abonnements de vacances d'été sont de deux sortes : ceux qui sont destinés à ceux qui ne peuvent pas se déplacer et ceux qui sont destinés à ceux qui peuvent se déplacer.

FRANCE :

Quinze jours 14 F
Trois semaines 28 F
Un mois 35 F

ETRANGER (vols ordinaires) :

Quinze jours 20 F
Trois semaines 35 F
Un mois 45 F

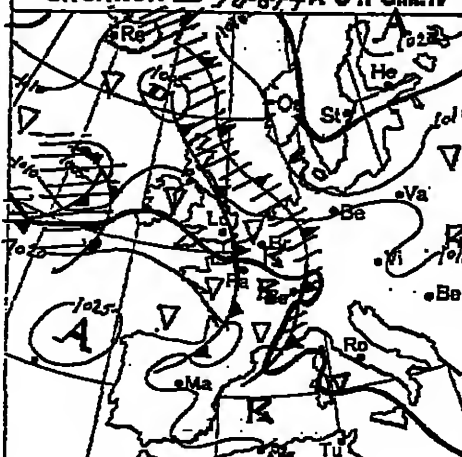
EUROPE (vols) :

Quinze jours 31 F
Trois semaines 45 F
Un mois 55 F

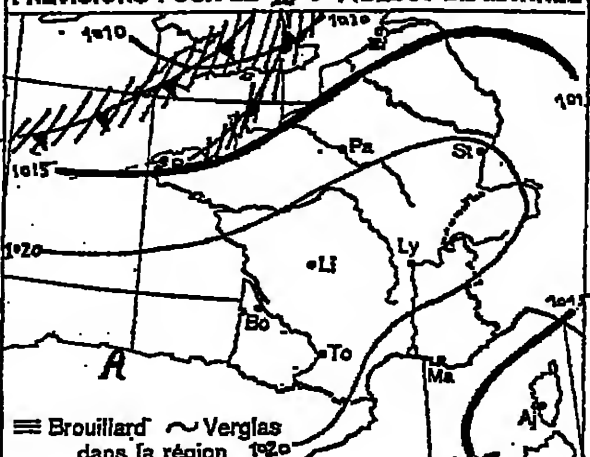
Dans ces tarifs sont compris les frais de port et d'expédition, d'un abonnement. Le montant des numéros demandés et l'indication des dates de bien vouloir nous les faire parvenir, accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ en vacances. Les noms et adresses en lettres majuscules.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-6-74 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19-6-74 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige — Versées — Orages — Sens de la marche des fronts

— Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 juin à 6 heures et le mercredi 19 juin à 6 heures :

Les hautes pressions qui s'étendent des Açores au golfe de Gascogne vont gagner la France et apporter quelques jours de beau temps. Toutefois, dans la journée de mercredi, une faible perturbation venant de l'Atlantique touchera passagèrement le nord de notre pays.

Mardi 18 juin, sur les régions allant de Bretagne à la frontière belge, le ciel sera passagèrement très nuageux le matin, mais des éclaircies se développeront assez vite et elles deviendront belles l'après-midi. Sur ces régions, les vents d'ouest seront modérés.

Sur le reste de la France, malgré quelques brumes matinales passagères, le temps sera généralement ensoleillé et les températures maximales s'élèveront. Les vents seront modérés, de nord-ouest à nord-est, et ils deviendront faibles l'après-midi.

Mardi 18 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique s'élève au niveau de la mer à Paris-Le Bourget, de 1018,2 millibars, soit 76,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juin ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Biarritz, 20 et 14 degrés ; Bordeaux, 21 et 12 ; Clermont, 18 et 8 ; Dijon, 18 et 8 ; Grenoble, 24 et 12 ; Lille, 22 et 11 ; Lyon, 24 et 13 ; Marseille, 27 et 17 ; Nancy, 25 et 12 ; Nantes, 20 et 9 ; Nice, 22 et 13 ; Paris-Le Bourget, 19 et 12 ; Pau, 21 et 11 ; Perpignan, 23 et 17 ; Rennes, 19 et 9 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 22 et 15 ; Ajaccio, 23 et 16 ; Poitiers-Poitte, 23 et 14 ; Rome, 25 et 20 ; Stockholm, 22 et 9.

Circulation

Les nouvelles conditions pour le permis de conduire des motocyclettes de plus de 125 cm3

Le ministère de l'équipement vient de publier un communiqué précisant les nouvelles conditions de passage de l'examen du permis de conduire des motocyclettes avec ou sans side-car d'une cylindrée supérieure à 125 centimètres cubes (permis A) ou 1er (ancien) et 2e (nouveau) de la circulation.

L'examinateur sera désormais à bord d'un véhicule muni d'un poste émetteur d'où il donnera des indications au candidat muni d'un poste récepteur. Ainsi l'examinateur pourra apprécier avec beaucoup plus de précision le comportement et les fautes éventuelles du candidat au milieu de la circulation. Ces mesures, essentiellement destinées à bien former de futurs motocyclistes, à attirer une circulation parfois dangereuse, devront contribuer à enrayer le nombre croissant d'accidents des deux-roues.

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

EXPOSITIONS

7. — Porcel. de Chine, laques et peintures du Japon, sculptures, tapis Chine et Orient. M. Beurdeley, S.C.P. Couturier/Nicolas.
8. — Extrait-Orient. M. Moreau-Godard, Mme Schulmann, M. René et Claude Boisgirard, M. Boisgirard.
9. — Bois meublé. M. Pecheteau.

VENTES

8. 1. — Dessins, tableaux modernes, aquarelles, gouaches, pastels, sculptures. MM. Durand-Sim, Facetti, Méreghaux, Océanna, M. Ader, Picard, Tajan.
8. 2. — Import. mobilier ayant garni un hôtel particulier. M. Prost, S.C.P. Laurin, Guilleux, Buffetaud.
8. 3. — 14 h. 30. Stalles. MM. North, Tomi-Anka, M. Jéan.
8. 4. — 16 h. 30. bon mob. M. Jéan.
8. 5. — Objets d'art, meubles et tapisseries, objets d'art, meubles et tapisseries. M. Prost, M. Ogar.
8. 6. — Stalles et mobilier des 18^e et 19^e siècles. M. Prost, M. Ogar.
8. 7. — Tableaux modernes par : Bakst, Chirico, Gria, Laurencin, Matisse, Miró, Rouault, Utrillo, MM. Facetti et Méreghaux, L. Lecoate, Mlle D. Rousseau, M. Ader, Picard, Tajan.

EXPOSITIONS

Hôtel George-V : 11 à 18 h., 21 à 23 h.
Serge Lifar
Hommage à la danse
Tableaux modernes par : Bakst, Chirico, Gria, Laurencin, Matisse, Miró, Rouault, Utrillo, MM. Facetti et Méreghaux, L. Lecoate, Mlle D. Rousseau, M. Ader, Picard, Tajan.

PALAIS GALLIERA - 19 juin

Vente à 21 h. — Expo. 11 à 18 h. TABLEAUX MODERNES
M. René et Claude Boisgirard, M. Boisgirard, Martin.

PALAIS GALLIERA - 18 juin

Vente à 21 h. — Expo. 11 à 18 h. ART CONTEMPORAIN
TABLEAUX MODERNES
S.C.P. Laurin, Guilleux, Buffetaud, MM. Dubourg, Trépano, Mlle Callo, Mme Fabre.

Visites, conférences

MERCREDI 19 JUIN

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Culures nationales des monuments historiques, 14 h. 30, entrée musée du Petit Palais, Mme Pélissier, « Exposition la Bulgarie », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Caray, « Hôtel de Sully », 15 h., 15, rue de la Harpe, Mme Caray, « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-Ville, « CONFÉRENCES », 20 h., 58, rue de Valenciennes : « La sculpture religieuse appliquée : méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (Eglise de Saint-Louis-en-Ville), entrée libre, 20 h. 30, 58, rue de Valenciennes, M. Yves Pénal, « Exposé et séance de psychanalyse », 20 h. 30, 58, rue de Valenciennes, M. Jacques Duchemin-Baryocher : « Du pouvoir de la parole rituelle : prière religieuse et prière initiatique » (l'Homme et la Connaissance), 20 h. 30, 58, rue de Valenciennes, M. René Pavre : « Les insurrections mayas : la guerre des courtes au Yucatan et au Chiapas au dix-neuvième siècle » (Société des américanistes et Société des amis du Musée de l'Homme).

— Mercredi 19 juin, de 19 h. 30 à 22 h. 30, maison des Sœurs Franciscaines missionnaires de Marie, 32, avenue Belle, métro Cité-Universitaire, soirée folle et culture :

Confucius à Mao. Mes souvenirs et conversion de prison avec Fou Wen, par Mère Marie Ida Bergara, après vingt-huit mois de détention en Chine populaire. Participation : 10 F. Jeunes : 5 F. (centrale catholique des conférences, 24, rue Saint-Roch, 75001 Paris.)

Le Monde

Service des Abonnements
2, rue des Filles
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4187-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : D.O.M. - T.O.M. - EX-COMMUNAUTÉ (sans Algérie)

51 F 123 F 177 F 230 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

54 F 123 F 177 F 230 F

PAR VOIE NORMALE

107 F 155 F 225 F 280 F

PAR VOIE AÉRIENNE

117 F 165 F 235 F 290 F

II. — PAYS-BAS

77 F 123 F 177 F 230 F

(moins rap. que par voie norm.)

77 F 123 F 177 F 230 F

III. — SUISSE

94 F 123 F 177 F 230 F

IV. — TUNISIE

98 F 123 F 177 F 230 F

Par voie aérienne

tout sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (tous chèques) trou-

veront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défen-

sitive ou provisoire (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres

en caractères d'imprimerie.

2016 par la S.A.R.L. Le Monde

Créants :

Jacques Fauret, directeur de la publication.

Jacques Sarragat.

Reproduction interdite de tous arti-

cles sans accord avec l'administration.

découvrez le portugal d'aujourd'hui

en vacances... cet été

pour préparer vos vacances adressez vous à votre agence de voyages ou à la CASA DU PORTUGAL, 7 rue scribe 75009 paris. tél. 073.44.71

150 000 000

CULTURE

Le XX^e anniversaire de la Fondation européenne de la culture D'Alfred Sauvy à Maurice Béjart

Créée en 1954 à Genève, la Fondation européenne de la culture a fêté lundi, dans les salons de France-Amérique, son vingtième anniversaire par une rencontre dont le thème s'intitulait : « Du développement culturel à la qualité de la vie ».

M. Armand Béjart, ambassadeur de France, président du comité exécutif, a rappelé, en ouvrant la réunion, les principales étapes d'une fondation dont la présidence est assurée, après M. Robert Schuman, par le prince Bernhard des Pays-Bas ; qui, depuis 1957, a son siège à Amsterdam et qui a imposé son identité avant 1968 par sept congrès et deux rencontres internationales.

M. José Bouassé, délégué général, a mis l'accent sur le « Plan Europe 2000 », vaste programme d'études comportant quatre projets, dont le premier, « L'éducation et l'homme au vingt et unième siècle » (les trois autres concernent l'industrie, l'urbanisation et l'agriculture), est le plus au point. Il appartient à M. Ladislav Cerych, directeur de ce projet, non de le présenter à nouveau, mais d'en dégager les idées principales en commentant deux livres qui vont de publier la Fondation : *L'enseignement de l'an 2000*, par Maurice Reuchlin (aux P.U.F.), et *L'Université de demain*, élaboré sous la direction de Gaston Derinck. Le premier est en quelque sorte une profession de foi rationnelle. Pour le second, le futur n'existe pas, le futur est à faire : il faut le vouloir.

M. Alfred Sauvy, professeur au Collège de France, a présenté l'ouvrage qu'il a publié aux éditions Elsevier, à la demande de la Fondation. Vers l'enseignement pour tous. C'est une étude systématique purement expérimentale, le résultat d'une vaste enquête sur les possibilités de l'égalité de l'enseignement. M. Sauvy a été amené à reconnaître les obstacles qui retardent cette égalité, même dans les pays socialistes. Statistiques et tests font ressortir qu'il existe une hiérarchie de l'intelligence, que les enfants naissent souvent inégaux. Conclusions désagréables, qui permettent à l'enseignant de croire qu'il faudra encore longtemps, en France, pour aboutir à une relative égalité, en dépit de l'action exercée dans ce sens par nos écoles maternelles, « les meilleures du monde ».

M. Serge Antoine, président de la Fondation Claude-Nicolas-Ladoux, qui a accueilli, à Aro-Genève, le colloque d'avril 1972 sur la prospective du développement culturel, auquel a

participé la Fondation, et qui a préparé la conférence intergouvernementale d'Heidelberg convoquée par l'Unesco, a donné d'abord lecture d'un message de M. Jarrot, ministre de la culture, de la qualité de la vie. Puis il a parlé du colloque en préparation : un groupe de réflexion cherchant à situer ce que représente l'architecture comme jalon de la durée. On prépare, en effet, l'Année européenne du patrimoine architectural, et la conservation des bâtiments du passé, au moins de ceux qui ont une signification, qui nous aident à comprendre le présent, est de première importance.

Enfin, M. Maurice Béjart — qui va, vendredi 21 juin, recevoir à Amsterdam, des mains du prince Bernhard, le prix Erasme, que la Fondation lui a décerné, à partager avec Mme Ninette de Valois, fondatrice du Royal Ballet de Londres — s'est expliqué sur le sens de son dernier livre, *L'autre chant de la danse* (éditions Flammarion). Non pas une étude sur la danse mais, à proprement parler, un ballet. Le créateur du Ballet du XX^e siècle a consacré une série de rêves qu'il avait notés, au réveil, sur magnétophone. Il les a mélangés à des souvenirs autobiographiques. Mais ce sont des rêves authentiques, relatés dans l'ordre chronologique... M. Béjart a dû ensuite faire face à un feu roulant de questions et le débat a pris un tour passionnant. Il a reconnu la profonde influence qu'avaient, entre douze et seize ans, exercée sur lui les romantiques allemands, de Novalis à Nietzsche, l'auteur qui l'a le plus aidé dans sa vocation de chorégraphe. Il a abondé en formules heureuses. A qui lui disait qu'il donnait une dimension métaphysique à la vie, il a répondu : « La danse m'a amené à cette transcendance dont vous parlez ». A Martine Cadieu qui lui demandait si pour lui le rêve était le support de la danse : « La danse est un travail technique, rigoureux, mathématique, et la danse source d'énergie, de stimulation ». Et encore : « Pour moi la danse n'a pas été un art, mais un langage, pour entrer en communication avec ceux que j'aime ».

Pour lui, le prix Erasme, qui vient d'un humaniste, qui va à un humaniste, est un prix décerné à la danse (il couronne aussi Ninette de Valois), et ainsi : la danse reprend sa place dans les humanités.

J.-M. D.

UN LIVRE

Une voix qui blesse

Les débuts de Christine Pawlowska

Sur un cahier d'écolier, en écriture appliquée, une jeune fille de dix-huit ans raconte sa vie jusqu'à quinze ans. Le cahier a traîné un peu. Le voici : c'est « Ecarlate », l'auteur a vingt-deux ans maintenant. Qu'y a-t-il dans ce texte qui vous blesse, vous éblouit ? La matière n'a rien d'exceptionnel. Un dur combat contre une mère, qui est sévèrement une femme et se dresse l'humanité passionnée. Melly, la condisciple, qui est amoureuse de Chopin, un épisode insignifiant d'amour physique, une tentative de suicide, un garçon rencontré avec qui portait peut-être, mais qui se tue à mort...

L'événement n'est pas ici premier, mais la charge d'intelligence passionnée. L'enfance pieuse s'achève d'abord en confessionnelle quand le formatisme ne répond plus à l'attente infinie. Lorsque Melly fait l'amour, trahit Chopin, certes la narratrice est blessée, « d'autres mains l'ont mise au monde » ; certes elle l'imite sans joie, pour être moins séparée, mais l'amie perd son mystère, devient transparente. Son suicide ? Elle ne l'a pas voulu, elle l'a subi. Elle ne meurt « qu'un peu ». « Ce n'est pas ma faute si je suis plus loin que moi de mon corps ». Rencontrant un mort enseveli sur la rue, c'est la beauté du visage et du sang qui s'échappent d'abord. La beauté avant toutes choses, qui efface tout mal.

A vrai dire ce qui fascine dans « Ecarlate », c'est le langage. Non que ce soit écrit bien ou mal, c'est écrit, tout simplement, parce qu'il y a une adéquation entre la charge

passionnelle, le regard, le rythme et le vocabulaire. Le texte, étalé d'images rapides, serré de phrases brèves à la ferveur sèche, dit, vibrant, la vie brûlée. Toute la mythologie d'un écrivain est là qui afflue, transfigure la réalité première. La narratrice veut vivre de tous côtés mais ne cherche pas d'abord le bonheur. L'amour fou de la vie va plutôt avec un certain goût du malheur : « Je n'imaginais l'amour que malheureux ». Ici l'on n'aime pas le soleil, on a le goût de la nuit, l'impatience des limites. Le romantisme est hors du temps.

Si elle éprouve le vide, la haine des marées des mort-vivants de ses villes, dans le même temps elle n'est que « désir d'adoration ». Dominée en elle le sentiment de la précarité de toute chose. La mort est omniprésente, la mort comme moteur de la vie. La chair est tenue à distance, non à cause d'une défiance du désir, mais d'une fuite d'un amour au cœur même du désir. « Moi, je resterais toujours passagère de la nuit, de la pluie et du vent ».

Voici donc un livre fait de chair et de sang mais qui vole par-dessus. On peut penser aux premiers textes de Sagan, mais il y a dans « Ecarlate », autre chose qu'une mousseline légère, de nostalgie. Sagan régressait le vide avec tous les objets de la mondanité. Dans « Ecarlate », la passion d'absolu efface les objets, devient « blessure de lumière ».

JEAN SULIVAN.

* Révisé par : Christine Pawlowska, Marceau de France, 110 pages, 12 F.

● Francis Ponge a reçu l'Université d'Oxford le très important prix international de littérature Neustadt.

L'auteur du *Paris pris des choses*, Pour un *Matthieu*, le

seigneur, est, dont plusieurs œuvres ont été traduites en anglais, et à qui Marcel Spada vient de consacrer une nouvelle étude chez Seghers, a reçu une somme de 10 000 dollars, un parchemin et une plume d'aigle argentine.

Musique

« Le Chant de la Terre », de Mahler par l'Orchestre de Paris

En présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, entouré de MM. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Marcel Landowski, directeur de la musique, et Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra, l'Orchestre de Paris offrait lundi soir une exécution du *Chant de la Terre* du plus haut standing, sous la direction de Georg Solti.

On n'entend pas sans émotion ce bouleversant adieu de Mahler à la vie, ou plutôt ce chant d'acceptation de la destinée, l'acceptation que, au-delà de sa propre mort, selon les derniers mots de l'œuvre, « la terre démeure, paroi, se couvre de fleurs au printemps et verdoye à nouveau ! Partout, éternellement, les lointains dévies de lumière. Eternellement ». Et l'on se rend compte de ceux qui, en nous révélant le *Chant de la Terre*, nous révélaient Mahler, ces grands morts qui ont été la source d'un art qui a fondé : Bruno Walter, Kathleen Ferrier, puis tard Otto Klemperer.

Nous n'avons pas entièrement retrouvé l'impression d'alors. Pour des questions d'équilibre sonore surtout, car trop souvent dans les premiers mouvements l'orchestre submergeait les voix.

En présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, entouré de MM. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Marcel Landowski, directeur de la musique, et Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra, l'Orchestre de Paris offrait lundi soir une exécution du *Chant de la Terre* du plus haut standing, sous la direction de Georg Solti.

On n'entend pas sans émotion ce bouleversant adieu de Mahler à la vie, ou plutôt ce chant d'acceptation de la destinée, l'acceptation que, au-delà de sa propre mort, selon les derniers mots de l'œuvre, « la terre démeure, paroi, se couvre de fleurs au printemps et verdoye à nouveau ! Partout, éternellement, les lointains dévies de lumière. Eternellement ». Et l'on se rend compte de ceux qui, en nous révélant le *Chant de la Terre*, nous révélaient Mahler, ces grands morts qui ont été la source d'un art qui a fondé : Bruno Walter, Kathleen Ferrier, puis tard Otto Klemperer.

Nous n'avons pas entièrement retrouvé l'impression d'alors. Pour des questions d'équilibre sonore surtout, car trop souvent dans les premiers mouvements l'orchestre submergeait les voix.

JACQUES LONCHAMPT.

Cinéma

Hommage à Mary Pickford au musée d'Henri Langlois

L'autre soir — c'était le mercredi 12 juin — Henri Langlois accueillait Charles « Buddy » Rogers à la Cinémathèque française de Chailly pour l'inauguration d'un Hommage à Mary Pickford.

Charles « Buddy » Rogers — soixante-deux ans, cheveux blancs, costume noir, chemise blanche et cravate rouge, un beau sourire et beaucoup d'allure — était, en 1927, un jeune acteur débutant (*Wings*, de Williams Wellman) lorsqu'il fut choisi comme partenaire de Mary Pickford. Elle, c'était une star en pleine gloire, célèbre depuis dix ans dans le monde entier où elle avait fait rayonner l'image de « la petite fiancée de l'Amérique ». Elle avait fondé les *Artists associés* avec Griffith, Chaplin et Douglas Fairbanks, le « Doug » bondissant du *Signe de Zorro*, de Robin des bois et du *Voleur de Bagdad* (qu'elle avait épousé).

Le film qu'elle tournèrent ensemble, *My best girl*, marqua le début de leur roman d'amour. Et Mary Pickford devint

la femme de Charles Rogers. Aujourd'hui, ils vivent dans une des dernières demeures fabuleuses d'Hollywood. Ils possèdent une extraordinaire collection de films, dont tous ceux de Mary, bien sûr, il y a quelques années, Henri Langlois avait reçu Mary Pickford à Paris. Comme une star. Elle n'a pas oublié cette réception et les films de Mary sont à la Cinémathèque française. Cette fois, elle n'avait pas pu venir. Mais Charles Rogers était là, en ami, avec quelques invités. Et Henri Langlois leur a fait visiter le musée de la Cinémathèque française. Ce musée qui, né officiellement l'été 1972, reste fermé au public.

Il nous faudrait de nombreuses gardes et permanences, dit Langlois. Mais nous ne pouvons pas le faire. Et je ne peux pas laisser les salles sans surveillance. On m'a volé deux robes, dont une qui avait été portée par Marilyn Monroe. Alors, le musée n'est ouvert, quelques après-midi, que pour les groupes scolaires en visites guidées.

L'autre soir, il a fait allumer les salles et il a promené lui-même Charles Rogers et ses invités dans ce labyrinthe des cent merveilles Langlois racontant tout : affiches, décors, photographies, appareils de projection, costumes. Qui ne l'a pas vu parcourir ce musée ne peut rien comprendre à cet homme.

A force d'amour du cinéma, Langlois est le cinéma tout entier. Le studio reconstruit de Méliès, à Montreuil, c'est lui ; le manteau royal d'Antinéa, dans *l'Atlantide* de Feyder, c'est lui ; la rue « expressionniste » du Cabinet du docteur Caligari, dont la magie vous attend au tournant, c'est encore lui...

C'est la petite salle de projection du premier étage qui attendait *My best girl*. Un hommage à Mary Pickford a commencé, un étonnant documentaire sur son personnage de star dans les années 20, et la *Mégère apprivoisée* (Samuel Taylor, 1930), où elle jouait *Shakespeare* avec Douglas Fairbanks.

JACQUES SICLIER.

Télévision

KEY BOGIE

A quoi tient le culte de Bogart ? D'où lui venait, d'où lui vient ce pouvoir, cette aura ? On comprend pour Rudolph Valentino ou pour James Dean, on comprend pour W.C. Fields, on aurait compris pour Spencer Tracy. On ne comprend pas pour « Bogie ». Au-delà des évidences (virilité, solitude, sensibilité à fleur de muscle), on voit mal. Et encore moins après l'hommage que lui a rendu lundi la troisième chaîne, produit de série importé des Etats-Unis. C'est le cocktail habituel de courts extraits de films. Il en a tourné soixante-quinze : il aurait donc fallu éliminer, privilégier, prêter aux flashs les séquences pour permettre de se faire une idée, même approximative, des qualités du comédien. Et de témoignages coupés, batus, à vous de donner dans la formule et le cliché. Il était comment ? Il était « cool » (calme, imperturbable), il était dur et tendre et cool et cynique et sentimental et cool et mauvais tête et bon cœur, etc... La litane coutumière. D'ingrid Bergman à George Raft, ses partenaires, ses amis, y sont allés, et c'est normal, pourquoi chercher midi à quatorze heures, de leur petit bouquet de fleurs artificielles.

Curieux qu'il ne se soit trouvé personne pour rappeler certaines circonstances révélatrices de sa vie. Sa prise de position, par exemple, en faveur des victimes du complot des activités anti-américaines. Et sa rétractation. Il aimait la vérité, on le lui devait. Personne — on songe tout naturellement à sa femme, à Lauren Bacall, malheureusement absente de cette cérémonie — pour nous en livrer les clés possibles. Il doit y en avoir tout un trousseau. Pour nous parler de sa formidable insolence, de son sens de la dérision et de la distance au sens brechtien du terme. Certains de ses propos — on aurait pu nous les rappeler semblant sortir de la bouche de Jean Yanne, de l'acteur Jean Yanne.

La personnalité et les personnages à jamais confondus n'étaient-ils pas essentiellement opposés, et très proches et très éloignés ? Et n'est-ce pas ce qui fait de lui un homme si attirant, si mystérieux, par la clarté obscure de ce qu'on nomme tout simplement la conscience professionnelle et le talent ?

CLAUDE SARRAUTE.

O.R.T.F.

LES NEGOCIATIONS RESTANT DANS L'IMPASSE L'ordre de grève générale est appliqué

Un programme minimum — adapté aux circonstances — est de nouveau diffusé le 18 juin aux membres du syndicat O.R.T.F. en raison de l'arrêt de travail de certaines catégories de personnel. En effet, malgré des négociations qui se sont prolongées tard dans la nuit, aucun accord n'est intervenu entre la direction de l'O.R.T.F. et la Fédération syndicale unifiée (autonome) au sujet du reclassement réclamé par les

agents techniques et administratifs T2 et A2. La consigne de grève donnée par la F.S.U. à toutes les catégories de personnel a pris effet le 18 à 0 heure. La durée du mouvement devait être fixée à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra mardi en fin de matinée. On y lira notamment la lettre que M. Long a adressée aux syndicats, mais qui, selon eux, ne répond pas à l'attente des grévistes.

Le match Brésil-Ecosse sera cependant retransmis

Un programme minimum adapté aux circonstances... En effet, un mot d'ordre de grève générale lancé par la F.S.U. (qui groupe notamment les techniciens) se traduit habituellement par un arrêt de toutes les émissions, à l'exclusion des « journaux » télévisés et d'un film commun aux chaînes de télévision. Ce 18 juin, on note que la télévision transmettra, malgré la grève, le reportage sur la cérémonie du Mont-Valérien, le match de Coupe du monde de football Brésil-Ecosse, ainsi qu'un film de Vittorio de Sica. Autant de moyens d'éviter le piège de l'impopularité du conflit, dont les risques n'échappent pas aux dirigeants syndicaux.

Certes, le match Allemagne-Australie (prévu sur la deuxième chaîne mardi après-midi) ne sera pas diffusé, mais cette absence sera justifiée moins rassurée par les téléspectateurs.

Sur le fond du conflit, l'intersyndicale de l'Office (F.S.U., C.G.T., C.F.D.T., S.N.J.) déclare dans un communiqué que « la direction générale n'a pas su régler les différents existants entre le personnel et la direction ». Et estime que le pouvoir politique a placé l'entreprise « au bord de la débâcle, faillite économique, faillite des

programmes, faillite de la gestion... » La direction laisse poindre la situation, espérant à terme présenter à l'opinion publique un bilan d'ensemble satisfaisant. Mais le mouvement de grève ne se résout pas de la sorte. Elle ne peut accepter que la privatisation de tout ou partie du patrimoine national soit la solution à la redondance, et l'intérêt des salariés de la télévision. Elle ne peut accepter que les problèmes de l'Office qui sont ceux de la collectivité nationale soient escamotés.

Le conseil d'administration de l'Office doit se réunir le 25 juin. Le comité d'entreprise est convoqué pour le 26 et 27 juin. Dans le même temps, l'Assemblée nationale est convoquée de se réunir en comité secret pour examiner la situation.

« Quelles que soient les mesures envisagées, l'intersyndicale réaffirme sa volonté de ne pas voir le personnel faire les frais de cette opération ».

Dans une note adressée aux directeurs et chefs de service de l'O.R.T.F. à la fin de la semaine dernière, M. Marceau Long réclame des mesures économiques immédiates dans tous les domaines de l'Office. Le P.-D.G. de l'Office rappelle que la situation financière de l'O.R.T.F. « résulte de

Dans la presse quotidienne

COMBAT : l'attitude de la C.G.T. sera décisive.

« Si la F.S.U. (Fédération syndicale unifiée) a voulu déclencher une grève générale des techniciens, elle l'a fait pour des raisons que la confédération n'est pas en mesure de généraliser à l'O.R.T.F. puisque ce syndicat n'a jamais désiré un seul instant élargir le mouvement pour le replacer dans un contexte général qui poserait le problème de l'Office. (...) »

L'attitude de la C.G.T. sera décisive dans l'issue du conflit, mais il est peu probable qu'elle s'associe à une grève que la direction générale semble vouloir laisser pourrir.

(CHRISTIAN SYLVAIN.)

L'AUBRE : arrêtez les fraks.

« On en est arrivé à des points d'extrême et de confusion tels que les tenants des chaînes privées n'ont pas de meilleurs idées que ceux qui soutiennent la monopole de l'Etat, en le détruisant. »

« Au stade actuel, M. Marceau Long n'est plus crédible — absolument plus — lorsqu'il affirme que le changement à tout cela « passe » par des hommes nouveaux. »

« Je sais bien que le slogan est à la mode. Mais le problème n'est pas là. Il n'est pas dans le maintien ou le renvoi de responsables. Mais dans les responsabilités. »

« Les responsabilités des syndicalistes, des directeurs, des administrateurs et — par là — du P.D.G. Si les uns et les autres ne concluent pas qu'il est temps d'arrêter les fraks pour stopper une faillite qui sera

collective, alors mieux vaut faire table rase.

« Et songer à d'autres formules où la concurrence extérieure imposerait finalement l'émulation et la raison. »

« Le monopole a été — non sans mérite — la télévision « POUR les Français ». A la façon dont on s'y prend, il sera de plus en plus difficile de le défendre CONTRE eux ! »

(DOMINIQUE PADO.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le monopole au danger.

« On ne s'avance sans doute pas trop imprudemment en affirmant sans preuves, que le gouvernement n'est pas mécontent de ce qui se passe actuellement à l'O.R.T.F. Il n'a d'ailleurs pas témoigné d'un zèle particulier pour hâter la solution de la grève qui perturbe depuis deux semaines les émissions. De là à le soupçonner d'exploiter la lassitude ou la colère totalement justifiées des cadres de la radio et de la télévision d'Etat, il n'y a qu'un pas. Le pourrissement de la grève n'aurait-il pas, aux yeux d'une opinion mal informée, et il faut le dire, trop peu soucieuse de l'Etat, le meilleur signe que dédicte l'Office est ingouvernable, livré à la subversion et trahit que sa mission, et que donc il faut le réformer ? Comment le réformer ? En lui retirant son monopole ! Ce n'est pas d'aujourd'hui que date la menace, mais le temps ? précipité, et avec la tension, l'arrivée au pouvoir, des plus chauds partisans de cette réforme, dont les républicains in-

LA NATION : de l'imagination et une politique.

« Le public se dit qu'il doit y avoir du gaspillage au royaume du « polars-gruyère ». Mais il se dit aussi que ce n'est peut-être pas d'argent que l'O.R.T.F. manque, que la plus, que c'est de foi et d'imagination. Il commence à regretter, ce bon public, les temps héroïques de la télévision en direct, des petites équipes inventives, d'un art de service de l'Etat. »

« La radio et la télévision sont les deux boîtes à merveilles de notre temps. Faites pour échanger, pour changer la vie. Cela exige que l'on rende aux créateurs de l'O.R.T.F. ceux qui y sont à demeure et ceux qui devraient pouvoir s'y exprimer en toute liberté — la joie et les moyens d'élaborer pour notre bonheur. Cela exige sans doute des structures nouvelles. (...) »

« Cela exige presque rien, en somme : seulement une politique. »

(CLAUDE LEMONON.)

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	27,00	31,52
Offres	13,00	14,91
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	27,00	31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,96

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

WANTED
Réseau National de distribution, matériaux de construction, leader dans notre branche. CA 900 millions lourds par an, crée pour dynamiser sa force de vente.

7 Postes d'animateur commercial

Pour les régions de :

- Alsace
- Normandie
- La Rochelle
- Longwy
- Nancy
- Sarre-Union
- Sarre-Union
- Longwy

Nous recherchons :

"des meneurs d'hommes"

- Confirmés dans la vente et le cupulant commercial.
- 38 ans minimum, capables de transmettre leurs connaissances et de dynamiser nos forces de vente.
- Analystes, psychologues, pédagogues, diplomates.

Nous offrons :

- Une organisation unique dans notre secteur d'activité, qui nous a permis de dépasser nos concurrents.
- Une expansion (+ 20 % par mois) qui nous permet d'élargir l'avenir avec sérénité.
- Une politique de promotion interne basée sur le mérite, offrant de sérieuses perspectives d'avenir.
- Un salaire correspondant à LA VALEUR du CANDIDAT.
- Position cadre.

Ils auront pour mission :

- D'animer une équipe de collaborateurs commerciaux.
- D'apprécier et de définir les objectifs.
- De définir les moyens à mettre en œuvre, en vue de l'atteinte impérative des objectifs :
 - actions promotionnelles.
 - De former l'équipe confiée au niveau :
 - commercial.
 - technique.

Ecrire avec C.V. et photo à : GEDIMAT
76, rue de Montcau 75008 PARIS
(discretions absolues assurées)

AUCHAN

Société d'hypermarchés à vocation nationale
1973 : 1,2 milliard C.A. - 2.700 personnes - 10 hypermarchés
1974 : 2 milliards C.A. - 4.000 personnes - 14 hypermarchés

recherche pour son expansion 1976-1977

FUTURS DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS

NOUS PROPOSONS :
à de jeunes Cadres Universitaires de haut niveau, d'exercer des responsabilités importantes dans l'ensemble des domaines suivants :

**ANIMATION ET DIRECTION DE PERSONNEL
ORGANISATION
POLITIQUE COMMERCIALE (gamme, ventes, achats)**

Rapidement responsable d'une partie d'hypermarché, dans le cadre d'une gestion décentralisée, le jeune Cadre peut acquérir une expérience importante et suivant ses résultats, il accèdera à un poste plus important, puis à celui de Directeur d'Hypermarché.

Du fait de notre expansion, il y a de nombreuses possibilités de promotion et d'évolution à l'intérieur du Groupe.

NOUS EXIGEONS :
que les candidats soient potentiellement de véritables Chefs d'Entreprise, qu'ils soient des animateurs, des gagnants, qu'ils aient un sens aigu des responsabilités et des initiatives.

POSTES A POURVOIR SUR REGION NORD

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à :
Direction Générale - JPL - Rue de la Consolation - (59) VILLENEUVE-D'ASCQ

SAIT Groupe C.G.E.

proposé à POITIERS le poste :

DIRECTEUR COMMERCIAL ETRANGER

VOTRE MISSION :
- Rattaché au Directeur Commercial, vous aurez la responsabilité DES PAYS EUROPEENS LIMITROPHES.
- Vous y prendrez en charge l'ensemble de nos activités, vous les développerez et en suivrez la gestion.
- Vous participerez à la définition des politiques et objectifs du Département Pils de la SAIT.

POUR REUSSIR IL FAUT :
- la formation d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs.
- une grande expérience des négociations internationales et du suivi des filiales, acquise au sein d'entreprises très importantes distribuant des PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION.
- une personnalité confirmée alliant la disponibilité et la combativité au souci de la rigueur et de l'organisation.
- la pratique courante de l'allemand et de l'anglais.

Adressez-nous votre candidature sous réf. P5-28 en mentionnant la rémunération souhaitée

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Pré-Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET
C.A.C. 3183

Nous sommes un groupe international spécialisé dans le négoce de céréales. Pour l'une de nos filiales implantée dans le SUD-OUEST, nous recherchons :

animateur commercial

Nous lui confierons :

- une participation à l'élaboration des politiques et la fixation des objectifs.
- l'animation d'une équipe d'acheteurs et de vendeurs en culture ainsi que le contrôle des résultats, et la négociation directe avec certains clients, et l'assistance technique de l'équipe commerciale.

Nous choisissons un homme présentant dans l'ordre prioritaire plusieurs caractéristiques suivantes :

- âge minimum 30 ans, et une réelle expérience de la vente, de l'animation et de l'organisation de l'action d'une équipe de vendeurs dans le domaine industriel, et une formation requise dans une école d'agriculture, et une origine régionale (Midi-Pyrénées), et la connaissance du secteur agricole et privé/industriel.

Cet homme de contact et d'autorité prendra place au sein d'une organisation en plein développement.

La rémunération - en bout d'état de cause - intéressante - sera fonction du candidat retenu.

RESIDENCE SUD-OUEST.

Ecrire avec CV manuscrit et prétentions au Service 5025

plein emploi 118 rue de la République

Nous recherchons pour un important fabricant de chauffage électrique, un

directeur d'usine

(embouteillage, soudage, peinture, montage)

Il lui sera confié la responsabilité globale (relations sociales y compris) d'une unité de production décentralisée.

Il participera au Comité de Direction.

Il est vivement souhaité que les compétences du Directeur d'Usine lui permettent d'assumer à terme la Direction de Production de la Société.

Ce poste correspondrait à un Ingénieur confirmé A.J.F. ou équivalent ayant exercé des fonctions similaires. (Anglais, Espagnol souhaités).

Localisation du poste : 100 km de Paris (Normandie) - Pavillon de fonction rémunéré à l'ordre de 100 000 F.

Trouvez nous votre parcours nos offres (C.V. + lettre manuscrite) s.p.h. S 47 31, 6 :

henri vacquin CONSULTANTS
42, rue Berger - 75001 Paris

TROYES

PERSONNEL

Une entreprise de 2.000 personnes recherche :

UN CADRE (Homme ou Femme)

de formation supérieure, de préférence juridique, pour lui confier les missions suivantes :

- Gestion des ressources humaines (Etats et ouvriers).
- Formation de la maîtrise et mise en place de l'apprentissage.
- Relations avec les représentants personnels.
- Application de la législation du travail.
- Animation du rôle social de l'entreprise (avantages sociaux, hygiène, sécurité...).

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
HAVAS N° 8.612 - 10000 TROYES

TOULOUSE
(C.A. : 70 millions)

Pour sa filiale française, une société internationale spécialisée dans la distribution de produits industriels (plusieurs milliers de clients), recherche :

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

Agé de 28 ans minimum, il sera titulaire du D.E.C.S. ou équivalent et aura une expérience de 3 à 5 ans, et posséder dans le domaine de la comptabilité industrielle et commerciale une expérience de 5 ans dans les fonctions suivantes : METHODES, OUTILLAGE ou FABRICATION.

La connaissance de la langue anglaise ainsi que des notions d'analyse de la valeur, de comptabilité industrielle ou de gestion seraient très appréciées.

Ecrire avec C.V. en précisant la rémunération souhaitée sous réf. 107/M à :
Direct. Gestion des Emplois
B.P. 402 - 52103 BLOIS

CENTI

CONSEIL EN RECRUTEMENT

recherche pour un important groupe industriel du CENTRE

INGENIEUR SYSTEME

(référence 7.289)

pour prendre responsabilité équipe système et assurer Conseil Direction Informatique. Applications télétraitement et bases de données en cours d'études et de lancement.

28 ans min. 3 à 4 ans expérience système avec pratique I.B.M. 360 DOS et connaissance I.B.M. 370 DOS VS en assembleur et COBOL (ou PL 1).

Expérience D BOMP et montage type C.I.C.S. très appréciées.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous la réf. du poste à CENTI, Conseil en Recrutement, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS, qui examinera les candid. av. la plus gde discrétion. Réponse assurée.

100 Km AU SUD REGION PARISIENNE
importante société 1.100 personnes recherche :

RESPONSABLE UNITÉ DE PRODUCTION

Articles grande série.

Mission principale : gestion générale et réorganisation de l'unité de production dans le souci constant des prix de revient.

Qualités requises :

- Formation : Diplôme d'Enseignement Supérieur Technique, type Ecole Centrale ou Arts et Métiers.
- Expérience : Au moins 10 ans d'expérience industrielle et une réussite prouvée dans un poste de ce niveau.
- Personnalité : Forte personnalité capable de l'imposer, sans du commandement et de l'animation des hommes. Qualité d'organisation.

Adressez C.V. photo et prétentions à DP Industries, 12, rue Ste-Anne, 75001 PARIS, sous réf. 9.440, qui tr.

ESSO

recherche pour les Services

TECHNIQUE et ENGINEERING - CONSTRUCTION

de la Raffinerie de FOS-SUR-MER

2 JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES

(type Mines, Centrale, A et M, Physique et Chimie de PARIS) plus B.A.S.P.M. (ou connaissances en Génie Chimique).

- Libérés obligations militaires.
- Très bonne connaissance anglaise parlée et écrite indispensable.

Adressez C.V. précis, photo (ret.) et prétentions à Service Relations Sociales.

RAFFINERIE ESSO - 13270 FOS-SUR-MER

CONTROLEUR DE GESTION

CENTRE-OUEST

Implantée dans une petite ville du Centre-Ouest, la Société, qui emploie 650 personnes, est l'un des premiers fabricants de mobilier de bureaux et de mobilier scolaire.

Elle recherche un jeune contrôleur de gestion ayant quelques années d'expérience de la fonction dans une entreprise industrielle. Il lui sera demandé de suivre le budget, d'établir les tableaux de bord et de mettre en place une comptabilité moderne.

25, rue Marbeuf - 75008 Paris

vous adresserons notre note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 441 M.

DANTO ROGEAT

GENIE CLIMATIQUE
CONDITIONNEMENT D'AIR
recherche pour LYON

- 1 TECHNICIEN plomberie B. E. Référence A.
- 1 TECHNICIEN tuyauterie-gaz. Référence B.
- 2 FRIGORISTES dépannage élect.-régul. Référence C.
- 2 ELECTROMECANICIENS entretien. Référence D.
- 2 TECHNICIENS mise en point élect.-froid. Référence E.
- 1 DESSINATEUR tôlerie-tuyauterie. Référence F.

Ecrire avec C.V. à Service Relations Sociales, 24, rue Victor-Lagrange, LYON-07.

mécanique

chef des méthodes

BRETAGNE

LA DIVISION TELEPHONIE de la Société L.M.T. recherche pour sa future unité de production de REX - MORISAN, spécialisée dans la fabrication de Placards Déchirés Mécaniques UN CHEF DES METHODES.

Directement rattaché au chef d'établissement, il animera et supervisera une équipe d'une dizaine de personnes.

Il sera responsable des ETUDES FABRICATION (travaux : presses - contactage - traitements thermiques - moulage) et des PRIX DE REVIENT. De plus, il apportera son concours au développement de nouveaux procédés de fabrication, assurera l'assistance technique nécessaire à la sous-traitance.

Nous souhaitons confier ce poste à un INGENIEUR CONFIRME d'au moins 30 ans, possédant une bonne connaissance des travaux sur presses automatiques, acquise par une expérience d'environ 5 ans dans les fonctions suivantes : METHODES, OUTILLAGE ou FABRICATION.

La connaissance de la langue anglaise ainsi que des notions d'analyse de la valeur, de comptabilité industrielle ou de gestion seraient très appréciées.

Ecrire avec C.V. en précisant la rémunération souhaitée sous réf. 107/M à :
Direct. Gestion des Emplois
B.P. 402 - 52103 BLOIS

elf

CENTRE DE RECHERCHES DE SOLAIZE (69)

ingenieur

"lubrifiants industriels"

elf propose à un Ingénieur Chimiste - E.N.S.P.M. "Applications" du "Recherche" un poste de responsabilité au sein de la Section Application de son Centre de Recherches de Solaize.

- Il est indispensable qu'il ait acquis au moins 2 ans d'expérience dans la formulation des lubrifiants et des produits spéciaux et, si possible, dans la fabrication des graisses.
- Il aura de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise et sera responsable du suivi budgétaire et technique des études.

Ecrire sous référence n° 33555 avec C.V. détaillé et photographie à ELF UNION, Service Recrutement/Mouvements, 12 rue Jean Nicot, 75007 Paris.

Des entretiens privés seront organisés tant à Paris qu'à Solaize.



emplois régionaux



MONTEFIBRE

Dans le cadre de son expansion - recherche - pour son agence de LYON

COMMERCIAL HAUT NIVEAU

École Supérieure de Commerce ou équivalent

Une expérience dans le domaine textile, habillement, serait appréciée. Une n'est cependant pas indispensable.

Adresser candidature, curriculum vitae manuscrit, photo et références à :
M. le Secrétaire Général
MONTEFIBRE FRANCE S.A.
Tour Franklin, Codes 11 - 92081 PARIS-DEFENSE.

Dans le cadre de son développement dans le secteur
CORPS GRAS ALIMENTAIRES
La Société DIEPPE-OLÉAGINEUX recherche

2 JEUNES INGÉNIEURS

ayant quelques années d'expérience, aimant le travail en équipe et les contacts humains :

UN INGÉNIEUR FABRICATION

connaissant huilerie et raffinage, diplômé E.S.A.C.O. de préférence.

UN INGÉNIEUR ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

formation A.M., I.C.A.M., I.D.N. ou similaire, ayant sérieuses connaissances mécanique générale, électricité industrielle, chaudronnerie, matériel de conditionnement.

Adresser C.V. détaillé (+ photo récente) et références à :
DIRECTION HUILERIE DIEPPE-OLÉAGINEUX.
R.P. 137 - 76204 DIEPPE

Pour la bonne gestion et le développement de notre parc industriel (Usine, Entrepôt, Matériel de production mécanique et de transport) pour l'automatisation de nos objectifs de production, nous recherchons :

CHEF DE LA LOGISTIQUE

Arts et Métiers ou Autodidacte expérimenté en organisation industrielle et direction en D.P.O. d'une unité, moyenne production soumise à des contraintes commerciales. Caractère affirmé, sens du concret et goût pour l'action. (Rémunération : 70.000 F.) Résidence région MARSEILLE. Disposition assurée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et références à :
SUD MARKETING N° 10.817, 21, rue Bonnefoy, 13006 MARSEILLE.

Important Groupe international recherche pour

Province

MATERIAL CONTROL MANAGER

Anglais indispensable

Grand avenir dans groupe en expansion.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence n° 5.478 à

Organisation et publicité

ARCT

Premier Constructeur Mondial dans sa branche, recherche dans le cadre du développement de son Département des Etudes

ingénieur innovation

Il sera responsable des études, des essais et de la mise au point des prototypes relatifs à des problèmes entièrement nouveaux pour le matériel de pointe de la société.

Il aura sa propre équipe. Il disposera des services des prototypes et des essais, et bénéficiera de l'aide des autres départements de l'entreprise.

Il devra être un ingénieur mécanicien confirmé. L'aptitude à imaginer des solutions nouvelles sera déterminante.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à :
Direction du Personnel ARCT Rue Olivier 42300 Roanne.

SN de moyenne importance en Ile-de-France, fabricant des résines synthétiques et du film d'emballage, recherche :
1° CONTREMAÎTRE D'A.T.E. LIER ayant formé, P.V.C., V.V. et 40.000 F. Régimes 35 bis, r. Rasmussen, PARIS (21).

Age min. souhaité : 28 ans.
2° CONTREMAÎTRE SERVICE ENTRETIEN ayant eu, électromécanique et hydraulique, capable de secondariser un Chef d'entretien. Age min. souhaité : 28 ans.
Ecr. n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT recherche pour son Usine de NORD DE LA FRANCE (1.100 personnes, près de VALENCIENNES)
UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE SECURITE
Age indifférent. Position cadre. Possibilités de logement.

Ecr. à n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

NEGOCIANT VINS DE BORDEAUX recherche

UN CHEF DES VENTES pr créer et développer branche vins en bouteilles. Expér. confirmée de la distribution des vins, solide installation locale non indigne. Société ancienne et sérieuse, marque bien établie. Ecr. avec C.V. et références à :
GRENOUILLEAU, B.P. 25, 33220 STE-FOY-LA-GRANDE.

Centre de recherches LILLOIS demande chargé d'études en sociologie (niveau 3^e Cycle) avec expér. profess. surtout en sociologie urbaine. Ecrire avec C.V. et références à :
35 bis, r. Rasmussen, PARIS (21).

Age min. souhaité : 28 ans.
2° CONTREMAÎTRE SERVICE ENTRETIEN ayant eu, électromécanique et hydraulique, capable de secondariser un Chef d'entretien. Age min. souhaité : 28 ans.
Ecr. n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT recherche pour son Usine de NORD DE LA FRANCE (1.100 personnes, près de VALENCIENNES)
UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE SECURITE
Age indifférent. Position cadre. Possibilités de logement.

Ecr. à n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

NEGOCIANT VINS DE BORDEAUX recherche

UN CHEF DES VENTES pr créer et développer branche vins en bouteilles. Expér. confirmée de la distribution des vins, solide installation locale non indigne. Société ancienne et sérieuse, marque bien établie. Ecr. avec C.V. et références à :
GRENOUILLEAU, B.P. 25, 33220 STE-FOY-LA-GRANDE.

Age min. souhaité : 28 ans.
2° CONTREMAÎTRE SERVICE ENTRETIEN ayant eu, électromécanique et hydraulique, capable de secondariser un Chef d'entretien. Age min. souhaité : 28 ans.
Ecr. n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT recherche pour son Usine de NORD DE LA FRANCE (1.100 personnes, près de VALENCIENNES)
UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE SECURITE
Age indifférent. Position cadre. Possibilités de logement.

Ecr. à n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

NEGOCIANT VINS DE BORDEAUX recherche

UN CHEF DES VENTES pr créer et développer branche vins en bouteilles. Expér. confirmée de la distribution des vins, solide installation locale non indigne. Société ancienne et sérieuse, marque bien établie. Ecr. avec C.V. et références à :
GRENOUILLEAU, B.P. 25, 33220 STE-FOY-LA-GRANDE.

CROUZET VALENCE recherche

PREPARATEUR FABRICAT. 2^e ECHELON

FORMATION :
— B.T.S. fabrication ;
— Cours A.E.T. du B.T.E. ;
— ou autres formations équivalentes.

FONCTIONS :
— dans le cadre du service industriel, des produits nouveaux ;
— participer à l'élaboration du dossier de produit ;
— critiquer les solutions proposées ;
— Expérimenter les solutions retenues ;
— Définir les méthodes et les outillages de montage ;
— Suivre l'ensemble du lancement ;
— Mettre au point les méthodes et les outillages ;
— Participer à la mise au point du produit ;
— Intégrer le produit dans les services de production.

PROFIL :
— Compétence :
— Techniques affirmées et acquises par une expérience d'au moins trois ans ;
— Dynamisme et capacité dans les relations pour assurer efficacement la collaboration avec les autres services.

Avantages sociaux importants. Possibilité de logement. Transf. C.V. avec photo et références à :
SUD MARKETING N° 10.817, 21, rue Bonnefoy, 13006 MARSEILLE.

Age min. souhaité : 28 ans.
2° CONTREMAÎTRE SERVICE ENTRETIEN ayant eu, électromécanique et hydraulique, capable de secondariser un Chef d'entretien. Age min. souhaité : 28 ans.
Ecr. n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT recherche pour son Usine de NORD DE LA FRANCE (1.100 personnes, près de VALENCIENNES)
UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE SECURITE
Age indifférent. Position cadre. Possibilités de logement.

Ecr. à n° 54.556, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou 1^{er}.

NEGOCIANT VINS DE BORDEAUX recherche

UN CHEF DES VENTES pr créer et développer branche vins en bouteilles. Expér. confirmée de la distribution des vins, solide installation locale non indigne. Société ancienne et sérieuse, marque bien établie. Ecr. avec C.V. et références à :
GRENOUILLEAU, B.P. 25, 33220 STE-FOY-LA-GRANDE.

offres d'emploi

offres d'emploi

etap

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE Produits industriels - Leader sur son marché proche banlieue PARIS - recherche -

CADRE RESPONSABLE DE LA DIRECTION MAGASINS PRODUITS FINIS

Il s'agit d'un POSTE IMPORTANT impliquant :
• stockage et gestion stocks (en relations avec l'informaticien) ;
• réapprovisionnement près usine ;
• préparation commandes et emballage ;
• expéditions.

Ce poste peut convenir à CADRE aimant contacts humains, bonne formation de base, qualités marquées d'organisateur et de commandement (100 personnes), disposant très solide expérience de la direction de magasins importants.

Ecrire sous référence LA 618 AM.

FIRME FRANÇAISE troisième dans sa spécialité matériaux pour bâtiment - isolation - huisson - ébranché PARIS recherche

INGÉNIEUR RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

nouveaux produits et mise au point méthodes d'application.
Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR A.M. ou équivalent disposant quelques années d'expérience labo ou service développement, imaginatif et réalisateur, attiré par recherche appliquée. Situation intéressante et autonome dans firme pleine essor.

Anglais et allemand lus si possible.

Ecrire sous référence NC 620 AM.

SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTROMÉCANIQUES - Filiale puissante groupe français recherche pour son Siège (PARIS-EST)

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à jeune INGÉNIEUR (formation ESME, Bretagne, Villet), disposant de quelques années d'expérience en électronique logique professionnelle et ayant déjà assuré des contacts avec une clientèle industrielle. Un développement des activités de la société vers l'exportation est prévu.

La formation aux produits de la société sera assurée.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand très souhaitées.

Ecrire sous référence TI 634 AM.

LE P.D.G. d'une SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MACHINES AUTOMATIQUES - filiale d'un groupe international en forte expansion recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

pour assurer la DIRECTION TECHNIQUE DE LA FIRME. Ce poste important peut convenir à INGÉNIEUR-CONSTRUCTEUR DIPLÔMÉ E.C.P., A.M. ou école équivalente, 35 ans min., disposant expérience Direction Usine, études et conception machines complexes (faisant appel à mécanique hydraulique-pneumatique-électricité).

Langue anglaise ou allemande indispensable.

Traitement à partir de 120.000 francs.

Usine de travail : Usine située au village rég. OUEST.

Ecrire sous référence ZK 617 AM.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE Équipements électromécaniques pour l'industrie - marque renommée - PARIS recherche

INFORMATICIEN

E.C.P. ou équivalent, disposant bonnes connaissances comptables niveau D.E.C.S. et expérience (à un niveau chef de projet), traitement sur ordinateur de la comptabilité générale et analytique.

Le titulaire du poste devra :
• étudier et mettre en place le plan informatique de la société ;
• assurer le traitement actuel de la comptabilité sur mini ordinateur, préparer le passage sur matériel plus important et prévoir les nouvelles applications.

Situation intéressante et avenir dans société en expansion.

Ecrire sous référence MB 619 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE moyenne importance - solidement implantée, leader dans son domaine (électromécaniques de haute performance) Proche banlieue Ouest Paris par R.E.R., offre situation active et intéressante à

INGÉNIEUR ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

E.C.P., SUP ARRO, A.M. ou équivalent, ayant quelques années d'expérience études dans mécanique de précision (connaissance du domaine aéronautique appréciée), capable d'étudier complètement des matériels en assurant les contacts clients, fournisseurs, usines, etc.

Fonction impliquant intérêt marqué pour la technique, dynamisme et initiative, goût pour une activité personnelle permettant de participer réellement à la vie de l'entreprise.

Ecrire sous référence RG 622 AM.

etap

4, rue Massenet, 75016 Paris
discretion absolue

Ordonnancement

130.000 F.
Rattaché à la Direction Générale, vous répartirez la charge entre les ateliers et les sous-traitants (France et étranger) d'une filiale d'un important groupe aéronautique français. Notre vocation internationale vous amènera à être un conseiller technique auprès des clients et fournisseurs français et étrangers.

Ingénieur (X. Centrale, AM, Mines...) vous avez cette double expérience ordonnancement et contacts internationaux en biens d'équipement (aéronautique, pétrole, chimie...) vous avez un profil engineering de haut niveau. Plus de 35 ans, au moins l'anglais, le goût des voyages fréquents, une rémunération dont le niveau ne posera pas de problème.

Facilité de logement.
Nous vous remercions de nous adresser votre dossier (liste des CV et photo) à :
bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly - leader de l'ALCER

UNIBA S. G.
Couverture-Acier - Bardages - Ébranchés
10, place Vendôme - Paris-1^{er}

RECHERCHE
UN INGÉNIEUR (T.P. - A.M. ou équivalent)

ayant quelques années de pratique dans le Bâtiment. Après période de formation complémentaire, accès à un poste de responsabilité complète (Technique, Commercial, Gestion).

Ecrire avec C.V. détaillé à M. CHALLIER (P.D.G.).

Marque renommée mondiale Parfums et Produits de beauté NEULLY/SEINE rech.

chef de section décoration

Ce cadre sera chargé :
• de la création des matériels de P.L.V.,
• des relations avec les fabricants,
• de la bonne fin des commandes.

La connaissance des matériaux et de leur fabrication et une première expérience professionnelle antérieure sont indispensables.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Ecrire avec CV manuscrit et prêt au sce 4994F plein emploi 118 rue Réaumur Paris 2^e

GROUPEMENT INDUSTRIEL (120 M. C.A.) CHERCHE

MERCHANDISERS (qualifiés) connaissant distribution grandes surfaces. Situation d'avenir.

Envoyer C.V. + photo à :
Groupe Jacques DROUINIER (conseillers)
6150 SAINT-ETIENNE-DU-BOIS.

Société des Produits Industriels ITT

Pour faire face à l'accroissement de nos activités de Production (Instruments et Composants électromécaniques), nous créons au sein de l'équipe de Direction Générale un poste de

industrial engineer

Il s'agit tout particulièrement pour le candidat retenu
• d'intervenir dès la phase d'étude, en liaison avec les services de développement, pour élaborer des produits de haute compétitivité,

• d'apporter une compétence en matière de Méthodes pour diriger la mise en œuvre de moyens de fabrication à haute technicité nécessaires à la réduction des coûts de production.

La fonction nécessite un niveau de formation supérieure (Centrale, A et M. ECAM...) et une expérience polyvalente approfondie :
• des techniques de base mécanique et électromécanique ;
• des procédés d'assemblage et de montage des produits électromécaniques et électroniques ;
• des techniques d'automatisation.

Une bonne pratique de l'Anglais est indispensable. Ce poste peut conduire à des responsabilités ultérieures de DIRECTEUR D'UNITÉ.

Nous vous prions d'envoyer votre candidature à M. LAURENT, Société des Produits Industriels ITT, 1, avenue Louis Pasteur, 92223 - BAGNEUX, en précisant la rémunération souhaitée.

ITT

مكتبة الامم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

cadres

"Information Carrière" SVP 11.11 vous propose des informations détaillées - en toute discrétion - sur les postes offerts par des entreprises de pointe qui n'hésitent pas à ouvrir le dialogue et à vous proposer le contact sans vous demander auparavant de vous découvrir par écrit.

GRUPE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
DE DIMENSION INTERNATIONALE

jeunes ingénieurs

Mécaniciens - Electroniciens

Diplômés de grandes Ecoles pour participer à des travaux d'étude d'industrialisation d'essais et de maintenance de systèmes d'armes à haute technicité.

Référence : 327

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

jeune cadre adjoint au directeur du personnel

Lille 55 000 F/An +

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 3 années d'expérience de recrutement cadres et employés.

Référence : 374

TRES GRAND GROUPE D'ELECTRONIQUE
PROFESSIONNELLE POUR SES ACTIVITES
"SYSTEMES D'ARMES"

ingénieur chef de service qualité

mécanique électronique

Amené à de fréquents déplacements, son rôle sera essentiel pour la fiabilité des équipements produits. Expérience indispensable de contrôle qualité.

Référence : 365

ENTREPRISE FRANCAISE
LEADER EUROPEEN
EN CONSTRUCTION METALLIQUE

ingénieur d'affaires

PARIS-DEPLACEMENTS 75 000 F/AN

Il s'agit d'un poste de gestion et de coordination pouvant être offert à un ingénieur diplômé ayant au moins 28 ans, parlant ANGLAIS et ayant quelques années d'expérience dans le domaine construction, engineering, charpente métallique ou béton armé.

Référence : 371

GROUPE INTERNATIONAL
MATERIEL ELECTRONIQUE

jeune adjoint au chef comptable

Proche banlieue Sud - 50 000 F/An.

Bilingue Anglais ou presque, formation BTS ou équivalent pour prendre en main la comptabilité générale.

Référence : 315

IMPORTANTE SOCIETE
DE CONSTRUCTION ELECTRO-MECANIQUE
ET ELECTRONIQUE

Dans le cadre du lancement d'une gamme de matériel de manutention à hautes performances.

ingénieurs a) d'affaires - b) de liaisons

L'affectation pour l'un de ces postes sera faite en fonction de l'âge, du diplôme, de l'expérience, des aptitudes et du goût des candidats.

Référence : 372

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
C.A. 40 MILLIONS DE F

directeur marketing

Bourgogne 80-100 000 F/An.

Diplômé d'études commerciales supérieures ayant à la fois une expérience marketing et direction des ventes dans un domaine d'activité faisant intervenir des revendeurs.

Référence : 373

GRAND GROUPE ELECTRONIQUE
PROFESSIONNELLE POUR SES ACTIVITES
DANS LE DOMAINE DE
l'armement

ingénieurs de coordination

mécanique-électronique-asservissements.

Ces fonctions intéressent des ingénieurs de grande école et de niveau III A - III B ayant l'expérience de la fabrication en petite série de matériels complexes.

Référence : 366

COTE ATLANTIQUE
très importante Société Industrielle
produisant en grande série du
matériel ELECTRO-MECANIQUE
1700 personnes - 50 000 m2 couverts
C.A. 280 millions de F.

jeune ingénieur chef de production

Formation Centrale, A et M ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience de fabrication en grande série, pour lui confier la responsabilité d'une importante unité de production de montage.

Référence : 140

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL
POUR SON DEPARTEMENT
compresseurs centrifuges
ingénieur
chef d'études de construction

Bourgogne - 80 à 90 000 F/An +

De formation A et M ou équivalent et parlant Anglais, il aura la responsabilité de conduire les études de construction de compresseurs centrifuges en liaison avec la fabrication et les services technico-commerciaux.

Référence : 368

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT

directeur de chantiers bâtiment

Province - rémunération élevée

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école, ou à la rigueur à un homme ayant fait la preuve d'une réussite indiscutable.

Référence : 348

GROUPE ELECTRONIQUE DE PREMIER RANG
POUR SON ACTIVITE D'ARMEMENT DE MARINE

ingénieur chef de bureau d'études

Il dirigera les études d'installation de système d'armes et d'équipements associés en liaison avec les services techniques, les fournisseurs et le chantier constructeur.

Ce poste fait appel à une réelle expérience d'études d'installation de systèmes électroniques et mécaniques complexes.

Référence : 363

TRES IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE
FRANCAIS

cadre contrôle de gestion

PARIS SUD

De formation économique et comptable supérieure il sera chargé, en position d'Adjoint au Chef des Services Administratif et Financier, de centraliser et de coordonner les travaux des contrôleurs de gestion des unités.

Référence : 360

HEWLETT - PACKARD
Division système de calcul.

jeunes ingénieurs d'applications

Paris-Lille-Lyon - 60 000 F/An + voiture

De formation scientifique supérieure et ayant de préférence des connaissances en gestion, ils seront chargés d'études et de négociations en milieu industriel et scientifique.

Référence : 349

Poclair
HYDRAULICS

jeune ingénieur d'affaires

CENTRALE - HEC OU EQUIVALENT

PAYS SCANDINAVES - ANGLAIS

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé ayant exercé une activité similaire pendant 2 à 3 ans minimum.

Référence : 370

Les entreprises intéressées
par le système "Information Carrière"
peuvent prendre contact
avec Monsieur BOURGEOIS,
SVP 11.11 poste 269

Information Carrière

SVP.11.11

Toutes informations sur ces offres
seront données en toute discrétion
au téléphone par
Information Carrière
SVP 11.11 de 9 heures à 18 heures
qui donnera éventuellement
un rendez-vous
aux candidats concernés.

37, rue du Général Foy - 75008 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Participez à la formidable croissance du créateur des mini-ordinateurs E.D.P. CA 1971 146 M \$ - CA 1972 188 M \$ - CA 1973 268 M \$

- Vous vendez ou vous voulez vendre des mini-ordinateurs dans le secteur industriel.
- Vous êtes dynamique, imaginatif et méthodique.
- Vous êtes prêt à répondre à 90 % des questions techniques de vos clients.
- Vous êtes diplômés d'études supérieures, de préférence en informatique ou électronique.
- Vous parlez l'Anglais couramment.
- Vous êtes l'un des :

INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

que nous recherchons.

Lors de nos entretiens, seront mis à l'épreuve :

- votre réelle connaissance du hardware-ordinateurs et périphériques
- votre expérience software
- votre volonté de réussir
- votre capacité pour les contacts humains, la prospection et la vente

Adresser votre C.V. détaillé sous référence I.A.4 au Responsable du Personnel

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Siliq - Cidax L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687.23.33
Direction d'honneur assurée.

L'ÉQUIPE INFORMATIQUE
D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE

recrute à PARIS

DEUX RESPONSABLES D'ÉTUDES
DOMAINES APPLICATIONS

Intéressés par la définition complète des traitements, y compris les procédures manuelles amont et aval.

Outre de bonnes connaissances techniques informatiques, il leur est demandé d'apporter une expérience de réalisations de chaînes de traitement complexes, si possible dans le secteur bancaire.

Leur mission implique aptitude à l'animation d'une équipe et facilité de contacts aux différents niveaux de l'entreprise.

ÉVOLUTION POSSIBLE DANS LE GROUPE.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. vitae sous réf. 6.638, P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Discrétion absolue.

Miele

Filiale Française de la MIELEWERKE
(Allemagne Fédérale)
Appareils électro-ménagers

engage

UN RESPONSABLE
DES SERVICES DU PERSONNEL

• IL SERA CHARGÉ :

- de l'administration du personnel ;
- du recrutement ;
- de la formation ;
- des relations sociales

dans une entreprise dont l'effectif actuel est de 200 personnes.

• Les candidats seront âgés d'au moins 30 ans, auront reçu une formation supérieure et acquies une expérience professionnelle dans ces domaines.

• La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

• Envoyer lettre de candidature et C.V. vitae manuscrit, avec photo à :
MIELE
S.P. 1000
50151 LE BLANC-MESSIN.

MONTEFIBRE

Dans le cadre de son expansion, recherche, pour s'intégrer en tant que support technique dans une équipe commerciale :

INGÉNIEUR OU
TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Grande Ecole textile
Spécialiste filature

Trois ans d'expérience minimum. La disponibilité et l'esprit d'équipe seraient des qualités pour le poste à pourvoir.

Adresser candidature, curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à :
M. le Secrétaire Général,
MONTEDISON FRANCE S.A.,
Tour Franklin, Cedex 11 - 92081 PARIS-DEFENSE.

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Notre Société : Deux filiales de l'un des premiers groupes français de l'alimentaire. Nos marques sont célèbres, notre réputation solide.

Notre Secrétaire Général recherche son adjoint pour prendre progressivement en main l'ensemble du contrôle de gestion. Les méthodes sont déjà en place, à vous de les faire vivre, de les rendre plus performantes, plus informatives.

Sous votre responsabilité : la préparation des budgets, le contrôle des rapports mensuels, leur analyse, les études de rentabilité... D'une manière générale, apporter une aide à la décision aux différentes Directions et à la Direction Générale.

Votre formation de base est solide (E.S.C. - E.S.S.E.C.) et vous possédez déjà une première expérience réussie en entreprise industrielle. Vous serez rapidement opérationnel et vous évoluerez vite.

Notre siège est à Paris, nos usines en province.

S&L
CÉGOS

33, quai Gallieni, 92153 SURESNES,
garantit toute discrétion à votre dossier qui sera
étudié très rapidement sous référence M. 3.243.

EXPANSIAL

Société de services créée pour les besoins croissants de l'économie Algérienne centralise par ses structures implantées en Europe la recherche et la sélection des Cadres Techniques hautement qualifiés dans toutes les branches du secteur Industriel.

Les contrats de travail offerts par les Sociétés Algériennes garantissent des salaires élevés, des avantages sociaux.

INGENIEUR INFORMATICIEN	REF 209
ECONOMISTE	REF 527
EXPERT COMPTABLE	REF 530
SPECIALISTE Gestion de stocks	REF 531
INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX (sidérurgie industrie mécanique)	REF 644
INGENIEUR COMMERCIAL Spécialiste en organisation	REF 645
CHEF DE SERVICES Etudes commerciales	REF 646
INGENIEUR - Spécialiste en gestion prévisionnelle	REF 650
INGENIEUR - Spécialiste en distribution de produits industriels	REF 654
INGENIEUR D'AFFAIRES Coordination GC CM électricité unités industrielles	REF 655
INGENIEURS - Spécialistes en électricité ou génie civil pour formation de Techniciens	REF 1778
INGENIEUR - Ordonnancement et planning	REF 4055

Adresser c.v. détaillé en précisant la référence du poste qui vous intéresse à :
EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris
2, Place de l'Albertine 1000 Bruxelles.

Importante Société Nationale (Algérienne) de service ouverte sur le marché international.
Recherche :

JEUNE INGÉNIEUR

Diplôme Polytechnique, Centrale, Télécommunications, T.P., Arts et Métiers, ...

Doit s'intégrer à une équipe chargée de la mise en place du Plan de Développement de l'Entreprise. Il aura plus particulièrement la responsabilité de :

- l'élaboration d'outils de gestion prévisionnelle ;
- la production et du lancement d'instruments d'assistance à la vente des produits et services de l'entreprise.

OFFRE :

- rémunération intéressante ;
- possibilité de logement ;
- formation à l'Étranger au contact de techniques évoluées.

CONDITIONS :

- être de nationalité algérienne ;
- délogé du service national ;
- joindre curriculum vitae man.

Il sera répondu à toutes les demandes et la plus entière discrétion sera assurée. — Écrire sous le n° 14.419 à : l'A.N.E.P., 1, avenue Pasteur, ALGER, qui transmettra.

Directeur achats

130.000+
Nous sommes une Société de constructions mécaniques filiale d'un important groupe sidérurgique français à vocation internationale. Rattaché directement à la Direction Générale, vous coordonnerez l'activité de trois cellules d'achat techniques, en liaison directe avec les bureaux d'études, la fabrication, l'ordonnancement car les cloisons n'existent pas dans notre équipe.

Cette responsabilité, l'une des plus importantes de notre entreprise, sera confiée à un acheteur rompu à l'exercice de sa fonction aux plus hauts niveaux, âgé de 35 ans au moins, parlant l'anglais et acceptant des déplacements à l'étranger. La rémunération et le logement ne seront pas un problème.

Nous traiterons confidentiellement votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + rém. actuelle) que nous vous remercions de bien vouloir adresser à :
réf. No 8/2.527 à Mme Varin.

bernard Julhiet psycom
92, av. Ch. de Gaulle - 92200 Nanterre - membre de l'ANEP

La filiale française d'un puissant groupe industriel européen de taille internationale, diffusant en France des produits d'une haute technicité : instruments électroniques, appareils scientifiques, matériel d'électronique médicale crée trois postes

DIRECTEUR
DES VENTES

Division électronique médicale

Il animera une force de vente de 9 personnes + un service assistance technique. Il assurera la promotion de sa ligne de produits. Il négociera les marchés importants. De formation technique supérieure de préférence, le candidat devra justifier d'une expérience d'animation des ventes, et de la connaissance des techniques de commercialisation des biens d'équipement. Réf. 480 B

RESPONSABLE
DE MARCHÉ

Division Instruments électroniques pour l'industrie

Il aura pour mission de créer activement cette division en prospectant une clientèle industrielle. Ce sera de préférence un ingénieur électronicien ayant fait ses preuves de négociateur et désirant créer un Département dont il sera rapidement le « Patron » en cas de succès. Ce qui implique une très solide connaissance du milieu. Réf. 380 C

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Division Analytique

Il sera chargé de la commercialisation sur l'ensemble du territoire, d'appareils scientifiques de mesure et d'analyses physico-chimiques. Ce sera un vendeur et un négociateur ayant fait ses preuves dans ce domaine et justifiant si possible d'une solide formation technique. Réf. 380 D

Pour ces trois postes la connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Le dynamisme de notre Groupe et le développement de ses différents marchés garantissent de réelles possibilités de carrière.

Pour recevoir inf. compl. écrire en précisant la référence du poste

EGOR 25, rue Tronchet 75008 Paris

Dans le cadre de son expansion,
ETABLISSEMENT FINANCIER recherche
collaborateur de 1er plan
pour occuper le poste de

directeur financier

Rattaché directement au Directeur Général, il déterminera la politique financière, contribuera à la rigueur de sa mise en œuvre et les flux de trésorerie.

Sa parfaite connaissance des mécanismes du Marché Monétaire l'autorisera au choix des moyens de financement.

Le candidat aura :
- une formation supérieure de type HEC, complétée par M.B.A. ou INSEAD ;
- une expérience bancaire de 2 ou 3 ans, et une connaissance du langage informatique ;
- les capacités nécessaires pour savoir établir des négociations de haut niveau.

Ce poste peut déboucher à terme vers une responsabilité similaire au niveau de la Holding à laquelle appartient le Groupe.

Si cette offre vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier de candidature au service 5008

plein emploi 118, rue résumur 75002 Paris

Associé à un des plus importants

groupes pharmaceutiques

mondiaux, un des vingt premiers laboratoires en France, recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Il sera responsable de l'animation et de la gestion d'une équipe de plus de 120 personnes, de sa formation et de son perfectionnement de l'évolution d'un chiffre d'affaires dépassant 100 millions F.T., du lancement de nouveaux produits mis au point par un Centre de Recherches d'importance internationale.

Ce poste convient à un homme expérimenté dans la direction et l'animation des ventes et ayant des connaissances en marketing moderne, un homme qui soit dynamique, créatif et veuille progresser dans une société dirigée par une équipe jeune tournée vers la réussite.

Adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. 9510, à C. Jacquemais - B. Krief Sélection
1, rue Danton - 75006 Paris
Discrétion assurée

Burroughs

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE INFORMATIQUE

recherche (REGION PARISIENNE)

chargé de relations publiques

Ce poste conviendrait à :

- Jeune homme excellents contacts à niveau élevé,
- formation universitaire,
- expérience 2 ans environ agence ou presse appréciée.

Anglais indispensable. Sens des responsabilités et organisation.

Évolution de carrière intéressante dans affaire en pleine expansion.

Envoyer exclusivement curriculum vitae détaillé et prétentions à :
S.A. BURROUGHS - Direction du Personnel
230, avenue Laurent Cely - 92231 GENNEVILLIERS.

سكوت الاميل

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS D'ENTRETIEN**
Leader sur son marché
recherche

**Responsable
Merchandising**

- Profil :**
- âge : 30 ans minimum ;
 - parfaite connaissance de la distribution et du merchandising ;
 - esprit d'analyse et de synthèse ;
 - dynamique et aimant le travail en équipe ;
 - souhaitant partager son temps entre la réflexion et l'action (voyages fréquents).
- Mission :**
- Élaborer la politique merchandising en collaboration avec le Directeur des Ventes ;
 - participer à la réalisation du matériel des PLV avec les chefs de marque dans le cadre du plan promotionnel annuel ;
 - assurer la gestion des stocks de PLV et évaluer les besoins quantitatifs ;
 - est responsable de la formation de la force de vente aux techniques de merchandising en séminaires et sur le terrain ;
 - contrôler l'action de la force de vente au niveau du merchandising.
- Nous offrons :**
- une rémunération annuelle qui ne sera pas inférieure à 65.000 F ;
 - position cadre confirmée ;
 - voiture de fonction R-16 ;
 - frais de route.

POSTE SITUÉ DANS LA RÉGION PARISIENNE
Adresser C.V. sous référence NIVE à mentionner sur l'enveloppe à

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

**DIRECTEUR
INFORMATIQUE**

GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL

EN TRES FORTE EXPANSION EUROPEENNE
- 1 MILLIARD de francs de C.A.
- 40 % de croissance des profits en 1973
Ayant décidé de se doter d'un "SYSTEME-MAÎTRE" INFORMATIQUE DE GESTION à la mesure de sa réussite de ses ambitions, recherche

LE DIRECTEUR INFORMATIQUE capable de mener à bien cette entreprise
Sa mission sera :

- Constituer et diriger les équipes de réalisation et d'exploitation ;
- Implémenter en France puis en Europe un système de gestion supporté par un réseau de télétraitement ;
- Proposer les orientations d'une politique informatique au niveau du Groupe et superviser l'ensemble de ses unités informatiques à l'étranger.

Ce poste de haut niveau conviendrait à un homme :

- Ayant un tempérament de DIRIGEANT OPÉRATIONNEL ;
- Agé de 35 ans minimum ;
- De formation supérieure ;
- Ayant réalisé le lancement d'un GRAND SYSTÈME mettant en œuvre TÉLÉTRAI-TEMENT et BASES DE DONNÉES ;
- Capable de communiquer en Anglais.

Ce poste dépendant de la Direction Générale impliquerait une grande capacité de dialogue et de compréhension des besoins d'une Société Internationale en croissance rapide.

La rémunération ainsi que les plans d'intéressement et de carrière du Groupe doivent satisfaire un candidat ayant aujourd'hui une rémunération annuelle supérieure à 120.000 francs.

Adr. C.V., photo et lettre man. à réf. AL 40.014 à

GAP CONSEIL EN RECRUTEMENT
21, rue Lariche - PARIS XV^e

Directeur commercial

130.000+

La PDG d'une entreprise spécialisée dans le traitement de l'énergie électrique décentralisée (télécom, périphérique d'ordinateurs, traction électrique, réseaux secondaires, etc.) vous offre l'opportunité de devenir un de ses cadres dirigeants.

Vous définirez et ferez appliquer la politique commerciale, organiserez et dirigerez l'activité des commerciaux et des technico-commerciaux. A votre formation d'ESS et à votre expérience de vente en biens d'équipement de nature technique, s'ajoute une compétence en gestion.

Veuillez adresser une lettre man. + C.V. + photo + résum. actualisé sous réf. B/3526 à Mme Buerlin

bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly - membre de l'ANCP

IMPORTANTE BANQUE OPÉRA

recherche pour son Département Informatique équipé d'un Ordinateur IBM 370/145 utilisé en télétraitement

ANALYSTES

Formation supérieure souhaitée. Solide expérience technique et plusieurs années de conception informatique indispensable. Connaissance des applications bancaires très appréciées.

STATUT BANCAIRE
Env. C.V. avec photo et prétentions N° 55.500, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

IBM
DIVISION ORDINATEURS
Division des Systèmes
de Grande Diffusion

Nous avons besoin à Paris et en Province de Cadres que nous formerons pour devenir

**ingénieurs
technico
commerciaux**

Hommes ou Femmes
Ces Ingénieurs ont pour mission de promouvoir et d'assurer la qualité de Services (Systèmes ordinateurs et applications) que les Entreprises sont en droit d'exiger de nous.

Ils disposent de responsabilités étendues et d'une grande autonomie de décision.

Nous leur demandons d'être techniquement doués et de maîtriser l'engagement personnel dans les négociations importantes.

Conditions :

- posséder une formation supérieure
- avoir 24 ans minimum
- être dépourvu de obligations militaires
- apprécier les carrières variées.

Sages de formation adaptés en fonction des dispositions naturelles et de l'expérience des candidats.

Adresser votre candidature sous référence DSGD2

— soit à J. BOHL IBM FRANCE
2, rue de Marengo 75001 Paris

— soit aux Directeurs des Agences Régionales de

LILLE - STRASBOURG - NANCY - LYON - MARSEILLE - TOULOUSE - BORDEAUX - NANTES

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

- Vous êtes un homme d'action.
- Vous avez mené avec succès vos études :
- Grande Ecole Commerciale.
- I.E.P.
- I.A.E.
- D.E.S. Sciences Economiques.
- Maîtrise de Gestion.
- Complémentaire par une formation à l'informatique.
- Vous souhaitez valoriser vos connaissances dans les services de pointe d'une Grande Entreprise.
- Vous êtes attiré par la Distribution, pour :
- exploiter vos qualités d'organisation et de créativité ;
- satisfaire votre goût des contacts et de la négociation ;
- faire une carrière vivante, enrichissante, qui donne à votre travail un intérêt sans cesse renouvelé.

Écrivez-nous :

SERVICE CADRES

**galeries
lafayette**

25, CHAUSSEE D'ANTIN — 75009 PARIS ; en joignant à l'appui de votre candidature, curriculum vitae et photographie, et en précisant quelle fonction vous intéresse le plus particulièrement :

ACHATS, EXPLOITATION COMMERCIALE, ETUDES, CONTRÔLE DE GESTION

WATERMAN

recrute pour son Service Exportation

un jeune cadre

connaissant parfaitement l'allemand et l'anglais

son travail sera varié et l'amènera à de très nombreux déplacements internationaux

ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'école commerciale, désireux de faire carrière dans un Service Exportation

Ecrire et envoyer C.V. s/réf. 223 Ac

EGOR 25, rue Fochet 75008 PARIS

offres d'emploi

MARKETING
Groupe Pétrolier F.100.000
Paris

La filiale d'un groupe pétrolier distribuant du matériel thermique domestique et professionnel recherche un cadre marketing à fort potentiel pour créer la fonction marketing directement rattachée au Directeur Général.

Le candidat idéal, de formation supérieure, aura eu l'expérience pratique des méthodes modernes de marketing, particulièrement dans la recherche de nouveaux produits et services.

Ce poste est appelé à un développement important à l'intérieur du groupe.

Adresser votre candidature à Philippe Magnan, 4, rue de Téhéran - 75008 PARIS, s/réf. F 61.

recherche pour CREIL (60)

Effectif 3.600 Personnes

**UN CHEF DE LA
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE**

MISSION : Sous la Responsabilité du Chef de Service Comptabilité Générale du Siège :

- Établir et contrôler les écritures comptables (20 années rétros. DPC, DSCP, ...)
- Fournir au Siège la balance générale de l'établissement ;
- En gérer la trésorerie.

EXIGENCES :

- Pour ce poste, il est nécessaire de posséder de très bonnes connaissances comptables (20 années rétros. DPC, DSCP, ...)
- et une expérience acquise par exemple dans un poste d'Adjoint au Chef Comptable d'une grande société ou de Chef Comptable d'une moyenne entreprise. Ce poste implique une relative autonomie exigeant des qualités de personnalité, de décision, d'affirmation et de diplomatie.

Adresser C.V. détaillé photo et prétentions à : B.P. 72 - 92601 ASNIÈRES, ou se présenter, sans rendez-vous, de 8 h. à 11 h. et de 13 h. à 16 h. 30, 177, avenue des Grésillons à GENNEVILLIERS, Tél. 700-61-80 ou à l'Agence pour l'Emploi des Hauts-de-Seine, 188, 192, avenue Joliot-Curie, 92-NANTERRE.

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

offres d'emploi

**département
JURIDIQUE**

Nous recherchons un cadre de formation juridique supérieure pour un poste d'

ASSISTANT

Le Groupe : à vocation pharmaceutique et chimique avec implantation dans la plupart des pays industrialisés avec Direction à Neuilly.

Les Activités :

- préparation, rédaction (éventuellement participation à la négociation) des contrats de licence en particulier à l'international ;
- propriété industrielle (notamment brevets) ;
- actes juridiques de droit français et international.

Le profil souhaité : minimum 27 ans licencié en droit privé expérience de 1 à 4 ans très bon niveau d'anglais esprit d'équipe, dynamisme personnel et contact social aisé.

Situation évolutive pour candidat de valeur Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/réf. 6425

Q7 organisation et publicité
2, rue de Valenciennes - 75001 PARIS - 01 47 00 00 00

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder 75009 Paris

recherche pour sa

**Division Abrasifs appliqués
CONFLANS - ST-HONORINE**

**ingénieur
méthodes**

Dépendant du Responsable des Services Méthodes, cet ingénieur, de formation MÉCANIQUE, A.M., ICAM, ECAM, se verra peu à peu confier des études spécifiques de procédés de fabrication, de planification, d'organisation...

Une expérience d'une année environ en fabrication ou méthode est très souhaitable, ainsi que des notions d'automatismes. Connaissance langue ANGLAISE nécessaire.

Veuillez écrire sous référence M 5001 M à

INTERCARRIÈRES

offres d'emploi

UNE SOCIÉTÉ DE VENTE PAR
CORRESPONDANCE BANLIEUE SUD DE PARIS,

Recherche pour renforcer l'équipe de
management de son service après-vente
(50 personnes) et en liaison avec un
important service informatique.

GESTIONNAIRE

ayant une expérience de 3 ans environ dans
une fonction opérationnelle similaire
(par exemple production, fabrication).

Qualifications :
• niveau ingénieur ou équivalent
• esprit d'analyse
• connaissance de l'anglais exigée
• très dynamique
• bons contacts humains

Envoyer avec C.V. photo et prétentions
sous réf. 33500 à Havas Contact
156, bd Haussmann 75008 Paris
qui transmettra.

**Responsable du Service
Appel Clients**

La fonction :

— en position de preneur d'ordres par
téléphone mais aussi en position d'in-
terlocuteur-conseil auprès de nos
clients, il devra être capable de dis-
cutter avec les responsables des
sociétés industrielles et commerciales
avec lesquelles nous travaillons ;
— en position d'acheteur face à nos
fournisseurs il aura un rôle de négo-
ciateur et d'intermédiaire entre ceux-
ci et nos clients.

L'homme :

Notre préférence ira à un candidat âgé
au minimum de 30 ans, ayant une for-
mation supérieure et une expérience
directe de la vente, capable de s'imposer
auprès de la clientèle, que des per-
sonnes déjà en place dans le service
dont il sera nommé le Chef dans un
délai de 6 mois à 1 an.

Envoyer C.V., photo et rémunération
actuelle sous référence 149 M à :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre, 75017 Paris

**ingénieur
commercial**

SOCIÉTÉ DE SERVICE

La filiale informatique d'un important groupe
bancaire, leader dans sa spécialité (packages de
gestion) désire compléter son département com-
mercial par un candidat ayant l'expérience de la
vente de service ou de matériel de gestion, pour
poursuivre son expansion (C.A. doublé en deux
ans).

L'activité de cet Ingénieur Commercial sera lar-
gement soutenue par des méthodes dynamiques
d'approche de marché, lui permettant à court
terme d'obtenir une situation financière appré-
ciable.

Perspective d'avenir liée au développement de la
Société.

Adresser C.V. et photo à :

G.S.G. : 33, bd Berthier, 75017 Paris, qui transmettra.

**rédacteurs
juridiques**

Important Groupe Financier (6.500 per-
sonnes) recherche des **JEUNES COLLABO-
RATEURS** qui seront responsables pour le secteur
Crédit Immobilier du suivi juridique et de la
gestion d'un important portefeuille de dossiers.
Nous nous adressons à des candidats ayant
une expérience en droit ou un diplôme équi-
valent ainsi qu'une première expérience acquise
dans une étude de notaire ou d'avocat ou
chez un avocat.

Nombreux avantages sociaux, restaurant d'en-
treprise. Rémunération 15 mois.
Envoyez votre candidature sous référence 382 M
à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE
PROMOTION INDUSTRIELLE
A L'ÉTRANGER**

CHERCHE A ENGAGER

X ou E.M.P. ou E.C.P.

35 ans minimum ; Esprit d'entreprise, imagination,
créativité, contact pour affaires importantes à
traiter depuis Paris.

Voyages nombreux et intéressants
Convierait à Cadre supérieur ayant fait ses
preuves dans grande entreprise et recherchant
activité plus personnalisée.

SITUATION D'AVANTAGE
Envoyer lettre de candidature, C.V., références,
photo et prétentions, à n° 52.387, CONTEXTE Publ.,
20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.
Discrétion strictement garantie.

offres d'emploi

**ingénieur
agronome**

Une importante Société,
filiale d'un groupe chimique français,
spécialisée dans les
produits phytosanitaires,
recherche pour le Service Développement
Technique de sa Direction Exportation
à GENEVE

un jeune Ingénieur Agronome de
formation I.N.A., E.N.S.A., parlant cour-
amment anglais (allemand apprécié)
et ayant si possible de bonnes connais-
sances en matière de DEFENSE
DES CULTURES.

Il assistera le responsable du
développement technique :
• dans la mise en œuvre de l'expérien-
tation des produits phytosanitaires
nouveau à usage agricole du Groupe dans
plusieurs pays étrangers.
• dans l'établissement des dossiers techni-
ques et dans le suivi des contacts
nécessaires à l'homologation de ces
produits.

Déplacements à prévoir. Lieu de résidence :
France, zone frontalière.

Écrire avec C.V. détaillé au Service 5009
plein emploi 118 rue Léonard 75008 Paris 2

**quaternaire
éducation**

Société de conception et de réalisation
de systèmes éducatifs
recherche

UN INGÉNIEUR-FORMATEUR

• Il doit posséder une double formation supérieure
scientifique et de sciences humaines.
• Il a une expérience professionnelle de 5 ans
ou moins.
• Il a animé des cycles de formation.

Il sera chargé, au départ, de définir et de mettre
en place les enseignements non scientifiques
d'une école d'ingénieurs en Algérie.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé
et d'une photo doivent être adressées à :



**SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ASSOCIÉE IMPORT. GROUPE EUROPEEN**
Bureaux proximité immédiate PARIS N.O.
INSTALLATIONS THERMIQUES CENTRALES ELECTRIQUES
DESSALEMENT EAU DE MER
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

E.C.P., A.M., E.N.S.I., I.D.N. ou équivalent

28 ANS minimum

ayant expérience confirmée

FONCTION TECHNIQUE-COMMERCIALE PROJETS
ET REALISATIONS

• Etude et préparation soumissions ;
• Liaison avec clients négociations internationales ;
• Gestion contrats : achats, plannings, perfor-
mances, etc.

Anglais souhaitable.

Pour recevoir informations complémentaires,
envoyer cur. vitae à n° 54.269, CONTEXTE Publ.,
20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

**BUREAU VERITAS
recherche pour développement
SERVICE SUPERINTENDANCE
à notre siège PARIS**

INGÉNIEUR

dynamique, ayant expérience pratique
construction grands navires dans
Bureau d'Etudes ou Ateliers
Chantier Naval ou chez Armateur.

La personne choisie sera entièrement
responsable des activités de
superintendance et dépendra
directement de l'Ingénieur en Chef.

Nombreux déplacements en France et
à l'étranger à envisager.

Bonnes connaissances anglaises
indispensables.

Le salaire proposé dépendra
des qualifications.

Perspectives d'avenir excellentes.

Ecrire pour rendez-vous s/réf. : 107 à

BUREAU VERITAS

Direction des Services Maritimes
B.M.E. 31 rue Henri Rochefort
75221 PARIS CEDEX 17

ou téléphoner au 227-80-40 en
demandant Madame FIR.

**Boehringer Mannheim
France S.A.**

renforce son équipe de

DÉLÉGUÉ SCIENTIFIQUE

Vous avez une formation supérieure de technicien
de laboratoire (I.U.T., B.T.S.,...) ou une bonne ex-
périence des analyses biologiques.

Vous êtes d'une grande disponibilité, ouvert d'es-
prit et attiré par des contacts humains à haut
niveau. Vous êtes libre le 1^{er} Octobre 1974.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à

BOEHRINGER MANNHEIM FRANCE S.A.,
7, boulevard de la Madeleine - 75001 PARIS,
à l'attention de M. SCHOFF.

DISCRETION ASSURÉE.

offres d'emploi



FIRST NATIONAL CITY BANK
recherche

pour son Département chargé des
relations avec les Grandes Sociétés
internationales.

CADRES

— intéressés par une carrière au sein
d'un Groupe International de premier
plan ;

— possédant une formation de base
Grande Ecole ou Université ;

— ayant un minimum de trois années
de solide expérience bancaire et de
contacts, à niveau élevé, avec une
clientèle industrielle internationale ;

— maîtrisant la langue anglaise.

Adresser lettre + C.V. à :

FNCB - B.P. 73808 PARIS.

**IMPORTANT ÉTABLISSEMENT
INDUSTRIEL**

BANLIEUE OUEST, recherche

CONSEILLERS DE GESTION

Ces cadres auront pour mission d'organiser, de
contrôler et de conseiller un important réseau de
concessionnaires

FORMATION : D.E.C.S. ou SUP. de CO.

option finance comptabilité

Une expérience de la comptabilité générale, de
l'organisation comptable et de la fiscalité sera
vivement appréciée.

POSTE ITINÉRANT A 60 %

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions, n° 54.613,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

**directeur
des
relations industrielles**

pour importante Société française
d'équipement industriel lourd -

4500 salariés - 650 millions C.A.

• membre du Comité de Direction

• avec l'assistance de collaborateurs
multinationaux

• responsabilité globale de la fonction
PERSONNEL

• expérience, minimum 10 ans, à un
niveau similaire,

• bilingue Français/anglais

• lieu de travail PARIS

• rémunération non inférieure à 140.000 F/an

Pour inf. compl. écr. s/réf. 210011/E

DORES 23, rue des Mathurins
75008 Paris

IMPORT. SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, PARIS-1^{er}

en pleine expansion recherche

1) 1 INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

E.S.E.-ENSOBERT-I.D.N. débutant ou ayant 2 ans
d'expérience dans circuits logiques et analogiques
appliqués au process control et à l'électronique indust.

Connaissances en programmation appréciées.

2) 1 INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

débutant ou ayant quelques années d'exp. dans
domaine des automatismes et télécommunications
industrielles pour : étude des prob. posées par les
clients, rédaction des offres et suivi des affaires.

3) 1 AGENT TECHNIQUE-COMMERCIAL

Formation électrotechnique U.I.T.-B.T.S. pour
promouvoir vente de matériel électrotechnique et
électronique auprès des clients ASSIOM CUSST.

Déplacement en province 80 % du temps. Nécessité
d'être libéré des obligations militaires.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à A.O.P.P.
INDUSTRIES, B.P. 301 - 75224 Paris. Coder 12.

**Crédit Agricole
Ile de France**

recherche

**chef de centre
de calcul**

pour son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

équipé d'un ordinateur IBM 370/155 - 1024 K

en OS MFT et d'un réseau de terminaux.

Il aura la responsabilité :

• de la gestion du SERVICE EXPLOITATION

composé de 40 personnes,

• de l'animation et de l'encadrement
des équipes.

Il devra justifier d'ordre et de méthode,
avoir le goût du contact et de l'autorité, la
connaissance approfondie des systèmes et
des périphériques.

La rémunération annuelle brute sera
de l'ordre de 55 000 F.

Envoyer CV et prétentions au Département
du Personnel 26, quai de la Rapée PARIS 12^e

C. C. I.

recherche

POUR SES APPLICATIONS DE TELEGESTION.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

EXPERIMENTES

Connaissances 6040 C.I.R. appréciées.

Téléphoner à Mme SOUM : 387-70-80.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche

**collaborateur
HAUT NIVEAU**

• Formation Grandes Ecoles exigée,
• Plusieurs années d'expérience indus-
trielle dans le domaine de l'électro-
nique.

pour prendre en charge la responsabilité
de PROJETS INDUSTRIELS AU NIVEAU
INTERNATIONAL.

CHAQUE PROJET IMPLIQUE :
• des études sur la possibilité d'im-
plantations industrielles à l'étranger,
• des contacts à haut niveau avec les
autorités locales.

• l'élaboration et le suivi des projets
qui doit comprendre les éléments de
gestion correspondants.

CONDITIONS :

• fréquents déplacements à l'étranger,
• poste à pourvoir rapidement,

• salaire en fonction des compétences,
• connaissance de l'ANGLAIS indis-
pensable,

• autres langues souhaitées.

Adresser lettre de candidature manusc.
C.V. détaillé, photo et prétentions
sous référence 13.143 à :

zn.p.m. 100, av. Charles de Gaulle
92222 Neuilly-sur-Seine

IMPORTANT SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

d'appareillages de contrôle et de régulation,
recherche pour recruter son P.-D.G.

**UN CADRE SUPÉRIEUR
DE HAUT NIVEAU**

Ayant une culture technique étendue et une
réelle expérience industrielle

Il supervisera la production dans son ensemble,
en assurera la coordination avec les départements
commerciaux et le service des études.

Il participera au développement technologique et
technique et à l'expansion commerciale.

Ce poste de grand avenir requiert :

— une personnalité affirmée ;

— un sens très développé des relations humaines ;

— la connaissance parfaite de l'anglais et la maîtrise
professionnelle d'un Homme de 30 ans
minimum.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure
à 100.000 francs.

Adr. C.V. det. manuscrit à Michel DELPONTE,
60, rue Saint-Basile - PARIS (20^e),
qui est chargé du premier contact.

DISCRETION ABSOLUE GARANTIE

**Laboratoires
Beytout**

recherche

JEUNE PHARMACIEN (NE)

débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience

Industrie ou Officine

pour prendre en charge son service

ETUDES DE MARCHÉ

et

RECHERCHES EN COMMUNICATION

Il s'agit d'un poste à créer

dans un Laboratoire en pleine expansion,
au sein d'une équipe jeune et homogène.

Formation assurée

Adresser C.V. et photo à M. BURAT
LABORATOIRES BEYTOUT

10, rue Guyveret - 91450 SAINT-MANDÉ

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES AÉRONAUTIQUES
ET SPATIALES**

PARIS - LA DÉFENSE

recherche

pour service des approvisionnements :

1) INGÉNIEUR

formation A et M. ou similaire + IAE ou ICG.

Connaissance ou intérêt pour les aspects économi-
ques et financiers des approvisionnements néces-
saires.

2) TECHNICIENS

Niveau BTS

Notions de comptabilité.

Ces postes concernent :

— l'élaboration et gestion de marchés importants ;

— le contrôle des procédures ;

— études.

Les candidats devront avoir :

— une expérience industrielle supérieure à 10 ans ;

— des aptitudes certaines à la négociation ;

— de bonnes connaissances de l'anglais.

Adresser demande, C.V. sous réf. DE/AP 53.895 à

HAVAS CONTACT

156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE RANG MONDIAL**

recherche

pour sa filiale

**INGÉNIEUR
AGRONOME**

I.N.A., E.N.S.A., E.S.A. ou équivalent

qui participera à la création et au
développement de plantations
outre-mer.

Discrétion et réponses assurées

Ecrire à CRIEP N°1369

69, rue Lafayette 75009 PARIS
qui transmettra

صكنا في الامم

	La Rigue	La Rigue T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

L'immobilier exclusivités

J.F. 28 a. TRANDUCTRICE
INTERPRETE quadrilingue
(anglais-allemand-espagnol)
expérience acquise dans sociétés
étrangères, possédant sens des
responsabilités, esprit d'initiative
et goût des contacts humains
cherche situation
(éventuellement secrétaire
direction tri. ou quadrilingue)
Ecrire sous référence 66894
HAVAS CONTACT
136, bd Hausmann, PARIS-8
Cadre 30 a., dipl. C.P.A., ex-
périmenté, recherche poste admini-
ou relat. publ. SI-Léger, c.
bd Beauséjour, 16e. 527-33-15.

**Licencié Sciences, 31 a., ex-
not. esp. all., ch. empl. stabl.**

Etud. ites propos.

Eclairc N° 583 - Le Monde - Publi-
cations de la S. r. des Italiens. 7542 Paris-P.
Recherche cadre, dynam. et sport
commerciale et administrative
N° 579 - L'Espresso - La S. r. des
Italiens. 7542 Paris-P.
S. r. n° 577 - Le Monde - Publi-
cations de la S. r. des Italiens. 7542 Paris-P.
Tel. 906-37-78.

Fme, 29 a., diplôme d'
études supérieures, expérience
classees secondaires, psychologue
Tél. 906-37-78.

H. 33 a., xé. réf. Anglaise,
expérience Crédit Lesinnes
relation publicitaire recherche ssi
PARIS

N° 5387 Confesse Publicité
n° 20, av. de l'Opéra. Paris-Ier, a.
F. 24 a., lic. Droit privé
D.E.S. droit des affaires. Pré-
paration I.A.E. Langues angl.
et espagn.

MICROBIOLOGISTE
Pharmacie, 7 rue des Vosges, Indre.
Antibiotiques, produits vétérinaires, etc...
Institut National d'Hygiène et de Microbiologie.

exp. serv. de rech. ou de dev.
 misme indust. ou ind. alim. ou
 similaire. Allemagne cour.
 Ec. 6236 PRESS. 31 bd Bonne-
 nouvelle, PARIS-2^e qui transm.

STATISTICIEN
BIOLOGISTE
 4 ans, 7 ans exp. industr.
 pharmaceut., spec. étud. toxic.
 pharmacol., clin. et biométrie
 recherche resp. serv. ident. dans
 même indust. ou simil.
 Ec. 6236 PRESS. 31, bd Bonne-
 nouvelle PARIS-2^e qui transm.

INGÉNIEUR INFORMATIEN
 9 ans. format. électron. auton.
 a. expér., ing. proi. en in-
 form. indust. cond. processus.
 fluviq. allem. nat. analys.
 avoir qualif. d'organal. syst.

mons., sans contacts hum.
 inconnu trav. agricole. Etud. des
 sciences sociales.
 ECR. HAVAS TOULON 14-74.
ETUDIANT EN DROIT, sage
 22 ans, de nationalité suisse
 bilingue, cherche un emploi à
 demi-journée par une durée
 de 3 à 4 heures par semaine.
 de France pour percer
 sa voie. Parle anglais et
 français. Parle anglais et
 français.
 C. n° 41133 REGIE PRESSE
 3, bd. r. Réaumur, Paris-2.
 F. 29, 29, a. expér. recrutement
 22 ans, 1960-1962, 1963-1964,
 ch. poste évolutif de cabin.
 recrutement ou surv. personnel.
 22 ans, 1960-1962, 1963-1964,
 r. des Italiens, 75207 Paris-9.
 M. 22 ans, dipl. dessinateur
 Indust. (mécan.). Ecole
 nationale Supérieure d'Archi-
 tecture, 1960-1962, 1963-1964,
 3^e cycle, rech. empl.
 à prêtér. Editions, Librairie,
 22 ans, 1960-1962, 1963-1964,
 603 P. Lichau, 10 rue Lavoisier.
INGÉNIEUR
 27 a. célibat., chimiste
 a. d'expér. technico-commer.

cherche activité
COMMERCIALE
et un avenir...
Libre fin juillet
Cr. n° 0599 « Le Monde » Pub.
r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

PHARMACIEN
ans expér. industr. rech. si-
tation d'évent. ds Service
production ou administratif.
Ecrire s/rét. 26.094 F à :
"Le Monde", 10, rue de la

étudiants

a. grad. Dispen. 17 août 1956.
 a. dipl. C. J. Golding, 19 Warren
 avenue, Cheam, Surrey, Eng.
 Destorres - Téléphone 01-642-1760.
 F., 24 a., lic. lettres mod.
 ling. angl., cour. dacty-
 coral., ch. empl. juv.-tutell-
 a. Ecr. Mlle BLEUSE, 42, r.
 Destorres, 92320 Châtillon.
 F., 17 1/2, alnée f. nb., s'occ.
 et pt. trav. mèn. nour. log.
 r. ou mont., préf. tul., DOMI,
 r. B-de-Golth, 33000 Bord.
 a. dipl. I.N.T.D. ch. trav. pari.

occasions

BEAUX LIVRES
achat comptant à domicile
Cours **MER. 26-73**
à plus haut

soit : visite U.S.A.
septembre : Séminaire à Bei-
rut (Liban).
The American Academy, 9, r.
Colinas, 54. Tél. 325-0891/3509.

bureaux

1.500 m² d'ENTREPOT
450 m² de BUREAUX

A LOUER

Paris à 10 kilomètres par A1

MULNAY-SOUS-BOIS

• Les Mardelites •

Tél. 225-79-00

VEATHERALLS FRANCE

**BUREAUX NEUFS
A LOUER
150 m²**

métro Mirosmesnil

Tél. : 256.11.10

Par une société recherchant
un local, quartier
PLACE VENDOME
BUREAUX ENVIRON. 150
m² ou sans bois de parlie
Faire offre à n° 6093
Emplois : n° Enlraque
75016 Vaincy - 75016 PARIS
qui transmettra

BOULEVARD PASSE-RAISAPL
270 m² - 100 m² bureaux
+ 130 m² archives.
Immeuble rénové et
équipé

REAU TTES SURFACES
ation ss p. de plo ou vent
MAILLOT. 2, r Poupier
522-19-10 — 387-14-00

ETOILE
Précaire
520 m2 — 5 téléphones
Conditions intéressantes
BOURDAIS — CAR. 11-89

BUREAUTIQUE
NEULLY
pr. louc 1 ou plus, bureau:
nbls, imm. neuf. — 758-12-46
société édison recherche

OPERA
art. comm. en toute prop.
5 bureaux, 2 lignes tel.
1000 F. Gr. rap. — 345-84-11
P.L. FALGUIERE - Polli
immeuble commercial
+ sous-sol archiv. 150 m².
boute propriété au location.
◆ **NEVEU ET CIE**
525-88-73

fonds de commerce

cade alimentaire bouche-
charcut. 16°. Etoile possib.
11 commerce.
727-25-39 de 13 à 17 h.

A céder, en totalité,
SOCIETE NEGOCE BOIS

matériaux dérivés ou
utilisés. ville moy. Val de
l'Aire - Affaire saine. Renlab.
Ecr. n° 54.483 Comtesse
20, av. Opéra, Paris 9, fr.
CH. COMPTANT HOTEL
CURS ET FONDS PARIS
n° 98, publicité Juge '0
Fleurs 75017 Paris, a. fr

16^e - VENDS
PETIT MAGASIN
quartier commerçant. 20
F. Tél., malin : 527-31-12

**ES BEAUX MAGASINS
A VENDRE**

ouquet, rue principale (Saint
; plein centre, rue Esquer
; plein centre, av. Jear
g.

renseign., Tél. : 563-95-15
à 10 h. et à partir de 18 h

DADIC (Quartier

**locaux
commerciaux**

ROYALE, local 250 m²
parking, av. parking, cession
ball, — SOL 24-18

ZONE INDUSTRIELLE
d'ARGENTEUIL

00 m² d'ENTREPOT:

00 m2 de BUREAU:
DIVISIBLES,
A LOUER
à partir de septembre 1974.
Tél. : 225-79-00
THERAULT France St

PL DAUMESNIL
 1^{er} ordre, murs com-
 muns de restaurant, 170 m²
 annuel net : 390.000 F.
 annuel net : 39.000 F.
 propriétaire : 345-84-41.

Immobilier

7.



صِدْقًا مِنَ الْإِسْلَامِ

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

LA MISE EN ŒUVRE DE LA « LOI ROYER »

Le ministre du commerce et de l'artisanat réunira avant les vacances la Commission nationale d'urbanisme commercial

L'affabilité souriante de M. Vincent Anquer fera-t-elle oublier aux petits patrons la sombre passion qui animait M. Jean Royer ? Le nouveau ministre du commerce et de l'artisanat est en tout cas très conscient de la loi d'orientation de l'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; il va créer une mission permanente à cet effet, et il contrôlera lui-même sur place la mise en œuvre de la loi, en se rendant une fois par mois dans un département ou une région.

Il ne manque plus, pour rendre tout à fait opérationnelles les soixante-cinq articles de ce texte fleuve, qu'un arrêté fixant le montant de la prime allouée à l'artisan qui accueillera un « préapprenti » (art. 58) et deux décrets réglementant, l'un, la vente directe par les industriels des articles déclassés pour leurs défauts (art. 39) et, l'autre, les modalités de fonctionnement de la Commission nationale d'urbanisme commercial. Cette dernière instance, que doit présider le ministre du commerce et de l'artisanat, comprend, rappelle-t-on, neuf élus locaux (cinq ont déjà été désignés par les députés, quatre doivent l'être ces jours-ci par les sénateurs), neuf représentants des activités commerciales et artisanales (en cours de désignation au sein des organisations professionnelles) et deux représentants des consommateurs. Elle devrait être au complet avant le 15 juillet pour donner au ministre des avis éclairés sur les dossiers restés en souffrance.

Un recours systématique

Les commissions départementales d'urbanisme commercial sont pratiquement toutes en place et certaines ont commencé à siéger. De nombreux dossiers leur ont déjà été

soumis (plus d'une soixantaine). La situation est, bien entendu, variable selon les départements : lorsque les élus locaux qui siègent dans les commissions ont eux-mêmes des intérêts commerciaux — ce qui donne la majorité aux professionnels —, l'attitude de la commission est, évidemment, beaucoup plus défavorable à l'installation de « grandes surfaces » nouvelles. Il sera donc intéressant de voir si la loi, grâce à la majorité des professionnels, donne la majorité aux professionnels, — l'attitude de la commission est, évidemment, beaucoup plus défavorable à l'installation de « grandes surfaces » nouvelles. Il sera donc intéressant de voir si la loi, grâce à la majorité des professionnels, donne la majorité aux professionnels, — l'attitude de la commission est, évidemment, beaucoup plus défavorable à l'installation de « grandes surfaces » nouvelles.

L'hypothèque de la fraude fiscale

M. Anquer se montre soucieux d'agir avec prudence en ce qui concerne les centres commerciaux régionaux : « De tels équipements créent autour d'eux une nouvelle urbanisation dont on connaît mal les conséquences et dont on maîtrise mal l'évolution. Il a fallu des siècles pour créer dans le passé les vrais centres de vie que nous connaissons. Arrivons-nous à créer artificiellement cette vie sociale et commerciale ? Je vais en discuter avec Jérôme Monod (1), dont l'activité est maintenant rattachée au ministère de l'intérieur. Tout est imbriqué, complémentaire, interdépendant. Il faut en avoir conscience. »

Prudemment, le ministre encouragera les

chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers à réaliser dans une première étape trois opérations d'équipement commercial (art. 27 de la loi) au bénéfice, notamment, de jeunes commerçants et artisans.

Et puis, il faudra bien que M. Anquer s'attaque au dossier social et fiscal, particulièrement cher au cœur des petits patrons : rapprocher leurs régimes de ceux des salariés est moins facile qu'il n'y paraît au premier abord. Supprimer les cotisations d'assurance-maladie ne pose guère que des problèmes techniques. En revanche, la première étape, en 1975, de rapprochement des régimes fiscaux sur le revenu suppose qu'on lève l'hypothèque de la fraude fiscale, pour parvenir à une réelle transparence des revenus des commerçants et artisans. A défaut, octroyer à ceux-ci le bénéfice de la déduction de 20 %, dont jouissent présentement les salariés, déclencherait des protestations justifiées de la part des syndicats ouvriers ou de cadres.

Une telle clarté dans les revenus des petits patrons n'est possible que si la gestion de leurs entreprises s'améliore. Le nouveau ministre souhaite donc mettre en place une véritable assistance technique de gestion, qui ne soit pas purement comptable et fiscale, mais apporte aux intéressés des conseils aussi sérieux, mais plus abordables, que ceux qui sont offerts aux industriels par les conseillers en gestion.

Enfin, M. Anquer prépare l'organisation d'une « table ronde » sur les circuits de distribution et les mesures propres à les améliorer.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Les industriels et les commerçants décident de créer un régime complémentaire facultatif de retraite

Alors que les salariés ont construit, ces vingt-cinq dernières années, des régimes de retraites complémentaires fondées sur la répartition (les cotisations des actifs sont immédiatement versées aux retraités sous forme de pension), les représentants élus des industriels et les commerçants à la caisse de retraite ORGANIC ont décidé lundi 17 juin, à la quasi-unanimité, de créer un système complémentaire facultatif fondé sur la capitalisation. Chaque volontaire choisira son taux de cotisation selon certaines tranches de revenus : ces cotisations donneront lieu à investissement et seront ainsi capitalisées.

Le caractère aléatoire d'une telle formule, assujettie aux variations de la monnaie et des cours, avait invité les cadres, plus les autres salariés, à opter pour un système à la fois plus sûr et plus collectif : celui de la répartition. Les industriels et les commerçants n'ont pu adopter un mécanisme analogue dans la mesure où certains d'entre eux refusent toute idée de cotisation obligatoire.

Lors de l'alignement du régime de retraite de base des industriels et des commerçants sur le régime général des salariés, le gouvernement et le Parlement avaient prévu l'institution d'un régime complémentaire obligatoire. Mais la loi d'orientation « Royer » (voir ci-contre) a donné la possibilité aux gestionnaires de l'ORGANIC d'instituer un régime facultatif.

La solution adoptée illustre l'hétérogénéité de la population qu'elle concerne : non-salariés à très faible niveau de vie ; personnes qui, consciemment ou non, ignorent le montant exact de leurs revenus, et donc « méconnaissent leurs capacités contributives réelles » ; citoyens qui se refusent encore à une solidarité professionnelle. Il s'agit d'un tournant dans l'histoire des tra-

ANCIENS COMBATTANTS

L'AGIRC ET L'ARRCO VERSENT UNE PENSION AU TAUX NORMAL EN CAS DE RETRAITE ANTICIPÉE

Les anciens combattants qui, sous certaines conditions, peuvent prendre une retraite anticipée au taux plein, en application de la loi du 21 novembre 1973, bénéficient aussi d'une retraite complémentaire au taux normal. Ainsi en ont décidé les gestionnaires — syndicats et employeurs — des régimes de retraites complémentaires des salariés non cadres (ARRCO) et des cadres (AGIRC). Cette décision a été prise par le conseil d'administration de ces deux organismes : le 23 avril 1974 à l'AGIRC et le 24 avril à l'ARRCO. Cette mesure est applicable à compter du 1^{er} janvier 1974.

ÉNERGIE

L'OPEP maintient les prix affichés du pétrole brut

Quito. — Réunis dans la capitale de l'Équateur pendant trois jours, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé de maintenir les prix affichés du pétrole brut pendant le troisième trimestre au même niveau que pendant les deux premiers, soit 11,55 dollars par baril pour le arabe léger.

Toutefois, il a été décidé d'augmenter, à partir du 1^{er} juillet, de deux points le taux des réductions (lequel varie selon les pays de 12,5 % à 16 %). L'Arabie Saoudite, qui préfère attendre les résultats comptables de ses nouveaux accords avec le consortium pétrolier de la grande colère du CIO-UNATI et de Francfort, et dont le dossier doit passer en juin devant la commission départementale compétente. M. Gérard Nicoud qui, par un curieux hasard, vient juste de s'installer aux Sabres-d'Ornon, en a déjà fait un bon tour de l'usine.

M. Anquer. Et François se trouve en première ligne pour vérifier la pureté des intentions de son ancien camarade d'école :

« J'ai confiance, finit-il par raconter. Vincent est un honnête homme à qui le succès n'a pas monté à la tête. Mais il y a un gros nuage à l'horizon : pourra-t-il résister à la pression des capitaux ? » Et s'il cède ? « Sachez, répond François, que je suis prêt pour défendre mon bien-être à aller en prison. Dites-le bien à Vincent, hein ! N'oubliez pas de lui dire... »

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Faits et chiffres

ventes de voitures sont restées pratiquement stables. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les immatriculations n'ont, en effet, diminué que de 0,69 % par rapport à l'an passé. — (A.F.P.)

Conflits et revendications

GREVE DU REMORQUAGE AU HAVRE. — Les officiers havrais de la société de remorquage les Abeilles ont décidé de se mettre en grève pour une durée illimitée à partir de ce 18 juin au matin.

Cet arrêt de travail va naturellement ralentir quelque peu le trafic portuaire, car si les navires de moyen tonnage peuvent éventuellement se passer de remorqueurs, il n'en est pas de même pour les grosses unités, et en particulier pour les gros pétroliers.

Économies étrangères

EN ITALIE, le coût de la vie a augmenté de 1,4 % en mai (alimentation, + 1,1 % ; habillement, + 2 % ; logement, + 0,8 % ; services, + 2,1 % ; et le coût du pétrole et du gaz, + 0,2 %). Par rapport à mai 1973, la hausse des prix s'élève à 15,6 %. — (A.F.P.)

Le Petit Chose de la politique

De notre envoyé spécial

Montaigu. — Ah ! quelle fête sur la place de la commune ! L'autre soir, « tout Le Bruffière accueillait son ministre ». M. Vincent Anquer, nouvellement chargé des problèmes du commerce et de l'artisanat. La mère du ministre était là, petite dame en noir assise sur une chaise, « émue jusqu'aux larmes », raconte le journal local, mais « qui avait voulu être la première à féliciter son petit Vincent ». L'épouse du ministre, elle aussi enfant du pays, était présente et ses deux « charmantes » filles tout de même un peu désorientées par les exigences de l'émouvant. Présents également ses amis de toujours, les quelques industriels qui, en 1922, « venaient douze ans », l'avaient encouragé contre vents et marées à se lancer dans la politique.

Et il y avait la fanfare, les enfants de l'école, les sociétés locales, en un mot tout le village, « jusqu'au plus humble habitant, torpillant son beret d'un air intimidé et restant bouche bée devant la poignée de main de Vincent ». Ah, quelle fête ! La fête de la Vendée industrielle, de la province sage, de l'Ouest tranquille tout entier honoré par la promotion de M. Anquer. « Et au centre de la place de Le Bruffière, le vin blanc coulait comme une fontaine publique. » Oui, parlons de cette place. Plus que de longs discours, sa configuration raconte qui

est le maire de Le Bruffière, qui sont ses électeurs et ce qu'est ce bocage bourru « Vendée qui dépend d'un nouveau ministre à Paris.

En haut de la place, l'église immense, féodale ; au bas de la place, la chapelle Notre-Dame-du-Rosaire ; au milieu de la place, la statue de Jeanne d'Arc bottée, cuirassée, l'épée au côté et l'éclatant au ciel la main. Entre ces points cardinaux de la géographie de la commune, administrations et commerces se logent comme ils le peuvent : la mairie exigüe, les P.T.T., le Crédit agricole, la boulangerie, la boucherie, l'épicerie et l'hôtel-restaurant « A la velle étoile ».

C'est bien de la France profonde, du pays bien pensant, de cette province où on dine encore goulument à midi pile et pour quelque 10 F. « arrive le n. vau ministre Anquer. « Une nomination qui consacre un dévouement de tous les instants à ce, avec une simplicité et une chaleur humaine qui font l'unité », opine encore le quotidien local. Car il est vrai, excepté la taille du personnage, que la vie et la carrière du nouveau ministre du commerce et de l'artisanat ne sont pas sans rappeler l'histoire du Petit Chose.

maire. Sollicite-t-on des aides publiques ? M. Anquer ouvre la porte des antichambres ministérielles. Et les interventions écrites pour l'emploi de M. Machin et le service militaire de M. Chose : quinze mille lettres par an.

La vraie vie de parlementaire, quoi !

Comment trouver en Vendée un ennemi du ministre ? Il restait un espoir : déclencher un opposant syndicaliste employé dans la fabrique de chaussures, propriété du ministre. Hélas ! point de syndicat ni de comité d'entreprise, bien que « M. An-

Maintenant, M. Anquer et la Vendée tiennent une sorte de revanche. « La Loire-Atlantique avait Guichard ; le Maine-et-Loire, d'abord Pisani puis Feyer, et nous, rien. Dès qu'on rentre dans notre département, on a honte de l'état de nos routes », analyse froidement le maire de Montaigu.

Voilà donc M. Anquer s'avancant sur le scène nationale porteur d'autant d'espoirs déçus que d'espérances renouvelées. « La Vendée croit en lui ! Un de ses compatriotes, toutefois, se montrera deux fois plus exigeant que les autres envers lui. Parce qu'il a « usé ses culottes sur le même banc du sénat » — que le ministre, et parce qu'il est le Nicoud de la circonscription de Le Bruffière, tête dure et grande g... On trouve François — Rinaud, pour l'état civil — sur la place du Marché, dans son camion qui sent bon l'orange et la crème. « Ah ! le vous volez venir, dit-il, l'œil plissé, un doigt plissé dans sa casquette. Vous êtes envoyé par ceux d'en face, qui veulent savoir quel est mon plan secret. »

Car il y a en Vendée, dans sa

La belle pantoufle de fantaisie

Résumons : un père facteur rural, l'école communale, où il apparaît « si doué » qu'on se saigne pour l'envoyer à Saint-Stanislas à Nantes. Là-bas, premier de classe pendant sept ans, puis la licence de droit, tout en surveillant les études et les docteurs de son ancien collège. Ensuite, les colonies, dans une affaire d'aluminium, avant un retour au pays qui aurait dû être bref, car une place l'attendait dans une société canadienne. Seulement voilà : Mlle Chaudière était au rendez-vous. Il épousa, pour diriger ensuite les établissements du même nom, une affaire familiale créée en 1822 à Le Bruffière, et qui s'était taillée une honnête réputation dans « la belle pantoufle de fantaisie », faisant à d'autres entreprises « l'article tout simple à pompons ».

En 1958, M. Anquer est atteint par le virus politique. Il songe à se présenter à la députation, mais renonce devant la solidité de la position du parlementaire en place, un agriculteur, indépendant paysan, M. Antoine Guillon. En 1962, celui-ci commet l'erreur de voter la censure. Une petite dizaine d'industriels vendéens de la chaussure, de l'ameublement et du transport poussent alors la candidature de M. Anquer, qui n'en a pas moins beaucoup de mal, en dépit de son étiquette gaulliste, à trouver un suppléant. Surprise : lui, l'inconnu, obtient tant de voix au premier tour que ses adversaires renoncent à se présenter au second.

L'homme est en place. Il consolidera si bien sa position que, aux

Automobile

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND augmente sa participation dans Volkswagen. — Le ministre des finances ouest-allemand a annoncé que les pouvoirs publics avaient acquis, pour la somme de 76,5 millions de marks (150 millions de francs), environ 4 % des actions du groupe, portant ainsi leur participation de 16 à 20 %. Le capital de Volkswagen est donc maintenant réparti de la façon suivante entre le gouvernement (20 %), l'État de Basse-Saxe (20 %) et les porteurs privés (60 %). Cette mesure intervient alors que le groupe traverse « la période la plus difficile de son histoire depuis la dernière guerre », selon son président, M. Rüdolf Leiding.

EN GRANDE-BRETAGNE, les ventes de voitures ont diminué de plus de 28 % au cours des cinq premiers mois de 1974 par rapport à la période correspondante de 1973. Pour le seul mois de mai, la baisse a atteint 33 %. En Italie, en revanche, les

fantaisies de Septembre

2 Croisières de 11 jours à bord de **MERMOZ**

prix à partir de 1 500 F

cartes combustibles non comprises

Le Jardin des Hespérides
BALEARES, ESPAGNE, MADÈRE, CANARIES, MAROC
du 1^{er} au 12 Septembre 1974

Raguse et Lion de St Marc
SICILE, GRECE, YOUGO-SLAVIE, VENISE
du 13 au 24 Septembre 1974

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages ou aux Croisières Paquet, PARIS 15 16 bd. Malesherbes 75008 - Tél. 246.75.55
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002 - Tél. 91.00.10
vous recevrez une documentation détaillée.

CROISIÈRES PAQUET

LA VIE ÉCONOMIQUE

La justice par les deux bouts

(Suite de la première page.)

2) L'éventail des dépenses de consommation alimentaire, pas très ouvert, il est vrai (de 1 à 1,4 environ), ne s'est pas resserré dans les quinze dernières années, et si les disparités concernant la possession ou la non-possession de biens durables (réfrigérateur, télévision, automobile) se sont considérablement réduites, d'autres se sont formées, et notamment en termes de loisirs ;

3) Malgré la Sécurité sociale, la mortalité infantile est encore près de deux fois et demie plus forte dans la catégorie des manœuvres que dans celle des professions libérales ;

4) Malgré le mouvement général de scolarisation, les fils d'ouvriers sont dix fois moins nombreux à l'université que les fils de cadres moyens.

Or, comme la notion de justice évolue, non seulement avec le temps, mais avec le rythme de croissance, des disparités qui paraissent supportables en 1950 ne le sont plus du tout aujourd'hui. Le drame est que les exigences de la justice croissent plus vite que les résultats du progrès économique. Que faire ? Selon M. Giscard d'Estaing, les réformes à mener doivent s'articuler le long de cinq directions principales :

1) Améliorer la connaissance des faits. C'est devenu une banalité de dire que l'information sur les revenus des Français est d'une médiocrité affligeante. Mais l'ancien ministre de l'économie et des finances, rappelant les discussions sur le principe de la déclaration des revenus, constatait en le déplorant, que les Français ne sont peut-être pas tellement au fond

d'eux-mêmes désireux de savoir et surtout que les autres sachent ;

2) Réduire en priorité certaines disparités comme l'accès effectif à l'éducation, aux vacances et aux loisirs ;

3) Favoriser l'égalité des chances, l'accès à la promotion hiérarchique et la promotion sociale ;

4) Associer les finances publiques à l'effort de justice, étant entendu que la justice est autant budgétaire que fiscale, qu'elle est aussi bien dans la manière de dépenser l'argent du contribuable que dans la manière de le collecter. Et M. Giscard d'Estaing alimentera, pour que les contribuables comprennent mieux que ce qu'ils versent à l'État répond aux besoins d'expansion et au souci de solidarité et de justice sociale, que l'on imagine un système où chaque citoyen paierait ses impôts sous deux formes distinctes : l'impôt économique et l'impôt social ;

5) Si un certain ralentissement du rythme physique de la croissance doit être envisagé, qui devra en supporter les conséquences ? M. Giscard d'Estaing fait une distinction entre deux groupes de revenus : ce qu'il appelle les « groupes de séjour », comme celui des O.S., où la progression est d'ampleur limitée, et les « groupes de transition », comme le groupe des cadres, où existent de multiples échelons de promotion. On ne peut les considérer de la même manière, et l'objectif prioritaire devrait être d'accorder aux « groupes de séjour » une part de la croissance proportionnellement plus forte qu'aux autres.

M. Giscard d'Estaing est très clair : il ne veut pas lutter sur deux fronts, combattre à la fois la pauvreté et la richesse. Sans doute n'hésite-t-il pas, pour des raisons conjoncturelles, on vient de le voir, à demander — ce qui va de soi — un effort fiscal sérieux aux catégories les plus aisées de la population, mais, outre que ce prélèvement est occasionnel, il n'atteint les revenus qu'après leur formation. En temps normal, la seule façon de réduire les inégalités est, pour M. Giscard d'Estaing, de fournir plus de ressources à ceux qui en ont très peu. Tous les efforts à partir du conseil des ministres du 19 juin vont converger dans ce sens : importante augmentation du SMIC, aide accrue aux personnes âgées, etc.

Extirper la pauvreté

Ainsi, l'idée d'une garantie minimum de ressources, défendue durant la campagne électorale (qu'elle se traduise par l'« impôt négatif » ou autrement) correspond au sentiment que l'on doit s'intéresser aussi au sort d'individus défavorisés qui ne sont pas intégrés dans les groupes connus : amicaux, chômeurs, handicapés, vieillards, etc. L'affinement de la notion de pauvreté, cette volonté d'aller la chercher là où elle ne se révèle pas sous une étiquette précise et de lui trouver des remèdes plus adaptés, la renaissance de cette notion de « coût de l'homme » chère à François Perroux, tout cela va dans le bon sens. Mais, étant données les exigences du sentiment de justice aujourd'hui, peut-on délibérément

fermer les yeux sur ce qui se passe en haut de l'échelle sociale, sur la manière dont certains s'enrichissent grâce au système économique dans lequel on vit, et non grâce à leurs mérites ? C'est sur ce point précis qu'un débat fertile pourrait s'ouvrir entre la nouvelle majorité et l'opposition.

Les Français considèrent comme normal, dans l'ensemble, qu'il y ait des inégalités de revenus, mais les disparités — justifiées par le niveau d'instruction, les mérites et le travail personnel de chacun — leur paraissent actuellement excessives non seulement parce que le revenu du manœuvre est insuffisant mais parce que celui du « P.-D. G. d'une grande entreprise » — au reste fortament sous-estimé — est trop élevé. C'est ce qui ressort de l'enquête publiée en 1973 par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) sur les connaissances et les opinions des Français dans le domaine des revenus (1).

Autres constatations : ce sont les disparités entre salariés et non-salariés qui suscitent la plus forte proportion de réponses : « Ce n'est pas normal ». Enfin, les jugements eux-mêmes sur certaines inégalités de revenus semblent avoir tendance à évoluer. Entre 1970 et 1972, dates des deux enquêtes CERC-SOFRES sur le sujet, la proportion des personnes interrogées qui les trouvent « normales » a nettement décliné.

Cette étude du CERC soulève non seulement sur les vœux des Français mais sur leur stupéfiante méconnaissance des réalités de l'évolution des revenus, puisque les personnes inter-

rogées estimaient que c'étaient les fonctionnaires et les familles nombreuses qui avaient vu leur niveau de vie augmenter la plus depuis dix ans, alors que, au contraire, ce sont les catégories qui ont été les moins favorisées.

Ces carences d'information sur les revenus — que M. Giscard d'Estaing dénonçait — sont au moins aussi fortes sur l'efficacité des « transferts sociaux ». « C'est précisément parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir », écrit J.-J. Rousseau. Mais quel travail d'Hercule, et combien décevant, contrairement à ce que l'on pourrait croire ! Jusqu'ici, la « force des choses » tend à triompher de celle de la loi, comme si les redistributions opérées (impôt, sécurité sociale, équipements collectifs, etc.) ne pouvaient empêcher que se constitue après coup une hiérarchisation sociale profondément inscrite dans l'inconscient des individus du fait du « modèle culturel » d'aujourd'hui.

Et c'est là qu'il faudra bien finir par en venir. Ce « modèle » est imposé par les plus aisés, par leur consommation ostentatoire et les désirs qu'ils suscitent à des degrés divers tout au long de l'échelle sociale. Pour qu'il soit plus adapté à la justice du moment, ce n'est plus seulement l'éventail des revenus mais celui des patrimoines, perpétuant l'inégalité, qu'il faudra resserrer.

M. Giscard d'Estaing constatait avec surprise que la majorité des Français n'estiment pas que l'augmentation des droits de succession

va dans le sens de l'accroissement de la justice sociale. Là aussi, un considérable travail d'éducation et d'information s'impose pour montrer dans quelles conditions la transmission d'héritage devrait être modifiée afin de mieux « coller » avec les exigences de la justice d'aujourd'hui. Ce n'est pas parce que M. J.-J. Servan-Schreiber n'est plus ministre des réformes qu'il ne faut pas relire certaines pages du Manifeste radical par lui rédigées avec M. Michel Albert. Rappelons que des idées particulièrement audacieuses sur la question avaient été lancées.

Les héritages familiaux ordinaires, c'est-à-dire l'immense majorité, auraient été, selon ce texte, totalement exonérés, alors que la transmission héréditaire des fortunes, quel qu'en soit le mode de placement et a fortiori s'il s'agit de moyens de production, aurait été abolie pour 3 peu, la progressivité du tarif s'appliquant à chaque héritier en tenant compte de sa fortune déjà acquise. « Les extrêmes me touchent », disait — sans erreur — Jean Cocteau. Les Français sont dans ce cas, de plus en plus mobilisés contre la pauvreté, mais hostiles à la trop grande richesse. Si l'on veut parler de justice sociale, il faut l'attaquer par les deux bouts.

PIERRE DROUIN.

(1) Documents du CERC n° 18-20. Documentation française, 31, quai Voltaire.

(2) Et aussi la force du marché dans la mesure où l'on recherche surtout des ouvriers professionnels et des cadres supérieurs (voir l'article de Gilbert Mathieu dans « le Monde de l'économie » du 18 juin).

la boutique "plongée" dans les 7 BHV

15% de réduction sur les vêtements

20% de réduction sur les chaussures

Robe Ondine réglable 44/46
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 46/48
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 48/50
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 50/52
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 52/54
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 54/56
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 56/58
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 58/60
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 60/62
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 62/64
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 64/66
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 66/68
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 68/70
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 70/72
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 72/74
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 74/76
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 76/78
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 78/80
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 80/82
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 82/84
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 84/86
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 86/88
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 88/90
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 90/92
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 92/94
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 94/96
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 96/98
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 98/100
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 100/102
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 102/104
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 104/106
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 106/108
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 108/110
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 110/112
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 112/114
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 114/116
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 116/118
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 118/120
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 120/122
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 122/124
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 124/126
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 126/128
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 128/130
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 130/132
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 132/134
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 134/136
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 136/138
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 138/140
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 140/142
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 142/144
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 144/146
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 146/148
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 148/150
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 150/152
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 152/154
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 154/156
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 156/158
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 158/160
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 160/162
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 162/164
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 164/166
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 166/168
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 168/170
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 170/172
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 172/174
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 174/176
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 176/178
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 178/180
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 180/182
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 182/184
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 184/186
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 186/188
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 188/190
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 190/192
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 192/194
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 194/196
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 196/198
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 198/200
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 200/202
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 202/204
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 204/206
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 206/208
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 208/210
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 210/212
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 212/214
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 214/216
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 216/218
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 218/220
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 220/222
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 222/224
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 224/226
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 226/228
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 228/230
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 230/232
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 232/234
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 234/236
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 236/238
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 238/240
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 240/242
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 242/244
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 244/246
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 246/248
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 248/250
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 250/252
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 252/254
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 254/256
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 256/258
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 258/260
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 260/262
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 262/264
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 264/266
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 266/268
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 268/270
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 270/272
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 272/274
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 274/276
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 276/278
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 278/280
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 280/282
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 282/284
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 284/286
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 286/288
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 288/290
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 290/292
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 292/294
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 294/296
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 296/298
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 298/300
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 300/302
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 302/304
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 304/306
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 306/308
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 308/310
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 310/312
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 312/314
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 314/316
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 316/318
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 318/320
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 320/322
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 322/324
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 324/326
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 326/328
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 328/330
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 330/332
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 332/334
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 334/336
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 336/338
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 338/340
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 340/342
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 342/344
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 344/346
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 346/348
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 348/350
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 350/352
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 352/354
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 354/356
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 356/358
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 358/360
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 360/362
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 362/364
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 364/366
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 366/368
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 368/370
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 370/372
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 372/374
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 374/376
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 376/378
23.50 - 34.50

Robe Ondine réglable 378/380
23.50 - 34.50

Robe

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

La Suède et la Finlande ne pourront pas répondre à un nouvel et fort accroissement de la demande de pâte à papier

Helsinki. — Des hausses de prix d'environ 30 % annoncées pour le 1^{er} juillet, des usines qui fonctionnent au maximum de leurs capacités de production, les stocks au plus bas, des programmes d'investissement très limités. Les tensions qui se manifestent depuis plus d'un an sur le marché mondial de la pâte à papier ne paraissent pas devoir s'apaiser. La Suède n'entend augmenter sa production au cours des cinq prochaines années que de quelques milliers de tonnes (12,5 millions de tonnes annuelles prévues pour la fin de la décennie contre 10,4 actuellement), alors que la Finlande, premier exportateur européen, souhaite limiter, voire diminuer ses livraisons.

La stagnation des exportations de pâte à papier répond également à une volonté de politique industrielle. Si en Suède on ne l'exprime pas ouvertement (« il n'y a pas de planification, chaque entreprise est libre d'agir comme elle l'entend, nous n'avons pas de stratégie nationale »), en Finlande on ne cache pas que l'intérêt économique d'un pays encore « semi-développé » commande d'aller de plus en plus vers l'aval, c'est-à-dire vers les produits élaborés. Il s'agit de vendre moins de pâte et plus de papier, moins de papier journal à faible valeur ajoutée et plus de papier d'emballage.

De notre envoyé spécial

Pour l'heure, les dernières hausses de prix et la situation du marché leur permettent de constituer leurs ressources financières. Toutefois, chez les industriels, la satisfaction reste mitigée. « Les fluctuations monétaires ne nous ont pas permis de sentir encore l'impact des hausses. De plus les coûts de production ont considérablement augmenté. » Y aura-t-il au cours des prochains mois de nouvelles majorations des tarifs ? Les respon-

Vers une nouvelle augmentation des prix

Pour l'heure, les dernières hausses de prix et la situation du marché leur permettent de constituer leurs ressources financières. Toutefois, chez les industriels, la satisfaction reste mitigée. « Les fluctuations monétaires ne nous ont pas permis de sentir encore l'impact des hausses. De plus les coûts de production ont considérablement augmenté. » Y aura-t-il au cours des prochains mois de nouvelles majorations des tarifs ? Les respon-

LE PAPIER JOURNAL :

< La France sera bien traitée >

La Finlande, qui exporte chaque année environ 2,5 millions de tonnes de papier destiné à l'impression, a l'intention de réduire sa production de papier journal. Les livraisons sur le marché intérieur n'étant pas modifiées, la baisse sera répercutée au niveau des exportations. On envisage une diminution de ces dernières d'environ 5 à 10 % pour 1975. Déjà, cette année, du fait de graves dans les usines finlandaises, de nombreux clients ont subi une amputation des contingents prévus dans les contrats.

Ce freinage des exportations de papier journal correspond en fait à une politique délibérée des industriels finlandais qui veulent orienter leur production vers des qualités de papier offrant une meilleure rentabilité. Ainsi, la baisse des livraisons de papier journal s'accompagnera d'un accroissement de la production de papier plus léger (inférieur à 40 grammes). Ils peuvent être fabriqués sur les mêmes machines et nécessitent moins de matières premières pour un volume de production équivalent.

25 % de hausse en juillet

Ce sont les États-Unis, l'Amérique du Sud et l'Afrique qui seront les plus touchés. L'Europe est, en effet, à la merci du privilège de la Finlande. A Helsinki, on estime que la baisse enregistrée depuis le début 1974 (- 5 %) sur la consommation de papier journal aux États-

Unis laissera des excédents au Canada, excédents qui pourront être exportés vers les autres pays consommateurs et compenser en quelque sorte la diminution finlandaise.

Quant à la France, elle sera particulièrement « bien traitée ». La S.P.P.P. (1) est considérée comme un « client sûr ». Si, pour le premier trimestre 1974, il a manqué 3 000 tonnes à notre approvisionnement, il n'est pas impossible qu'au cours du second semestre une certaine compensation intervienne, et bien que pour l'année entière nous aurons reçu les tonnages prévus (150 000 tonnes), soit environ le quart de notre consommation. Pour 1975, les producteurs finlandais laissent entendre que ce chiffre pourrait être maintenu.

Toutefois, c'est la Suède qui devra fournir une bonne partie des quelques 25 000 tonnes supplémentaires nécessaires chaque année par la politique française de diminution de la production nationale de papier journal.

Quant aux prix, ils devraient poursuivre leur courbe ascendante. Une hausse de 20 % sur le papier journal finlandais interviendra le 1^{er} juillet. En France son impact sera légèrement supérieur, environ 25 %. Mais les Finlandais souhaitent, pour le futur, un rythme d'augmentation des tarifs « plus raisonnable ».

(1) La Société professionnelle des papiers de presse est une union des coopératives formées par les journaux et publications.

AVIS AU PUBLIC

La Société de Caution Mutuelle de la Confédération Nationale des Administrateurs de Biens, Syndica de Cautionnement de France, S.O.C.A.B., dont le siège est à Paris-9, 53, rue du Rocher, informe le public qu'en raison du décès de M. Chablain MIREZ, 45, rue Vivienne, Paris (2^e), intervenu le 17 mai 1974, la garantie qu'elle lui accordait en ce qui concerne les opérations de gestion immobilière a cessé à compter de la date précitée. En conséquence des dispositions de l'Art. 44 du décret du 28 juillet 1973, cette garantie expirera au bout de 3 jours francs à dater de la présente publication. Il est précisé que cette garantie n'implique à toutes créances éventuelles ayant pour origine un versement ou une remise effectuée durant la période de garantie à l'occasion d'une opération prévue à l'Art. 1^{er} de la loi du 2 janvier 1970, et restant susceptible d'être convertie par la S.O.C.A.B. à condition de lui être produites dans les trois mois de la présente publication par tout créancier ayant donné à M. Chablain MIREZ un mandat régulier de gestion. Il est bien précisé que la présente publication est uniquement effectuée pour satisfaire aux dispositions des textes précités, qu'elle ne saurait faire état que de « créances éventuelles », qu'elle ne préjuge en rien du solvabilité ou du non-solvabilité des sommes dues et qu'elle ne saurait mettre en cause ni la solvabilité ni l'honorabilité du cabinet ci-dessus.

VACANCES EN ISRAËL

15 jours au COUNTRY CLUB près de Herzlia, piscine, tennis, sports, PLUS voiture en kilométrage illimité.

Prix par personne (base 4 personnes) F. 2.580

15 jours au VILLAGE HOTEL DE GREENBEACH, piscine, équitation, tennis. Pension complète.

Prix par personne ... F. 2.580

Renseignements et inscriptions auprès de toutes Agences de Voyages ou

ZIMOPERA

5, av. de l'Opéra, 75001 Paris
tél. 260.31.66 LIC 339 A

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.)

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

Un Avis de Préqualification est lancé en vue de la réalisation en ALGÉRIE de plusieurs Complexes de Préfabrication d'Agglomérés selon formule « Clés en main ».

Le Complexe type aura une capacité nominale de 140.000 T/an d'éléments de construction manufacturés en béton destinés au développement de l'habitat. Ce Complexe sera en outre étudié pour fabriquer le maximum d'éléments intégrés pour des habitations de type individuel et collectif.

Le texte des modalités concernant cette présélection est à demander d'urgence à S.N.M.C., Direction Technique, B.P. 45, Gué de Constantine, Kouba, ALGER, Tél. 52-561 DLH. Service : Unité Nouvelles d'Agglomérés.

Les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés par ces réalisations sont informés que leur dossier de préqualification devra être adressé à la S.N.M.C., Direction Technique, avant le 31 juillet 1974.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT SERVICE DE L'INFRASTRUCTURE

AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT INTERNATIONAL

Présélection des Entreprises pour les travaux de :
CONSTRUCTION DE LA ROUTE BITUMÉE NOUAKCHOTT - BOUTILIMIT - ALEG - KIFFA
Longueur : 603 km

Les travaux sont financés par la République Islamique de Mauritanie.

- Participation à la présélection : ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales de tous les pays à l'exception d'Israël, du Portugal et de l'Afrique du Sud.
- Dépôt des candidatures : elles doivent parvenir au plus tard le : 15 JUILLET 1974 à 18 Heures GMT par lettre recommandée ou remise directement à M. le Chef du Service de l'Infrastructure, Ministère de l'Équipement, Boîte Postale 237, NOUAKCHOTT (République Islamique de Mauritanie).
- Retrait du dossier de présélection : même adresse.
- Consultation du dossier de présélection :
a. R.I.M. : Service de l'Infrastructure ou Chambre de Commerce à Nouakchott ;
b. l'étranger : dans toutes les Ambassades de R.I.M.

NOUAKCHOTT, le 15 juin 1974,
ABDALLAH OULD DADDAH,
Ministre de l'Équipement.

Saint-Sever:

3 ans après.

Saint-Sever, c'est le centre de Rouen.

Rouen Saint-Sever, c'est le nouveau centre de Rouen. Construit sur la rive gauche de la Seine, dans le prolongement du centre historique de la ville, Rouen Saint-Sever sera le premier centre d'affaires et de commerce de la région normande. Commencé il y a 3 ans, les travaux sont déjà très avancés. 12.000 m² de bureaux sont livrés ou en cours de livraison. 250 logements sont terminés et la plupart des chantiers prévus sont en route. D'ici trois ans, l'opération Rouen Saint-Sever sera pratiquement terminée.

140.000 m² de bureaux, 40.000 m² de commerces (dont deux grands magasins), 2.000 logements, 3 ans, nouveaux.

Une salle de 800 places, une crèche, des cinémas, des restaurants, un musée, une bibliothèque, des jardins, un hôtel de 150 chambres, des installations sportives.

Tout ceci s'ajoutera à l'important ensemble administratif de la préfecture et de la mairie annexe, pour constituer un véritable centre de décision à l'échelle régionale de la Normandie.

Pour informer les chefs d'entreprises qui désirent s'installer à Rouen Saint-Sever, deux bureaux ont été ouverts,

l'un à Rouen et l'autre à Paris

Pour recevoir une documentation gratuite

Groupe Saint-Sever : Centre d'information, place Saint-Sever, 76000 Rouen - Tél. 72.70.50

nom _____

adresse _____

tél. _____ bureau _____

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I

PROCHAIN STAGE :

TECHNIQUES VIDEO

du 24 au 28 juin 1974

- CE STAGE S'ADRESSE**
Aux formateurs, aux enseignants, aux bureaux d'études, à toute personne qui, de près ou de loin, est ou sera appelée à utiliser les techniques vidéo. Essentiellement basé sur la manipulation et l'utilisation du matériel, ce stage ne requiert aucune compétence théorique ou pratique particulière.
- PROGRAMME**
• Les techniques vidéo
• La vidéo couleur
• Introduction à la télédiffusion
- RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS**
Centre d'Éducation Permanente, 1-3, rue du Départ, 75014 Paris ou Centre d'Éducation Permanente, Université PARIS-I, 12, place du Panthéon, PARIS (5^e).
226-27-36, 325-36-29 ou 633-74-48, 326-21-30, poste 433.

Ne pas aller plus vite que la nature

Les causes des difficultés passées sont à chercher dans les domaines technique et commercial. Des erreurs ont été faites, reconnaît-on chez les producteurs. La demande a été sous-estimée. De plus, habitués à voir les acheteurs honorer qu'une partie des contrats de réservation, les Finlandais gonflaient quelque peu les quantités offertes par rapport à leur capacité de production. Des graves survenues au moment de l'accroissement de la demande ont réduit encore les tonnages offerts.

Il reste que la Suède et la Finlande ne peuvent et ne veulent pas accroître sensiblement leur production. Actuellement, les usines tournent au maximum de leur capacité de production. Et il n'est pas prévu d'accroissement sensible des investissements.

Ces deux pays entendent, en effet, se comporter comme d'autres producteurs de matières premières. Leur principale richesse, c'est le bois. Elle n'est pas inépuisable. Or, au cours des dernières années, le déboisement de la forêt finlandaise a été rapide. Trop rapide même. A Helsinki, on le reconnaît : « Nous avons atteint la cote d'alerte puisque les coupes ont dépassé la régénération des forêts. » Il a fallu importer du bois d'URSS. Mais cette dernière, si elle respecte ses engagements, n'entend pas livrer plus qu'il n'est prévu.

Les autorités finlandaises ont mis récemment en place un comité spécial regroupant les industriels du bois, de la pâte et du papier, ainsi que la Banque de Finlande. Tout investissement dans ce secteur de l'économie est subordonné à son autorisation. Celle-ci n'est accordée que si l'implantation de nouvelles usines n'implique pas de nouvelles coupes dans les forêts.

En Suède, où les industriels répètent à l'envi qu'ils sont « libérés d'investir comme ils le veulent », il existe dans la réalité une limitation analogue puisque, nous a-t-on avoué, les grands projets sont « repoussés à une date ultérieure ». Il s'agit en fait d'obliger les industriels de la pâte à valoriser au maximum leurs ressources forestières, à tirer plus de pâte d'un arbre abattu, à récupérer notamment les branches, les racines, etc.

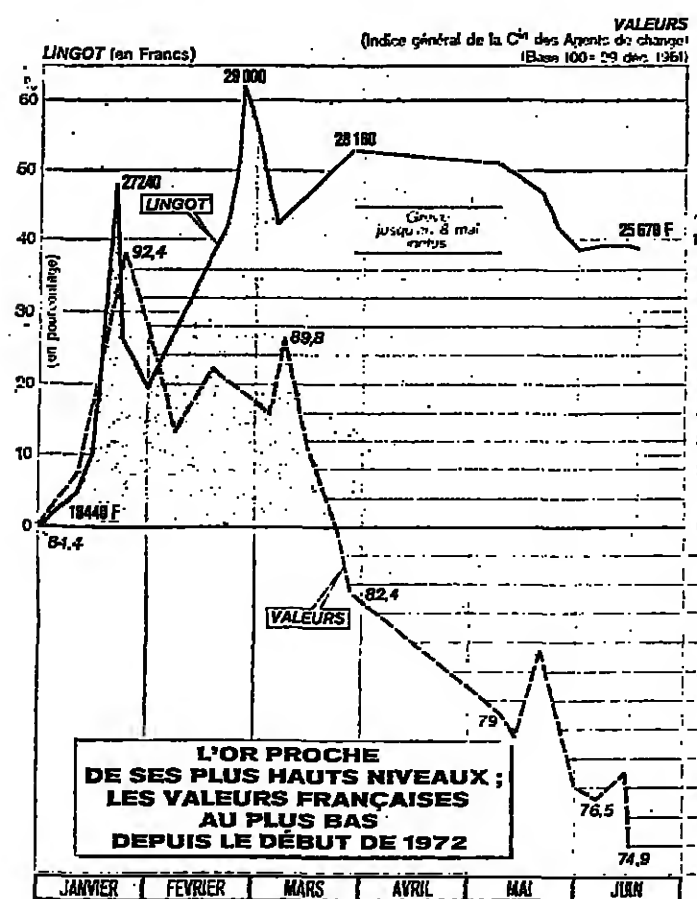
Rebaptisés par vingt ans de stagnation des prix, sur un marché où l'acheteur se trouvait le plus souvent dans une situation de force, ces pays ne veulent plus d'une politique au jour le jour. Aussi entendent-ils, en s'effor-

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES QUESTIONS MONÉTAIRES

VARIATIONS CONTRADICTOIRES APRÈS L'ACCORD DE WASHINGTON
ET L'ANNONCE DU « PLAN DE REFROIDISSEMENT »

**L'or conserve un indiscutable attrait pour les épargnants
mais les valeurs françaises continuent à baisser**



LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	Deutsche Marks	Francs suisses
45 jours	11 1/8	12 1/8	8 1/2
1 mois	11 3/4	12 3/4	8 3/4
3 mois	11 1/2	12 1/2	8 1/4
6 mois	11 1/8	12 1/8	8 1/4

Comptoir du Diamant et de la Pierre de Couleur
VENTE EN SES BUREAUX DE BRILLANTS
certifiés et scellés par la Chambre de Commerce
brochure "LE PLACEMENT-PARURE" sur demande
7, R. ROUGET DE LISLE, PARIS 17^e. 260.80.91. PARKING VENDOME DU CONCORDE

directeur général
180.000 +

Une Société française de Bâtiment et T.P., filiale d'un groupe financier européen recherche un homme capable d'assurer la direction générale de l'entreprise, l'actuel titulaire étant appelé à d'autres fonctions au sein du groupe.

Le C.A. 1973 (70 millions de francs) est réalisé grâce à cinq agences régionales et un effectif de 800 personnes.

Le poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 40 ans dont la formation de base C.C. Pénit et T.P. ou équivalent) serait complétée par une solide expérience technique, de la négociation et de la gestion de contrats importants.

La rémunération, outre le salaire, comporterait un intéressement aux profits et une voiture de fonction.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Envoyer C.V., photo, résumés et informations vous concernant, au téléphone ou 325.51.82 en rappelant la référence 1918/M. à Monsieur RENTOTTE qui vous présentera plus complètement la Société au cours d'un entretien confidentiel.

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton, 75006 Paris (Membre de l'ANICP)

Pour obtenir pendant plusieurs années un
intérêt de 11,50%
en ouvrant un compte bancaire à la

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation N° 261 L sur simple demande

Le « plan de refroidissement de l'inflation », qui frappe plus sérieusement les entreprises que les particuliers, a ajouté aux craintes de la Bourse. Une semaine après l'annonce des mesures gouvernementales, les épargnants se détournent des valeurs mobilières françaises pour se précipiter sur l'or, métal « refuge ». Le récent accord de Washington sur la réduction des dépenses pour gager les emprunts a bien ralenti des ardeurs, mais comme la menace de ventes de métal par les banques centrales s'éloignait, les cours de l'or se sont stabilisés à un niveau toujours supérieur à Paris (cours ci-contre) à celui du marché de Londres (162,2 dollars l'once au lieu de 156,50 dollars).

Les valeurs françaises, qui avaient commencé à baisser sérieusement avant même la mort de Georges Pompidou, ont subi les incertitudes de la campagne électorale, puis les effets de l'annonce des mesures fiscales arrêtées par le gouvernement. Sans la grève de six semaines de la Bourse qui a paralysé le fonctionnement du marché, la chute des cours aurait peut-être été plus forte encore. Elle s'élève, depuis le début de l'année, à 11,2 %, ce qui ramène les cours à leur niveau le plus bas depuis deux ans et demi.

A l'étranger, les dégâts ont été limités sur les marchés allemand, hollandais, belge, suisse et même italien, qui sont restés à peu de chose près, au point atteint au début de l'année. Les pertes de Wall Street n'ont pas excédé 2 %, il n'y a que Londres qui ait fait plus, mais encore que Paris : 22 % de baisse en six mois.

HAUSSE SENSIBLE DU COUT DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS BANCAIRES

Le coût de la quasi-totalité des crédits bancaires va atteindre un nouveau record : la B.N.P., initiée par l'ensemble des établissements français, vient de relever de 1 % le taux de base de ses crédits à court terme, de 22 %, de 11,40 % à 12,40 %, contre 11,40 % le 15 janvier dernier (à la Monnaie du 18 juin).

La conséquence immédiate en est l'augmentation du taux minimum des effets commerciaux (12,80 % contre 11,80 %) et de celui du découvert en compte courant (14,45 % contre 13,45 %), ce qui constitue un record absolu. Le relèvement va s'appliquer dans des délais variables à la quasi-totalité des crédits à court terme (électroménager, ameublement, automobile) et à moyen et long terme (équipement industriel, construction).

Le taux de ces crédits est, depuis mars 1971, détaché du taux d'escompte de la Banque de France et évolue en fonction du taux de base des banques. Celui-ci est fixé en fonction de deux variables : le taux de l'argent sur le marché monétaire, qui assure près de 28 % du refinancement des établissements, et celui des dépôts rémunérés des banques, qui constitue plus de 50 % de leurs dépôts globaux. Or le taux de l'argent sur le marché monétaire a monté régulièrement, pour dépasser 13 %, et la rémunération des dépôts à terme vient d'être majorée.

En outre, les banques invoquent le poids des mesures destinées à empêcher la croissance excessive des crédits, en clair la forte augmentation des pénalités pour dépassement des normes, dont leur clientèle est invitée à faire partiellement les frais. Ajoutons qu'une politique d'argent cher renforce dans le dispositif gouvernemental de freinage de la consommation et de l'inflation.

● DANS LES BANQUES MUTUELLES D'ÉPARGNE AMÉRICAINES les retraits ont dépassé les dépôts de 100 millions de dollars en mai. En avril, le déficit avait déjà été de 645 millions, mais c'est la première fois depuis la deuxième guerre mondiale qu'un déficit est enregistré en mai, mois au cours duquel les Américains font généralement des dépôts dans les institutions d'épargne. — (A.F.P.)

(Publicité)
Après 2 ans d'exercice
I.P. Publicité devient
FLAIS - FERET
et Associés

Au cours du cocktail d'inauguration, qui a eu lieu au siège de l'Agence, 7, avenue Niel, on a pu remarquer les représentants de leurs principaux clients :

Messier Ferguson T.P., A.C.L., Laboratoires LEO,
Pierre BAHON S.A., Viscora, SMI, SOFRACIM...

Le C.A. de l'Agence s'est développé rapidement : de 2 millions en 1973, il atteindra en 1974 11 millions.

FLAIS - FERET et Associés
7, avenue Niel - 75017 Paris
Tél. : 754-75-16 et 77-84.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MOTOBECANE
emprunt de
F 30 000 000 nominal
en 250 000 obligations de F 120 nominal
convertibles en actions

Droit de priorité des actionnaires : du 17 juin au 1^{er} juillet 1974 inclus, à raison d'une obligation pour trois actions ou fraction de trois actions. A partir du 2 juillet 1974, les obligations non souscrites par les actionnaires seront offertes au public.

CONVERSION DES OBLIGATIONS : A tout moment à partir du 1^{er} janvier 1975, à raison d'une action de F 50 nominal pour une obligation de F 120 nominal.

PAIX D'ÉMISSION : la parité soit F 120 par obligation, de 1974 à 1979 inclus.

JOISSANCE : 1^{er} juillet 1974.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,75 %

INTÉRÊTS : 7,50 % l'an soit F 9,00 par titre de 1974 à 1979 inclus.

8,50 % l'an soit F 10,20 par titre de 1984 à 1989 inclus.

Premier coupon de F 4,50 à échéance du 1^{er} janvier 1975.

AMORTISSEMENT : Par dixièmes à partir du 1^{er} janvier 1975 à des périodes progressivement variant l'échéance de F 138 à F 185. Durée totale de l'emprunt : 14 ans 6 mois.

GARANTIE : Clause « pari passu » N.B. Les bases de conversion des obligations ne seront pas ajustées lors de la répartition d'actions gratuites à raison de 1 pour 10 qui interviendra en septembre prochain.

LIEU DE SOUSCRIPTION : Banque Nationale de Paris Société Générale Caisse des Dépôts et Consignations

Siège Social de la Société : 20, rue Ménilmontant, Paris 19^e.

S.A.L.O. du 10 juin 1974 Visa de la C.O.S. n° 74-62 du 21 mai 1974

ROUDIÈRE

CHIFFRE D'AFFAIRES PRÉVU POUR 1974 : + 20 %

Les actionnaires, réunis en assemblée ordinaire le 13 juin à Laval, ont approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le bénéfice net de la société s'est élevé à 11,33 millions de francs après 11,10 millions de francs d'amortissements et 21,7 millions de francs de provisions diverses, contre 10,98 millions de francs après 8,44 millions de francs d'amortissements et 15,58 millions de francs de provisions.

Le revenu global de chaque action a été fixé à 16,65 F comprenant un dividende net de 13,10 F payable à partir du 8 juillet, contre 12,40 F l'année précédente.

Le bénéfice net de la société s'est élevé à 11,33 millions de francs après 11,10 millions de francs d'amortissements et 21,7 millions de francs de provisions diverses, contre 10,98 millions de francs après 8,44 millions de francs d'amortissements et 15,58 millions de francs de provisions.

Le revenu global de chaque action a été fixé à 16,65 F comprenant un dividende net de 13,10 F payable à partir du 8 juillet, contre 12,40 F l'année précédente.

SOCIÉTÉ LYONNAISE POUR L'EXPLOITATION DE VÉHICULES « SLEVE »

Cette société procède depuis le 18 juin 1974 à l'émission de 48 000 obligations convertibles en actions, au prix de 250 F portant intérêt au taux de 8,75 % (21,875 F) versant donc un rendement actuariel brut pour le souscripteur de 9,75 %.

Ces obligations pourront à tout moment être échangées contre des actions à raison d'une action pour une obligation à partir du 1^{er} janvier 1975 et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la date à laquelle elles auront été appelées au remboursement.

Rappelons que la SLEVE a pour activité la location de véhicules industriels de tous tonnages, pour services urbains ou transports de distribution à moyenne ou longue distance, aux directions régionales situées à Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Toulouse et Brest, exerçant leur activité d'une façon autonome.

Depuis 1969 le bénéfice net par action, à l'exclusion des plus-values à long terme, est passé de 7,83 F à 18,35 F. Si l'on y inclut les plus-values à long terme, le bénéfice pour la même période a progressé de 4,52 F à 24,08 F par action.

Il convient de noter que les événements récents qui ont provoqué une hausse importante du coût des produits pétroliers ne doivent pas modifier les perspectives d'avenir de la société, d'autant plus que de plus en plus souvent les véhicules sont loués sans carburant. Le programme de cinq ans mis en place en 1972 devrait conduire à un doublement du chiffre d'affaires pendant la période 1972-1977 de 67,5 millions à 135 millions.

Actuellement l'évolution du chiffre d'affaires est conforme aux prévisions.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FONDERIE augmentation de capital

ÉMISSION CONTRE ESPÈCES de 180 350 actions de F 100 nominal, jouissance du 1^{er} juillet 1974.

Prix d'émission : F 200 par action de F 100 nominal.

Droit de souscription : réservé aux actionnaires anciens et nouveaux, à raison de : UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes.

Souscription : du 17 juin au 18 juillet 1974 inclus.

Lieu de souscription : au siège social, 2, place d'Iéna, ainsi qu'aux guichets des établissements suivants : Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale, Crédit Lyonnais, Banque Nationale de Paris, Crédit Industriel et Commercial, Banque de Saint-Étienne, l'Union des Mines, Crédit du Nord, Société Séquanaise de Banque.

Sous réserve de la réalisation définitive de l'augmentation de capital contre espèces.

ATTRIBUTION GRATUITE de : UNE action nouvelle jouissance 1^{er} juillet 1974 pour QUATRE actions anciennes.

Les actions provenant de l'émission contre espèces actuellement en cours ne donneront pas droit à l'attribution gratuite.

Les autres modalités de l'attribution gratuite seront précisées ultérieurement.

UGIMO

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1974, sous la présidence de M. Étienne Gout, a approuvé les comptes de l'exercice 1973 qui ont permis d'obtenir un bénéfice net de 21 823 000 F contre 17 183 000 F en 1972, en progression de 27,14 %. Ce taux se trouve ramené à 13,74 % si l'on fait abstraction d'une plus-value nette sur cession d'immeubles et, en sens inverse, de la constitution d'une provision nouvelle pour grosses réparations.

Se conformant, sur proposition du conseil, aux recommandations gouvernementales tendant à limiter la progression du dividende, l'assemblée a décidé de fixer celui-ci à 8,84 F par action (dont 1,54 F aux seuls titulaires de l'impôt sur le revenu) contre 6,50 F pour l'exercice précédent. La mise en paiement aura lieu le 10 juillet 1974 contre remise des coupons 9 A et 9 B.

Outre le produit des indexations, complété par les indemnités à recevoir de l'Etat au titre du blocage des loyers pendant le premier semestre de 1974, les résultats de l'exercice en cours intègrent des frais supplémentaires en provenance de l'extension du patrimoine, grâce à l'exploitation en année pleine de l'immeuble de bureaux entièrement loué à Epoufex (Haute-Saône) depuis l'été 1973 et à celle des deux immeubles d'habitation respectivement achetés en février et juin 1974.

Ces différents éléments, joints à l'importante exceptionnelle du report à nouveau, ont permis au président d'indiquer au cours de son allocution que l'exercice 1974 devrait faire apparaître une importante capacité d'augmentation du dividende.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET L'ORIENTATION UNIVERSITAIRE

Sous-Direction des Constructions et des Équipements

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture et l'installation de matériels pour équiper l'Animalerie de l'Université Scientifique et Technique d'Alger,

pour le lot suivant :

— U.S.T.A., Lot N° I-5, Équipement et Installation d'une animalerie.

Les dossiers de soumission peuvent être retirés à compter de la parution du présent avis d'Appel d'Offres International au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Direction de la Planification et l'Orientation Universitaire - Sous-Direction des Constructions et des Équipements, 1, rue Bachir-Attar - Place du 1^{er}-Mai (ALGER).

Les offres devront parvenir au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique avant le 1^{er} Septembre 1974 — l'enveloppe extérieure devra porter la mention « Ne pas ouvrir - A.O.I. - U.S.T.A., Lot N° I-5 ».

LA BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE (B.H.E.)

Siège social : 58, rue La Boétie, Paris-8^e. Informer le public que la caution de 50 000 F, délivrée à la SOCIÉTÉ VENTE IMMOBILIÈRE ET PROMOTION (V.I.P.),

siège social : 58, rue La Boétie, Paris-8^e, garantit son activité de « TRANSACTIONS SUR IMMOBILITÉS ET FONDS DE COMMERCE », comme à l'expiration d'un délai de trois jours francs, de la date de la présente publication (article 44, décret du 30 juillet 1973). La Société V.I.P. est depuis le 17 mai 1974 garantie par le CREDIT LYONNAIS pour la même activité mentionnée ci-dessus.

السنة الأولى

PARIS
17 JUIN

Nouveau recul des valeurs françaises

L'atmosphère était lourde en ce début de semaine à la Bourse de Paris. Mais la responsabilité n'en incombait pas au temps orageux.

La reprise technique, que certains croient possible après la baisse sévère de vendredi, ne s'est pas produite. Quelques rachats ont permis de dénouer la vente forcée et la cote est revenue à des valeurs françaises, mais les pertes subies ont été encore trop importantes et les différents indices ont continué à baisser. Le marché a nouveau depuis le début de 1972. Une fois de plus, ce sont les valeurs de croissance (Correor, S.A. de l'Industrie Chimique, Lafarge, I.M.T., Moulinex, Radio-technique) et la construction électrique, qui ont payé le plus lourd tribut. Les titres de la section des titres ont fléchi de 2 % et plus. Trois seulement ont monté.

L'approche des opérations de liquidation, qui débiteront mercredi par la réponse des primes, n'a pas contribué à améliorer la situation. Pour certains professionnels, il ne faisait guère de doute que les premières ventes dont le produit sera destiné à régler les soldes débiteurs ont fait leur apparition.

Sur le marché de l'or, toujours calme, les cours ont un peu fléchi. Seul le lingot a gagné 45 F à 25 670 F. Le kilo en barre, en revanche, a perdu 150 F à 26 500 F. Recul modéré des pions. Le napoléon, pour sa part, est revenu à 258 F (— 120 F)... Le volume des transactions a encore diminué : 16,51 millions de francs contre 17,72 millions.

Tassement des valeurs étrangères. Les mines d'or ont été très irrégulières. Progrès de Free State, Buffelsfontein, Union Corporation. La fermeté des allemandes a tranché sur le reste des groupes assez déprimés, les pétroles internationaux et les américaines, en particulier.

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	%. du rec.	%. du coût de	VAL

LONDRES

Déprimé par la baisse de Wall Street, le marché poursuit son repli. Mardi à l'ouverture, les industrielles et les pétroles perdent de deux à trois points. Les mines d'or s'alourdissent. Stabilité des fonds d'Etat.

02 (ouverture) dollars : 155 50 contre 157 50

VALEURS	CLOTURE 17/8	COURS 18/8
War Loan 3 1/2 % ..	24 3/16	24 3/16
Dutchamps	211 ...	218 1/4
British Petroleum ..	408 ...	403 1/2
Shell	187 ...	185 ...
Vickers	194 ...	193 1/4
Imperial Chemical ..	212 ...	211 ...
Courtaulds	91 ...	80 3/4
De Beers	242 ...	242 ...
% Western Holdings ..	24 1/2	24 7/8
Kio Tinto Zinc Corp. ..	138 ...	139 ...
% West African Ind. Co.	34 1/2	34 7/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)	
	14 juin 17 juin
Valeurs françaises ..	89,7 88,8
Valeurs étrangères ..	98,1 97,6
C ^o DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 : 29 déc. 1967)	
Indice général	77,1 74,9

MARCHE MONETAIRE		
	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics....
Effets privés....	..	13 1/2 %
Moyen terme....	..	5 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GROUPE PRINTEMPS. — Marge brute au 31 décembre 1973 : 106,47 millions de francs contre 70,45 millions de francs. L'exercice écoulé se solde par une perte de 1,61 million de francs contre une perte de 24,17 millions de francs à fin 1972.

AGENCE HAVAS. — L'actif net comptable de la société mère, abstraction faite de toutes les plus-values latentes, est évalué à 230 P.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Les actions de la société seront introduites à la Bourse de Paris le 25 juin, au prix d'offre minimum de 750 F.

LES NOUVELLES INTRODUCTIONS A TERME — Les huit nouvelles valeurs introduites à terme le 21 juin se traiteront : par quantités de cinq et multiples concernant

Application des gaz et Club Méditerranéenne, et de vingt-cinq et multiples concernant Elc, Générale occidentale, Mumm, F.L.M., S.A. de télécommunications et Veuve Clicquot-Ponsardin.

NEW YORK

Repli

La semaine s'est ouverte à Wall Street sur un repli assez prononcé des cours. Après avoir fléchi durant la majeure partie de la séance, l'indice des Industrielles s'est établi à 833,23, soit à 9,86 points au-dessous de son niveau de vendredi.

Une fois de plus, le marché a cédé à la crainte d'une hausse des taux d'intérêt. La décision de la First National Bank of Chicago de ne pas suivre l'exemple de ses concurrents en maintenant son taux de base à 11,5 %, et les prévisions peu optimistes d'un autre établissement bancaire contacté, à tort ou à raison, tout espoir de détente immédiat sur le marché de l'argent, ont fait l'effet

L'on notera, toutefois, que l'activité, déjà faible, des jours précédents, s'est encore ralentie : 9,68 millions de titres ont changé de mains contre 10,03 millions précédemment.

Recul des produits chimiques et pharmaceutiques, des ordinateurs, des sociétés intéressées à la défense, des cuivres, des magasins, des électroniques, des automobiles, des pétroles, des minéraux, etc.

Sur 1 744 valeurs traitées, 1 037 ont baissé, 336 ont monté et 371 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS	COURS
---------	-------	-------

	14%	17%
Alcoa	43 1/4	42
A.T.&T.	47 3/4	46 7/8
Bearing	18 1/8	18
Case, Manisharhan Bank	40 3/4	40
Case, National	40 3/4	40
Eastman Kodak	114	113 1/8
Exxon	74 1/8	72 5/8
General Electric	49 3/4	49 1/8
General Foods	25 1/8	24 7/8
General Motors	40 1/4	40
Rockwell	17 1/8	16 3/4
S.P.M.	222 3/4	218 3/4
Standard Oil	70	70
United States Steel	35 1/2	35
Mobil Oil	42	40 5/8
Rockwell	37 1/8	36 1/8
Schlumberger	104	102 5/8
Texas	28	25 1/2
U.S. Steel	46 1/8	45 1/8
U.S. Steel	15 3/4	15 1/2
Westinghouse	41 1/8	41
U.S. Carbide	41 1/8	41
U.S. Steel	46 1/8	45 1/8
U.S. Steel	15 3/4	15 1/2
Westinghouse	41 1/8	41

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17.6	18.6
1 dollar (en yens) ..	242.725	242.85

BOURSE DE PARIS — 17 JUIN — COMPTANT

[illegible]

Depuis quelque temps, les cétariques se poursuivent souvent au-delà de 14 h. 30. Compte tenu de la brièveté du débat qui nous est impartie pour publier la carte complète dans nos prochaines éditions, nous ne sommes pas toujours en mesure de donner tous les derniers cours cotés à terme. Ces cours sont corrigés le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

[illegible]

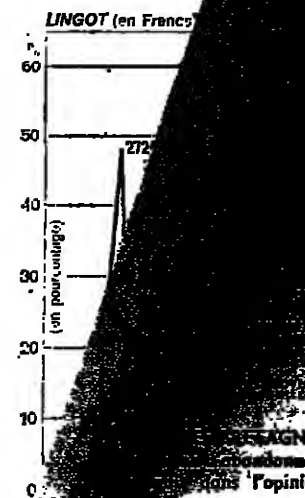
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURES		COURES		de gr 6 gr deux banques	MONNAIES ET DEVISES	COURES	COURES
	871	17 6	871	17 6				
Etats-Unis (5 \$)	4 831	4 827	4 81				25750	25678
Canada (5 can.)	5 038	5 114	5 03				26478	26570
Allemagne (100 DM)	196 420	196 416	192 58				26728	26728
Belgique (100 fr.)	13 965	13 816	12 39				197 95	197 360
Danemark (100 kr.)	12 518	12 518	12 39				197 95	197 360
Espagne (100 pes.)	6 830	6 820	9 61				288 58	288 58
France-Suisse (5 \$)	11 761	11 759	11 60				248 30	248 30
Italie (100 lires)	7 760	7 758	9 67				248 30	248 30
Grande-Bretagne (100 £)	91 280	91 280	91 28				1223 12	12274
Portugal (100 \$)	188 253	188 190	184 75				675	684
Pays-Bas (100 gld.)	19 965	19 972	20 20				1010	1010
Suède (100 kr.)	112 518	112 518	11 68				224 90	224 90
Suisse (100 fr.)	164 050	164 790	163 50				226 60	224 90

LA VIE

LE MONDE
VARIATIONS CO
ET L'A

L'or conserve
mais le



LE MONDE DE LA MEDICINE
PAGES 19 A 20

— Avortement : La théorie et l'expérience.
— « L'homme de vivre », un livre du professeur Debré.
— Quarante personnalités se prononcent en faveur de l'euthanasie.

13-14. JUSTICE
— La lecture dans les prisons : l'administration doit contrôler les publications dont le seul objet est de troubler l'ordre », affirme le ministre.

14. RELIGION
— Un évêque autochtone aux îles Wallis et Futuna.

14-15. EDUCATION
— Au congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur.

16-17. EQUIPEMENT ET REGIONS
— LA VIE DES REGIONS : la qualité de la vie à Montreuil-Mines et à Cusset.

— LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES : l'emploi dans le Midi-Pyrénées.

21. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
— Soixante-douze pays vont étudier le « comportement » météorologique de l'Atlantique tropical.

23. CULTURE
— Le 100^e anniversaire de la culture européenne de la culture.

23 à 25. ARTS ET SPECTACLES
— CINÉMA : hommage à Mary Pickford au musée d'Henri Langlois.

— La mort de Pauline Carton.

26. SPORTS
— AUTOMOBILISME : création d'un nouveau championnat du monde.

36 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— LES QUESTIONS MONÉTAIRES : l'or conserve un indiscutable attrait pour les épargnants ; hausse sensible du coût de l'ensemble des crédits bancaires.

— TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS : la mise en œuvre de la loi Royer.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (27 à 35)
Carnet (18) : Informations pratiques (22) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Finances (41).

Le numéro du « Monde » daté 18 juin 1974 a été tiré à 585 774 exemplaires.

Vos enfants ont pris la voiture ? Louez-en une chez Europcar : 645.21.25

A B C D E F G

Le Monde

Après la nouvelle rupture des négociations sur le cessez-le-feu

WASHINGTON ACCUSE HANOÏ DE VOULOIR CONQUÉRIR LE VIETNAM DU SUD PAR LA FORCE

Saigon (A.P.). — Dans une déclaration publiée ce mardi 18 juin, l'ambassade des États-Unis à Saigon accuse les Nord-Vietnamiens de tenter encore de conquérir le Vietnam du Sud par la force militaire après avoir provoqué de nouveau la rupture des négociations sur le cessez-le-feu. Les délégués de Hanoï et du G.R.P. avaient quitté, le matin même, les commissions militaires bipartites et quadripartites.

Le différend porte sur des privilèges et immunités réclamés par la partie communiste pour ses délégués. Les délégués des États-Unis et du Vietnam du Sud ont proposé de soumettre la question à une commission spéciale de façon que les séances plénières puissent traiter de problèmes plus importants, mais cette suggestion a été rejetée par les délégués de Hanoï et du G.R.P.

J.-P. D.

LE BUDGET SOCIAL DE LA NATION EN 1974

Le budget social de la nation, c'est-à-dire l'ensemble des prestations sociales dont bénéficient les Français de la part de l'État, des organismes de sécurité sociale, d'assistance, de protection et de promotion a été, en 1973, supérieur au budget de l'État (227,7 milliards de francs contre 213,1) et se sera davantage encore en 1974 (232,7 milliards de francs contre 223,5). Les dépenses du budget social telles qu'elles apparaissent dans l'annonce au projet de loi de finances pour 1974 représentent cette année plus de 22 % de la production intérieure brute (PIB), soit un pourcentage supérieur d'un point à celui enregistré il y a deux ans.

Le budget social reste alimenté par l'essentiel par les cotisations versées par les employeurs (39,5 % des recettes) et des salariés (17,38 %). L'apport de l'État tend à diminuer : 17 % des recettes au lieu de 18 % en 1972 et 1973. On constate d'ailleurs que les cotisations des salariés sont les cotisations des assurés qui progressent le plus rapidement (+ 19,22 %).

Les prestations sociales en faveur des invalides et des personnes âgées constituent le chapitre le plus important des dépenses (39,5 % du total en 1973). La mise en application de la loi Bonillat modifiant le mode de calcul des retraites et en augmentant progressivement le montant des dépenses (39,5 % du total en 1973) et les aides aux familles (18 %) évoluent peu. En revanche, les prestations au titre de la formation et de l'aide aux chômeurs progressent très fortement en raison de l'application du système de pré-retraite que de l'instauration d'une taxe à la formation continue.

Les mesures qualitatives porteront surtout sur la réforme des entreprises et l'amélioration des conditions de travail. Le dossier sur les entreprises est encore imprécis : F.O. se déclare, comme la C.G.T. et la C.F.D.T., opposée à toute idée de cession en revanche, la C.F.T.C. est favorable à la généralisation de sociétés à directeurs et conseil de surveillance — formule déjà appliquée dans une certaine mesure — et que le C.N.F.P. pourrait ne pas rejeter.

Quant aux négociations, entamées depuis plus d'un an, entre les syndicats et le C.N.F.P., M. Chirac a indiqué qu'il pressait les partenaires sociaux pour aboutir rapidement à un accord (les discussions pourraient se terminer à l'automne) a laissé entendre le président du C.N.F.P. : faute d'accord, le gouvernement utilisera la voie parlementaire. D'autres amendements annoncés à M. Bergeron sont jugés positifs par F.O. : il s'agit comme l'a réclamé depuis longtemps cette centrale de faire participer d'une part les syndicats à l'élaboration des contrats de pro-

M. JACQUES FERRY président de l'AGREF ÉMET DES RÉSERVES SUR LE « PLAN DE REFROIDISSEMENT »

Présentant le bilan annuel des activités de l'Association des grandes entreprises faisant appel à l'épargne (AGREF), son président M. Jacques Ferry, sans contester les objectifs du plan gouvernemental de « refroidissement de l'inflation », s'est demandé si toutes les techniques et tous les moyens retenus pour les atteindre auront la même efficacité. Jugant « logiques » les mesures prises, il a critiqué certains aspects de la politique d'aggravation de la fiscalité directe et de l'encaissement du crédit.

Pour lui, frapper principalement les sociétés, c'est « une solution de commodité » et « une non solution d'équité ». Sans nier complètement l'opportunité du freinage de la demande de biens et de services, M. Ferry estime que les modalités techniques envisagées pour y parvenir devraient appeler de « séries correctifs ».

La pugnacité des Français

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles signés, tapisseries et tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8^e - 265.11.03

Après la nouvelle rupture des négociations sur le cessez-le-feu

WASHINGTON ACCUSE HANOÏ DE VOULOIR CONQUÉRIR LE VIETNAM DU SUD PAR LA FORCE

Saigon (A.P.). — Dans une déclaration publiée ce mardi 18 juin, l'ambassade des États-Unis à Saigon accuse les Nord-Vietnamiens de tenter encore de conquérir le Vietnam du Sud par la force militaire après avoir provoqué de nouveau la rupture des négociations sur le cessez-le-feu. Les délégués de Hanoï et du G.R.P. avaient quitté, le matin même, les commissions militaires bipartites et quadripartites.

Le différend porte sur des privilèges et immunités réclamés par la partie communiste pour ses délégués. Les délégués des États-Unis et du Vietnam du Sud ont proposé de soumettre la question à une commission spéciale de façon que les séances plénières puissent traiter de problèmes plus importants, mais cette suggestion a été rejetée par les délégués de Hanoï et du G.R.P.

J.-P. D.

En U.R.S.S. RÉSULTATS SANS SURPRISE AUX ÉLECTIONS AU SOVIET SUPRÊME

Le renouvellement des deux Chambres du Soviet suprême a eu lieu le dimanche 16 juin en U.R.S.S. Selon les chiffres qui viennent d'être publiés, 161 633 325 électeurs ont pris part au vote, soit une participation de 99,98 % dans les 1517 circonscriptions.

Selon la commission centrale électorale, 99,85 % des suffrages se sont prononcés pour les candidats au conseil des nationalités et 99,79 % pour ceux qui étaient présentés pour le conseil de l'union.

(Lire page 6, l'« Evénement »)

LA FRANCE REJOINDRA-T-ELLE LE GROUPE DES DOUZE SUR L'ÉNERGIE ?

Selon une dépêche Reuter en provenance de Bruxelles et citant des sources généralement bien informées, la France rejoindrait le groupe de coordination de la conférence de Washington sur l'énergie en février dernier. Le groupe, qui comprend les États-Unis, le Canada, la Norvège, le Japon et les pays de la C.E.E. (sauf la France) tient actuellement une réunion dans la capitale belge. Les récents contacts bilatéraux germano-français montrent que la France pourrait rallier le groupe, ajoute Reuter.

Au quel d'Orsay, on déclare qu'il n'y a aucune modification de l'attitude française, et à l'inverse que pour le moment aucune position sur ce sujet n'a été prise.

A NICE Les combats décisifs s'engagent aux Jeux olympiques d'échecs

Totalement indifférents aux caprices du temps sur la Côte d'Azur, quatre cents joueurs continuent, à Nice, leur marathon intellectuel. Parmi eux, la plupart des grands maîtres internationaux que compte la planète échiquéenne, y compris, bien sûr, la pléiade des Soviétiques représentés par six d'entre eux : Karpov, Kortchnoi, Spassky, Petrossian, Tal, Kouzmine.

Ces témoins se sont fait accrocher lundi dans la deuxième ronde de la finale A par les talentueux joueurs de l'équipe d'Angleterre. Karpov a montré très joliment quel autre avantage — psychologique — il y avait... à appeler Karpov et à être prétendant au titre de champion du monde. Dans une partie de moins, il a fait accepter la nulle par le premier joueur Harston qui, au départ, n'y croyait certainement pas et n'a pas voulu prendre le risque de se faire « mystifier » par la nouvelle et brillante étoile des échecs soviétiques. D'autre part, Tal a dû concéder une nulle à Steun et Petrossian devra peut-être en faire de même contre Keone. Kouzmine, lui, a gagné. Pour le moment, les Russes ne forcent pas leur talent. Ils n'ont probablement pas le moindre doute quant à leur victoire finale.

La pugnacité des Français

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles signés, tapisseries et tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8^e - 265.11.03

APRÈS AVOIR ACQUIS QUARANTE MIRAGE

La Grèce achète près de quatre-vingts avions de combat aux États-Unis

A vingt-quatre heures d'intervalle, la Grèce a signé, la semaine dernière, avec la France puis avec les États-Unis, des contrats de livraisons d'armes dont le montant, particulièrement important selon des sources dignes de foi, n'est pas révélé. Les forces armées grecques ont acheté, en effet, quarante intercepteurs Mirage F-1, soixante bombardiers Corsair A-7, dix-huit avions de transport C-130 Hercules, un nombre — encore inconnu — d'avions d'entraînement américains et cinq navires de guerre qui sont des frégates d'escorte d'un modèle assez récent.

C'est le jeudi 13 juin, à Athènes, qu'a été signé le contrat pour la fourniture, par le groupe Dassault-Breguet et par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), des quarante Mirage F-1 (de la Grèce du 13 juin). La Grèce est devenue ainsi le dix-neuvième client étranger du groupe Dassault-Breguet qui a produit le Mirage II. On souligne dans les milieux diplomatiques d'Athènes que la France n'a fait aucune ouverture à la Grèce, mais que celle-ci s'est adressée à des industriels français dans le souci de diversifier ses sources d'approvisionnement en armements.

Le vendredi 14 juin, les États-

Unis et la Grèce ont conclu un accord qui porte sur la livraison de soixante bombardiers Corsair A-7, produits par Ling-Ten Vought, de dix-huit quadricoptères de transport militaire C-130 Hercules, conçus par Lockheed, et d'un nombre non précisé d'avions américains d'entraînement. On évalue à 400 millions de dollars (environ 2 milliards de francs) le montant de cet accord. Dans le même temps, les États-Unis acceptaient de livrer à la Grèce des frégates de la classe TF-109, au coût global de 250 millions de dollars (environ 1 250 millions de francs).

Ce réarmement de la Grèce, la modernisation de ses forces aériennes, notamment l'acquisition de Mirage, inquiète la Turquie, avec laquelle le gouvernement d'Athènes entretient des rapports difficiles depuis que les deux États se disputent, particulièrement, l'éventualité d'une prospection, à des fins pétrolières, du plateau continental de la mer Égée.

(1) La République Sud-Africaine, l'Espagne, la Libye, l'Algérie, l'Australie, la Belgique, le Pakistan, le Pérou, le Brésil, l'Uruguay, la Colombie, l'Argentine, l'Émirat d'Abou-Dhabi, Israël, le Koweït, le Zaïre et l'Arabie Saoudite ont acheté des Mirage.

ENTRE PARIS ET BOSTON Concorde deux fois plus rapide qu'un avion classique

Boston (Massachusetts) (A.F.P.). — « Magnifique, c'est magnifique, un confort et une facilité de déplacement que j'ai expérimenté jusqu'à maintenant », a déclaré, lundi après-midi 17 juin, à Boston, M. Andrew de Voursney, premier vice-président de la Compagnie américaine United Airlines, au retour du Concorde, parti le matin même pour Paris.

Le temps de vol pour cet aller et retour — qui constitue une nouvelle première mondiale du supersonique franco-britannique — a été exactement de 7 heures 38 minutes, y compris l'escalade de Paris à l'aéroport Charles de Gaulle, à Roissy-en-France (Val d'Oise) : 3 h. 10 à l'aller, 3 h. 08 au retour, soit 6 h. 18 de temps de vol. Le Concorde a ainsi réalisé le trajet Boston-Paris-Boston (environ 11 000 kilomètres) en 5 minutes de moins que n'en met un avion de ligne classique pour un aller simple.

Le Concorde se vendra lui-même grâce à ses splendides qualités, a encore dit le vice-président de United Airlines, qui s'est, d'autre part, déclaré étonné de la capacité intérieure de l'appareil.

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

LE MAROC COMMANDE SIX CANONNIÈRES RAPIDES A LA FRANCE

(De notre correspondant.) Cherbourg. — Une commande portant sur la livraison de six redoutables canonnières rapides de surveillance côtière vient d'être passée par la marine de guerre française aux constructions mécaniques de Normandie, à Cherbourg, qui avaient déjà livré au Maroc, en 1966 et 1967, un escadron côtier de 150 tonnes et un patrouilleur rapide de 150 tonnes.

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à

Le vendredi 14 juin, le même appareil avait relé Boston à